Les Temps Modernes

8e année REVUE MENSUELLE nº 81 /86

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Juillet 1952



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur
JEAN-PAUL SARTRE

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits
qui lui sont adressés

La rédaction reçoit sur rendez-vous

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90

o

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

o

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2.100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire,
mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr

Les Temps Modernes

LES COMMUNISTES ET LA PAIX

Quand les C.R.S. chargeaient contre les mineurs, la presse de droite publiait des bulletins de victoire : c'est ce qui m'avait fait croire que le *Figaro* n'aimait pas les ouvriers. Mais je me trompais. Je fais mes excuses à tout le monde et singulièrement à M. Robinet. Car il les adore, les ouvriers, M. Robinet. Il ne voulait pas l'avouer — par pudeur, je suppose. Mais après la bagarre des usines Renault, il vient enfin de déclarer son joli sentiment. Ça m'a d'abord surpris, je l'avoue, de lire ce titre en gros caractères : « Victoire ouvrière. » Car enfin, me disais-je, *sur qui* la classe ouvrière a-t-elle bien pu la remporter, cette victoire, sinon sur le patronat et les gardes mobiles, donc sur les lecteurs du *Figaro?* Mais je n'y étais pas du tout : non, le prolétariat n'a pas vaincu les flics. Ni la bourgeoisie. Il a triomphé du Parti Communiste — la seule organisation politique qui le représente à l'Assemblée — et de la C.G.T. — la plus grande et la plus ancienne de ses fédérations syndicales. Bref, il s'est démuni, il a jeté ses armes; on attend de lui un dernier effort : qu'il dissolve ses syndicats, qu'il vote pour les Indépendants aux élections partielles, alors il connaîtra la plus belle victoire : celle qu'on remporte sur soi-même. Oui, c'est ainsi qu'on les aime, les travailleurs : sans armes, mains nues, bras ouverts. Qu'il était beau, le peuple, à Fourmies, le 1er mai 1891 : pas de troupes de choc, alors, ni d'organisations paramilitaires : des gens dans les rues, beaucoup de gens : en désordre. Des enfants, du muguet, une jeune fille tenait une branche de gui. Les soldats du commandant Chapuis purent viser sans hâte et tirer à bout portant.

Peut-être ces commodités reviendront-elles : et je comprends qu'on s'en puisse féliciter : le massacre de Fourmies appartient certainement à cette catégorie de spectacles que M. Mauriac nomme « scandaleux mais dans le meilleur sens ». Mais ce qui passe mon entendement, c'est le contentement imbécile que

témoignent certains hommes et certains journaux « de gauche ». Pauvres gens : une fois de plus, le P.C. a réussi son coup : ils l'aimaient, ils l'ont quitté à regret, il les a couverts de merde, ils le détestent. Affaire de cœur. Je les rencontre parfois, ces exclus; ils ont gardé leur sourire tendre mais l'œil est légèrement hagard : la contradiction de notre temps s'est installée en eux. Comment pouvez-vous croire *à la fois* à la mission historique du Prolétariat et à la trahison du Parti Communiste, si vous constatez que l'un vote pour l'autre? Ils se débrouillent tout de même, mais peineusement; chacun parcourt, en plus ou moins de temps, les quatre étapes fatidiques. Première étape : « le P.C. se trompe, oui, mais on ne peut *tout de même* pas aller contre le prolétariat. » Deuxième étape : « la classe ouvrière, c'est toujours mes amours; mais il faut *tout de même* reconnaître qu'elle n'est pas très perspicace. Voyez les travailleurs allemands : ils se sont laissé prendre au boniment de Hitler. » Troisième étape : « la classe ouvrière a cessé de m'intéresser depuis qu'elle tolère sans indignation les camps de concentration soviétiques. » Quatrième et dernière étape : l'Apocalypse : « Nous vous concluons une Alliance avec les États-Unis. Stop. Nous vous atomisons la Russie. Stop. Nous vous pendons tous les communistes. Stop. Et nous vous reconstituons sur les ruines le vrai socialisme, internationaliste, démocratique et réformiste. » Pas de doute : la plus belle victoire de la classe ouvrière, les troupes américaines la gagneront sur les troupes de l'U.R.S.S.; mais pour oser le dire à haute voix, il faut être tout à fait traître ou fou de chagrin, ce qui revient au même. En général, on reste dans les demi-teintes et on va fronder dans les salons réactionnaires pour voir l'ennemi de plus près; ou alors on fait des dosages : on sera pour les Indochinois et les républicains espagnols, contre les Chinois et les Grecs; pour Lénine, ce grand libéral, et contre Staline l'autocrate. Ça ne tient pas debout, on le sait et l'on se répète à voix basse : « Si seulement cette sacrée nom de Dieu de classe ouvrière se décidait une bonne fois à laisser tomber le P.C. ». Prenez, par exemple, M. Altman. Je le connais bien : ce n'est pas un traître, pas même un mauvais homme. Mais les communistes l'ont traité selon la technique de Charles Boyer dans « Gaslight » : on fait croire au patient par des stratagèmes répétés qu'il est fou et méchant. Au bout de trois ans de ce régime, M. Altman est déjà plus qu'à moitié convaincu. Et voici ce qu'il écrit, le 29 mai, dans *Franc-Tireur :* « L'excitation contre tout ce

qui est « américain » a pris désormais la forme de la rage maniaque et meurtrière. On a parfaitement le droit de critiquer la politique américaine, si on le juge bon. Mais a-t-on le droit de montrer que, par tous les moyens, depuis la calomnie jusqu'au sabotage, on ne tolérera plus que des hommes, des alliés, soient à côté de nous pour parer à une éventuelle agression... A-t-on le droit de lancer dans la rue des hommes, des femmes, des enfants sur des mots d'ordre qui rappellent purement et simplement le racisme. Il ne s'agit même plus ici de communisme mais de russisme... Tout ce qui ne sert pas la Russie de Staline... tout ce qui est pour la liberté telle qu'elle existe encore en deçà du rideau de fer, tout cela doit être annihilé avant d'être exterminé... »

Avez-vous remarqué : « si on le juge bon ». Que de finesse, que de sous-entendus dans ces cinq mots et comme on mourrait de bon cœur pour la langue et la culture qui permettent ces nuances. Si on le juge bon : ça vous a tout simplement l'air de vouloir dire : « Si telle est votre opinion ». Mais ce serait oublier la très légère défaveur qui s'attache à l'expression : « Puisque vous avez jugé bon de m'engager sans me demander mon avis... » Vous avez compris : critiquez vos *alliés* américains si vous le jugez bon; M. Altman ne le juge pas bon, lui, et s'il vous laisse libre, c'est en vous prévenant discrètement que vous allez faire des sottises. Hélas, j'ai peur que ces subtilités ne soient perdues : les Américains qui liront l'article ne sont pas encore préparés par l'enseignement basique à les goûter comme il faut. En tout cas, ce sont nos *alliés* : ça, M. Altman ne nous l'envoie pas dire. Il a raison d'ailleurs, parfaitement raison : le gouvernement français — au fait, lequel? — a signé le Pacte Atlantique. Bref l'ouvrier jouit des libertés démocratiques : il peut penser, parler, voter. Alors? Qu'a-t-il besoin d'aller se bagarrer dans les rues, comme un voyou? Ah! c'est le stalinien qui le pousse. Ce Stalinien, son mauvais génie, l'éternel meneur, *russiste* aujourd'hui, boche avant-hier, semant l'or anglais en 1789 et déjà l'or russe en 1840, attisant le mécontentement des masses et le mettant à profit pour les jeter dans la politique. Fanatisées par ses perfides discours, elles sortent de la légalité et sont les premières victimes de leur violence. C'est lui, nous le savons aujourd'hui, qui précipita la canaille à l'assaut de la Bastille, lui qui profita du dépit de quelques esclaves noirs, peut-être trop sévèrement punis, pour nous faire perdre Saint-Domingue; lui qui finança la conspiration des quatre ser-

gents, les journées de juin 48, les innombrables grèves de la fin du siècle et pour finir les mutineries de 1917. Comment déjouer ses ruses? Comment le réduire enfin à l'impuissance? M. Altman nous le dit : « Si une démocratie sociale hardie savait ôter aux Staliniens le monopole de la défense des travailleurs, nous n'en serions pas là. » Voilà qui ne nous rajeunit pas : depuis cent soixante-deux ans, ni le remède ni le mal n'ont changé. Et la hardiesse démocratique de M. Altman n'est pas sans rappeler le progressisme prudent de ce comte de Morny qui dès janvier 1898 écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* : « Le communisme mine sourdement la base des sociétés et des gouvernements. Des concessions modérées, des réformes intelligentes, une étude consciencieuse des questions financières et sociales, le zèle pieux des classes riches en faveur des classes pauvres en même temps qu'une résistance courageuse aux factions empêcheront-ils les maux qui nous menacent? Voilà la véritable question. »

Va pour la démocratie sociale hardie : concessions modérées aux syndicats, zèle pieux des patrons pour les travailleurs, résistance hardie aux factieux *séparatistes*. Mais où en sont les éléments? Où est l'équipe politique qui appliquera le programme? Où la majorité qui la portera au pouvoir? M. Altman n'est pas dupe : il sait pertinemment qu'il faut des années avant qu'un groupe politique prenne assez d'influence pour se faire représenter à l'assemblée. Or il est convaincu que c'est la guerre *demain*, la guerre provoquée par les Russes et la guerre perdue si l'on ne trouve un moyen de soustraire les masses *dès aujourd'hui* à l'influence du Parti. Pauvre M. Altman, vous pensez s'il les connaît, depuis trente ans, les communistes; il sait bien qu'ils ne lâcheront pas le morceau. Alors, quelquefois son raisonnement favori se retourne tout seul dans sa tête et il se dit : puisque le Parti D.S.H. (démocratique, social, hardi) n'est pas encore au pouvoir, est-ce qu'il ne faudrait pas reconnaître que le P.C. est, dans le moment présent, le seul représentant *possible* des électeurs ouvriers? Ces jours-là, j'aime autant vous dire qu'il a le sommeil léger, M. Altman! Car il fait partie d'un groupement assez étendu qui est à la guerre de 40 ce que l'association des Anciens Combattants était à celle de 14, l'Amicale des Futurs Fusillés. Ils m'ont souvent convié à leurs banquets mais je n'ai pas pu prendre sur moi d'y aller et de partager leur gaîté virile et funèbre. « Venez donc, disaient-ils, vous êtes des nôtres! » Mais, si la prochaine guerre éclate, je vois

tant de raisons pour que nous y laissions tous notre peau que je ne vais pas perdre mon temps à dénombrer celles qui me sont particulières.

Là-dessus, le 4 juin, l'or de mille trompettes : la proportion des grévistes est de deux pour cent. M. Altman exulte, il se sent revivre. Deux pour cent! Enfin l'ouvrier a compris, il est las de tirer les marrons du feu pour l'U.R.S.S. et marque sa défiance au Parti qui voulait le dresser contre les institutions républicaines; rassasié de violence, il retourne à son jardinet de banlieue, à la douceur tant vantée de ses mœurs. Aussitôt tout le monde s'offre à le guider. F.O. lui ouvre les bras, M. Altman en vient à se demander sérieusement s'il ne pourrait pas lui refiler sa D.S.H.

Beaux enfants, chers rats visqueux, vous courez à la guerre! Vous pouvez m'en croire. C'est un rat visqueux qui vous parle. Vous courez à la guerre et vous nous y entraînez. L'indifférence des ouvriers ne freine pas le glissement au massacre : elle l'accélère; si elle devait être définitive, vous pourriez cirer vos bottes. A force de chercher les poux du Parti Communiste, vous êtes devenus myopes; et vous déplorez si souvent que le P.C. « ait le monopole de la défense des travailleurs » que vous avez fini par croire que ce privilège lui venait du hasard. C'est le parti, dites-vous, des hystériques, des assassins et des menteurs, il excite à la haine et ses ruses sont si grossières que vos journaux, chaque matin, les déjouent sans effort. Il faut donc que le prolétariat tout entier soit criminel, menteur et hystérique. Sinon comment expliquer qu'il demeure communiste? Le nez de Staline, peut-être? S'il eût été plus court...?

Dût-on empoisonner leur lâche soulagement il faut rappeler ces âmes troublées à la décence et leur remettre en mémoire quelques vérités déplaisantes : qu'on ne peut combattre la classe ouvrière sans devenir l'ennemi des hommes et de soi-même, mais que, s'il plaît au P.C. et quand vous ne lèveriez pas même le petit doigt, la classe ouvrière sera contre vous; qu'il ne suffit pas pour devenir traître que les communistes vous accusent de trahir; mais qu'il faut alors garder la tête claire car le dépit, la haine, la peur peut-être et les sourires de droite peuvent du jour au lendemain vous faire choir dans la trahison; qu'il ne faut point compter, enfin, sur la liquidation du P.C. : il est vrai que le prolétariat le boude un peu, ces temps-ci, mais c'est une petite affaire et qui restera entre eux, déjà le comité central en a tiré la leçon. Voilà

la situation : vous n'y pouvez rien, moi non plus. Si vous la trouvez trop dure, ouvrez le gaz ou pêchez à la ligne; mais ne commencez pas à tricher sinon vous finirez, comme un que je connais, par prêcher la guerre au Carnegie Hall et par dégoûter les Américains eux-mêmes. Quand vous avez appris la manifestation contre Ridgway, vous nous avez fait montre d'une indignation sans bornes : tout était là, tout! tous les intolérables défauts communistes : l'illégalité, la violence et cette manie néfaste de mobiliser les travailleurs syndiqués sur des mots d'ordre politique. Eh bien, j'ai peur que vous ne trichiez; ce vice incurable que vous reprochez au P.C. je me demande si ce n'est pas tout simplement la nature singulière du prolétariat.

Les faits sont là : la manifestation, la grève manquée qui a suivi, les élections partielles, chez Renault puis à l'Assemblée. Lignes un peu brouillées, contradictoires en apparence. N'importe, laissons-les parler. Ils vous diront peut-être si vous êtes des traîtres ou tout simplement des rats visqueux [1]. Ils vous diront, en d'autres termes, dans quelle mesure le P.C. est l'expression *nécessaire* de la classe ouvrière et dans quelle mesure il en est l'expression *exacte*.

I

LA MANIFESTATION DU 28 MAI.

1° *Tirer les marrons du feu pour l'U.R.S.S.*

« L'ouvrier s'est lassé d'être le jouet de Moscou. Il a refusé de prendre part à la manifestation parce qu'il en désapprouvait le principe. » Qu'en savez-vous? L'avez-vous *de vos oreilles* entendu se plaindre? C'est *nous* qui voyons partout la main de Moscou. Je ne dis pas que nous ayons toujours tort; mais l'ouvrier n'est pas fait comme nous. C'est un « grand interprétant » comme le bourgeois mais son manichéisme est à l'inverse du nôtre : lui, c'est l'or de l'Amérique qu'il découvre derrière tous nos gestes. Dire qu'il *s'est aperçu* qu'on abusait de lui, c'est supposer que notre système

1. Le rat visqueux n'a pas trahi. Mais le Parti est sûr qu'il eût pu le faire si l'occasion s'en était présentée. Bref, c'est un mot qui désigne cette catégorie d'individus — très répandus, hélas, dans notre société : le coupable à qui l'on ne peut rien reprocher.

d'interprétation s'est substitué au sien. Est-ce que M. Robinet *s'est aperçu* qu'il était le jouet des États-Unis? Et M. Altman? Au reste le P.C. français n'a jamais caché qu'il alignait sa politique sur une politique générale dont les directives s'élaboraient au Komintern puis au Kominform. Dans les thèses votées par le 3e Congrès mondial de la IIIe Internationale, on lit que « le Parti dans son ensemble est sous la direction de l'Internationale Communiste ». Et que « les décisions de l'Internationale Communiste sont obligatoires pour le Parti et pour chacun de ses membres ». Or à cette époque (1921), sur les cinq membres du « Présidium du Comité Exécutif » trois étaient russes, un allemand, et un hongrois. Cela n'empêcha pas, après le congrès de Tours, 130.000 socialistes français de former le Parti Communiste, tandis que 30.000 restaient avec Blum. Au reste, les différences profondes qui séparent le P.C. italien du Parti français prouvent qu'une large initiative est laissée aux dirigeants régionaux. Vous prétendez que cette politique sert exclusivement les intérêts de l'U.R.S.S. Mais vous avez beau jeu de le faire. Il faut voir, en effet, que la troisième Internationale est née d'un besoin d'autorité. L'échec du mouvement pacifique de 19, l'impuissance des ouvriers et la collusion des chefs socialistes avec le gouvernement bourgeois de l'union nationale inclinaient les militants au rigorisme. Les congrès de la IIe internationale « n'étaient que des assemblées académiques se terminant par des résolutions sans valeur », à tous les échelons de la S.F.I.O. c'était l'anarchie. Or la plupart des militants étaient convaincus que « la lutte des classes entrait dans sa période de guerre civile ». Ils avaient donc le désir de forger un nouveau parti qui fût une arme. Autorité, efficacité, hiérarchie, voilà ce qu'ils demandèrent à la IIIe internationale; et sans doute préféraient-ils suivre les directives d'étrangers qui avaient vaincu la bourgeoisie de leur pays plutôt que d'obéir à des Français qui avaient collaboré avec la bourgeoisie française. Ce que souhaitaient les 130.000 adhérents du P.C., ce qu'ils réalisèrent, ce fut la *centralisation démocratique*, sorte de mobilisation totale et permanente qui assurait à chacun le maximum d'efficacité. Dès cette époque, les dirigeants se défendaient contre les deux reproches qu'on ne cessa de leur faire par la suite : « Il faut que la centralisation s'accomplisse de telle sorte qu'elle soit pour les membres du parti un renforcement... de leur activité... Autrement elle apparaîtrait aux masses comme une simple bureau-

cratisation du Parti. » Et « les cris sur la dictature de Moscou sont un moyen de diversion banal[1] ». Seulement l'appareil ainsi conçu est, par essence, ambigu. Car si l'action ouvrière est conçue et menée à l'échelle internationale par un parti centralisé, ses mots d'ordre, quel que soit leur but, apparaîtront en tel ou tel secteur local comme des impératifs abstraits; chaque prolétariat régional sera traité comme le moyen de cette fin inconditionnée qu'est la Révolution mondiale et, à défaut d'une connaissance minutieuse de tous les événements — qui n'est possible qu'à l'historien et rétrospectivement — c'est la confiance seule qui décidera qu'on n'a pas été joué et que les sacrifices consentis étaient légitimes. Comme toujours, les faits ne disent ni oui ni non : après Pearl-Harbour, le Parti Communiste des États-Unis demanda à ses adhérents noirs de mettre une sourdine à leur campagne anti-raciste : inutile d'alimenter la propagande nazie. Beaucoup de noirs étaient entrée au Parti parce qu'il était seul à les défendre : ils se jugèrent sacrifiés et le quittèrent. On ne peut les en blâmer : mais quel était le but final du mot d'ordre? Visait-il uniquement les intérêts de l'U.R.S.S. ou ceux de l'Europe et du monde? Pour en décider il faudrait soutenir d'abord que le conflit de 1940 ne fut qu'une guerre impérialiste. C'est ce que pensent en effet les trotzkystes et ils sont conséquents puisqu'ils condamnèrent la Résistance en 42. Mais les résistants de gauche auraient mauvaise grâce à les suivre. De toute façon, on ne tranchera la question qu'après avoir pris position sur des questions beaucoup plus vastes et, pour finir, sur celle de la valeur de la Révolution Russe et du Marxisme.

On l'a vu justement, en 1921. Depuis la guerre, les socialistes français avaient tendance à revenir au pacifisme absolu qui était, malgré l'échec de 1914, demeuré dans la tradition française. Lénine voulait qu'ils fissent une distinction entre les guerres impérialistes et les guerres révolutionnaires. Les anarchistes d'extrême gauche s'y refusèrent longtemps : étant pacifistes intégraux, ils réclamaient le droit de crier « A bas toutes les armées, y compris l'armée rouge ». Qui avait raison? Cela dépend évidemment de la *valeur* de l'U.R.S.S. pour la Révolution, donc de la valeur de la Révolution en U.R.S.S. Et vous pourrez, selon vos convictions, montrer que l'exigence de Lénine brise une tradition profonde de la vie socialiste française, qu'elle introduit par

1. Message aux ouvriers allemands et français (Lénine).

la force une exception absurde au centre d'un système cohérent, ou que la situation qui légitimait le pacifisme absolu d'avant-guerre était largement dépassée depuis la Révolution d'Octobre. On se croirait engagé dans une des interminables discussions où s'opposent les philosophes optimistes et les disciples de la Rochefoucauld : on y passe en revue les actions humaines et chacun les explique selon ses vues; celui-ci par des motifs altruistes, celui-là par des mobiles intéressés. Si ces disputeurs ne peuvent s'entendre c'est qu'ils ont décidé *a priori* de la valeur humaine. Et si vous ne pouvez vous entendre avec les communistes c'est que vous vous êtes fait *a priori* une opinion sur la valeur de l'expérience russe.

En janvier 1918, Lénine écrit : « La République des Soviets restera un exemple vivant aux yeux des peuples de tous les pays et la force de pénétration révolutionnaire de cet exemple sera prodigieuse. » Et en mars 1923 : « Ce qui nous intéresse, ce n'est point cette *inévitable* victoire finale du socialisme. Ce qui nous intéresse, c'est la tactique que nous devons suivre, *nous*, *Parti communiste de Russie*, nous, pouvoir des Soviets de Russie, pour empêcher les États contre-révolutionnaires occidentaux de nous écraser. » Tout le problème tient dans ces deux textes. Pour un communiste convaincu, en effet, le socialisme doit nécessairement triompher puisque le capitalisme porte sa mort en lui. Cela veut dire que la Russie n'est pas l'unique chemin pour parvenir à l'issue finale. Née des antagonismes qui provoquèrent la guerre de 14, elle peut disparaître : les antagonismes lui survivront et les nations capitalistes finiront par s'effondrer. En ce sens bien précis, la sauvegarde de l'U.R.S.S. n'est pas la condition *nécessaire* de la Révolution mondiale. Mais ces considérations ne sont pas *historiques* : historiquement la chance du prolétariat, son « exemple » et la source de « la force de pénétration révolutionnaire », c'est l'U.R.S.S. Outre cela, elle est *en elle-même* une valeur historique à défendre, le premier État qui sans réaliser encore le socialisme « en contient les prémisses ». Pour ces deux raisons, le révolutionnaire qui vit à notre époque et dont la tâche est de préparer la Révolution avec les moyens du bord et dans la situation historique qui lui est dévolue, sans se perdre dans des espoirs apocalyptiques qui finiront par le détourner de l'action, doit associer indissolublement la cause de l'U.R.S.S. et celle du prolétariat. Voilà du moins ce que pensait Lénine et ce qui ressort clairement des textes confrontés. Mais, d'un autre côté, l'U.R.S.S. apparaît comme la

chance historique de la Révolution et non comme sa condition *nécessaire* (au sens mathématique); il semble donc, en tous les cas, qu'elle pouvait être autre qu'elle n'est sans que l'avenir de la Révolution fût compromis, qu'elle pouvait, par exemple, exiger *moins* de sacrifices dans les démocraties de l'Est. Plus sa situation sera périlleuse, plus l'aide qu'elle demandera aux prolétariats européens sera *pour elle* nécessaire; mais plus ses exigences seront dures et plus elle tendra à passer aux yeux des démocraties populaires et des prolétariats pour une simple nation particulière. Ainsi, dans le cas le plus favorable, l'identification de l'U.R.S.S. et de la cause révolutionnaire ne sera jamais complète et les anticommunistes pourront toujours remontrer à l'ouvrier français qu'il « tire les marrons du feu pour Moscou ». Mais inversement il n'en pourra faire la preuve que *dans un cas :* s'il peut démontrer que les dirigeants soviétiques ne croient plus à la Révolution russe ou qu'ils pensent que l'expérience s'en est soldée par un échec. Il va de soi que, même si le fait était vrai, ce dont je doute fort, la démonstration n'en serait pas possible aujourd'hui [1]. En toute autre hypothèse le Politburo peut se tromper, faire fausse route, commettre des erreurs mortelles (la Révolution est inéluctable, mais l'U.R.S.S. peut disparaître); quoi qu'il fasse, il ne sacrifiera pas le travailleur à la *nation russe*.

Dans la manifestation du 28 mai, nous trouvons une illustration parfaite du conflit d'opinion qui oppose irréconciliablement anticommunistes et communistes; les uns et les autres sont imperméables à l'expérience parce que leur siège est déjà fait, mais les premiers, sensibles au sang répandu, n'ont vu qu'une sorte de violence cruelle et guerrière; les autres ont pu la juger inopportune et maladroite : elle n'en demeure pas moins, à leurs yeux, un moment de la grande partie d'échecs que le prolétariat joue contre le capitalisme international.

2° « *Moscou veut la guerre.* »

De toute façon, le vrai problème est ailleurs et ceux qui parlent de Moscou veulent nous égarer. Car ce n'est certes pas l'U.R.S.S. qui a commandé cette manifestation. Elle inspire, je le veux bien, la politique des Partis nationaux mais sur une très large échelle.

1. J'y reviendrai dans la deuxième partie.

Billoux[1], à son retour de Moscou, a écrit un article pour annoncer la rupture du P. C. avec « la bourgeoisie qui livre le pays à la colonisation du nouvel occupant. » Mais en admettant même qu'il lui ait été dicté — ce qui me paraît simpliste — les actes qu'il annonce sont autrement graves qu'un simple défilé, fût-il accompagné de bagarres; la manifestation a dû être décidée avec les affaires courantes par le Bureau politique et sous sa responsabilité[1].

Et quel est son but, au fait? Car la presse parle de troubles, de désordre, de haine mais sans donner la raison de tout ce tapage. « Son but? — l'anticommuniste se divertit de ma candeur — mais voyons! préparer la guerre! » Évidemment! Que n'y avais-je songé : le Parti Communiste et les Combattants de la Paix convient la population parisienne à manifester contre la guerre : c'est la preuve aveuglante que l'U.R.S.S. veut nous attaquer. Aveuglante, en effet, pour qui s'en rapporte à la doctrine de nos ministres : *si vis pacem para bellum*, d'où l'on déduit, par voie de conséquence logique : *si vis bellum para pacem*. Depuis la signature du Pacte Atlantique, des images de quiétude champêtre sont communément associées à la vue d'un habit militaire; et la rencontre inopinée d'un char d'assaut a sur les grands nerveux l'effet d'une potion calmante. Par contre, le civil est suspect, puisqu'il ne porte pas l'uniforme. Est-ce qu'il ne veut pas la paix? Justement il la réclame à grands cris : plus de doute, c'est un factieux. Il est clair qu'il a choisi sa tenue pour nous offrir l'image décourageante du désarmement; et ses appels à la concorde n'ont d'autre but que de désorganiser la défense. Vous rappelez-vous notre gêne quand, de temps à autre, la guerre froide nous laissait un peu de répit? On se demandait : qu'est-ce que ça cache? Et hier encore, le général Clark a été saisi d'angoisse quand il a vu qu'on ne se battait plus sur le front de Corée; il a fallu cinq bombardements massifs pour le calmer. Il y a comme ça, depuis quelque temps, d'étranges silences qui font trembler le monde. Communiste ou non, l'homme qui veut la paix reste lié pour nous à ces malaises : il est forcément à la solde de l'ennemi. Que sera-ce si sa conduite s'inspire de la violence qu'il refuse? Et je reconnais que le P. C. a la voix forte : il crie si fort sa volonté de paix que chacun croit sa dernière heure venue.

1. C'est lui, en effet, qui sera le plus sévèrement condamné dans le rapport de Fajon.

Mais vous, vous qui jouez les indignés, que faites-vous d'autre? Est-ce que vous ne prétendez pas, vous aussi, désirer la paix? Or, je cherche vos rameaux d'olivier et je ne vois que des bombes. Vous montrez, dites-vous, votre force pour n'avoir pas à vous en servir? Mais faire montre de sa force, c'est déjà violenter. Pour obtenir la soumission d'un roitelet nègre, vous couvrez de vos bombardiers le ciel d'Afrique; cette violence blanche est pire que l'autre : il s'inclinera sans que vous tiriez un coup de fusil mais vous aurez brisé sa volonté par la terreur. Voyez d'ailleurs, voyez le résultat de vos très pacifiques menaces : elles engendrent de très pacifiques réponses qui sont des massacres. Vous publiez le résultat de vos expériences atomiques et vous vous vantez de pouvoir raser Moscou en 24 heures : dans l'intérêt de la paix, bien sûr, et pour décourager l'agresseur éventuel. Mais le gouvernement soviétique, lui aussi, tient à décourager l'agresseur : il abat un avion suédois pour montrer que son espace aérien est inviolable. D'agression découragée en agression découragée, en Grèce, à Berlin, en Corée, à Paris même, des hommes meurent chaque jour; et voilà votre Paix : la Paix par la peur. Si l'U.R.S.S. avait aussi peur que vous, votre paix serait déjà devenue la guerre.

Car l'U.R.S.S. veut la paix et le prouve chaque jour. Vos alliés américains répètent qu'on n'évitera le conflit qu'en s'armant à outrance. « L'U.R.S.S. ne nous inquiétera plus quand nous serons plus forts qu'elle. » Plus forts : capables de l'écraser si elle bronche. Admettons que vous ayez atteint ce degré de puissance : qui décidera qu'elle a bronché? Quelles seront les limites de votre patience? Faudra-t-il qu'elle envahisse un pays allié ou suffira-t-il qu'un État satellite emprisonne un cardinal? Le gouvernement américain affirme qu'il n'attaquera pas sans de très graves motifs. J'aimerais le croire. Mais les Russes? Comment voulez-vous qu'ils le croient? Comment se fier aux promesses d'un gouvernement démocrate qui n'est pas même capable d'arrêter le bras de ses généraux et qui, dans six mois, aura peut-être cédé la place à un gouvernement républicain? Je ne doute pas, bien sûr, de la pureté des intentions américaines mais je sais malheureusement qu'un changement du potentiel militaire produit nécessairement un changement dans les esprits. Il n'est pas besoin de recourir aux analyses marxistes pour savoir qu'une nation, quelle qu'elle soit, a la politique étrangère de son armement : elle est toute proche encore l'époque très regrettée où les Américains détestaient la

guerre parce qu'ils n'avaient pas de canons. Or vous prétendez que les dirigeants soviétiques sont des monstres qui tiennent pour rien la vie humaine et qui peuvent déclencher la guerre d'un claquement de doigts. Alors *pourquoi n'attaquent-ils pas*? Pourquoi n'attaquent-ils pas quand il en est temps encore, quand leur chasse est supérieure à celle de l'ennemi et quand il suffit de huit jours à leurs armées pour couvrir l'Europe? « Parce que, dites-vous, ils ont peur de nos bombes atomiques. » Je comprends : ils attendent donc que le stock en soit triplé et que l'armée atlantique soit prête. O calcul admirable! L'U.R.S.S. veut faire la guerre, dans trois ans elle doit la perdre et elle ne la fait pas quand elle peut encore la gagner. Il faut que les gens de là-bas soient fous. A moins tout simplement qu'ils ne veuillent la paix.

La Paix? Je vous vois réprimer un sourire : encore un neutraliste, un qui croit au Père Noël. — Parfait : vous, vous êtes un réaliste. On nommait *réaliste*, pendant la guerre de 40, les Français qui collaboraient avec l'armée allemande; un *réaliste* aujourd'hui, c'est un Français qui croit que l'U.R.S.S. est le diable et qui se réfugie en criant dans les jupes de l'Amérique. Donc *vous savez, vous*, que les membres du Politburo sont des chiens enragés. Et qui vous l'a dit? Quelles sont vos preuves? Je choisis le plus fin des chroniqueurs du *Figaro*, M. Raymond Aron, et je lis ceci : « [le neutraliste]... se plaît à imaginer une Union soviétique strictement sur la défensive, inquiétée par les préparatifs américains, uniquement désireuse d'assurer sa sécurité. Il suffit de se rappeler la diplomatie menée par l'Union soviétique entre 1943 et 1947, alors que les Occidentaux multipliaient les efforts de collaboration, pour comprendre l'illusion sur laquelle est fondée l'attitude neutraliste [1] ». Il *suffit*, vous avez bien lu. Voilà les arguments qu'on nous oppose. On pense bien qu'Aron ne parle pas sérieusement : car enfin, j'ai beau considérer comme il m'y invite la « diplomatie » soviétique, je n'arrive pas à me déprendre de mes illusions. Elle n'est pas courtoise, cette diplomatie; elle est brutale, sans scrupules, elle respire la méfiance et la haine. Visiblement l'U.R.S.S., mal informée sans doute, n'a pas pris au sérieux l'effort de collaboration des Européens. Elle prend des gages chaque fois qu'elle peut et, parfois, au risque d'accroître dangereusement la tension internationale [2]. Non : je ne donnerai pas à l'U.R.S.S. un prix de

1. Aron : Les deux tentations de l'Européen (*Preuves*, juin 1952).
2. Je pense surtout à l'affaire d'Iran.

vertu. Mais elle était invincible en Europe, le réarmement américain — de l'aveu même d'Aron — n'était pas commencé et *jamais* elle n'a fait un geste susceptible de déclencher la guerre. Au reste, le Parti Communiste collaborait avec les partis bourgeois dans les démocraties de l'Ouest et son mot d'ordre était : *produire.* Si vous accusez l'U.R.S.S. d'avoir, *à partir de 47*, saboté la reconstruction européenne, reconnaissez, du moins, qu'elle la stimulait *auparavant.* Et si dans ce sabotage vous voyez une preuve de ses intentions belliqueuses, alors, pour l'amour de la logique, voyez dans le stakhanovisme de Marcel Paul une preuve de ses intentions pacifiques.

Il me semble au contraire que l'attitude présente de l'U.R.S.S., ses hésitations et le double sens de sa diplomatie ont été parfaitement définis trente ans à l'avance par un article de Lénine publié dans la *Pravda*, le 2 mars 1923 (Œuvres complètes, II, 1041) :

« ... Il ne nous sera pas facile de tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays les plus avancés... Ce système des rapports internationaux est maintenant tel qu'en Europe l'un des États — l'Allemagne — est asservi par les États vainqueurs. Ensuite une série d'États et, disons-le, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de leur victoire, dans des conditions telles qu'ils peuvent se servir de cette victoire pour faire une série de concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de « paix sociale ».

En même temps toute une série de pays — l'Orient, les Indes, la Chine — précisément du fait de la dernière guerre impérialiste se sont trouvés définitivement jetés hors de l'ornière. Leur développement s'est orienté définitivement dans la voie générale du capitalisme européen. Dans ces pays a commencé la fermentation qui travaille toute l'Europe. Et il est clair maintenant pour le monde entier qu'ils se sont lancés dans une voie de développement qui ne peut manquer d'aboutir à une crise de l'ensemble du capital mondial.

Nous sommes donc à l'heure actuelle placés devant cette question : saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'à ce que les pays capitalistes d'Europe occidentale aient achevé leur développement vers le socialisme? Mais ils n'achèvent pas leur développement comme nous le pensions auparavant. Ils l'achèveront,

non par une « maturation » régulière du socialisme chez eux mais par l'exploitation de tels États par tels autres, par l'exploitation du premier État vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient... L'Orient est entré... définitivement dans l'orbite du mouvement révolutionnaire mondial.

Quelle tactique cette situation impose-t-elle à notre pays? Évidemment la suivante : nous devons faire preuve de la plus grande prudence afin de conserver notre pouvoir ouvrier, de maintenir dans son autorité et sous sa direction notre petite et toute petite paysannerie... Nous avons ce désavantage que les impérialistes sont parvenus à scinder le monde en deux camps; et cette scission se complique du fait que l'Allemagne, pays où la culture capitaliste est réellement avancée, ne saurait que difficilement se relever aujourd'hui... D'autre part l'Orient tout entier... est placé dans des conditions où ses forces physiques et matérielles ne sauraient aucunement soutenir la comparaison avec les forces physiques, matérielles et militaires de n'importe quel État beaucoup plus petit de l'Europe occidentale.

Pouvons-nous conjurer le choc futur avec ces pays impérialistes? Pouvons-nous espérer que les antagonismes et les conflits internes entre les pays impérialistes prospères de l'Occident et les pays impérialistes prospères de l'Orient nous laisseront une trêve pour la deuxième fois, comme ils l'ont fait pour la première fois lorsque la croisade entreprise par la contre-révolution occidentale pour venir en aide à la contre-révolution russe échoua par suite des contradictions qui existaient dans le camp des contre-révolutionnaires?...

Il me semble qu'il faut répondre à cette question en ce sens que la solution dépend ici d'un trop grand nombre de facteurs, que ce qui permet en somme de prédire l'issue de la lutte, c'est le seul fait que l'immense majorité de la population du globe est en fin de compte instruite et éduquée pour la lutte par le capitalisme lui-même.

L'issue de la lutte dépend finalement de ce que la Russie, l'Inde, la Chine etc., forment l'immense majorité de la population du globe... à cet égard il ne saurait y avoir l'ombre d'un doute quant à l'issue finale...

Mais ce qui nous intéresse, ce n'est point cette inévitable victoire du socialisme. Ce qui nous intéresse, c'est la tactique à suivre pour

empêcher les États contre-révolutionnaires occidentaux de nous écraser. Pour que nous puissions subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les pays les plus civilisés du monde et les pays arriérés comme ceux de l'Orient et qui forment cependant la majorité — il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser. Nous aussi nous manquons de civilisation pour passer directement au socialisme encore que nous en ayons les prémisses politiques... »

(Suit un plan d'ensemble pour l'économie intérieure de l'U.R. S.S.)

Qu'y a-t-il de changé depuis ce texte admirable de lucidité?

— L'U.R.S.S. s'est industrialisée. Mais l'effort colossal des U.S.A. tend à maintenir l'écart entre la production de l'Ouest et celle de l'Est.

— Le mouvement révolutionnaire chinois s'est achevé par une révolution. Mais l'industrialisation de la Chine n'a pas même commencé. L'Inde est restée en dehors du mouvement : des conflits peuvent y naître d'un jour à l'autre, qui profiteront à l'U.R.S.S. Mais nous n'en sommes pas là.

— On ne saurait, en 52, parler de « prospérité » comme après 18. Ni non plus de paix sociale. Mais la classe ouvrière est en reflux et les gouvernements bourgeois ont la décision ferme de réprimer les troubles sociaux par tous les moyens. L'action centralisatrice de l'impérialisme américain empêche provisoirement les conflits nationaux et internationaux de s'aggraver. Il semble que les Russes aient compté sur une crise économique des U.S.A. qui ne s'est pas encore produite.

Dans l'ensemble, une réelle disproportion demeure entre le bloc oriental et le bloc occidental. Bien que les U.S.A. et la Chine soient pratiquement en état de guerre, cette guerre entre un pays encore très arriéré économiquement et le plus « civilisé » des États capitalistes ne ressemble en rien à celle que Lénine a prédite et dont il attendait qu'elle portât des coups décisifs au capitalisme. En un mot, si l'on essaye d'imaginer, en se référant à cet article, ce que son auteur pourrait écrire sur la politique à tenir par l'U.R.S.S. aujourd'hui, il semble manifeste qu'il en eût répété les phrases-clés : « Nous devons faire preuve de la plus grande prudence... Pouvons-nous conjurer le choc futur avec les pays impérialistes?

Pouvons-nous espérer que leurs antagonismes nous laissent une trêve pour la troisième fois?... La solution dépend d'un trop grand nombre de facteurs pour qu'on puisse rien prédire... Mais l'issue de la lutte ne fait pas de doute. »

Je ne vois pas que Staline ait suivi d'autre politique. On voit d'abord le gouvernement soviétique mépriser la Société des Nations, cet instrument de l'impérialisme bourgeois, puis, à partir du moment où le Japon et l'Allemagne hitlérienne commencent à l'inquiéter, se rapprocher de la S.D.N., soutenir à Genève la théorie de la paix indivisible et se ranger du côté des nations « conservatrices » contre les nations « prolétaires ». C'était l'époque où Staline déclarait : « Nous ne souhaitons pas un pouce du territoire d'autrui et nous ne permettrons à personne de s'emparer d'un pouce de notre territoire. » L'U.R.S.S. ira jusqu'à signer un pacte d'assistance mutuelle avec la France. Jusqu'à Munich, elle jouera le jeu des démocraties, se bornant à leur recommander plus de fermeté. L'attitude du P.C. français, considérée en liaison avec la politique extérieure de l'U.R.S.S., est très significative. De 28 à 30, craignant que les puissances capitalistes ne lançassent une attaque contre la Russie soviétique, il établit son programme de lutte contre la guerre impérialiste et définit les principales mesures à exécuter en cas de conflit. A partir de 35 et jusqu'à 38, devant la menace intérieure et extérieure du fascisme, l'unité d'action avec les socialistes est envisagée puis réalisée. On sait la colère et les appréhensions de l'U.R.S.S. après Munich, « la tentative des réactionnaires d'Angleterre et de Rome pour s'unir avec les fascistes d'Allemagne et d'Italie sur le dos de l'Union soviétique ». Il est certain que l'U.R.S.S. a craint l'encerclement et la guerre. Vainement les gouvernements anglais et français, devant l'urgence du danger, sollicitent en 38-39 l'alliance russe. La méfiance des Soviets ne désarmera pas : ils sont convaincus que l'Allemagne est à la croisée des chemins et que, selon le jeu des alliances, elle se jettera sur ses voisins de l'Ouest ou sur ceux de l'Est. Ribbentrop et Molotov signent le pacte germano-russe. On a tout dit sur le procédé et il est certain qu'il manque de délicatesse : mais qui peut nier que la Russie, à défaut de la paix du monde, entendait préserver *sa* paix. Il faudra que l'Allemagne l'attaque, en 41, et les premières opérations semblent indiquer que l'armée soviétique n'était pas entièrement préparée au choc. Après 44, l'effondrement de l'Allemagne réveille la hantise de la

croisade antisoviétique. L'U.R.S.S., par tous les moyens, par toutes les politiques, tente de se protéger. A partir de 47, les P.C. européens sont éliminés des postes de commande; nouveau raidissement soviétique. J'ai beau chercher, je ne trouve au cours de ces trois décades aucune volonté d'agression chez les Russes; je vois une nation méfiante et traquée, qui se rappelle encore l'intervention alliée de 18 et la mise en quarantaine qui a suivi, une nation qui préférera tout à l'écrasement, même une guerre mondiale, mais qui cherche par tous les moyens à faire l'économie de cette guerre, grossière, oui, et méprisante et irritable et méchante à l'occasion : mais quoi, s'il est vrai que les partis révolutionnaires, en se réclamant d'elle, ne contribuent guère à calmer les esprits, inversement les injures dont on les abreuve dans les démocraties bourgeoises, les répressions policières et, dans les pays fascistes, l'extermination systématique des chefs communistes ne pouvaient qu'accroître la tension. Car c'est, en même temps, l'U.R.S.S. que les bourgeois détestent dans les communistes et les communistes qu'ils détestent dans l'U.R.S.S. Ce qui n'est pas douteux, en tout cas, c'est que notre hantise de l'agression russe correspond exacment à la hantise russe de l'encerclement.

Qu'on ne s'y trompe pas : si l'U.R.S.S. perdait un jour tout espoir d'éviter la guerre, elle déchaînerait le conflit elle-même. Et qui pourrait l'en blâmer? Mais ses dirigeants sont aussi divisés que les nôtres. Dès 46, Molotov croyait la guerre inévitable. L'affaire yougoslave a montré qu'il n'avait pas entièrement convaincu ses collègues, dont certains, semble-t-il, pensent que le conflit pourra être retardé jusqu'à ce qu'une crise décisive vienne ébranler le monde occidental; les résistances allemandes, les réticences anglaises, les fluctuations de l'opinion en France et en Italie, l'enlisement des Américains en Corée, l'agitation du monde arabe, la guerre du Viêt-Minh, autant de cartes qui restent à jouer. Selon la conjoncture internationale et, peut-être aussi, selon les rapports de force à l'intérieur du Politburo, l'une ou l'autre de ces conceptions prévaut, toujours tempérée par celle de la minorité.

Ces alternances se reflètent dans la politique du P.C. et c'est dans ce climat qu'il faut replacer la manifestation du 28 mai. On l'a fréquemment rapprochée de l'article publié par Billoux après son voyage en U.R.S.S. Or cet article, comme Gilles Martinet l'a bien montré dans *l'Observateur*, plutôt qu'un « tournant » du

Parti annonçait un retour à la ligne de 1950. Cette année-là, au XIIe congrès du Parti, Thorez dénonçait « les gouvernants marshallisés qui sont inféodés aux capitalistes américains... et... qui recourent contre la classe ouvrière aux méthodes de l'assassinat et de la terreur ». En septembre 51, au contraire, Jacques Duclos déclarait à la session du comité central : « Patrons et ouvriers peuvent parfaitement se trouver dans le même camp pour la reconquête de l'indépendance française. » Et, en mai 52, Billoux reprend les thèmes de Thorez : « La défense de l'industrie française ne peut pas être entreprise dans une « union nationale » des ouvriers, des classes moyennes et des industriels. » Ainsi revient-on simplement à l'intransigeance de 50, pour faire retour un mois plus tard, avec le rapport de Fajon au Comité Central (19 juin 52), à la tendance Duclos : le patronat n'est pas homogène, beaucoup d'industriels français sont menacés de ruine par la politique d'armement; l'article de Billoux a été mal compris, il faut abandonner le sectarisme, tendre la main aux masses paysannes, aux classes moyennes, aux intellectuels et « à ceux des patrons que lèse la domination américaine ». L'oscillation cette fois est plus rapide et plus ample : Billoux était allé plus loin que Thorez, Fajon va plus loin que Duclos. Il semble que le pendule s'affole. On a dit que ses périodes correspondaient au rythme de la situation internationale; mais ce n'est pas tout à fait exact : en avril 50, il est vrai, Thorez déclare que « la paix ne tient qu'à un fil » mais la guerre de Corée n'a pas encore éclaté (savait-il qu'elle était proche?) et le réarmement américain date de l'automne suivant; en septembre 51, on enregistre une légère détente par rapport au mois de janvier, pourtant les mêmes menaces pèsent sur le monde : le réarmement allemand est décidé, les négociations d'armistice, en Corée, traînent en longueur, la victoire des conservateurs, aux élections anglaises, est donnée pour acquise, la conférence d'Ottawa va s'ouvrir. Quant aux deux dernières oscillations, elles ont lieu dans la même atmosphère menaçante et tendue, et ce double coup de théâtre ne s'accompagne d'aucune modification sensible de l'attitude soviétique, qui reste assez ambiguë. Au reste on ne trouverait rien d'analogue en Italie pour la même période et il est frappant que Togliatti, quelques jours après la publication de l'article de Billoux, ait fait proposer par Nenni à De Gasperi un front commun contre les monarchistes et néo-fascistes. Cela seul suffirait à exclure l'idée d'une orchestration des mouvements

communistes nationaux [1]. Les oscillations de la politique communiste en France sont la caractéristique du P.C. français qui, pour des raisons que j'expliquerai plus loin, reproduit en les amplifiant les alternances russes : leur rythme, leur périodicité, leur ampleur dépendent au moins de trois facteurs : la conjoncture internationale, la vie intérieure du Politburo, la vie intérieure du Comité Central français. La manifestation du 28 mai est décidée dans un climat de pessimisme. C'est un suprême effort en faveur de la paix; mais déjà on n'y croit plus, c'est ce qui explique la volonté d'échec et le recours à la violence. Le P.C. s'attend au pire : « Aucun pays capitaliste, a dit Staline en 1927, ne saurait se lancer dans une guerre d'envergure sans avoir préalablement assuré ses arrières, sans avoir « maté » ses ouvriers, « ses » colonies. » Persuadé qu'il sera dissous, le Parti envisage déjà de rentrer dans la clandestinité. Le rapport de Fajon fait explicitement allusion à ce défaitisme : « Toutes les activités du Parti doivent poursuivre au grand jour leur travail de masse », dit-il, comme s'il voulait à la fois rassurer les militants et désavouer les conclusions trop hâtives. Quand le Bureau politique décide la manifestation, peu lui importe que la population parisienne s'y rende; il sait déjà que l'ordre ne sera pas suivi [2] : « Ce fut, dit Pierre Thibault dans *France-Soir*, une action concertée de commandos allant sur ordre à une bataille perdue d'avance. » Bataille perdue d'avance : c'est vrai, la manifestation *devait échouer*. Mais il est vrai aussi que les victoires du prolétariat sont à long terme et naissent souvent de batailles perdues dans l'immédiat. Ce que nous ne pouvons guère comprendre, nous autres bourgeois qui ne voulons conserver que le souvenir de nos demi-victoires, c'est la longue patience de l'ouvrier et ce mélange de fatalisme, de désespoir et de courage qui, sous la pression d'une situation intolérable, lui fait parfois entreprendre un combat où il est presque sûr d'être

1. Dans son discours de juin, sous prétexte d'attaquer de Gasperi, Togliatti a vertement tancé le P. C. français. « Nous ne sommes pas si bêtes! a-t-il dit en substance. Vous aviez massé votre police et vos troupes dans les rues de Rome mais nous ne sommes pas tombés dans le piège et nous n'avons pas répondu à vos provocations. » On conclura de là sans grande peine en quelle opinion il tient la manifestation du 28 mai.

2. Comment ne le saurait-il pas puisqu'il a, comme dit Duverger, « construit une méthode scientifique lui permettant... d'être « à l'écoute des masses »? On dit que les dirigeants locaux renseignent mal les dirigeants supérieurs. C'est possible : en ce cas la vérité serait altérée mais non totalement cachée.

vaincu. En décidant contre la chance cette absurde « journée » le P.C. s'inspirait malgré tout de la tradition ouvrière.

Mais surtout il *interprétait* le pacifisme foncier des masses et vous mentez sciemment quand vous félicitez l'ouvrier de ne pas s'être laissé mobiliser pour des intérêts qui ne sont pas les siens. Un des sentiments les plus profonds et les plus simples du prolétariat, une des données immédiates de sa conscience de classe, c'est cette saisie de soi-même comme pur *être-là* sans relation de solidarité avec le tout social. Il n'est pas intégré à la société, il *réside à côté d'elle*, dans une demi-ségrégation qu'on lui impose et qu'il finit par revendiquer. En période de tension internationale, ses liens sociaux se relâchent encore, quand partout ailleurs ils se resserrent; comment pourrait-il se mettre au niveau de la tension psychique et sociale de la petite bourgeoisie qui l'entoure? Ce contraste entre le manque d'intérêt et la surexcitation universelle l'incline au pacifisme. Et le pacifisme inversement est *d'abord* la réaffirmation de la solitude ouvrière au milieu d'une société d'*exploitation*, puis, *seulement après*, une déclaration de solidarité avec la classe ouvrière de la nation ennemie. Pendant que les autres classes projettent de l'autre côté de la frontière leur propre société, mais en la changeant de signe et comme image diabolique de la Société, l'ouvrier se projette lui-même et sans changement de signe, car sa négation de lui-même c'est la classe bourgeoise de son pays. Ainsi l'attitude la plus simple, la plus proche de la spontanéité, celle qui exprime le mieux son sentiment, c'est l'internationalisme. Les plus vieux ouvriers se souviennent peut-être encore de l'appel lancé en janvier 1906 par le Comité Confédéral de la C.G.T. : « *Guerre à la guerre.* Travailleurs... la guerre est à la merci du moindre incident. La presse sait ces choses... et elle se tait. C'est parce qu'on veut mettre le peuple dans l'obligation de marcher, prétextant l'honneur national, la guerre inévitable parce que défensive. Or le peuple ne veut pas la guerre... La classe ouvrière n'a aucun intérêt à la guerre. Elle seule en fait tous les frais — payant de son travail et de son sang. C'est donc à elle qu'il incombe de dire tout haut qu'elle *veut la paix.* »

Nous l'avons vu, la constitution en *Nation* de la Révolution Russe a quelque peu compliqué les choses. En demandant au prolétariat de faire une exception dans son antimilitarisme, le P.C. introduisait une contradiction qui devait, finalement, brouiller toutes les cartes et priver le sentiment spontané de son expression.

Dès 28, on a voulu dériver au profit de l'U.R.S.S. la puissance *sacrée* de certains mots, de certaines situations. Au lieu d'expliquer à l'ouvrier les liens de solidarité réelle et indissoluble qui l'unissaient à l'U.R.S.S., on fit de l'U.R.S.S. la patrie socialiste du travailleur et, de l'ouvrier, le soldat de l'U.R.S.S., combattant de derrière les lignes. En même temps, les techniques de lutte contre la guerre se perfectionnèrent et du coup se militarisèrent : à la solennelle et vague « grève générale », le P.C. instruit par l'échec de 14 voulut substituer des sabotages, une propagande défaitiste et illégale, etc, etc. Déjà, vers 28-30, la classe ouvrière parut déconcertée et la « Journée rouge internationale contre la guerre » fut un échec (1er août 29) assez semblable à celui du 28 mai 52. Aujourd'hui, comme on pouvait s'y attendre, l'Internationalisme, qui suppose la juxtaposition inorganique des masses (elles sont *à côté* les unes des autres et séparées par les frontières, aucune ne commande, les assemblées de leurs représentants sont parlementaires), a éclaté sous l'action de la *centralisation.* Le principe de la 57e « thèse de septembre 21 » : « Le comité directeur du Parti est responsable devant le Congrès du Parti *et* devant la direction de l'Internationale communiste » pourrait s'exprimer symboliquement par cette phrase : l'ouvrier a deux patries, la sienne et la République des Soviets russes. Dans le fond l'apparition des patries achève le cloisonnement horizontal. Le P.C., à l'échelle internationale, se donne une articulation aussi forte que dans chaque pays singulier : pas plus que les cellules les nations ne communiquent entre elles sinon par l'intermédiaire de l'échelon supérieur. Mais par delà ces cloisonnements destinés à resserrer les liens et à asseoir l'autorité du Pouvoir Central, l'intérêt du Prolétariat et celui de l'U.R.S.S. demeurent identiques : on se prive des arguments de Greffulhe, qui portaient si bien au cœur des syndicalistes (« Défendre le sol de la Patrie? Je n'y vois pas d'inconvénient à la condition que le défenseur soit propriétaire de ce sol. » Enquête du mouvement socialiste. Août 1905). Mais il faut reconnaître aussi que la nouvelle propagande vise à émanciper l'ouvrier, à lui fournir immédiatement un moyen de sortir de soi, un lien de transcendance avec l'Autre — malheureusement, sous la forme de l'impératif kantien et du devoir militaire. Le langage adopté est, lui-même, militaire : « [Cette journée de 1929] marquera le passage du prolétariat à la contre-offensive sur le front international... » Mais derrière cette langue de communiqué et par des mots

empruntés aux propagandes des nationalistes, une sorte de sous-conversation se continue entre un prolétariat demeuré foncièrement pacifiste — simplement parce que sa situation est de l'être — et des militants qui, derrière leur appareil idéologique et verbal, le sont peut-être demeurés, eux aussi. Bref, c'est un des graves symptômes de *l'aphasie* comme phénomène international : on communique par le langage; mais contre lui les cadres et les troupes usent de mots qui mentent mais s'entendent tacitement pour restituer la vérité. On parle aux vieux syndicalistes de la contre-offensive du prolétariat et ils entendent une vieille voix d'avant 14 qui leur murmure : « Travailleur... En Allemagne comme en France la communion des idées est formelle sur ce point : le prolétariat des deux pays se refuse à faire la guerre. Donc, par notre action commune et simultanée, forçons nos gouvernements respectifs à tenir compte de nos volontés. » En un certain sens, la manifestation du 28 mai — qui fut beaucoup plus le fait de militants entraînés qu'une manifestation spontanée — avait pour but de donner aux masses une représentation tragique de leurs aspirations profondes, un peu comme, selon Nietzsche, la représentation « figurée » dans la tragédie grecque reflète les plus profonds instincts du chœur.

Bref, il faut que nos beaux messieurs s'en persuadent : le prolétariat n'a aucune raison de se battre. Vous expliquez chaque jour à l'ouvrier que l'U.R.S.S. a trahi la Révolution; il en demeure surpris, il ne croyait pas que cela dût vous faire tant de peine; et pour tout vous dire il ne croit pas un mot de ce que vous dites; quand le *Figaro* publie des ragots d'office sur l'ambassade roumaine, cela divertit sûrement les douairières; mais c'est que les douairières aiment les valets de chambre. Les ouvriers ne les aiment pas particulièrement. Si même il se trouvait, par quelque coup de folie, qu'un ouvrier lût régulièrement cette feuille et qu'il se laissât convaincre de la trahison soviétique, ce serait une raison, peut-être, de ne pas se battre dans les rangs de l'armée rouge, ce n'en serait certainement pas une de se battre contre elle. Mais si, direz-vous : pour délivrer l'infortuné prolétariat russe. Oui. Eh bien, j'ai l'impression que la propagande n'est pas encore tout à fait au point; et je ne crois pas que vous enrôlerez beaucoup de gens si vous leur demandez de reprendre la croisade antibolcheviste que prêchait Hitler et de se ranger au côté de Tchang-Kaï Chek contre les Chinois de Mao Tsé Toung, au côté de Franco contre

les républicains espagnols, de Syngman Rhee contre le peuple coréen tout entier, au côté des assassins de Beloyannis contre les pères et les frères des déportés de Makronissos, au côté d'une oligarchie de colons contre les Tunisiens, les Malgaches et les Viet-miniens.

Vous vous êtes aperçus, je crois, que c'était beaucoup d'exigences; et vous avez renoncé à l'endoctriner. Quand vous voulez, malgré tout, par acquit de conscience, produire quelques raisons de mourir pour les États-Unis, vous organisez des expositions d'art, des conférences et des concerts, bref vous livrez ce qu'on nomme depuis peu une « bataille culturelle ». Mais vous prenez grand soin de doubler le prix des entrées : pour être sûr, du moins, qu'on « restera entre soi ». Ou bien vous promenez de Paris à Londres et à Berlin une brochette d'intellectuels pâles et doux comme des demoiselles qui récitent des compliments appris sur la culture et la liberté. Mais qui donc voulez-vous qu'il persuade, cet orchestre féminin, à part le public des *Annales*? Elle est bien morte, la culture, quand les écrivains se mettent à la *défendre* au lieu de la *faire*. Quant à l'ouvrier, de toute façon, il s'en fout. Pour qu'il s'y intéressât il eût fallu d'abord la lui donner, ensuite qu'elle parlât de ce qui l'intéresse. Une metteuse en plaques qui travaille dans une raffinerie doit servir un groupe de quatre machines et chaque machine remplit trente plaques en deux minutes et demie; une plaque pèse huit cents grammes. Ainsi l'ouvrière transporte cent kilos toutes les deux minutes, environ vingt tonnes par jour. Allez lui demander son fils et son mari, expliquez-lui que c'est pour libérer les pauvres « metteuses en plaques » soviétiques qui n'ont pas le droit d'exprimer leur avis sur la peinture abstraite ou sur les théories de Lissenko; faites-lui comprendre que les États-Unis vont mettre au point une bombe à l'hydrogène et préparent en douce l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., tout exprès pour que les « metteuses en plaques » des démocraties occidentales puissent continuer à penser et à exprimer leur pensée en toute indépendance. N'ayez crainte : elle ne vous frappera pas; elle est trop lasse. C'est vous qui vous indignerez contre elle et qui partirez en déplorant que le sens de la liberté se soit perdu en Europe. Et pourtant elle souhaite, elle aussi, la libération. Mais la liberté qu'elle réclame ne ressemble pas à la vôtre; et je crois qu'elle renoncerait volontiers à la liberté d'expression dont on fait si bel usage à la salle Gaveau si on la libérait du rythme lancinant

des machines, de l'hétéronomie des tâches, du froid, du triste décor des usines. Tenez, pour qu'elle se sentît libre, plus libre qu'elle n'a jamais été, il suffirait — provisoirement — qu'elle pût, dans le même temps et pour le même salaire, transporter dix tonnes au lieu de vingt. Qu'attendez-vous? Vous auriez bien mérité de la culture. Vous dites que vous ne pouvez pas, qu'il faut de la patience et que les petits-enfants des metteuses en plaques seront délivrés par le progrès technique? Parfait : alors, si vous voulez faire la guerre, attendez qu'ils soient nés. Et ne croyez pas convaincre leur future grand-mère en lui vantant les hautes payes américaines et la supériorité de la vie matérielle aux U.S.A. Que lui importent les comparaisons perpétuelles entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.? Car il ne s'agira pas pour elle de travailler à Stalingrad ou à Chicago mais dans une France en paix ou en guerre. Vous autres, gribouilles, vous avez si peur du régime soviétique que vous faites tout ce qu'il faut pour en tâter. Car aujourd'hui c'est la paix, les Américains sont chez nous et les Russes en Russie, mais si demain c'est la guerre, les Américains seront en Amérique et ce sont les Russes qui seront chez nous. Les travailleurs le savent : dès le début des hostilités, ils perdront jusqu'à ce salaire misérable qu'on nomme le « minimum vital »; ils n'ont pas d'intérêt à être « occupés », fût-ce par les armées rouges : ils veulent les Russes en U.R.S.S. et les Américains aux U.S.A. S'ils ne se sont pas dérangés, le 28 mai, c'est qu'ils jugeaient — pour des raisons que j'examinerai plus loin — que le jeu ne valait pas la chandelle; mais le désaccord n'a jamais porté sur le principe de la manifestation. Et croyez bien qu'ils n'ont pas pour Ridgway une affection particulière, ni pour aucun autre Américain. Car vous le savez, rats visqueux, et le *Figaro* lui-même commence à s'en douter : les Américains sont d'admirables propagandistes; mais leur meilleure propagande, ils la font pour les Russes.

3° *« Le P. C. et la C. G. T. lassent les travailleurs en leur imposant des manifestations politiques. »*

Mais voici un argument nouveau : les ouvriers reprocheraient au P.C. d'avoir faussé leur unique instrument de défense en le détournant vers des usages pour lesquels il n'est pas fait; ils auraient montré du bon sens et marqué aux agitateurs « russistes » qu'ils entendaient maintenir la séparation du politique et de l'économique.

Si vous avez dit vrai, ils ont fait aux patrons le plus beau cadeau : car il y tient, le patronat, à cette séparation; plus encore, peut-être, que les hommes de 89 ne tenaient à la séparation des pouvoirs. Quand les puritains eurent laïcisé le commerce et l'industrie, il fallut, dans ce secteur, remplacer Dieu par une loi d'airain : inflexible, cette loi rendait l'innocence aux exploiteurs; divine, elle justifiait le succès; on pouvait prouver, grâce à elle, que le riche était bon et le pauvre méchant.

Ce fut la loi de l'offre et de la demande, « véritable mécanisme régulateur, ajustant le prix, éliminant certains aspirants vendeurs et certains aspirants acquéreurs... stimulant la production en cas d'insuffisance, la décourageant en cas de pléthore [1] ». Elle permit de revenir à l'optimisme, d'établir que la richesse est en proportion de l'utilité sociale et que le meilleur commerçant est celui qui vend à meilleur marché, donc l'élu de Dieu et le bienfaiteur de l'humanité. La loi s'appliquait merveilleusement aux rapports de l'employeur et de l'employé : le travail était une marchandise et le salaire son prix. Nul ne pouvait blâmer le patronat : le salaire était à chaque instant ce qu'il *pouvait être*, rien de plus et rien de moins puisque le réglage était automatique. Ainsi le domaine de l'économique devint celui de la nécessité, tandis que le domaine de la politique demeurait celui de la liberté. Tout va bien tant que les deux domaines restent séparés; on admettra à la rigueur que l'économie influence la politique, mais l'intrusion de la politique dans l'économie trouble les consciences et scandalise : l'action du politicien tend à prouver que la nécessité de l'économique n'est peut-être pas autonome et qu'on en modifie le cours en agissant sur d'autres facteurs. Quelques théoriciens proposèrent de réduire le politique à l'économique : mais la bourgeoisie refusa; elle préfère le compartimentage. Diviser pour régner. On prit simplement l'habitude d'appeler démagogique toute concession que la politique accorde aux classes pauvres sans qu'elle lui ait été arrachée. La générosité, par principe, est *fausse* générosité. « Cette réforme, généreuse en apparence... » Cela signifie que toute tentative pour substituer un ordre humain à l'ordre mécanique est vouée à l'échec. Il n'est qu'une manière d'être bon : s'adapter à l'ordre naturel, obéir à la loi, faire travailler chacun le plus qu'il est possible et le payer le moins possible; on servira la société entière, en produi-

1. Robert Massé : *les Salaires*, p. 40. (Rivière, 1952).

sant au prix le plus bas. Ce louable souci de justifier le profit est à l'origine d'une théorie bien comique : celle de la *bonté terrible* qu'on trouve chez Claudel et chez les hitlériens. Si le travailleur use de ses droits syndicaux pour mélanger l'économie et la politique, il n'aboutira qu'à détraquer toute l'harmonieuse mécanique. Tout va bien s'il réserve l'action syndicale à défendre ses intérêts. Dans le fond, il faut reconnaître que les fluctuations du marché tendent à écarter un peu le salaire moyen de ce qu'on nommait pieusement au XVIIIe le salaire *naturel* et que Turgot définissait : « ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour lui procurer sa subsistance ». Le syndicat n'interviendra qu'en substituant un contractant unique à plusieurs vendeurs. Il ne peut pas modifier les lois éternelles de l'économie; mais un certain pouvoir lui est dévolu, du fait qu'il fonctionne tout simplement comme un monopole. Il en profitera donc pour aménager le salaire brut, dû au seul jeu des forces économiques, et pour le rapprocher autant que possible du salaire naturel.

Ainsi l'économie classique décrit ce qui se passerait si les rapports entre les hommes étaient rigoureusement assimilables aux rapports des choses entre elles. Ou, si l'on préfère, elle établit les lois d'un univers où l'homme est parfaitement inhumain pour l'homme. Le syndicat est tolérable s'il se place, à titre de cas particulier (celui d'un seul vendeur et de plusieurs acheteurs), dans le cadre de ces lois rigoureuses. On ne le tolérera pas s'il se propose de les humaniser. Mais, quoique le point de vue bourgeois soit assez clair en lui-même, je cesse de le comprendre si j'essaye d'envisager les choses du point de vue du salarié; et la distinction de l'économique et du politique devient si fuyante et si vague que j'ai peine à croire qu'elle existe. D'abord je ne sais trop ce qu'on entend quand on veut que l'ouvrier se borne à défendre ses intérêts. Y a-t-il un intérêt de l'ouvrier? Il me semble plutôt, à moi, que l'intérêt de l'ouvrier, c'est de ne plus être ouvrier. Comme le dit Marx : « Le prolétaire a nécessairement pour tache réelle de révolutionner ses conditions d'existence ». Déjà je vois l'anticommuniste hausser les épaules : il paraît que je ne suis pas sérieux et que ces jeux byzantins ont perdu la France de 1939. Bon. Soyons donc sérieux. Il y a un intérêt de l'ouvrier *en tant qu'ouvrier*. C'est-à-dire qu'il doit *pour commencer* accepter sa condition dans son ensemble. Ceci fait, on lui concède le droit de l'améliorer dans les détails. Ainsi la thèse bourgeoise (aussi bien sous la forme un peu fruste

de l'économie classique que sous la forme moderne de la collaboration de classe) c'est que l'ouvrier doit rester ouvrier. Rien d'étonnant puisqu'il est fait pour l'être comme le patron pour être patron. On dira qu'une grève est subversive lorsque les revendications des grévistes s'inspirent d'une conception de l'homme. Quand le patron déclare que le prolétaire est prolétaire de naissance et doit le rester, il ne fait pas de politique : il pose les principes de l'économie. L'ouvrier en fait, par contre, quand il veut supprimer le prolétariat. Toute l'histoire de la législation ouvrière révèle, chez le magistrat bourgeois, la préoccupation de distinguer les bonnes et les mauvaises grèves. En 1872, déjà, Depeyre, défendant devant l'Assemblée un projet de loi qui punissait l'affiliation à l'Internationale, déclarait que l'intention du législateur avait été de « protéger les populations ouvrières » contre toute tentative de grève qui « serait le résultat d'une mauvaise pensée, d'un complot contre l'ordre social ». Et aujourd'hui encore, en termes plus atténués, le Conseil des Prudhommes de la Seine (décision du 26 mars 1947) reprend à son compte la théorie de la « grève abusive » : « Il convient d'appliquer ce droit (de grève) en tenant compte du principe absolu que l'exercice d'un droit est limité par l'abus qui pourrait en être fait; qu'un droit n'est, en effet, jamais illimité dans une société organisée; qu'il trouve sa limite naturelle, à défaut de réglementation particulière, dans les droits d'autrui et de la collectivité... » Belles et justes paroles : l'ennui, c'est que la « société organisée » où l'ouvrier vit et dont il doit respecter les droits, ce soit précisément la société capitaliste qui l'opprime. Ainsi la décision bourgeoise de limiter le droit de grève aux revendications professionnelles est *déjà politique* et repose sur toute une conception du monde et de l'homme.

Eh bien! même en acceptant cette conception, même en définissant *avec* le patronat les intérêts de l'ouvrier, je n'arrive pas à comprendre ce qu'ils sont. Cette usine met un lavabo à la disposition de son personnel : *l'intérêt* du personnel est que le tuyau de vidage ne soit pas bouché. Le pays de ces travailleurs est entraîné vers la guerre par une politique imbécile : leur *intérêt* c'est que la guerre n'ait pas lieu. Entre le premier et le second exemple, il y a place pour toute la vie sociale. Vous dites que le second est d'ordre *politique*? Est-ce si sûr? En cas de conflit, la classe paysanne fournit le « matériel humain » et bénéficie, en retour, de la hausse de produits alimentaires; bref on lui achète des litres de sang;

la situation du prolétariat est exactement l'inverse : ses pertes en vies humaines sont moindres : *c'est économiquement* qu'il souffre. Non pas d'abord mais plus tard, lorsque l'hypertrophie de l'industrie lourde et les difficultés de la reconversion amènent les crises et le chômage. En 1938 la masse des salaires valait deux fois celle des impôts; en 1950 la masse des impôts est égale à la masse des salaires. Le travailleur pourrait déclarer à bon droit que les conflits militaires le lèsent dans ses intérêts matériels. Il y a plus : si vous déclarez que la guerre est un fait politique vous refusez l'explication socialiste de la guerre et le cercle infernal : surproduction — recherches de débouchés — conflits. Je ne dis pas que vous ayez tort ni que cette théorie soit vraie : cela n'importe pas ici. Je dis seulement que vous faites entrer dans votre définition de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas, des jugements de valeur, des présuppositions, une idéologie. Certes la théorie marxiste des crises cycliques, les thèses de Lénine sur l'impérialisme capitaliste sont vraies ou fausses. Mais la démonstration incombe aux spécialistes. La plupart des gens les repoussent ou les acceptent sans même les connaître et seraient bien en peine d'en disputer. Pourtant Merrheim déclare, dans un ordre du jour qu'il fait voter à Marseille en 1908, que « toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications » et tous les confédérés répètent la formule après lui *comme s'ils la comprenaient*. Et les nationalistes ripostent en accusant ces « défaitistes » d'être vendus à l'ennemi *comme s'ils le savaient*. Ce sont deux conceptions du monde qui s'affrontent, vécues et senties plutôt que pensées. Entre les deux, toute conciliation semble impossible : en particulier le « réformisme » apporte aux revendications ouvrières un arrêt brusque et volontaire qui semble parfaitement injustifiable. Qu'on en juge par ceci qui se passait en 1908 : deux ans auparavant un congrès avait voté un ordre du jour préconisant « la propagande antimilitariste et antipatriotique ». Niel, syndicaliste réformiste et leader des minoritaires, vient exposer son point de vue à Marseille : il est contre l'antipatriotisme qui groupe *politiquement* les militants. Janvion soutient le même point de vue : l'Allemagne victorieuse sans peine imposerait une amende dont les travailleurs paieraient la plus grande part. On serait donc tenté de croire que les deux orateurs se prononceront contre l'antimilitarisme *pour les mêmes raisons*. Pas du tout : l'antimilitarisme, selon Niel, demeure sur

le terrain syndical « ayant pour but de lutter contre l'intervention de l'armée dans les grèves ». Ce qui ne paraîtra ni abstrait ni absurde à ceux qui se rappellent les massacres de Fourmies (1891), de la Martinique (1900), de Châlons-sur-Marne (1900), de Raon-l'Étape (1907), de Draveil-Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges (1908). Il fallait lutter contre l'armée puisque l'armée c'était la répression. Mais le raisonnement n'en est pas moins insoutenable : la provocation du militaire à la désobéissance est une action politique. Et, si le courant d'antimilitarisme est assez puissant, il risque d'affaiblir la défense nationale, de donner la victoire à l'Allemagne et d'exposer les travailleurs à payer cette lourde amende que Janvion voulait leur éviter.

Non, il faut s'en persuader : le syndicalisme n'a que deux positions cohérentes. Ou bien il se borne à soutenir les revendications immédiates ou bien il défendra les travailleurs dans tous les secteurs de l'activité nationale. Mais le travailleur qui s'en tiendrait aux revendications élémentaires il faut savoir qu'il a pris *déjà* une attitude politique : ce n'est pas seulement la Révolution qu'il refuse, c'est aussi, par exemple, les grèves de solidarité; il se résigne à son sort et trahit la classe ouvrière.

La vérité, c'est qu'on ne *peut pas* s'en tenir aux revendications immédiates : Marx l'a fort bien dit : « Une lutte pour une augmentation de salaire ne fait que suivre des modifications antérieures. Elle est le résultat nécessaire des fluctuations préalables dans la quantité de production, dans la force productrice du travail, dans la valeur du travail, dans la valeur de la monnaie, dans l'étendue ou l'intensité du travail pressuré, dans les oscillations des prix du marché qui défendent des fluctuations de l'offre et de la demande, et qui se produisent conformément aux diverses phases du cycle industriel; bref ce sont autant de réactions des ouvriers contre des actions antérieures du capital [1] ». Mais en ce cas l'ouvrier intervient *trop tard* et « dans 99 cas sur 100 ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail. [2] » Pour que le prolétariat pût se défendre il faudrait donc que le syndicat pût agir *sur les causes* plutôt que sur les effets. Si vous lui refusez le droit d'influencer la *conjoncture* avec toutes ses implications politiques et économiques, nationales et internationales, vous ravalez ses revendications au niveau des

1. Marx : *Salaires, prix et projets.*
2. *Ibid.*

impulsions aveugles, vous lui ôtez la possibilité *humaine* de prévoir et de prévenir. Vous faites du travailleur un ventre affamé et une bouche qui crie. En un mot le syndicat « a nécessairement pour tâche réelle » d'exiger et d'obtenir, à l'échelle de l'entreprise, le droit de participer à la gestion, à l'échelle nationale, celui de contrôler les conséquences économiques de la politique gouvernementale. Et cela, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire, c'est à-dire du seul point de vue des intérêts « de l'ouvrier en tant que tel. »

C'est que le *fait économique*, aussi bien que l'*homo œconomicus*, est un être de raison. Ou plutôt il symbolise correctement certaines situations limites, dans lesquelles l'oppresseur est en mesure de traiter l'opprimé comme un caillou. En A.O.F., par exemple, le racisme et l'insuffisance du syndicalisme noir créent un sous-prolétariat indigène que l'on maintient systématiquement et dans tous les domaines à un niveau de vie inférieur à celui du blanc le moins favorisé [1]. Du coup « dans la pratique, la rémunération tend à être déterminée par le jeu de l'offre et de la demande [2]. » Autrement dit l'idéologie raciale permet de ravaler le travailleur indigène au niveau du fait économique pur. Pas tout à fait, cependant : pour des raisons que l'on devine il arrive que l'autorité administrative fixe le taux du salaire minimum. Ainsi l'idéologie politique du racisme (avec ses infrastructures économiques) et l'idéologie politique du paternalisme (métropole-bureaucratie) se conjuguent pour déterminer le niveau de vie que l'on estime « juste » et « suffisant » pour un noir. Or il se trouve justement que, dans la métropole, les économistes bourgeois ont renoncé à fonder la théorie du salaire sur la loi de l'offre et de la demande. « Le travail, écrit Mossé, n'est pas une marchandise. Le salaire n'est pas un prix se formant sur le marché... Il est impossible d'affirmer s'il y a une relation et laquelle entre le salaire d'un ouvrier et sa

1. Les allocations familiales sont distribuées comme suit :
Européens : 1er enfant, 175, 2e enfant, 550; etc., 6e enfant, 2.350 fr.
Africains : 1er enfant, 93,72; 2e enfant, 137,50; etc., 6e enfant, 597 fr.
Les Français sont indemnisés pour toute espèce d'accident; les Noirs n'ont d'indemnité que dans le cas où l'accident est occasionné par un explosif ou une machine « mue par une force autre que celle des hommes ou des animaux ». Pour acquérir 1 kilo de pain blanc le manœuvre de Dakar doit travailler 1 h. 27, le manœuvre parisien 25 minutes. Pour acquérir 1 œuf le noir de Dakar travaille 29 minutes, le parisien 11 minutes.

2. William Top : Valeur du travail des salariés africains (*Le Travail en Afrique noire*. Présence africaine, no 13, p. 252).

productivité, entre le niveau général des salaires et l'emploi, la production, les prix, la monnaie, etc. » Ils considèrent aujourd'hui que le problème des salaires est devenu un problème de répartition du revenu national entre les personnes et les groupes sociaux. Et qu'est-ce qui fixera les taux? Un ensemble complexe de facteurs, où vont entrer les représentations collectives et les valeurs, les idéologies, les rapports de force entre les groupes et les données proprement économiques. « Plutôt qu'un prix, écrit Mossé, le salaire est une *participation* à un résultat global au sein duquel une ventilation entre les éléments imputables à tel ou tel facteur est impossible. Ou peut-être c'est un *prélèvement* comparable à un impôt par son mode d'établissement et par ses incidences. Ou encore c'est la *source* qui alimente les besoins individuels et familiaux. S'il en est ainsi le problème des salaires devient un problème de relations humaines, de psychologie, de rapports de forces : *en un mot un problème politique, dominé par des idéologies, des croyances concernant la justice, l'équité, la hiérarchie sociale.* [1] » Les économistes s'attendrissent : « Nous sommes, dit l'un, passé de la neutralité à l'humanisme. » Et l'autre : « De l'économie objective à l'économie normative, politique. » Que s'est-il passé? Ceci, simplement, que le prolétariat est entré par effraction dans l'espèce humaine. Jusqu'en 48, l'ouvrier des manufactures, isolé, n'est pas mûr pour une épreuve de force. *Donc* il n'est qu'une bête; son rapport avec le patronat tend à s'identifier à la pure relation économique. Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le prolétariat se constitue comme une force sociale indépendante. Du coup la bourgeoisie *reconnaît* aux travailleurs la dignité d'homme. A partir de là, l'*humanisme* dont elle était si fière est habité par la contradiction : l'ouvrier est homme parce qu'il fait peur, mais l'ordre social exige qu'il soit maintenu dans sa condition de bête. La contradiction vécue et soufferte par le prolétaire devient la contradiction de la pensée bourgeoise. Chacun propose sa solution. Et chacun, au nom d'un des humanismes qui pullulent (réformisme, collaboration de classes, corporatisme, radicalisme, socialisme chrétien, etc.), cherchera les mesures qui permettront à la société bourgeoise de digérer son prolétariat. Le problème était simple mais difficile à résoudre : à quelles conditions doit répondre une créature d'apparence humaine pour que nous puis-

1. Moïse : *Les Salariés*, p. 128. C'est moi qui souligne.

sions à la fois lui donner le titre d'*homme* et la traiter comme une bête. La solution n'est pas encore trouvée. Ainsi par leur seule présence silencieuse, par la calme menace que leur ordre rigoureux et consenti fait peser sur l'ordre établi, par leur regard, ces hommes, apparaissant tout à coup comme une société dans la société, provoquent des troubles au paradis et font éclater l'humanisme : voilà un *acte politique*, n'est-ce pas, et le plus important, peut-être, depuis 89. On comprendra sans peine que toute action commune des opprimés, même si elle se contient dans les limites strictes de la revendication professionnelle, est *par elle-même*, et comme un événement d'un certain ordre qui se produit dans une certaine société, une action politique : car elle révèle le degré de cohésion des troupes ouvrières, leur climat moral, la force et l'étendue du mouvement revendicatif, et, selon l'issue de la bataille, cette force s'accroîtra en prenant conscience d'elle-même ou diminuera, les liens qui unissent les syndiqués se tendront ou se relâcheront, la relation entre patronat et salariat évoluera dans un sens ou dans un autre. Les ouvriers sont profondément conscients de ce rapport en profondeur qui les rattache à la classe ouvrière toute entière et qui les oppose à la classe bourgeoise. Aussi une grève, quelle qu'elle soit, c'est toujours plus et autre chose qu'une grève. Une grande association ouvrière ne se borne pas à s'affronter aux chefs d'industrie : elle se préoccupe aussi des consommateurs, du *public*. Il s'agit de le mettre dans son jeu, de ne pas se rendre impopulaire, de faire apprécier l'importance qu'elle a dans l'économie nationale, d'amener l'opinion à faire pression sur les patrons. Très souvent l'amélioration des conditions de vie n'est pas le but *en soi* de l'action syndicale : on veut gagner pour le prestige, pour retenir les adhérents, pour en augmenter le nombre. Quant au gréviste lui-même, il s'agit pour lui *en tout cas* de plus et d'autre chose que de son intérêt immédiat : plus que la gêne, plus que la misère, c'est la colère qui le détermine, c'est sa confiance dans les dirigeants, c'est le besoin d'affirmer qu'il est un homme à la face de ceux qui le traitent comme une chose. Disons que le syndicalisme est une *manière d'être homme*.

Objectivement, le syndicalisme est politique. Il va de lui-même à prendre en main la totalité du *fait ouvrier*; les limitations qu'on lui impose ont sans aucune exception leur source dans leur arrière-pensée politique. Très évidemment le réformiste est timide, conservateur, secrètement tenté par la bourgeoisie : les frontières qu'il

prescrit à l'action syndicale il faut qu'elles proviennent de compromissions secrètes puisqu'elles ne sauraient en aucun cas s'expliquer par la situation objective; et il est évident que l'éloignement de Niel pour toute manifestation antipatriotique avait sa racine dans un chauvinisme inavoué. Mais il faut ajouter que les militants syndicaux ont toujours eu conscience de l'importance *politique* du syndicat. Bien sûr, aux temps héroïques de l'anarcho-syndicalisme, ils ont marqué de la défiance aux partis, mais c'était « par un sentiment de brutale opposition à la bourgeoisie ». Greffuelhe nous dit qu'ils « veulent *farouchement* être menés par des ouvriers ». Ils le veulent justement parce que « réacs et socialos » sont pour eux des bonimenteurs de la même farine; ils *feront la Révolution par eux-mêmes*. Le même congrès en 88 engage les travailleurs « à se séparer des politiciens qui les trompent » et à mettre leurs espoirs dans la grève générale qui seule « peut les entraîner vers leur émancipation ». Par la suite on peut constater au sein de la C.G.T. une certaine alternance du réformisme et du syndicalisme révolutionnaire. Mais les militants de l'un et de l'autre bord sont d'accord pour développer *dans tous les sens* l'action syndicale. Pour le révolutionnaire, l'ouvrier est en lui-même la contradiction majeure de la société bourgeoise, il est la négation du système de la propriété. Ses revendications auront un double but : satisfaites, elles amélioreront son sort en réalisant l'ébranlement progressif de l'ordre capitaliste. La grève générale finira le travail. Le réformiste, au fond, c'est le même but final qu'il veut atteindre mais par un progrès continu. De toute façon, il sera « partout où se discutent les intérêts des travailleurs » et réclamera « la participation directe et en tout lieu au fait économique ».

L'une et l'autre tendance eussent approuvé *sans réserve* le programme de la C.G.T., dit « Programme de 49 », où il est dit, notamment : « La condition fondamentale est dictée par l'expérience du premier plan de modernisation et d'équipement et de ce qui en est advenu par l'intervention du plan Marshall. [Il faut] se débarrasser du plan Marshall... dénoncer les accords militaires du bloc occidental, rétablir les relations normales entre États, exiger que nous soient livrées les réparations... *Autant de déterminations qui conditionnent la mise en œuvre du programme confédéral de redressement économique et social, laquelle conditionne à son tour leur entière réalisation...* »

Car votre haine du communisme, ô chers rats visqueux, vous

a fait oublier qu'il est *en retrait* par rapport aux campagnes d'agitation de cette époque. Entre 1905 et 1910 vos pères vivaient dans la crainte d'un coup de force. Aux approches du 1er mai 1906, leurs capitaux s'envolèrent où s'envolent aujourd'hui les vôtres. Il fallut pour ramener l'or et la confiance inventer un complot et coffrer quelques syndiqués. Nos communistes sont nationalistes, ne l'oubliez pas. Ils sont contre *une certaine politique* mais non contre la défense nationale. Nous emprisonnons pour cinq ans Henri Martin, coupable d'avoir distribué des tracts qui dénonçaient l'abjecte sottise de la guerre du Vietnam : mais il n'incitait pas les soldats à la désobéissance. Dans les premières années du siècle, au contraire, la propagande antimilitariste était quotidienne. On a beaucoup crié parce que certains dirigeants du Parti Communiste avaient déclaré publiquement que le prolétariat ne se battrait pas contre l'U.R.S.S. Mais les syndicalistes français, se croyant d'accord avec les ouvriers allemands, avaient déclaré publiquement eux aussi et fait connaître au pays par voie d'affiches qu'ils recourraient à la grève générale pour empêcher la guerre. Et, bien que ce genre de fantaisie n'ait guère d'intérêt, si l'on suppose, un instant, les Greffuelhe et les Merrheim placés dans une situation analogue à la nôtre, on ne doutera pas qu'ils eussent entraîné le Congrès fédéral à condamner à l'avance toute croisade antisoviétique. Ainsi, quand nos bons journaux parlent avec nostalgie d'un âge d'or où les syndicats offraient aux patrons leurs revendications comme un compliment de jour de l'an, ils rêvent. Ils veulent couvrir le fait de l'exploitation, que les militants syndicalistes ne perdent jamais de vue; pour eux le syndicalisme est une arme politique que le patronat a librement donnée aux ouvriers pour que les discussions pussent avoir lieu dans l'égalité. Mais les ouvriers savent bien, eux, que leurs organisations ont été défendues et pourchassées; ils savent que le syndicat, avec ou sans l'aide du P.C., a pour but originel de « changer le monde ». C'est ce malentendu apparent qui donne son ambiguïté au fait syndical. Mais les patrons ne s'y trompent pas et ils savent chanter deux airs bien différents. Quand les organisations de la classe ouvrière font mine de s'opposer au réarmement ou à une politique de guerre, ils lèvent les sourcils, douloureusement étonnés. « Comment, disent-ils, est-ce ainsi que vous nous remerciez? La politique n'a rien à voir avec le syndicalisme. » Mais quand une grève les inquiète ou les gêne, fût-elle purement économique, c'est au nom

de la politique qu'ils prétendent la briser. En 1910, les cheminots cessent le travail. Briand fait arrêter le comité de grève. Interpellé par les socialistes, il déclare : « Il est un droit supérieur à tous les autres, c'est le droit pour une collectivité nationale de vivre dans son indépendance et sa fierté. Or un pays ne peut pas rester frontières ouvertes; non, cela n'est pas possible... Si pour maintenir la sécurité, il avait fallu recourir à l'illégalité je n'aurais pas hésité. » Le principe est posé : toute grève peut être interdite au nom d'intérêts supérieurs. Les syndicats n'ont pas le droit de résister à la guerre; mais au nom des nécessités de guerre on peut supprimer les syndicats. Le 13 janvier 1915, Millerand déclare à la délégation des Métaux : « Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre. » Ainsi sont supprimés les droits syndicaux, au nom d'une guerre que les syndicats n'avaient pas le droit de refuser [1].

« Ils en avaient le droit, me dit l'anticommuniste indigné. Ils en avaient le droit. Est-ce qu'ils votaient, oui ou non? » L'argument est repris en toute bonne foi, j'en suis sûr, par M. Thibaut, rédacteur politique du journal *France-Soir* : « De libres élections, comme sont loin d'en connaître les paradis moscoutaires, ont eu lieu dans tous les pays d'Europe Occidentale depuis la signature du Pacte Atlantique. La majorité des électeurs s'est clairement prononcée partout et c'est une imposture quand les agitateurs communistes prétendent parler au nom du peuple français, qui a parfaitement défini sa position. »

On ne sait s'il faut les trouver réjouissants ou sinistres, ces dialogues de sourds que les blocs et les classes poursuivent depuis sept ans et que presque tous les hommes retrouvent au fond d'eux-mêmes, quand ils ont fermé leurs journaux. Car enfin M. Thibaut n'espère pas troubler un marxiste par cette évocation du suffrage universel. Pour le cas où il croirait vraiment son argument sans réponse, je lui rappellerai ce texte de Lénine, choisi presque au hasard parmi cent autres pareils : « Les parlements bourgeois sont dans une dépendance d'autant plus grande de la Bourse et des banquiers que la démocratie y est plus développée. Il ne s'ensuit

1. Il faut ajouter que, s'il est absurde, dans l'économie *libérale*, de limiter l'action syndicale à la défense des intérêts professionnels, il est proprement imbécile de vouloir maintenir ces limitations aujourd'hui que l'État a assumé de nouvelles fonctions économiques et sociales. Comment peut-on distinguer le politique de l'économique quand c'est *à l'État* que l'ouvrier aura affaire?

pas qu'il ne faille pas se servir du parlementarisme bourgeois et les bolcheviks s'en sont servis avec succès plus qu'aucun parti du monde... Mais il s'ensuit que seul un libéral est capable d'oublier l'*étroitesse* et la *relativité* du parlementarisme bourgeois. Dans l'État bourgeois le plus démocratique, des masses opprimées se heurtent à chaque fois à une contradiction criante entre l'égalité *formelle*, proclamée par la « démocratie », les capitalistes, et les milliers de restrictions et d'artifices *réels* qui font des prolétaires des esclaves salariés. »

Entre 44 et 47 le P.C. a aidé la classe bourgeoise à reconstruire son appareil étatique : c'est qu'il comptait se servir du parlementarisme pour s'emparer du pouvoir et, par là même, pour le transformer; mais il demeurait fidèle à la doctrine léniniste selon laquelle la puissance de la classe ouvrière ne se manifeste vraiment que sur le terrain de la lutte de classes. Dès 46, il s'est trouvé déchiré entre sa politique parlementaire et les conflits sociaux : dans l'État bourgeois ses ministres faisaient figure d'otages et le Parti retrouvait en son sein, sous l'aspect d'une tension croissante entre ses députés et ses militants, le conflit des classes possédantes et du prolétariat. Après son éviction du gouvernement, l'appareil étatique tombe entièrement dans les mains de la bourgeoisie qui remplace à tous les leviers de commande les communistes par ses propres créatures; l'ensemble des institutions républicaines fonctionne contre le Parti. Il se fera donc l'interprète de la volonté populaire sur un autre terrain, celui de la manifestation de rues.

Voilà du moins ce que répondrait un communiste. Mais cette réponse ne satisferait pas plus M. Thibaut que sa question n'eût troublé M. Fajon. J'essaierai d'exposer les faits en dehors de tout esprit de système et d'expliquer le plus simplement qu'un ouvrier est en droit, aujourd'hui, s'il vote pour les communistes, de tenir son bulletin pour nul.

Je rappelle en passant ce que vous avez fait de lui : un citoyen de deuxième classe. A peine a-t-il décidé de voter pour le P.C., sa voix a subi une mystérieuse dégradation, elle a, *ipso facto*, un moindre potentiel électoral que celle de son voisin. Pour envoyer 103 communistes à la Chambre, il faut 5 millions de voix comme la sienne; pour y envoyer 104 socialistes il n'en faut que 2 millions sept cent cinquante mille, c'est donné, et pour 95 M.R.P. 2 millions trois cent mille. En perdant 400.000 voix le Parti perd 79 sièges; le Parti Socialiste en gagne 5 quand il perd 600.000 voix. En gros

— tout à fait en gros — la voix du docker vaut la moitié de celle du pharmacien ou la moitié de celle du sacristain, ou la moitié de celle de son beau-frère, le secrétaire de mairie. Il faut reconnaître que les R.P.F. n'ont pas bonne mine, eux non plus. Mais avec 900.000 voix de moins que le P.C. ils ont 15 sièges de plus : ça n'est pas une si mauvaise affaire; l'opération a été brillamment menée contre les deux extrémismes mais l'un des deux est plus extrémiste que l'autre. « Alors, dit notre docker, je suis donc un sous-homme? » Eh oui : c'est un « politiquement faible ». Et, tout à fait par hasard, il se trouve que c'est un ouvrier. Oh! je sais : c'est légal; rien à dire. Il fallait bien, n'est-ce pas, faire une loi électorale? Et puis, après tout, le P.C. n'avait qu'à s'apparenter. La motion terminale du Congrès M.R.P. le déclare en toute lettre : « Ceux qui se refusent au respect des règles démocratiques comme au respect des diverses familles politiques s'excluent eux-mêmes de cette union et en portent la responsabilité. » Bref, s'il y en a un qui boude, tant pis pour lui! Seulement *avec qui* vouliez-vous que le P.C. s'apparentât? Avec le M.R.P.? Avec le R.G.R.? Et, pour ce qui est d'un rapprochement avec la S.F.I.O., M. Guy Mollet ne le lui a pas envoyé dire : avec un parti communiste *français*, unité d'action. Et tout de suite. Avec le parti russe, jamais! Bref, le tour est joué : dans le cadre des institutions universelles de la démocratie on a tout à fait légalement voté une loi antidémocratique qui concerne expressément un Parti déterminé. Entre nous, il y a largement de quoi descendre dans la rue pour casser quelques vitrines ou quelques gueules. Il y a juste un siècle, le 31 mai 1850, on avait feinté les dockers de l'époque par une combinaison analogue. On ne supprimait pas le suffrage universel, non : on demandait simplement que l'électeur fût domicilié depuis trois ans dans la commune. Comme les ouvriers s'étaient beaucoup déplacés, en quête de travail, pendant les années de crise 47-49, cette mesure revenait à priver le prolétariat industriel de son droit de vote. D'un trait de plume on supprimait 2 millions six cent mille électeurs. La méthode de 1951 est beaucoup plus évoluée : on supprime aussi 2 millions et demi d'électeurs puisqu'il faut 5 millions de voix communistes pour élire 103 députés. Seulement personne ne sait parmi ces cinq millions d'hommes quels sont ceux qui sont condamnés au bulletin blanc. Sur deux électeurs communistes, il y en a toujours un qui compte pour du beurre, mais on ignore lequel. Et puis le prolé-

riat n'est pas grossièrement désigné par des caractères extérieurs : le P.C. se désigne lui-même comme le Parti des méchants en refusant de s'apparenter et l'électeur se désigne lui-même comme prolétaire en votant communiste.

Le docker conserve un peu d'espoir. Après tout le P.C. est le premier parti de France. Peut-être ces 103 députés feront-ils de la bonne besogne. Ils n'entreront jamais, bien sûr, dans une coalition gouvernementale. Mais l'opposition a son rôle à jouer : elle critique, elle modère ou excite, elle influence. Elle donnera peut-être au gouvernement le courage de dire quelquefois non à Washington. Malheureusement il en est de l'opposition comme des membres du P.C. : il y a deux oppositions à la chambre, l'une qui compte et l'autre qui ne compte pas. Le R.P.F. agit à distance — sur la politique en Indochine, par exemple — le P.C. n'agit pas. Les votes de ses élus sont pratiquement neutralisés : le gouvernement les fait entrer à titre de constante négative dans le calcul de sa majorité. Ils compliquent un peu le jeu parlementaire et il faut prendre des précautions avant de poser la question de confiance, mais c'est tout : au lieu de jouer la partie de billard classique, nos champions jouent au billard cadré. Aussi, lorsque M. Brune reproche à Duclos de recourir à l'agitation plutôt que d'exposer son opinion à la chambre, lorsque M. Bony proclame hautement dans l'*Aurore* que tout citoyen français a le droit de persuader, je crois qu'ils veulent rire. Qu'on me dise, en effet, *avec qui* Jacques Duclos peut discuter à l'Assemblée ! Imaginez qu'une inspiration de génie le porte à la tribune. Il parle, il s'enthousiasme, il fouaille, il fait pleurer. Et puis après ? Il recueillera les applaudissements monotones de ses partisans et les injures plus monotones encore de ses adversaires. Il n'a donc pas touché les députés ? Pas un : ils n'écoutaient pas. Il est arrivé dans l'histoire parlementaire qu'un discours d'opposant ait fait tomber un ministre. Mais c'est qu'on croyait encore qu'un opposant pouvait dire vrai. Aujourd'hui on *sait* que l'opposant est menteur : puisqu'il est communiste, voyons ! Le plus grand parti de France est séparé des autres partis par une barrière invisible ; les députés du prolétariat ne manquent jamais de dire leur avis sur l'affaire en cours mais c'est pure cérémonie. Des deux dockers qui se promènent ensemble sur les quais du Havre, l'un n'a pas le droit de voter et l'autre a voté pour rien. Pensez-vous qu'il était si loin d'exprimer l'opinion de ses électeurs, le Parti communiste, quand il annonçait implicite-

ment, au lendemain des élections, la manifestation du 28 mai, en disant : « Le parti devra recourir à d'autres formes d'action indispensables pour lutter contre une majorité férocement réactionnaire. » Pour punir ces députés de deuxième classe, la majorité décida qu'on les priverait de leur immunité parlementaire.

Mais il n'en a pas encore fini, notre docker. Quinze ans plus tôt, il pouvait encore espérer que son gouvernement, par un brusque sursaut d'indépendance ou d'orgueil, s'écarterait un moment du sillage anglais. Aujourd'hui il sait pertinemment que la « continuité de notre politique » c'est la continuité tranquille de la servitude. Nous ne nous montrons intraitables qu'avec les Malgaches et les Tunisiens. Vendus ? Non, même pas : c'est pire. Les Américains nous ont eus pour rien. Si, à ce moment-là, il se rappelle la phrase de Lénine : « Dans l'état bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent à chaque pas à une contradiction criante entre l'égalité *formelle* proclamée par la démocratie des capitalistes et les milliers de restrictions et d'artifices *réels* qui font des prolétaires des esclaves salariés », et s'il se dit alors : « une fois de plus, Lénine a raison », à qui sera la faute, ô grande famille des Petsche, Bidault, Lussy, Pinay et apparentés ? Un jour, il en aura marre ; et son copain aussi. A eux deux, au lieu de décharger les mitraillettes américaines, ils les balanceront à l'eau. Et les flics qui les arrêteront leur diront indignés : « Bande de salauds ! Si vous étiez contre le Pacte Atlantique, vous n'auriez pas pu le dire, non ? Au lieu de détériorer le matériel. Tout le monde est libre, chez nous. Tout le monde a le droit de voter. »

4° « *Le P.C. engage les travailleurs dans la voie de l'illégalité et de la violence.* »

La manifestation du 28 mai était délibérément, insolemment illégale : avec quelle hauteur on a dédaigné d'en demander l'autorisation ! Le mercredi 27, la préfecture faisait passer un communiqué dans les journaux : « Aucune autorisation n'ayant été demandée, tout attroupement sur la voie publique demeure interdit. » A la même heure, par voie d'affiches, le P.C. engageait tranquillement les Parisiens « à répondre en masse à l'appel du conseil de la Paix ».

Dirai-je que ce mépris affiché de la loi ne m'inquiète guère ? Cet aveu, s'ils le lisaient, navrerait certains penseurs professionnels des États-Unis. « Affaiblissement de la conscience démocratique

chez les intellectuels européens », diagnostiqueront-ils. On aurait mauvaise grâce, pourtant, à exiger que les intellectuels français s'étonnent des agissements illégaux du P.C. lorsque, dès 1920, dans « l'Adresse du 26 juillet aux membres du Parti Socialiste Français », la IIIe Internationale a réclamé que la propagande « là où elle est difficile par suite des lois d'exception, soit menée illégalement ». Le texte ajoutait : « S'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire. » Les socialistes, à l'époque, n'étaient effrayés ni par le mot ni par la chose. Et Léon Blum, au congrès de Tours, fit, à ce sujet, une distinction curieuse : « Certes, il n'y a pas un seul socialiste qui consente à se laisser enfermer dans la légalité... Mais l'illégalité est une chose et la clandestinité en est une autre [1]. » Jusqu'ici je ne vois pas de problème : un parti déclare qu'il recourra s'il le faut à l'illégalité. La démocratie le tolère au nom de la liberté de penser. Ce parti organise une manifestation interdite. La police s'y oppose par la force et arrête les manifestants qui lui résistent. Tout cela est *normal* et M. Cachin n'était pas né quand se produisit le premier choc entre des manifestants et les flics de la IIIe République. Par contre, on obtiendra difficilement que je déplore de bonne foi l'illégalité de la démonstration communiste sans dénoncer en même temps l'arbitraire de la répression, qui est aussi manifeste. Qu'est-ce qui justifie l'arrestation de Duclos? Le flagrant délit de complot contre la sûreté de l'État? Cela n'existe pas. Et même si c'était concevable, comment y aurait-il eu flagrant délit deux heures après la manifestation. Port d'armes prohibées, alors? Quel aveu : un député possède dans son auto une matraque et un revolver; pour ce délit vous l'arrêtez malgré l'immunité parlementaire, vous le jetez en prison et vous l'y maintenez sans même lui accorder sa mise en liberté provisoire. Allons! Vous avez arrêté M. Duclos parce qu'il faisait fonction de secrétaire général du Parti et parce que le Parti avait organisé la manifestation : toutes les précautions prises depuis un siècle et demi par les magistrats et les juristes pour rationaliser la vengeance publique, le gouvernement les a abandonnées, il est revenu à la notion la plus grossière de la responsabilité; le peu de soin qu'il apporte à justifier ses actes inquiétera

1. Malheureusement l'illégalité ne saurait se *maintenir* sans que les décisions soient prises dans la clandestinité. Et, de toute façon, dans le cas qui nous occupe, l'illégalité ne s'appuyait pas sur une clandestinité : elle était publiée, recherchée, au contraire.

davantage encore : il savait que l'opinion serait complice. Non, ce n'est pas l'intellectuel occidental qui a perdu le goût de la république, c'est la société entière. Que le Parti Communiste affirme depuis trente ans son mépris de la légalité bourgeoise et qu'il le fasse impunément : voilà qui prouve la force de nos institutions; trouvez-y, selon vos goûts, l'occasion d'admirer la grandeur de la démocratie ou de dénoncer ses contradictions. Qu'un M. Pinay joue un peu brutalement avec les institutions républicaines et coure le risque de les détraquer, il n'y a pas grand mal encore : ce Monsieur n'est personne; il est sorti de l'ombre, voici quelques semaines; on réparera l'appareil gouvernemental quand il sera retourné à ses ténèbres. Mais que la France ait surpris son président du Conseil en flagrant délit de violation de la loi et qu'elle n'ait pas bronché : voilà qui tend à prouver que la République a du plomb dans l'aile. Et quels arguments l'on produit pour justifier cette arrestation! Voyez MM. Robinet et Brisson : M. Duverger expliquait bien tranquillement, dans le *Monde*, qu'il n'y avait peut-être pas urgence à dissoudre le P.C. Sur ce, ces deux Messieurs ont perdu patience et l'ont mordu : « Un complot? Quel complot? C'est le P.C. tout entier qui est un complot! Il s'en vante depuis trente ans! Que voulez-vous de plus? » Mais, direz-vous, ces hauts personnages sont tenus de pratiquer l'antisoviétisme de choc. Soit. Mais M. Duverger, comme il nous l'apprend dans un nouvel article, a reçu un très grand nombre de réponses qui prouvent que l'opinion générale des paisibles lecteurs du *Monde* est parfaitement antidémocratique. « De quoi vous plaignez-vous? N'empêchez pas le gouvernement de faire sa politique : il nous débarrasse de Duclos. » Ou bien : « Il faut que les chefs payent comme leurs troupes. » Ou encore : « Pinay a eu raison puisque les communistes n'ont pas bougé. » Ou : « Pas d'illégalité quand il s'agit des hors-la-loi. » A vrai dire, M. Duverger ne cite pas les réponses en *ces* termes : c'est moi qui les ai rédigées, parce qu'on me les a faites et que je les ai reconnues au passage dans son article. Sévère avertissement au Parti Communiste : tout ceci prouve qu'il a effrayé la petite bourgeoisie et les classes moyennes. On pense bien en effet que les chefs d'industrie ne se soucient guère des libertés démocratiques : que voulez-vous qu'ils fassent de la liberté de penser? Ils n'en jouissent pas plus, quand ils l'ont, qu'une metteuse en plaques de raffinerie : ils payent des bouffons pour en jouir à leur place; la liberté qu'ils exigent, la seule, c'est celle

de mener à leur gré les batailles de la production : elle s'appelle libéralisme. Pour eux l'avantage de Pinay sur de Gaulle c'est qu'il escamote les libertés sans toucher au libéralisme, au lieu que les gaullistes, à en croire M. Vallon, songent à « substituer une économie consciente à une économie aveugle ». Entre la haute bourgeoisie, qui réclame le pouvoir concret de faire, d'acquérir, de s'attribuer le profit, et le prolétariat qui réclame avant tout le droit de vivre, la petite bourgeoisie, seule, défend à l'ordinaire les libertés formelles de nos démocraties : certes elles sont négatives et limitatives ; elles séparent les hommes bien plus qu'elles ne les unissent ; mais, précisément à cause de cela, elles protègent le *statu quo* et permettent une certaine prévision, établissent une sorte de ventilation au sein d'une société chaque jour plus intégrée. C'est la petite bourgeoisie qui hâta l'avènement du suffrage universel, c'est elle qui, en sa majorité, donnera les cadres de l'opposition au second empire et le personnel du Parti radical et radical-socialiste, après 1880. Cette classe a fait la République. on viole les institutions républicaines sous ses yeux et elle se tait. A-t-elle si peur ? Nous y reviendrons. Mais ce qui semble clair. en tout cas, c'est que le régime démocratique n'est plus aujourd'hui qu'une façade : tous les vrais conflits se déroulent en dehors de lui. Dans son dernier article, Duverger pose fort bien la question : en termes de statistiques. Quand le P.C., nous dit-il, a gagné le cinquième ou le quart du corps électoral, ses adversaires peuvent encore faire l'économie du fascisme : on vivote en république. Mais s'il recueille de 50 à 51 % des suffrages : « Il n'est pas question de maintenir la démocratie mais seulement d'opter entre les régimes qui suivront. » Le P.C., en France, recueille en majorité les voix ouvrières : la nature du régime politique dépend donc uniquement de l'importance que les organisations du prolétariat peuvent prendre dans la vie de la nation. On joue ici un bridge à « zones dangereuses » : passée une certaine limite, c'est la réaction et le fascisme. Mais si la « zone dangereuse » est rapidement franchie, les partis ouvriers prennent le pouvoir et forment une « Démocratie populaire ». Comme on le voit, le reproche d'illégalité n'atteint pas le fond de la question. Simplement nous sommes au seuil de la zone dangereuse et ces escarmouches autour de la vieille légalité sont en même temps les premières annonces d'une légalité nouvelle, qu'elle se fonde sur la souveraineté des masses, des notables ou du parti.

La réalité qui se cache sous ces indignations, c'est la lutte des classes. Si vous l'avez compris, vous serez gênés, peut-être, pour reprocher au parti communiste sa violence et l'illégalité de ses agissements : aujourd'hui, toute violence, directement ou indirectement, vient du prolétariat qui nous rend ce que nous lui avons donné. Tous les droits ouvriers, même ceux qu'on a « librement consentis », ont dû être arrachés de haute lutte ; au milieu des droits proprets de la jurisprudence bourgeoise, ils font figure de parvenus, on les tient en quarantaine et les puristes manient précautionneusement le droit de grève bien que la Constitution de 46 le reconnaisse expressément. Sur quoi voulez-vous le fonder? Sur l'excellence de la nature humaine? Alors, il serait superflu. Sur la liberté? Mais le gréviste exerce une contrainte. Sur l'égalité alors? Mais c'est, au contraire, la reconnaissance implicite de l'inégalité. « Par définition même la grève a pour droit de nuire ; plus qu'un droit, c'est une arme ». Et vous donnez le droit à certains hommes de nuire à d'autres? « C'est le droit de légitime défense appliqué à un groupe. » Un contrat, c'est donc une agression? Notre société ne peut justifier la grève sans reconnaître d'abord et hautement qu'elle est une société d'oppression. « Depuis un demi-siècle, la réglementation du droit de grève est d'actualité à l'occasion de chaque vague de conflits sociaux. » Parbleu! on a reconnu cette pratique pour mieux la canaliser, la limiter. Pour finir, un juriste avoue en soupirant que « le fait de la grève (est) un phénomène du genre des éruptions volcaniques... réfractaire par nature à se montrer dans l'ordre des règles de droit ». Étrange fonction de l'ouvrier : il est source illégale de légalité. En mai 36, Blum déclarait : « Je ne considère pas les occupations d'usines comme quelque chose de légal... Elles ne sont pas conformes aux règles et aux principes de la loi civile française. » Au fait, elles sont une atteinte au droit de propriété. A quoi Thorez répondait fort justement : « Ils disent : illégalité. Eh non! C'est une nouvelle légalité qui se forme. » On pourrait cependant lui objecter que cette nouvelle légalité n'est concevable dans aucun régime : elle contredit le principe fondamental de la société bourgeoise et, en société socialiste, n'a plus de raison d'être. Irrationnelle, sanctionnant hâtivement la *pratique* ouvrière, elle n'a de sens que dans notre monde intermédiaire et contradictoire ; c'est l'image même de l'ouvrier, négation de lui-même et de la société, dont la fonction *réelle* est de détruire l'ordre qui l'écrase en détruisant sa propre condition de prolé-

taire. Même quand il n'envisage pas de cesser le travail, un travailleur sait qu'il *peut* faire grève et que cette menace permanente agit sur les salaires comme un élément régulateur. Il est lui-même cette menace et il sent sa violence : dans une société fondée sur l'oppression, une suprême injustice veut que la violence soit d'abord le fait de l'opprimé. Comme tout serait plus clair si, contre les oppresseurs, on pouvait en appeler à leur propre justice. Mais non : l'oppresseur est calme et fort, il met sa force au service de la loi; s'il tue, c'est légalement. Parbleu : les lois, c'est lui qui les fait. Et puis, comme Engels l'a bien montré, « la bourgeoisie a créé le prolétariat, sans aucune intervention cabalistique de violence, par des voies purement économiques ». Et il ajoute : « Même en supposant que toute propriété individuelle repose à l'origine sur un travail personnel du possesseur et que, dans le cours ultérieur des choses, il n'est jamais échangé que des valeurs égales contre des valeurs égales, nous arrivons néanmoins nécessairement par le développement progressif de la production et de l'échange, au mode actuel de production capitaliste, à la monopolisation des moyens de production et de subsistance entre les mains d'une classe peu nombreuse; à la réduction de l'autre classe, formant l'immense majorité, à l'état de prolétaires sans propriété. » Bref, l'ouvrier risque fort d'être dupe. Il est opprimé, il fait du surtravail; et pourtant s'il revient par la pensée sur l'enchaînement des causes, il ne trouve ni vol ni contrainte : tout s'est fait en douceur. Mieux : il a même *accepté* sa condition, au moins pendant quelque temps : « Tant qu'un mode de production se trouve dans la branche ascendante de son évolution, il est acclamé par ceux mêmes que désavantage le mode de répartition correspondant. C'est l'histoire des ouvriers anglais à l'avènement de la grande industrie. » Quand vient la crise et que le mode de répartition, tout à coup, paraît injuste, *qui donc* est responsable? Le travailleur, si loin qu'il remonte dans le passé, se trouve *déjà engagé* dans une société qui a son code et sa jurisprudence, son gouvernement, sa notion du juste et de l'injuste, et dont, fait plus grave encore, il partage spontanément l'idéologie [1]. On lui impose un destin, des limites; on lui inflige systématiquement des tâches parcellaires et semi-automatiques dont le sens et la loi lui échap-

1. « Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit prestement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise. » (Lénine : Que faire? *Œuvres*, I, 206, Édition de Moscou, 1948.)

pent, des maladies professionnelles. Par la fatigue et la misère, en l'obligeant à recommencer mille fois par jour le même geste, on le décourage d'exercer ses qualités humaines, on l'enferme dans le monde insipide de la répétition; peu à peu il devient *chose*. Mais quand il cherche les responsables, il n'y a personne : tout est juste, on lui a payé son dû. En 1930, beaucoup de travailleurs américains refusaient de donner leurs noms aux caisses de chômage hâtivement improvisées : ils avaient honte de chômer et se croyaient coupables. Le travailleur européen, plus éveillé, vit dans l'ambiguïté cette situation intolérable, il la refuse, certes, de toutes ses forces, mais il l'accepte malgré lui parce qu'il y est né et dans la mesure même où il cherche simplement à l'améliorer. L'O. S. force la cadence pour rattraper les gains du professionnel, donc pour compenser d'humiliantes inégalités et pour se sentir davantage un homme, mais il n'y parvient qu'en se faisant davantage une chose. Il préférera peut-être le travail à la chaîne, il refusera son soutien aux sections syndicales qui tenteraient de limiter la cadence ou de la régler. Et lorsqu'il se retrouve à son travail, épuisé, asservi à des lois qui viennent du dehors, son refus spontané, informulé mais constant d'être réduit à l'état de mécanique se heurte à sa volonté de maintenir un mode de production qui lui rapporte davantage. Bref il ne sait pas d'abord s'il n'est pas responsable de cette société où il est né, qui n'a pas d'institutions pour le protéger ni de mot pour nommer le tort qui lui est fait. Les autres classes supportent courageusement sa misère et lui expliquent qu'elle est nécessaire à l'équilibre collectif. Il est l'objet de la sollicitude de l'État qui lui verse un sur-salaire, des allocations; et pourtant il ne peut se persuader qu'il soit entièrement solidaire d'une communauté qui rend chaque jour, en secret, des sentences de mort pour motifs économiques et qui laissera mourir deux gosses de pauvre pour un seul gosse de riche [1]. A demi

1. *Mortalité infantile en 1939 :*

	Mortalité pour 1.000 enfants nés vivants et n'ayant pas 1 an
A) Haute bourgeoisie, hauts fonctionnaires, dirigeants	26,8 %
B) Agriculteurs, employés, fonctionnaires moyens, petits commerçants	34,4 %
C) Artisans, ouvriers qualifiés	44,4 %
D) O. S.	51,4 %
E) Manœuvres	60,1 %

complice, à demi victime, solidaire et martyr, il veut ce qu'il ne veut pas et refuse de tout son corps ce qu'il accepte de toute sa volonté de vivre; il déteste ce monstre que la mécanisation fait de lui et pourtant il sait qu'il ne peut être autre sans changer l'univers. La contradiction n'est pas seulement en lui : on la lui impose, la production de masse exige qu'il soit contradictoire. Homme et mécanique à la fois : on a recours à ses services chaque fois qu'il est trop difficile ou trop coûteux de construire une machine à contrôle automatique; les progrès de la cybernétique le rendront inutile. Ainsi lui demande-t-on de joindre à la balance de l'esprit une certaine vigilance diffuse, d'être présent et absent à la fois. Homme *jusqu'à un certain point :* car les industriels ne se gêneront pas pour vous dire que l'instruction générale nuit au rendement de l'O.S. et, pourtant, ses yeux d'homme ne peuvent pas encore être remplacés par des cellules photoélectriques. Ainsi, la violence originelle ce n'est pas l'oppression : celle-ci se confond en effet avec la justice et avec l'ordre; c'est l'*oppression intériorisée*, l'oppression *vécue* comme conflit intérieur, comme contrainte exercée par une moitié de soi-même sur l'autre moitié. La première violence, c'est l'ouvrier qui l'exerce contre lui-même dans la mesure où il *se fait* ouvrier. La faim ou l'angoisse du chômeur ne sont pas encore des violences subies; elles le deviennent quand il les *prend à son compte* et qu'il se fait leur complice pour s'obliger à accepter un travail payé au-dessous du tarif syndical. Un patron a besoin d'une dactylo; c'est la crise : trente personnes se présentent, également capables, avec les mêmes diplômes. Il les convoque toutes ensemble et leur demande simplement de lui faire connaître la rémunération qu'elles souhaitent. Alors s'instituent d'horribles enchères à rebours : le patron n'a fait — en apparence — que laisser jouer la loi de l'offre et de la demande; mais chaque dactylo, en demandant le salaire *le moins élevé*, fait violence aux autres et à elle-même, et contribue, dans l'humiliation, à abaisser un peu plus le niveau de vie de la classe ouvrière. On embauchera pour finir celle qui, profitant de très légers revenus (une pension de veuve — ou bien c'est une jeune fille qui vit dans sa famille), demandera une rémunération *inférieure* au minimum vital, c'est-à-dire celle qui exercera sur elle-même et sur toutes l'action destructrice que le patron n'aurait garde d'exercer lui-même. Être ouvrier, c'est *se forcer à l'être* en rendant la condition ouvrière de plus en plus invivable pour soi-même et pour tous.

On feint de croire que la violence naît tout à coup, au moment de l'émeute ou de la grève : mais non; dans les périodes de crise elle *s'extériorise*, voilà tout; la contradiction s'invertit : docile, l'ouvrier refusait en lui-même l'humain; révolté, il refuse l'inhumain. Ce refus est lui-même un humanisme, il contient l'exigence d'une nouvelle justice. Mais puisque l'oppression n'est pas un délit visible, puisque l'idéologie de la classe dominante définit le juste et l'injuste, puisque rien ne sera obtenu si l'on ne brise par la force un ordre sacré, l'affirmation par l'ouvrier de sa propre réalité d'homme se découvre à ses propres yeux comme une manifestation de violence. Au reste, à peine a-t-il levé le doigt, la Société mobilise ses forces de police; on change le décor autour de lui, on lui *prépare* sa violence, on fait en sorte qu'il la pousse à l'extrême. Son mécontentement *doit* se changer en grève, sa grève en bagarre et la bagarre en meurtre. Quand il aura donné dans le piège et quand il se demandera avec stupeur comment la revendication politique de ses droits d'homme l'a entraîné à frapper, à tuer des hommes, la répression commencera. Et le retour au calme ne sera pas un apaisement mais un retour à la violence originelle. La contradiction primitive réapparaît mais renforcée : le gréviste a éprouvé la contre-violence de la société, elle agit encore en lui et il y réagit par deux sentiments contraires, la crainte et la haine; en même temps il s'est découvert lui-même et il sait à présent que la violence est la loi de son action. Cependant, la bourgeoisie contemple avec crainte et dégoût cette brusque explosion qui lui reflète, en somme, l'oppression qu'elle exerce; il semble à cette classe très politique et très civilisée que la violence *prend sa source* dans l'opprimé et qu'elle est due à sa barbarie; pour elle, l'ouvrier devient l'insondable violence *faite objet.* L'ouvrier ne l'ignore pas, il sait qu'il fait peur aux bourgeois et, par une réaction nouvelle à la « personnalité projective » qu'on lui confère, il revendique fièrement cette violence dont on lui fait grief. Ces remarques avaient pour but de montrer l'ambiguïté de la condition ouvrière : car le prolétariat est justiciable d'un droit historique qui n'existe pas encore et n'existera peut-être jamais; envisagée du point de vue d'une société future qui naîtra grâce à ses efforts, sa violence est un humanisme positif [1]; considérée dans notre société actuelle,

1. Non pas un moyen d'atteindre à l'humanisme. Pas même une condition nécessaire. Mais cet humanisme lui-même, en tant qu'il s'affirme contre la « Réification ».

c'est partiellement un droit (grève) et partiellement un crime. En fait, humanisme et violence sont les deux aspects indissolubles de son effort pour dépasser la condition d'opprimé.

Les rats visqueux sont d'un naturel aimable et la violence leur fait horreur : comment s'en étonner, puisqu'ils sont bourgeois. L'ennui c'est qu'ils ont une inclination marquée pour la classe ouvrière. Pour se tirer d'embarras, ils ont inventé le mythe de la douleur ouvrière : la violence a fait son apparition dans le monde avec la troisième Internationale. Étrange perversion : car enfin, l'évidence c'est que la violence ouvrière fait la substance même et la force du P.C.; il l'a captée, il se nourrit d'elle et si les chefs sont compris des ouvriers c'est qu'ils leur parlent son langage. Certes, avec le Parti, cette violence perd son caractère d'éruption *immédiate* : elle est « médiatisée », consciente, elle se détermine par sa représentation d'elle-même; le P.C. c'est la volonté *manifestée*, hypostasiée. N'importe : quand il y aurait un certain décalage entre la manifestation de la violence et la violence originelle d'où elle émane, il n'en reste pas moins que la classe ouvrière *se reconnaît* dans les épreuves de force que le P.C. institue en son nom.

***

Qu'ai-je voulu prouver? Que la démonstration du 28 mai était habile, efficace, louable? Point. Mais tout simplement qu'elle rentre dans le cadre des manifestations populaires. « Que n'a-t-on, disiez-vous, dissous le parti communiste, nous aurions mis une « vraie gauche » à sa place, affable, courtoise, prête aux distinguos, aux réserves subtiles, qui combattrait le capitalisme en rendant justice aux personnes, qui, sans refuser la violence, n'en userait qu'en dernier recours et qui, tout en sachant attiser le généreux enthousiasme des prolétaires, les protégerait au besoin contre leurs excès. » Admirable programme : seulement, si on vous la livrait, cette gauche, par un coup de baguette magique (car je n'imagine pas comment vous pourriez l'avoir autrement), je ne lui donne pas huit jours pour éclater : vous retrouverez quelques-uns de ses membres au groupe socialiste de l'Assemblée ou à la

rédaction de *Franc-Tireur*, pendant que les autres, dans les rues, manifesteraient contre Ridgway.

« Votre argumentation, direz-vous, est bien belle. Seulement il faut qu'elle ait un point faible puisque, le 28 mai, la classe ouvrière ne s'est pas dérangée et que la manifestation de masse s'est faite sans les masses. » Et rats visqueux de rire. Eh bien! revenons en arrière et voyons.

(*A suivre.*)

Jean-Paul SARTRE.

Claude Lanzmann.

IL FALLAIT QUE ÇA SAIGNE

A la fin de la pluvieuse soirée du 28 mai, les responsables du maintien de l'ordre dans la capitale pouvaient se retourner avec orgueil sur la tâche qu'ils venaient d'accomplir. A l'épreuve, les intuitions stratégiques de M. Baylot s'étaient révélées profondes : nul n'avait pu approcher de la place de la République et, en divers points de Paris, les « commandos communistes » s'étaient partout heurtés à d'imposantes forces policières. Comme Hérode, qui massacrait tous les nouveau-nés d'Israël pour être sûr de ne pas laisser échapper le petit Jésus, le préfet de police avait pris soin de boucher tous les trous. Contre cette tactique, simple et forte, celle, plus aventureuse, des « groupes mobiles » du Parti communiste, fit long feu. Jacques Duclos qui, comme l'écrivit *l'Aurore* emportée par sa logique, jouait les voltigeurs d'un quartier à l'autre, fut nettement surclassé par son grand rival. Dans cette bataille égale, où les troupes répondaient aux troupes, les chefs aux chefs et les armes aux armes, la fortune n'hésita pas longtemps : elle donna la victoire, ample et décisive, au meilleur.

Qu'on en juge : l'insurrection partout écrasée, Hocid Belaïne tué, un nombre enviable de blessés, un riche butin de manches de bois qui permit d'armer sur l'heure les policiers dépourvus de matraques, plus de sept cents prisonniers! Et par-dessus tout, selon les règles les plus pures du combat seigneurial, la capture du chef ennemi sur le champ de bataille. Certes, il y avait bien, du côté des forces de l'ordre, une trentaine d'hommes hors de combat et le commissaire Morisot, de l'Odéon, perdait l'usage d'un de ses poings. Mais ceci même attestait la violence des luttes et, surtout, démontrait qu'*au départ* les jeux n'étaient pas faits, les chances étaient égales. Les émeutiers eussent pu triompher, la République pouvait, ce soir-là, être renversée! En rendant visite à leurs blessés, le lendemain matin, MM. Baylot et Brune accom-

plissaient plus qu'une œuvre pie de sœurs de charité; ils venaient tout bonnement les remercier d'avoir sauvé la France. L'ordre régnait, mais, comme dans un duel d'homme à homme, l'affaire s'était réglée *à la régulière*.

...Piètres duellistes, ces émeutiers qui s'arrêtèrent au premier sang! Ils se proposaient de changer par la force les institutions (toutes les preuves du complot sont à présent réunies, déclara quelques jours plus tard le porte-parole du gouvernement), mais ils crièrent à l'assassinat lorsque le malheureux Belaïne fut tué. Le complot était préparé de longue date, mais quelques grenades lacrymogènes suffirent à les faire reculer et tout se dénoua en moins de deux heures. Assurément, ce ne fut pas la faute des gens du préfet de police si ça ne saigna pas davantage : ceux-là, au moins, étaient de valeureux combattants et, comme on dit en jargon militaire, ils en « voulaient ». Jamais, de mémoire d'homme de ma génération, on n'en avait vu à la fois un si grand nombre et si bien armés, équipés et organisés. Chatouilleux, nerveux, attentifs, ils n'attendaient que l'occasion : un ennemi plus compact ou plus déterminé, et les armes partaient toutes seules. Une « fusillade du boulevard des Capucines » était dans l'air ce jour-là. Les sirènes policières furent sans doute déçues, mais le bilan restait largement positif : si l'effusion de sang ne répondait pas aux espoirs, on avait du moins, dans la poche, l'atteinte à la sûreté intérieure de l'État, le bon vieux complot contre la République. Et celui-ci avait échoué.

D'autres que nous ont dit ce qu'il fallait penser des mille et une contradictions de la mystification gouvernementale, et Roger Stéphane a bien dénoncé le véritable « complot contre l'information » (réel, celui-là) auquel s'est livrée, unanime, la presse policière. On minimisa d'un côté le nombre des manifestants et on chercha, de l'autre, à accréditer la thèse du *complot*, — opération qui, comme chacun sait, suppose le secret, la rapidité d'exécution et, au moins, la volonté de s'emparer de quelque chose. En fait, la notion de complot appartient en propre à la pensée de droite et M. Brune est mieux placé que quiconque pour savoir quand complot il y a. Dans l'hypothèse du complot, les communistes étaient de parfaits imbéciles et, si l'on voulait à tout prix les ridiculiser, il suffisait d'écrire que la manifestation contre le général Ridgway avait été un échec. Mais le gouvernement avait besoin de justifier le sang répandu, les arrestations opérées et les mesures à venir :

il n'en était pas à une contradiction près et on connaît aujourd'hui le développement de l'affaire.

En quoi, non le « complot », mais la *manifestation* du 28 mai fut un échec pour le Parti communiste, une assez claire explication en est fournie par ailleurs. Certains pourtant, qui ne sont pas policiers, se laissent impressionner par le fait que les manifestants étaient armés de gourdins, de boulons et de bouteilles : l'idée s'accrédite ainsi du caractère offensif de la manifestation. Ils parlent volontiers d' « épreuve de force », ce qui revient à justifier par la bande la théorie policière de l'égalité des chances. Du même coup, l'échec de la manifestation change de sens et le langage des batailles reprend ses droits. En vérité, si épreuve il y eut pour le Parti communiste, elle n'est pas là où l'on pense. et l'échec n'est pas davantage dans le défaut d'une victoire que le Parti ne s'est jamais proposé de remporter. Que la police se glorifie d'écraser les manifestants, soit, mais à la condition d'ajouter que, sur ce plan-là, ils partent toujours vaincus. Puisque, contrairement au complot, la manifestation est publique et annoncée plusieurs jours à l'avance, tout se passe comme si les organisateurs prenaient soin de prévenir leurs ennemis : « Nous nous rendrons à tel endroit, à telle heure, nous vous laissons le choix des armes et nous ne savons pas combien nous serons. »

Envisagée sous l'angle de cette sorte d'efficacité, la manifestation, même réussie, ne peut être qu'un échec. Ne voulant être rien d'autre qu'une démonstration publique de la volonté populaire, elle n'a rien de commun avec l'insurrection (encore moins avec la révolution, au contraire de ce que *l'Aurore* enseigne à ses lecteurs) et, en l'absence de policiers, se déroule le plus souvent dans le calme. Mais, puisque les policiers sont toujours présents, il suffit d'envisager l'étrange succession de flux et de reflux qui jette les uns contre les autres les antagonistes pour saisir à la fois le rôle de la police et le caractère de la manifestation. Le schéma est simple et invariable : les manifestants entrent en contact avec la police, celle-ci charge, les manifestants refluent à la course, leur arrière-garde est matraquée. Ils reviennent, nouvelle charge, nouveau recul et ainsi de suite jusqu'à la fin. Qu'il soit désarmé, comme lors de la manifestation du *Figaro*, ou armé de boulons, comme le 28 mai, on peut dire que la raison d'être du manifestant est *la fuite en public devant la police.* Un communiste, qui avait participé à pas mal de ces rassemblements, définissait précisément la manifestation

comme un « lyrisme de la fuite ». Rien n'est changé à cet égard, depuis 1905, lorsque les femmes désarmées se faisaient massacrer par les gardes blancs, sur les marches du Palais d'Hiver. Crier « *Figaro* nazi », « Ridgway go home » ou faire du porte-à-porte sont des démonstrations essentiellement du même ordre. Elles ne peuvent. en aucun cas, viser à l'efficacité immédiate. Il suffit d'ailleurs, pour démasquer le ridicule de la pensée policière, d'établir un parallèle entre la manifestation du 28 mai et celle du *Figaro* d'il y a deux ans. En reprenant les termes mêmes des rapports Brune-Baylot, on eût pu parler à bon droit d'un « complot contre la sûreté intérieure du *Figaro* ». A une plus petite échelle, le rôle provocateur des forces du maintien de l'ordre avait été le même qu'il y a un mois. Que, du point de vue propre des communistes, les manifestations qu'ils organisent soient des réussites ou des échecs, du moins se tiennent-elles toujours entre des limites nettement définies ; la lutte des militants contre ceux d'entre eux qui, en attaquant les civils, tentent de les faire dégénérer le prouve suffisamment.

Il n'y eut donc, le 28 mai, ni complot, ni insurrection, ni émeute. Au lieu de s'étonner sottement de ce que les manifestants aient emporté avec eux des sacs de boulons, on doit bien plutôt admirer le calme relatif dont ils firent preuve. Face à l'armada policière qui ne demandait que du sang, ils surent résister à la plus grossière des provocations. Qu'ils se soient défendus avec les maigres moyens dont ils disposaient, seules les belles âmes peuvent songer à le leur reprocher.

Que, par ailleurs, l'appel du Parti communiste n'ait pas été entendu est un autre problème, mais il ne concerne pas la police. Le 28 mai, celle-ci resta sur sa soif. Elle reprit espoir à l'annonce de la grève du 4 juin. Dans la nuit qui précéda son déclenchement, les policiers jouaient à la belote par cars entiers dans les rues de Paris. Malheureusement, la grève ne fut pas ce qu'on attendait. Il fallait que ça saigne ! Ça n'a pas saigné assez. Mais les occasions perdues se rattrapent, faisons confiance au gouvernement.

Claude LANZMANN.

Marcel Saumane.

PLUS GRAVE QU'UN COMPLOT : UNE FAUTE

Il y a quelque chose de comique dans le spectacle de ces commentateurs qui, jour après jour, recherchent anxieusement la « ligne » du P. C. français, tentent de suivre ses « tournants », diagnostiquent alternativement sa dureté, sa souplesse et, de découvertes en révélations, de documents-massues en ingénieuses exégèses, finissent par bâtir un mythe qui les rassure et les effraie tout ensemble. Cet envoûtement intellectuel qu'exerce le Parti communiste n'est d'ailleurs pas sans fondement. Face à la pensée libérale bourgeoise, face aux velléités socialistes, le P. C. apparaît comme un monument de rigueur, conscient de lui-même et de ses fins, cohérent dans ses principes, systématique dans son action. Il impressionne par sa logique, par son sens de l'histoire, la persistance de sa détermination à travers les détours qu'il s'impose. Mais, sensibles en lui à ce qui leur manque, ses adversaires lui attribuent alors beaucoup plus qu'il ne possède et, incapables de comprendre le mouvement réel de sa pensée, de son action, se réfugient, pour secouer le charme, dans une conception policière de l'histoire : le Parti n'est plus qu'une armée, docile aux ordres de ses chefs, dociles eux-mêmes aux directives de Moscou, sa politique une cascade de consignes à tous les échelons, sa tactique un recueil d'instructions secrètes. De là, dans une certaine presse, un fétichisme du « document » que rien n'arrive à décourager, une tendresse puérile pour le renseignement, et la croyance irrépressible à l'efficacité de l'espionnage. Où va donc se loger le rationalisme? On ne parvient plus, dans les chefs communistes, à reconnaître un certain degré d'inconscience ou d'erreur : ce qu'ils ont fait, ils voulaient le faire, ils l'ont fait délibérément, mus par des raisons que l'on peut découvrir et dont seul rend compte, en dernier ressort, un plan stratégique élaboré à Moscou dans ses moindres détails. Or la « ligne » existe, c'est entendu, comme ces « virages en épingle à cheveux » qui obsèdent nos commentateurs,

et la stratégie mondiale qui les hante. Mais l'erreur aussi, la légèreté, l'inconséquence, et ce « déviationnisme » — si mal compris — que viennent un jour sanctionner l'autocritique ou l'épuration. Peut-être conviendrait-il d'abandonner les mauvais feuilletons pour examiner un peu dans cette perspective, et du point de vue même du Parti communiste, le sens des derniers événements.

On a généralement tenu pour acquis que le P. C., le 28 mai, rompant délibérément avec sa politique antérieure, avait inauguré brusquement une tactique nouvelle dans laquelle la presse, de la droite à la gauche, a immédiatement dénoncé des « opérations de commandos », des manœuvres de guerre civile, sinon ce complot cher au ministre de l'Intérieur, au *Figaro* et à l'*Aurore*. Mais nul ne s'est demandé si une telle tactique avait, pour le P. C. lui-même et dans les circonstances actuelles, la moindre signification.

Une règle élémentaire est que toute action de cette nature — manifestations de rues, grèves — doit d'une part se proposer un objectif précis, d'autre part être adaptée, dans sa forme, tant au but qu'aux possibilités concrètes offertes par une situation donnée, à un moment donné. Une manifestation n'est pas un mouvement d'humeur; une grève n'est pas un geste de rage : du moins celles-ci ne l'étaient pas. Une manifestation « manifeste », dira-t-on peut-être, et, en ce sens, se suffit à elle-même : elle exprime, elle montre, elle porte témoignage, elle fait prendre conscience aux uns et donne à réfléchir aux autres. C'est vrai : mais parce qu'il est utile, à tel moment, de réaliser cette prise de conscience, de porter devant l'opinion ce témoignage, parce qu'on peut en attendre un résultat positif, et dans cette mesure seulement; mieux vaut parfois temporiser. A cette règle, il n'est probablement qu'une exception : lorsque la situation est telle qu'on ne peut faire autrement que d'agir, et d'agir de telle manière, fût-ce au prix d'un échec certain. Ces cas sont rares. Il est exceptionnel qu'un parti comme le P. C. — dont le champ d'action est vaste, et sans limite l'ingéniosité dans la justification — se voie imposer par les circonstances tel mouvement précis. En règle générale, on peut toujours faire « autre chose ». Auguste Lecœur, dans *l'Humanité* (11 juin), rappelait récemment cette évidence : « *Il faut donner, selon l'endroit, le mot d'ordre qui répond le mieux aux préoccupations des travailleurs. Utiliser, selon l'endroit, le moyen d'action au niveau de leurs possibilités et du degré de leur combativité.* » Et qu'il était *en fait*, le 28 mai, possible de faire autre

chose, l'exemple italien suffit à le montrer. Aucune manifestation sérieuse, aucune tentative d'agitation n'a marqué l'arrivée du général Ridgway; et Togliatti a justifié cette abstention en des termes d'un parfait réalisme : « *Vous pensiez*, a-t-il dit au président du Conseil, *avoir trouvé la possibilité de provoquer la partie la plus avancée du peuple italien, de l'engager dans une lutte prématurée... Aujourd'hui vous avez devant vous... des hommes et des partis ayant mesuré leurs responsabilités. Ils s'efforcent de ne pas commettre — et ne commettront pas — des erreurs : l'erreur de tomber sous vos provocations. Vous rêvez d'insurrection, de révolution. Aujourd'hui notre mission consiste à parler, à convaincre, à persuader...* » (*Le Monde*, 19 juin).

Si le P. C. peut, en Italie, laisser débarquer Ridgway sans intervenir ni pour autant perdre la face, s'il juge possible de s'abstenir plutôt que de risquer un échec et de donner au gouvernement le prétexte d'une répression, qui soutiendra qu'il ne le pouvait pas en France? Or, cette manifestation qui n'était pas nécessaire, il l'a cependant tentée. Pourquoi?

Il est étrange que les partisans les plus honnêtes de l'explication par les « troupes de choc » ne parviennent pas à reconnaître l'impossibilité matérielle dans laquelle se trouve le P. C. d'obtenir le moindre résultat par cette méthode. Eût-elle été plus violente encore, eût-elle même réussi à déborder un moment la police, la manifestation du 28 mai ne pouvait atteindre aucun objectif immédiat qui correspondît à l'ampleur des moyens mis en œuvre. On voit mal le général Ridgway reprendre l'avion pour Washington. Il n'était pas davantage question, pour le P. C., de s'emparer du pouvoir; et il faut beaucoup de peur, d'innocence ou de mauvaise foi pour voir dans une telle manifestation une sorte de répétition générale à caractère insurrectionnel. Une opération comme celle de Prague — puisqu'on pense toujours à elle — exige un noyautage profond de la police et de l'armée, la possession de postes de commande essentiels, et la présence de l'Armée rouge aux frontières : toutes conditions non réalisées aujourd'hui en France et qui n'appartiennent à aucun avenir prévisible. Enfin, le Parti communiste ne pouvait former l'espoir d'entraîner la chute du gouvernement ou la révision de sa politique, ni même de provoquer une modification du rapport actuel des forces, de nature à favoriser un éventuel regroupement. Au contraire, toute opération de cette sorte exigerait un climat de conciliation, de détente

et, pour parler le langage stalinien, de coexistence pacifique, que ces manifestations violentes ruinent plus sûrement que n'importe quel discours.

C'est précisément cette violence qui, hypnotisant la plupart des commentateurs, a fourni aux uns les justifications qu'ils cherchaient, tandis qu'elle obnubilait le jugement des autres et nourrissait leur délire. Tactique de guerre civile, disent-ils, appliquée par de petits groupes armés, des commandos d'« armée secrète ». Et il est vrai que le mouvement a revêtu un aspect fragmentaire et brutal, que, pour la première fois, les manifestants disposaient d'un « armement » rudimentaire. Mais cela ne suffit pas pour parler d'émeutes insurrectionnelles. Une manifestation dont le point de rassemblement est interdit par une concentration policière massive, dont toutes les tentatives de regroupement sont immédiatement « contrées », se trouve réduite, par la force même des choses, à une action dispersée de petits groupes où seuls subsistent les éléments les plus durs. Quant aux bâtons, boulons et pancartes, le souci — assez compréhensible — de ne pas se laisser assommer sans réagir suffit à en expliquer l'usage.

Il ne semble donc pas que le Parti communiste ait délibérément expérimenté, le 28 mai, une nouvelle « tactique de choc » qui ne pouvait se proposer aucun objectif réel et dont rien, au demeurant, ne permet d'affirmer l'existence. Il est vraisemblable, en revanche, qu'il s'est, par une sorte de vertige, laissé déposséder du sens de ses gestes et porter à des mouvements dont la signification objective ne coïncidait plus avec ses intentions vraies. Le passage à l'action directe, insurrectionnelle ou illégale, était, d'une certaine manière, dans la logique du 28 mai. Or un tel développement, parfaitement absurde aujourd'hui, les chefs du P. C. ne pouvaient pas le vouloir et tout indique qu'ils ne le voulaient pas, en effet. Mais il arrive qu'un parti soit entraîné dans l'engrenage de la violence et comme pris à son propre jeu. Il faut se méfier ici de l'illusion rétrospective. Se retournant après coup sur l'enchaînement des faits, la suite des événements, on est tenté de les organiser rationnellement en les pénétrant d'un sens qu'ils n'avaient pas lorsqu'ils se produisaient, — et, supposant chez les protagonistes, à chaque étape du processus, une pleine conscience, de leur attribuer une volonté qui n'était en réalité qu'inertie. Loin, comme on l'a dit, que les chefs communistes aient choisi une « tactique de commandos » parce qu'ils savaient un mouve-

ment de masse impossible, c'est parce qu'ils ne le savaient pas que leur action a pris finalement cette apparence.

Il faut l'admettre en effet : par la manifestation du 28 mai, si elle devait avoir un sens, le P. C. ne pouvait se proposer autre chose que de créer autour du général Ridgway et de la politique qu'il incarne, une atmosphère d'agitation, d'inquiétude, de malaise : ce qui nécessitait de toute évidence une large participation populaire. Et on doit lui reconnaître alors un aveuglement singulier, une étrange faculté d'illusion. L'échec des manifestations contre Eisenhower, de la grève du 12 février, de la campagne contre la prétendue « guerre bactériologique », aurait dû l'éclairer sur l'état exact de l'opinion, sur le peu d'écho que rencontreraient ses mots d'ordre. La fait est là : aussi « neutralistes » que soient bon nombre de Français, aussi hostiles qu'ils puissent être au réarmement allemand, méfiants à l'égard des guerres de Corée ou du Viêt-Nam, et réticents devant un Ridgway qui n'a pas, à leurs yeux, le halo « libérateur » d'Eisenhower, ils ne sont pas disposés pour autant à descendre dans la rue à l'occasion d'un événement après tout symbolique : d'autant plus que la brutalité de la riposte policière ne pouvait faire de doute. Qu'un parti aussi proche des masses que le P. C. ait pu se méprendre à tel point sur leur état d'esprit, surestimer si légèrement leur combativité et se lancer dans une action qui participe davantage d'un « aventurisme » irresponsable que d'une politique cohérente, cela témoigne d'un manque de clairvoyance qui ne devrait, en bonne logique communiste, pouvoir rester sans conséquences.

Certains répliqueront alors que les chefs du Parti français n'étaient pas libres d'agir à leur guise, que cette manifestation, cette grève, leur ont été imposées par Moscou, — soit que les instances supérieures du communisme ignorent la situation réelle en France, soit que, désireuses d'évaluer les chances d'une action violente, elles se soucient peu des conséquences de cette expérience sur le destin du P. C. français.

La nature exacte et le mécanisme des rapports que ce dernier entretient avec Moscou, le degré précis d'indépendance dont il peut faire preuve, ne se laissent point aisément déterminer. Mais il n'est pas douteux que l'obligation où il se trouve d'insérer son action personnelle dans une stratégie générale, modifie son optique de la situation. Dans cette nouvelle perspective, une action locale même vouée à l'échec peut avoir une signification, une efficacité réelles.

Un parti national peut être amené à sacrifier pour un temps ses intérêts propres à ceux d'un mouvement plus vaste, à l'échelle mondiale. Est-ce le cas aujourd'hui? Il ne semble pas. Par cette manifestation, par cette grève, aucun résultat n'a été atteint qui compensât l'échec local enregistré. Aucun ne pouvait l'être qui justifiât le risque couru d'un grave affaiblissement du Parti et de la C.G.T. Cet affaiblissement au contraire est, en tout état de cause, ce qui peut gêner le plus sensiblement la stratégie stalinienne : l'existence de P. C. puissants en Italie et en France est l'un de ses plus sûrs atouts en Europe occidentale. Si donc — ce que rien ne permet d'affirmer — le mouvement a été ordonné impérativement en « haut lieu », c'est parce qu'on s'imaginait, là-bas, qu'il pouvait être une réussite populaire. Et de cette erreur les chefs communistes français sont responsables puisqu'il leur incombe au moins d'informer exactement Moscou de la situation locale et des possibilités qu'elle offre. Il est absurde d'imaginer que cette marge d'autonomie ne leur est pas laissée alors qu'elle est nécessaire à l'efficacité de leur action : Moscou n'a pas de goût pour les batailles perdues.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, la manifestation du 28 mai, la tentative de grève du 4 juin, n'apparaissent pas comme le signe d'on ne sait quel « tournant », comme le témoignage d'un « durcissement » qui n'ouvrirait au P. C. aucune perspective, mais comme l'une des fautes les plus graves commises depuis quelques années par les chefs communistes français, comme un « déviationnisme » de fait.

Marcel SAUMANE.

POINT DE VUE DE ROGER L., OUVRIER MÉTALLURGISTE

— Il y a eu la manifestation du 28 mai contre la venue du général Ridgway en France. Je vous assure que Clichy, si les types en avaient voulu, aurait pu faire descendre des milliers et des milliers de manifestants sur Paris. Mais les types n'en ont pas voulu. Ils n'ont pas marché.

— Aucun?

— Si. J'en ai vu passer quelques-uns. De petits groupes. Ça faisait pitié. C'était triste. Les gens les regardaient sans bouger, sans rien dire, inertes.

— Ces manifestants étaient communistes?

— Oui. Membres des cellules. Et quelques cellules, seulement. Il y a eu des défections en pagaïe.

— Pourquoi les types n'ont-ils pas marché?

— Parce qu'ils en ont marre d'aller défiler et de se faire matraquer par les flics. Parce que les slogans, trop répétés, assénés comme à coups de marteau, ne leur font plus aucun effet. Ridgway-la-Peste, Ridgway-le-tueur-microbien... La guerre bactériologique, comme propagande!

— Et la grève? Combien de grévistes, dans votre usine?

— Pas un. Zéro.

— Pourquoi? Que disaient les ouvriers?

— Pour bouffer d'accord, pour Duclos jamais. D'ailleurs Duclos n'est pas très populaire. Si Thorez avait été là et qu'ils l'aient coffré, je ne dis pas qu'il y aurait eu un soulèvement mais ç'aurait été plus sérieux. Duclos c'est le parlementaire, le manœuvrier. Thorez, pour beaucoup d'ouvriers, c'est mieux, c'est le copain.

— Pour bouffer d'accord, pour Duclos jamais... Mais est-ce que les ouvriers ne se rendent pas compte que si un gouvernement arrête les parlementaires qui les représentent, ça sera bientôt la fin de toute revendication sociale, la suppression du droit de grève et l'écrasement du prolétariat?

— A mon avis, le P. C. a réussi à émousser l'arme la plus efficace du prolétariat : la grève. Il y a trop eu de grèves, depuis la

libération, où chaque fois le prolétariat a laissé des plumes. Et chaque fois, le P. C. criait que tout était perdu si, qu'il fallait sans tarder que, etc. Le résultat, c'est qu'à force de crier au loup, quand le loup est vraiment là, les types ne bronchent plus. Ils sont fatigués. Le P. C. s'égosille, les types haussent les épaules. Moch le tueur, Ridgway la peste, Queuille le fossoyeur, De Gaulle le fasciste, Tito la vipère, Adenauer le nazi, Pleven le valet, etc. Tenez, Henri Martin arrêté : c'était la fin du monde, tout était perdu si le gars n'était pas libéré, le fascisme avait jeté le masque. Bon. Puis André Stil : c'est de nouveau et de plus en plus la fin du monde et le fascisme a jeté encore le masque. Maintenant Duclos... Qu'est-ce que vous voulez, on peut pas demander à des types 24 heures sur 24 de se balader avec des pots de peinture, des rouleaux d'affiches et des biffetons à signer. Surtout quand ils ont de plus en plus l'impression que la peinture, l'affiche et le biffeton ça revient à cracher contre le vent. Je le redis : trop de grèves depuis la libération, trop de slogans à tort et à travers. Ils ont littéralement *affolé* la classe ouvrière. Elle savait plus où donner de la tête ; ça se mélangeait tout : les Russes, l'Allemagne, la Corée, Henri Martin, les grèves, l'appel de Stockholm, les colombes, la guerre, la paix, tout. Alors les types laissent tomber. Et je sais bien, la lutte doit être menée sur tous les fronts, d'accord ; mais pas avec cet affolement qui finalement décourage. Et d'ailleurs, est-ce bien sûr ? Le Parti devait-il agiter tellement de thèmes de propagande devant nos yeux ? Moi, je crois qu'il a voulu embrasser trop de choses. Par exemple voici deux fautes très graves : d'abord son chauvinisme à tout casser dans les années qui ont suivi la libération (ça se calme tout juste, maintenant, et encore !). Ensuite la volonté forcenée d'avoir 4.000.000 d'électeurs et des flopées de députés. Vous vous souvenez ? Thorez, vice-président du conseil ! Ils auraient mieux fait d'avoir moins de députés, moins d'électeurs et de se bagarrer sur un seul front : celui de la défense des intérêts exclusifs de la classe ouvrière. Défendre ça, c'était automatiquement défendre tout le reste. Et ça c'est facile de l'expliquer aux gars, ils comprennent vite, ça les concerne *maintenant*, ça leur colle à la peau. Et sur ça, la contre-propagande réactionnaire n'a pas de prise parce qu'elle n'apprendra pas à un ouvrier ce qui se passe dans son usine et quel chiffre est marqué sur son bulletin de paye. Tandis que sur les microbes, les slogans, les injures et les mains tendues c'est facile de se faire contrer. Ça

devient propagande contre propagande, rien d'autre. Fatigués, les types s'amusent à compter les points. Ridgway-le-tueur contre Jojo-la-colombe. Ils finissent par s'en foutre. Ils ont l'impression que tout se passe finalement à Moscou et à Washington. C'est cette impression qu'il fallait pas leur donner. A trop chanter la Russie et à trop cracher sur l'Amérique, ils ont réussi à nous persuader que la lutte, chez nous, c'était des haricots, tout juste de l'agitation. Il fallait pas. D'autant, comme je vous le disais, que tout ça était saupoudré, par-dessus le marché, d'un extraordinaire chauvinisme. Pourquoi ne s'être pas bagarré sur un seul front, le même depuis toujours, le seul? Ça a l'air inouï mais la guerre ou la paix, ça ne leur fait ni froid ni chaud, aux types, *comme argument de propagande*. Et s'ils ont, comme tout le monde, la trouille de la guerre, ils n'arrivent pas à croire qu'on leur demandera leur avis, à Washington ou à Moscou, pour la faire ou non. Sur ce plan-là ils se sentent totalement désarmés. Là où ils sont armés c'est, avec les syndicats, pour revendiquer, protester, se mettre en grève à propos de questions qui se posent à eux *chaque jour*. Si le P. C. avait compris ça, il l'aurait eue sa grève générale et, à travers cette grève, le prolétariat alors aurait — d'une façon peut-être indirecte — donné son avis sur la guerre ou la paix. On ne lui parle plus de révolution, aujourd'hui, au prolétariat. On lui parle carrément de *guerre* ou de *paix*. Or, s'il y a la guerre, les types savent qu'ils crèveront; s'il y a la paix, il n'y a pas de raison pour que M. Pinay passe la main, comme ça, par gentillesse, à Thorez, non? Alors? Alors, de même que la France, au lieu de dire qu'elle existe, marque les points entre l'URSS et les USA, de même les ouvriers, à force de s'entendre dire qu'ils ont à choisir entre l'avenir atomisé ou l'avenir Pinay, à force de s'entendre dire que la Révolution, leur révolution à eux, celle qu'on pouvait leur faire faire un peu chaque jour en leur conservant l'espoir qu'un jour ils la feraient tout à fait, les ouvriers, oui, marquent des points entre le P. C. et Pinay. Manifestation, arrestation de Duclos : coup nul. Ils ne bougent pas : un point pour Pinay. D'ailleurs... Donner un ordre de grève à un mois des congés payés, quand, par-dessus le marché, les gars ont une peur atroce de perdre leur boulot et qu'une journée non payée déséquilibre le budget! Pour donner un ordre pareil, il faut être sûr d'avoir la classe ouvrière totalement en main. Or, ils savent que ce n'est pas le cas. Alors, pourquoi prouver, comme à plaisir, leur faiblesse?

Ils savaient bien que si, à la rigueur, la C.G.T. suivait, F.O. et C.F.T.C. ne suivaient pas. A ce propos, ils ont tort aussi d'écrire dans *l'Huma* que F.O. et C.F.T.C. sont constituées par un ramassis de traîtres et de jaunes qui suivent les doigts dans le nez les ordres des Amerlos. Non. *L'Huma* est lue par des ouvriers; ces ouvriers connaissent les copains F.O. ou C.F.T.C.; ils travaillent, discutent, boivent le coup ensemble et le gars C.G.T. sait bien que le copain F.O. n'est pas un agent titiste ou amerlo, évidemment. Et si le responsable de la C.G.T. arrive un matin en criant « Union, Union! », le responsable F.O. qui s'est fait traiter de jaune et de foie-blanc demande :

— Union pour quoi?

— Pour Duclos!

— Merde! répond le F.O.

Qu'est-ce que vous voulez, on dirait qu'ils font leurs parlotes au Comité central et qu'ils fabriquent leur propagande comme s'ils ignoraient que les ouvriers vivent et travaillent ensemble. En somme, vous vous souvenez des gens qui disaient pendant l'occupation : « Voilà où ça nous a conduits leur politique! » Eh bien, le malheur c'est qu'on entend aujourd'hui des ouvriers qui disent : « La politique, y en a marre! » Ou des femmes qui disent à leur mari : « Tu ferais mieux de pas t'occuper de politique. A quoi ça te mène? »

Le P.C., si vous voulez mon avis, a trop essayé de politiser quelques types et n'a pas assez fait confiance aux réactions *d'ensemble* du prolétariat. Je veux dire que ces réactions, à condition qu'on parle au prolétariat de lui-même, de son bifteck et pas des microbes, de sa vie et pas de celle des ouvriers russes ou amerlos, de son avenir à lui, prolétariat français, et pas de l'avenir de la guerre américano-bactériologique ou de l'avenir pépère et gentil de la paix russe, ces réactions, alors, pourraient — utilisées par le Parti qui devrait être le sien — se transformer en moyens politiques efficaces. Le drame, c'est que le Parti, au lieu de s'intéresser au prolétariat comme masse, a politisé quelques types, très exactement ceux qui sont allés à la manifestation du 28 mai, et a perdu de vue les vrais soucis et les vrais sentiments de la masse. Le résultat, nous le voyons aujourd'hui : quelques types politisés, 4 millions d'électeurs, ça paraît contradictoire mais ça permet à Pinay de coffrer Duclos en toute tranquillité.

R. S.

M. BAYLOT PEINT PAR LUI-MÊME

Jean-Paul Sartre a jadis démontré que l'antisémitisme n'était pas une *opinion*, mais une passion. La même démonstration s'appliquerait sans difficulté à l'anticommunisme. Pourtant, au lieu de la tenter, il semble plus significatif de laisser la parole à un anticommuniste de marque : à M. le Préfet de police lui-même. On verra même, par le simple relevé de quelques-uns de ses propos, qu'il s'agit, encore plus que d'une passion, d'une manie.

Le 13 juin 1951, M. Baylot accorda à *Paris-Presse* une stupéfiante interview d'où nous détachons ce passage :

Je ne crois pas que nos relations avec les communistes puissent être plus mauvaises qu'elles ne le sont actuellement. Beaucoup de Français — et c'est peut-être plus vrai à Paris qu'en province — ne voient pas le problème communiste sous l'aspect où pourtant il faut le considérer de toute évidence : le communisme n'est pas un pati politique. Il a pris ce nom de « parti » parce que c'est commode pour sa propagande. Mais ce n'est pas un parti au sens commun du terme : un secteur d'opinions en désaccord avec plusieurs ou la totalité des autres secteurs d'opinions sur des points, des interprétations, sur les besoins politiques de la France. Le communisme est une armée russe. Un communiste est un soldat russe[1]*. Il l'est à bon escient ou quelquefois par aberration, mais il l'est. Le comportement adopté découle de cette position. Je considère que lorsque j'ai à faire une opération avec un communiste, j'ai à faire une opération avec un acte de guerre russe.*

Les gens disent : « Sommes-nous en guerre? Sommes-nous en paix? Personne ne comprend. » Je considère que nous sommes actuellement en guerre. C'est une forme de guerre inattendue. Cela

1. On remarquera, si l'on suit le Préfet de Police, qu'aucune nation — même l'Allemagne pendant l'occupation — n'a entretenu de tels effectifs sur le territoire français : plus d'un demi-million d'actifs, et de quatre millions d'auxiliaires. (N. D. L. R.)

ne se passe pas comme à Arques ou à Austerlitz ou à Verdun, mais la Russie nous fait la guerre. On sait bien que s'il y a en Italie ou en France une influence communiste telle que l'État soit incapable d'exercer son action, eh bien, ce sera l'effondrement du pays dont la Russie profitera.

Un peu moins d'un an après cette déclaration avait lieu la manifestation du 28 mai au cours de laquelle deux prêtres-ouvriers furent arrêtés. Ils publièrent le récit suivant de leur mésaventure :

Arrêtés rue Notre-Dame-de-Recouvrance tandis qu'ils gardaient un manifestant blessé, les deux prêtres-ouvriers ont été emmenés au poste, où ils ont passé la nuit après avoir été bourrés de coups de pied ou de coups de matraque.

Les signataires (les prêtres-ouvriers Bouyer et Cagne), qui tiennent à affirmer qu'ils ne portent « aucun jugement sur les formes de combats de rue », ont été interrogés le lendemain, à neuf heures, dans le bureau de l'officier de police. Voici comment ils rapportent le dialogue :

« Toi, curé ! Moi je suis un ancien séminariste chrétien. Toi tu es le partisan de la violence au lieu de la fraternité. »

A ce moment l'officier prend une pancarte de fer et frappe l'abbé Cagne.

« Je n'ai jamais prêché la violence, mais je comprends les camarades quand il y a provocation.

— Tu n'en as pas assez, salaud, prêtre rouge, ton pape est à Moscou, tu vas voir ! »

Il ouvre une armoire, prend une matraque et frappe l'abbé de plusieurs coups :

« Je respecte le prêtre, mais pas l'homme.

— C'est l'homme qu'il faut respecter.

— Mais voyons, nous sommes tous frères ; vous êtes notre frère.

— Comment voulez-vous que je croie à votre fraternité? Depuis que je suis avec vous, vous me matraquez. Ce qui me fait le plus mal c'est que vous vous dites chrétiens, que vous assisterez sans doute à des messes de « communion » et que vous me frappez, moi, prêtre.

— J'écrirai à Mgr Feltin.

— Allez-y, il vous entendra, mais nous aussi.

— Communistes !

— Hier, j'ai rencontré beaucoup de chrétiens qui ne sont pas communistes et d'autres prêtres-ouvriers.

— *J'étais dans l'admiration des prêtres-ouvriers, mais maintenant partout où je passerai je ferai tout ce que je pourrai contre vous... Tu dois dire de belles messes... Dans l'illégalité, contre l'ordre... Alors? tu verras avec les Soviets.*

— *Depuis hier au soir je ne les crains plus : ça ne peut pas être pire.* »

L'abbé ne répond plus ensuite par peur des coups.

C'est ensuite le tour de l'abbé Bouyer.

« *Faux prêtre, bandit, prêtre stalinien, tu veux détruire la religion.* »

Suivent des coups de matraque dans le dos :

« *Où étais-tu hier?*

— *J'étais avec mes camarades et lorsque j'ai été arrêté je gardais un blessé.*

— *Salaud, tu ne prêches pas l'amour mais la violence.* (Et montrant la tige en fer de la pancarte) : *Et ça, tu l'approuves?*

— *Non, je n'approuve pas cela, mais je le comprends.*

— *Ah! tu ne l'approuves pas?* »

Et il lui en donne un coup sur le ventre.

« *Allez, va-t'en, va-t'en!...* »

L'abbé L. B. part en recevant un violent coup de pied dans les reins, « *le plus douloureux de tous* ».

Ce récit fut reproduit intégralement dans *Témoignage chrétien* du 11 juin, partiellement dans *l'Observateur* du 5 et dans *Le Monde* du 7.

L'archevêché de Paris publia dès le 12 juin le communiqué suivant :

1° *A la suite des incidents du 28 mai dernier, l'archevêque de Paris :*

Regrette que des prêtres-ouvriers aient participé à une manifestation de ce genre;

Mais ne peut admettre que des hommes, quels qu'ils soient, subissent après leur arrestation des traitements indignes de la personne humaine;

2° *Il précise que le résumé paru dans un journal parisien de mercredi* [1] *déforme le sens et la portée des directives confiantes données — dès mars dernier — par les évêques à leurs prêtres-ouvriers.*

1. Il s'agit de *Paris-Presse.*

Les attitudes prêtées par ce même journal à trois prêtres-ouvriers sont une pure calomnie.

A ce communiqué, le Préfet de police répondit le lendemain par une lettre ouverte :

Excellence,

Par respect pour le sacerdoce, je m'étais abstenu de commenter publiquement, malgré le préjudice qui en résultait pour mes collaborateurs, l'attitude et les propos des deux prêtres-ouvriers qui ont participé à la manifestation communiste du 28 mai dernier. J'hésitais même à faire à M. le conseiller municipal communiste Cros, qui avait pris fait et cause pour ces deux ecclésiastiques, la réponse qui s'imposait.

Mais dans votre communiqué que je lis dans Le Monde, *ce soir, figure le paragraphe suivant : « ... Mais ne peut admettre que des hommes, quels qu'ils soient, subissent après leur arrestation des traitements indignes de la personne humaine. »*

Je me borne :

1° *A vous renvoyer à l'article publié par le journal* Témoignage chrétien *dans lequel les deux intéressés ont approuvé l'emploi par les émeutiers du 28 maï de ce que l'on appelle les « pancartes ».*

2° *A vous faire parvenir une photographie des dites pancartes, en m'offrant à vous faire présenter les armes brutales qui sont désignées sous ce vocable et qui ont atteint deux cents gardiens de la paix de Paris qui faisaient leur devoir pour maintenir l'ordre et qui, eux aussi, pouvaient se plaindre d'avoir subi un traitement « indigne de la personne humaine ».*

3° *A infliger à ces deux ecclésiastiques, à mon grand regret, un démenti formel quant aux assertions qu'ils ont communiquées à la presse et que les feuilles communistes ou communisantes ont reprises complaisamment.*

Me permettrez-vous d'exprimer le regret qu'avant de livrer à la presse une condamnation qui atteint l'honneur des vingt mille gardiens de la paix de Paris dont je suis le chef, qui ont courageusement fait face à l'émeute, et dont je suis entièrement solidaire, vous n'ayez pas essayé de vérifier si les déclarations de deux prêtres qui sont devenus indéniablement des instruments du communisme, avaient quelque valeur.

Veuillez agréer, Excellence, mes sentiments de haute considération.

Cette lettre appelle quelques commentaires : 1° en effet, le Dr Cros, conseiller général de la Seine, avait posé, par le truchement du *Bulletin municipal officiel*, une question écrite au préfet de police. On verra plus loin la réponse du policier; mais dès maintenant on peut noter que le Dr Cros n'est pas communiste, mais radical-socialiste (R.G.R.); 2° les prêtres-ouvriers n'ont pas « approuvé » l'emploi de ce qu'on a appelé les pancartes. Au vu d'un de ces instruments, ils ont déclaré (voir plus haut) : « *Nous n'en approuvons pas l'usage, mais nous le comprenons.* »

Enfin, le *Bulletin municipal* publia le 14 juin la réponse du préfet de police à M. Cros, qui avait demandé au préfet si l'enquête qui avait dû être ordonnée à la suite de la publication du récit des prêtres-ouvriers avait révélé l'exactitude des faits relatés. Dans l'affirmative, le conseiller général voulait connaître les sanctions prises et les ordres donnés pour empêcher le renouvellement de ces méthodes :

Le préfet de police, écrit M. Baylot, *s'étonne du fait que l'auteur de la question ait repris à son compte sans vérification préalable les assertions fantaisistes de deux ecclésiastiques dont le singulier comportement aurait dû pourtant inviter à plus de circonspection.*

Sans doute l'auteur de la question estime-t-il normal que des violences des manifestants aient conduit à l'hôpital trente-deux blessés parmi le service d'ordre, sans compter plusieurs centaines de blessés moins graves?

Quoi qu'il en soit, le préfet de police précise qu'il est inutile d'attendre de lui un désaveu de l'action de ses services à l'occasion de la manifestation du 28 mai, et une prise en considération quelconque des réclamations injustifiées des plaignants.

Il indique en outre à ceux-ci que rien ne les empêche d'aller exercer leur singulier ministère dans des pays vers qui vont leurs sympathies, et qui sont en effet bien connus pour leur tolérance et leur bienveillance à l'égard de la religion et des ecclésiastiques.

R. S.

Maurice Merleau-Ponty.

LE LANGAGE INDIRECT ET LES VOIX DU SILENCE *(fin)*

Allons au bout du problème. Malraux médite sur les miniatures et les monnaies où l'agrandissement photographique révèle miraculeusement le style même des œuvres de grande taille, — ou sur des œuvres déterrées au delà des limites de l'Europe, loin de toute « influence », et où les modernes sont stupéfaits de rencontrer le même style qu'une peinture consciente a réinventé ailleurs. Quand on a enfermé l'art au plus secret de l'individu, la convergence des œuvres ne peut s'expliquer que par quelque destin qui les domine. « ...Comme si un imaginaire esprit de l'art poussait de miniature en tableau, de fresque en vitrail, une même conquête, et soudain l'abandonnait pour une autre, parallèle ou soudain opposée, comme si un torrent souterrain d'histoire unissait en les entraînant toutes ces œuvres éparses (...) un style connu dans son évolution et ses métamorphoses devient moins une idée que l'illusion d'une fatalité vivante. La reproduction, et elle seule, a fait entrer dans l'art ces sur-artistes imaginaires qui ont une confuse naissance, une vie, des conquêtes, des concessions au goût de la richesse ou de la séduction, une agonie et une résurrection, et qui s'appellent des styles [1]. » Malraux rencontre donc, au moins à titre de

1. *Le Musée Imaginaire* p. 52.

métaphore, l'idée d'une Histoire qui réunit les tentatives les plus distantes, d'une Peinture qui travaille derrière le dos du peintre, d'une Raison dans l'histoire dont il soit l'instrument. Ces monstres hegeliens sont l'antithèse et le complément de son individualisme. Que deviennent-ils quand la théorie de la perception réinstalle le peintre dans le monde visible et retrouve le corps comme expression spontanée?

Partons du fait le plus simple, — et sur lequel, d'ailleurs, nous avons déjà donné quelques éclaircissements. La loupe révèle dans la médaille ou dans la miniature le style même des grandes œuvres parce que la main porte partout son style, qui est indivis dans le geste, et n'a pas besoin, pour marquer de sa zébrure la matière, de s'appesantir en chaque point du tracé. Notre écriture se reconnaît, que nous tracions les lettres sur du papier, avec trois doigts de la main, ou à la craie, sur le tableau, avec tout notre bras, parce qu'elle n'est pas dans notre corps un automatisme lié à certains muscles, destiné à accomplir certains mouvements matériellement définis, mais une puissance générale de formulation motrice capable des transpositions qui font la constance du style. Ou plutôt, il n'y a même pas transposition : simplement, nous n'écrivons pas dans l'espace en soi, avec une main-chose, un corps-chose auxquels chaque situation nouvelle poserait des problèmes neufs. Nous écrivons dans l'espace perçu, où les résultats de même forme sont d'emblée analogues, les différences d'échelle ignorées, comme la même mélodie exécutée à différentes hauteurs est immédiatement identifiée. Et la main avec laquelle nous écrivons est une main-phénomène, qui possède, avec la formule d'un mouvement, comme la loi efficace des cas particuliers où il peut avoir à se réaliser. Toute la merveille d'un style déjà présent dans les éléments invisibles d'une œuvre revient donc à ceci que, travaillant dans le monde humain des choses perçues, l'artiste se trouve mettre sa marque jusque dans le monde inhumain que révèlent les appareils d'optique, comme le nageur survole à son insu tout un univers enseveli qu'il s'effraie de découvrir à la lunette sous-marine, — ou comme Achille effectue, dans la simplicité d'un pas, une sommation

infinie d'espaces et d'instants. Et certes, c'est là une grande merveille, dont le mot d'*homme* ne doit pas nous masquer l'étrangeté. Du moins pouvons-nous voir ici que ce miracle nous est naturel, qu'il commence avec notre vie incarnée, et qu'il n'y a pas lieu d'en chercher l'explication dans quelque Esprit du Monde, qui opérerait en nous sans nous, et percevrait à notre place, au delà du monde perçu, à l'échelle microscopique. Ici, l'esprit du monde, c'est nous, dès que nous savons *nous mouvoir*, dès que nous savons *regarder*. Ces actes simples renferment déjà le secret de l'action expressive : je meus mon corps sans même savoir quels muscles, quels trajets nerveux doivent intervenir, ni où il faudrait chercher les instruments de cette action, comme l'artiste fait rayonner son style jusqu'aux fibres de la matière qu'il travaille. Je veux aller là-bas, et m'y voici, sans que je sois entré dans le secret inhumain de la machinerie corporelle, sans que je l'aie ajustée aux données du problème, et par exemple à l'emplacement du but défini par son rapport à quelque système de coordonnées. Je regarde le but, je suis aspiré par lui, et l'appareil corporel fait ce qu'il y a à faire pour que je m'y trouve. Tout se passe à mes yeux dans le monde humain de la perception et du geste, mais mon corps « géographique » ou « physique » obéit aux exigences de ce petit drame qui ne cesse de susciter en lui mille prodiges naturels. Mon regard vers le but a déjà, lui aussi, ses miracles : lui aussi, il s'installe avec autorité dans l'être et s'y conduit comme en pays conquis. Ce n'est pas l'objet qui obtient de mes yeux les mouvements d'accommodation et de convergence : on a pu montrer qu'au contraire je ne verrais jamais rien nettement, et il n'y aurait pas d'objet pour moi, si je ne disposais mes yeux de manière à rendre possible la vision de l'unique objet. Et ce n'est pas ici l'esprit qui relaie le corps et anticipe ce que nous allons voir. Non, ce sont mes regards eux-mêmes, c'est leur synergie, leur exploration, leur prospection, qui mettent au point l'objet imminent, et jamais nos corrections ne seraient assez rapides et précises si elles devaient se fonder sur un véritable calcul des effets. Il faut donc reconnaître sous le nom de regard, de main et en général de corps un système

de systèmes voué à l'inspection d'un monde, capable d'enjamber les distances, de percer l'avenir perceptif, de dessiner dans la platitude inconcevable de l'être des creux et des reliefs, des distances et des écarts, un sens... Le mouvement de l'artiste traçant son arabesque dans la matière infinie amplifie, mais aussi continue, la simple merveille de la locomotion dirigée ou des gestes de prise. Dans le geste de désignation, déjà, non seulement le corps déborde sur un monde dont il porte en lui le schéma : il le possède à distance plutôt qu'il n'en est possédé. A plus forte raison le geste d'expression, qui se charge de dessiner lui-même et de faire paraître au dehors ce qu'il vise, récupère-t-il le monde. Mais déjà, avec notre premier geste orienté, les rapports infinis de *quelqu'un* avec sa situation avaient envahi notre médiocre planète et ouvert à notre conduite un champ inépuisable. Toute perception, toute action qui la suppose, bref tout usage humain du corps est déjà *expression primordiale*, — non pas ce travail dérivé qui substitue à l'exprimé des signes donnés par ailleurs avec leur sens et leur règle d'emploi, mais l'opération première qui d'abord constitue les signes en signes, fait habiter en eux l'exprimé par la seule éloquence de leur arrangement et de leur configuration, implante un sens dans ce qui n'en avait pas, et qui donc, loin de s'épuiser dans l'instant où elle a lieu, inaugure un ordre, fonde une institution ou une tradition...

Or si la présence du style dans des miniatures que personne n'avait jamais vues, *et en un sens jamais faites*, se confond avec le fait de notre corporéité et n'appelle aucune explication occulte, il nous semble qu'on peut en dire autant des convergences singulières qui font paraître, hors de toute influence, d'un bout à l'autre du monde des œuvres qui *se ressemblent*. Nous demandons une cause qui explique ces ressemblances, et nous parlons d'une Raison dans l'histoire ou de Surartistes qui mènent les artistes. Mais d'abord, c'est mal poser le problème que de parler de ressemblances : elles sont après tout peu de chose en regard des innombrables différences et de la variété des cultures. La probabilité, même faible, d'une réinvention sans guide ni modèle suffit pour rendre compte de

ces recoupements exceptionnels. Le vrai problème est de comprendre pourquoi des cultures si différentes s'engagent dans la même recherche, se proposent la même tâche (sur le chemin de laquelle elles rencontreront, à l'occasion, les mêmes modes d'expression), pourquoi ce que produit une culture a un sens pour d'autres cultures, même si ce n'est pas son sens d'origine, pourquoi nous nous donnons la peine de métamorphoser en art des fétiches, enfin pourquoi il y a *une* peinture ou *un* univers de la peinture. Mais cela ne fait problème que si l'on a commencé par se placer dans le monde géographique ou physique, et par y placer les œuvres, comme autant d'événements séparés dont la ressemblance ou seulement l'apparentement est alors improbable et exige un principe d'explication. Nous proposons au contraire d'admettre l'ordre de la culture ou du sens comme un ordre original de l'*avènement* [1], qui ne doit pas être dérivé de celui, s'il existe, des événements purs, ni traité comme le simple effet de rencontres extraordinaires. Si le propre du geste humain est de signifier au delà de sa simple existence de fait, d'inaugurer un sens, il en résulte que tout geste est *comparable* à tout autre, qu'ils relèvent tous d'une seule syntaxe, que chacun d'eux est un commencement (et une suite), annonce une suite ou des recommencements, en tant qu'il n'est pas, comme l'événement, fermé sur sa différence et une fois pour toutes révolu, qu'il vaut au delà de sa simple présence et qu'en cela il est par avance allié ou complice de toutes les autres tentatives d'expression. Le difficile et l'essentiel est ici de comprendre qu'en posant un champ distinct de l'ordre empirique des événements, nous ne posons pas un Esprit de la Peinture qui se posséderait dans l'envers du monde où il se manifesterait peu à peu. Il n'y a pas, au-dessus de celle des événements, une seconde causalité qui ferait du monde de la peinture un « monde supra-sensible » avec ses lois propres. La création de culture est sans efficace si elle ne trouve un véhicule dans les circonstances extérieures. Mais, pour peu qu'elles s'y prêtent, une peinture conservée et transmise développe dans

(1) L'expression est de P. Ricœur.

ses héritiers une puissance de suscitation qui est sans proportion avec ce qu'elle est, non seulement comme morceau de toile peinte, mais même comme ouvrage doué par son créateur d'une signification définie. Cet excès de l'œuvre sur les intentions délibérées l'insère dans une multitude de rapports dont la petite histoire de la peinture et même la psychologie du peintre ne portent que quelques reflets, comme le geste du corps vers le monde l'introduit dans un ordre de relations que la physiologie et la biologie pures ne soupçonnent pas. Malgré la diversité de ses parties, qui le rend fragile et vulnérable, le corps est capable de se rassembler en un geste qui domine pour un temps leur dispersion et impose son monogramme à tout ce qu'il fait. C'est de la même manière que, par delà les distances de l'espace et du temps, on peut parler d'une unité du style humain qui rassemble les gestes de tous les peintres en une seule tentative, leurs productions en une seule histoire cumulative, en un seul art. L'unité de la culture étend au delà des limites d'une vie individuelle le même genre d'enveloppement qui réunit par avance tous les moments de celle-ci à l'instant de son institution ou de sa naissance, lorsqu'une conscience (comme on dit) est scellée dans un corps et qu'apparaît au monde un nouvel être à qui adviendra l'on ne sait quoi, mais à qui désormais quelque chose ne saurait manquer d'advenir, ne serait-ce que la fin de cette vie à peine commencée. La pensée analytique brise la transition perceptive d'un moment à un autre, d'un lieu à un autre, d'une perspective à une autre, et cherche ensuite du côté de l'esprit la garantie d'une unité qui est déjà là quand nous percevons. Elle brise aussi l'unité de la culture et cherche ensuite à la reconstituer du dehors. Après tout, dit-elle, il n'y a que des œuvres, qui par elles-mêmes sont lettre morte, et des individus qui leur donnent librement un sens. D'où vient donc que des œuvres se ressemblent, que des individus se comprennent? C'est alors que l'on introduit l'Esprit de la Peinture. Mais de même que nous devons reconnaître comme un fait dernier l'enjambement du divers par l'existence et en particulier la possession corporelle de l'espace, et que notre corps, en tant qu'il *vit* et se fait geste, ne s'appuie

que sur son effort pour être au monde, tient debout parce que son penchant est vers le haut, que ses champs perceptifs le tirent vers cette position risquée, et ne saurait recevoir d'un esprit séparé ce pouvoir, — de même l'histoire de la peinture qui court d'une œuvre à une autre repose sur elle-même et n'est portée que par la cariatide de nos efforts qui convergent du seul fait qu'ils sont efforts d'expression. L'ordre intrinsèque du sens n'est pas éternel : s'il ne suit pas chaque zigzag de l'histoire empirique, il dessine, il appelle une série de démarches successives. Car il ne se définit pas seulement, comme nous le disions provisoirement, par la parenté de tous ses moments en une seule tâche : précisément parce qu'ils sont tous des moments de la peinture, chacun d'eux, s'il est conservé et transmis, modifie la situation de l'entreprise et exige que ceux qui viendront après lui soient justement autres que lui. Deux gestes culturels ne peuvent être identiques qu'à condition de s'ignorer l'un l'autre. Il est donc essentiel à l'art de se développer, c'est-à-dire à la fois de changer et, comme dit Hegel, de « retourner en soi-même », donc de se présenter sous forme d'histoire, et le sens du geste expressif sur lequel nous avons fondé l'unité de la peinture est par principe un sens en genèse. L'avènement est une promesse d'événements. La domination de l'un sur le multiple dans l'histoire de la peinture, comme celle que nous avons rencontrée dans l'exercice du corps percevant, ne consomme pas la succession dans une éternité : elle exige au contraire la succession, elle en a besoin en même temps qu'elle la fonde en signification. Et il ne s'agit pas, entre ces deux problèmes, d'une simple *analogie* : c'est l'opération expressive du corps, commencée par la moindre perception, qui s'amplifie en peinture et en art. Le champ des significations picturales est ouvert depuis qu'un homme a paru dans le monde. Et le premier dessin aux murs des cavernes ne fondait une tradition que parce qu'il en recueillait une autre : celle de la perception. La quasi-éternité de l'art se confond avec la quasi-éternité de l'existence incarnée et nous avons dans l'exercice de notre corps et de nos sens, en tant qu'ils nous insèrent dans le monde, de quoi comprendre notre gesticulation culturelle en tant qu'elle nous insère dans l'histoire.

Les linguistes disent quelquefois que, puisqu'il n'y a à la rigueur aucun moyen de marquer dans l'histoire la date où, par exemple, le latin cesse et le français commence, il n'y a qu'un seul langage et presque qu'une seule langue en travail continuel. Disons plus généralement que la tentative continuée de l'expression fonde une seule histoire, — comme la prise de notre corps sur tout objet possible fonde un seul espace.

Comprise ainsi, l'histoire échapperait, — nous ne pouvons ici que l'indiquer, — aux confuses discussions dont elle est aujourd'hui l'objet et redeviendrait ce qu'elle doit être pour le philosophe : le centre de ses réflexions, non certes comme une « nature simple », absolument claire par elle-même, mais au contraire comme le lieu de nos interrogations et de nos étonnements. Que ce soit pour l'adorer ou pour la haïr, on conçoit aujourd'hui l'histoire et la dialectique historique comme une Puissance extérieure. Entre elle et nous, il faut alors choisir, et choisir l'histoire, cela veut dire se dévouer corps et âme à l'avénement d'un homme futur dont nous ne sommes pas même l'ébauche, renoncer, en faveur de cet avenir, à tout jugement sur les moyens, en faveur de l'efficacité, à tout jugement de valeur, et au « consentement de soi-même à soi-même ». Cette histoire-idole sécularise une conception rudimentaire de Dieu, et ce n'est pas par hasard que les discussions contemporaines reviennent si volontiers à un parallèle entre ce qu'on appelle la « transcendance horizontale » de l'histoire et la « transcendance verticale » de Dieu.

A la vérité, c'est deux fois mal poser le problème. Les plus belles encycliques du monde ne peuvent rien contre ce fait : voilà vingt siècles au moins que l'Europe et une bonne partie du monde ont renoncé à la transcendance dite verticale, et il est un peu fort d'oublier que le christianisme est, entre autres choses, la reconnaissance d'un mystère dans les relations de l'homme et de Dieu, qui tient justement à ce que le Dieu chrétien ne veut pas d'un rapport vertical de subordination. Il n'est pas simplement un principe dont nous serions les conséquences, une volonté dont nous serions les instruments, ou même un modèle dont les valeurs humaines ne seraient que

le reflet; il y a comme une impuissance de Dieu sans nous et le Christ atteste que Dieu ne serait pas pleinement Dieu sans épouser la condition d'homme. Claudel va jusqu'à dire que Dieu n'est pas au-dessus, mais au-dessous de nous, — voulant dire que nous ne le trouvons pas comme une idée supra-sensible, mais comme un autre nous-même, qui habite et authentifie notre obscurité. La transcendance ne surplombe plus l'homme : il en devient étrangement le porteur privilégié.

Par ailleurs aucune philosophie de l'histoire n'a jamais reporté sur l'avenir toute la substance du présent ni *détruit* le soi pour faire place à l'autre. Cette névrose de l'avenir serait exactement la non-philosophie, le refus délibéré de savoir à quoi l'on croit. Aucune philosophie n'a jamais consisté à choisir entre des transcendances, — par exemple entre celle de Dieu et celle de l'avenir humain, — elles sont toutes occupées à les médiatiser, à comprendre par exemple comment Dieu se fait homme ou comment l'homme se fait Dieu, à élucider cet étrange enveloppement qui fait que le choix des moyens est déjà choix d'une fin, que le soi se fait monde, culture, histoire, mais que la culture dépérit en même temps que lui. Chez Hegel, comme on le répète sans cesse, tout ce qui est réel est rationnel, et donc justifié, — mais justifié tantôt comme acquisition véritable, tantôt comme pause, tantôt comme reflux et repli pour un nouvel élan, bref justifié relativement, à titre de moment de l'histoire totale, sous condition que cette histoire se fasse, et donc au sens où l'on dit que nos erreurs mêmes portent pierre, et que nos progrès sont nos erreurs comprises, ce qui n'efface pas la différence des croissances et des déclins, des naissances et des morts, des régressions et des progrès.

Il est vrai que la théorie de l'État et la théorie de la guerre chez Hegel semblent réserver au savoir absolu du philosophe, initié au secret de l'histoire, le jugement de l'œuvre historique, et en dessaisir les autres hommes. Ce n'est pas une raison pour oublier que, même dans sa *Philosophie du Droit*, Hegel rejette aussi bien le jugement de l'action par les seuls effets que le jugement de l'action par les seules intentions : « Le principe : dans l'action ne pas tenir compte des conséquences, et cet

autre : juger les actions d'après leurs suites et les prendre pour mesure de ce qui est juste et bon, appartiennent tous deux à l'entendement abstrait [1] ». Des vies tellement séparées que l'on puisse limiter la responsabilité de chacune aux suites délibérées et nécessaires de ce qu'elle a rêvé, une Histoire qui serait celle d'échecs et de succès également immérités et qui donc noterait les hommes de gloire ou d'infamie au gré des hasards extérieurs qui sont venus défigurer ou embellir ce qu'ils faisaient, — ce sont là les abstractions jumelles dont Hegel ne veut pas. Ce qu'il a en vue, lui, c'est le moment où l'intérieur se fait extérieur, le virage ou le virement par lequel nous passons en autrui et dans le monde comme le monde et autrui en nous, en d'autres termes l'action. Par l'action, je me fais responsable de tout, j'accepte le secours comme la trahison des hasards extérieurs, « la transformation de la nécessité en contingence et inversement [2] ». Je me prétends maître non seulement de mes intentions, mais encore de ce que les choses vont en faire, je prends le monde, les autres comme ils sont, je me prends moi-même comme je suis et je me porte fort pour tout cela. « *Agir est... se livrer à cette loi* [3]. » L'action fait si bien l'événement sien que l'on punit plus légèrement le crime manqué que le crime réussi, et qu'Œdipe lui-même se sent parricide, incestueux, quoiqu'il ne le soit que de fait. Devant cette folie de l'action, qui prend à son compte le cours des choses, on peut être tenté de conclure indifféremment qu'il n'y a que des coupables, puisque agir ou même vivre est déjà accepter le risque d'infamie avec la chance de gloire, — et qu'il n'y a que des innocents puisque rien, et pas même le crime, n'a été voulu *ex nihilo*, personne n'ayant choisi de naître. Mais, par delà ces philosophies de l'intérieur et de l'extérieur, devant lesquelles tout est équivalent, ce que Hegel suggère, — puisque, quand tout est dit, il y a une différence entre le valable et le non-valable, entre ce que nous acceptons et ce que nous refusons, — c'est un jugement de la tentative, de l'entreprise, ou de *l'œuvre* — non de l'intention seule ou des

1. *Principes de la Philosophie du Droit*, § 118.
2. Ibid.
3. Ibid.

conséquences seules, mais de l'emploi que nous avons fait de notre bonne volonté, de la manière dont nous avons évalué la situation de fait. Ce qui juge un homme, ce n'est pas l'intention et ce n'est pas le fait, c'est qu'il ait ou non fait passer des valeurs dans les faits. Quand cela arrive, le sens de l'action ne s'épuise pas dans la situation qui en a été l'occasion, ni dans quelque vague jugement de valeur, elle demeure exemplaire et survivra dans d'autres situations, sous une autre apparence. Elle ouvre un champ, quelquefois même elle institue un monde, en tout cas elle dessine un avenir. L'histoire est chez Hegel cette maturation d'un avenir dans le présent, non le sacrifice du présent à un avenir inconnu, et la règle de l'action chez lui n'est pas d'être efficace à tout prix, mais d'abord d'être féconde.

Les polémiques contre la « transcendance horizontale » au nom de la « transcendance verticale » (admise ou seulement regrettée) ne sont donc pas moins inéquitables envers Hegel qu'envers le christianisme et, jetant par-dessus bord, avec l'histoire, non seulement, comme elles le croient, une idole barbouillée de sang, mais encore le devoir de faire passer les principes dans les choses, elles ont l'inconvénient de ramener une fausse ingénuité qui n'est pas un remède aux abus de la dialectique. C'est le pessimisme des néo-marxistes, mais aussi la paresse de la pensée non-marxiste, chacun complice de l'autre comme toujours, qui présente aujourd'hui la dialectique, en nous et hors de nous, comme une puissance de mensonge et d'échec, transformation du bien en mal, fatalité de déception. Ce n'était là, chez Hegel, qu'une de ses faces : elle était aussi bien quelque chose comme une grâce de l'événement qui nous tire du mal vers le bien, qui par exemple nous jette à l'universel quand nous ne croyons poursuivre que notre intérêt. C'était, Hegel le dit à peu près, *une marche qui crée elle-même son cours et retourne en soi-même*, — un mouvement donc sans autre guide que sa propre initiative et qui pourtant ne s'échappe pas hors de lui-même, se recoupe et se confirme de loin en loin. C'était donc ce que nous appelons, d'un autre nom, le phénomène d'expression, qui se reprend et se relance par un mystère de rationalité. Et l'on retrouverait sans doute le concept d'histoire

dans son vrai sens si l'on s'habituait à le former sur l'exemple des arts et du langage. Car l'intimité de toute expression à toute expression, leur appartenance à un seul ordre, obtiennent par le fait la jonction de l'individuel et de l'universel. Le fait central auquel la dialectique de Hegel revient de cent façons, c'est que nous n'avons pas à choisir entre le *pour soi* et le *pour autrui*, entre la pensée selon nous-mêmes et la pensée selon autrui, mais que dans le moment de l'expression, l'autre à qui je m'adresse et moi qui m'exprime sommes liés sans concession. Les autres tels qu'ils sont (ou tels qu'ils seront) ne sont pas seuls juges de ce que je fais : si je voulais me nier à leur profit, je les nierais aussi comme « Moi »; ils valent exactement ce que je vaux, et tous les pouvoirs que je leur donne, je me les donne du même coup. Je me soumets au jugement d'un autre *qui soit lui-même digne de ce que j'ai tenté*, c'est-à-dire en fin de compte, d'un pair choisi par moi-même. L'histoire est juge, — mais non pas l'histoire comme Pouvoir d'un moment ou d'un siècle : l'histoire comme inscription et accumulation, par delà les limites des pays et des temps, de ce que, compte tenu des situations, nous avons fait et dit de plus vrai et de plus valable. Les autres jugeront de ce que j'ai fait parce que j'ai peint dans le visible et parlé pour ceux qui ont des oreilles, mais ni l'art ni la politique ne consistent à leur plaire ou à les flatter. Ce qu'ils attendent de l'artiste ou du politique, c'est qu'il les entraîne vers des valeurs où ils ne reconnaîtront qu'ensuite leurs valeurs. Le peintre ou le politique forme les autres bien plus qu'il ne les suit, le public qu'il vise n'est pas donné, c'est celui que son œuvre justement suscitera, — les autres auxquels il pense ne sont pas « les autres » empiriques, définis par l'attente qu'ils tournent en ce moment vers lui (et encore moins *l'humanité* conçue comme une espèce qui aurait pour elle la « dignité humaine » ou « l'honneur d'être homme » ainsi que d'autres espèces ont la carapace ou la vessie natatoire), — ce sont les autres devenus tels qu'il puisse vivre avec eux. L'histoire à laquelle l'écrivain s'associe (et d'autant mieux qu'il ne pense pas trop à « faire historique », à marquer dans l'histoire des lettres, et produit honnêtement *son* œuvre), ce n'est

pas un pouvoir devant lequel il ait à plier le genou, c'est l'entretien perpétuel qui se poursuit entre toutes les paroles et toutes les actions valables, chacune de sa place contestant et confirmant l'autre, chacune recréant toutes les autres. L'appel au jugement de l'histoire n'est pas appel à la complaisance du public, — et encore moins, faut-il le dire, appel au bras séculier : il se confond avec la certitude intérieure d'avoir dit ce qui dans les choses attendait d'être dit et qui donc ne saurait manquer d'être entendu par X... Je serai lu dans cent ans, pense Stendhal. Ceci signifie qu'il veut être lu, mais aussi qu'il consent à attendre un siècle, et que sa liberté provoque un monde encore dans les limbes à se faire aussi libre que lui en reconnaissant comme acquis ce qu'il a eu à inventer. Ce pur appel à l'histoire est une invocation de la vérité, qui n'est jamais créée par l'inscription historique, mais qui l'exige en tant que vérité. Il n'habite pas seulement la littérature ou l'art, mais aussi toute entreprise de vie. Sauf peut-être chez quelques malheureux qui ne pensent qu'à gagner, ou à avoir raison, toute action, tout amour est hanté par l'attente d'un récit qui les changerait en leur vérité, du moment où enfin on saurait ce qu'il en a été, — si tel jour, sous couleur de respect d'autrui, c'est la réserve de l'un qui a définitivement rejeté l'autre et qu'il a désormais reflétée au centuple sur lui, ou si au contraire dès ce moment les jeux étaient faits et cet amour impossible... Peut-être cette attente sera-t-elle toujours déçue en quelque chose : les emprunts de l'homme à l'homme sont si constants que chaque mouvement de notre volonté et de notre pensée prend son élan dans les autres et qu'en ce sens il est impossible de faire, autrement qu'en gros, le compte de ce qui revient à chacun. Toujours est-il que ce vœu d'une manifestation totale anime la vie comme la littérature et que, par delà les petits motifs, c'est lui qui fait que l'écrivain veut être lu, que l'homme quelquefois se fait écrivain, qu'en tout cas il parle, que chacun veut rendre compte de soi devant X..., ce qui est penser sa vie et toutes les vies comme quelque chose que l'on peut raconter, dans tous les sens du mot comme une histoire. L'histoire vraie vit donc tout entière de nous. C'est

dans notre présent qu'elle prend la force de remettre au présent tout le reste. L'autre que je respecte vit de moi comme moi de lui. Une philosophie de l'histoire ne m'ôte aucun de mes droits, aucune de mes initiatives. Il est vrai seulement qu'elle ajoute à mes obligations de solitaire celle de comprendre d'autres situations que la mienne, de créer un chemin entre ma vie et celle des autres, c'est-à-dire de m'exprimer. Par l'action de culture, je m'installe dans des vies qui ne sont pas la mienne, je les confronte, je manifeste l'une à l'autre, je les rends compossibles dans un ordre de vérité, je me fais responsable de toutes, je suscite une vie universelle, comme je m'installe d'un coup dans l'espace par la présence vivante et épaisse de mon corps. Et comme l'opération du corps, celle des mots ou des peintures me reste obscure : les mots, les traits, les couleurs qui m'expriment sortent de moi comme mes gestes, ils me sont arrachés par ce que je veux dire comme mes gestes par ce que je veux faire. En ce sens, il y a dans toute expression une spontanéité qui ne souffre pas de consignes, et pas même celles que je voudrais me donner à moi-même. Les mots, même dans l'art de la prose, transportent celui qui parle et celui qui les entend dans un univers commun en les entraînant vers une signification nouvelle par une puissance de désignation qui excède leur définition reçue, par la vie sourde qu'ils ont menée et continuent de mener en nous, par ce que Ponge appelait heureusement leur « épaisseur sémantique » et Sartre leur « humus signifiant ». Cette spontanéité du langage qui nous unit n'est pas une consigne, l'histoire qu'elle fonde n'est pas une idole extérieure : elle est nous-mêmes avec nos racines, notre poussée et, comme on dit, les fruits de notre travail.

Perception, histoire, expression, ce n'est qu'en rapprochant ces trois problèmes qu'on pourra rectifier dans leur propre sens les analyses de Malraux. Et l'on verra en même temps pourquoi il est légitime de traiter la peinture comme un langage : ce traitement met en évidence un sens perceptif, captif de la configuration visible, et cependant capable de recueillir dans une éternité toujours à refaire une série d'expressions antérieures. La comparaison ne profite pas seulement à notre

analyse de la peinture, mais aussi à notre analyse du langage. Car elle va peut-être nous faire déceler sous le langage parlé un langage opérant ou parlant dont les mots vivent d'une vie mal connue, s'unissent et se séparent comme l'exige leur signification latérale ou indirecte, même si, une fois l'expression accomplie, ces rapports nous paraissent *évidents*. La transparence du langage parlé, cette brave clarté du mot qui n'est que son et du sens qui n'est que sens, la propriété qu'il a apparemment d'extraire le sens des signes, de l'isoler à l'état pur (peut-être simple présomption de l'incarner dans plusieurs formules différentes où il resterait vraiment *le même*), son pouvoir prétendu de résumer et d'enfermer réellement dans un seul acte tout un devenir d'expression, ne seraient-ils que le plus haut point d'une accumulation tacite et implicite du genre de celle de la peinture?

*
* *

Un roman exprime tacitement comme un tableau. On peut raconter le sujet du roman comme celui du tableau. Mais ce qui compte, ce n'est pas tant que Julien Sorel, apprenant qu'il est trahi par Mme de Rênal, aille à Verrières et essaie de la tuer, — c'est, après la nouvelle, ce silence, ce voyage de rêve, cette certitude sans pensées, cette résolution éternelle. Or cela n'est *dit* nulle part. Il n'est pas besoin de « Julien pensait », « Julien voulait ». Il suffit, pour exprimer, que Stendhal se glisse en Julien et fasse paraître sous nos yeux, à la vitesse du voyage, les objets, les obstacles, les moyens, les hasards. Il suffit qu'il décide de raconter en une page au lieu de raconter en cinq. Cette brièveté, cette proportion inusitée des choses omises aux choses dites, ne résulte pas même d'un *choix*. Consultant sa propre sensibilité à autrui, Stendhal lui a trouvé soudain un corps imaginaire plus agile que son propre corps, il a fait comme dans une vie seconde le voyage de Verrières selon une cadence de passion sèche qui choisissait pour lui le

visible et l'invisible, ce qu'il y avait à dire et à taire. La volonté de mort, elle n'est donc nulle part dans les mots : elle est entre eux, dans les creux d'espace, de temps, de signification qu'ils délimitent, comme le mouvement au cinéma est entre les images immobiles qui se suivent. Le romancier tient à son lecteur, et tout homme à tout homme, un langage d'initiés : initiés au monde, à l'univers de possibles que détient un corps humain, une vie humaine. Ce qu'il a à dire, il le suppose connu, il s'installe dans la conduite d'un personnage et n'en donne au lecteur que la griffe, la trace nerveuse et péremptoire dans l'entourage. Si l'auteur est écrivain, c'est-à-dire capable de trouver les élisions et les césures qui signent la conduite, le lecteur répond à son appel et le rejoint au centre virtuel de l'écrit, *même si l'un ni l'autre ne le connaissent.* Le roman comme compte rendu d'événements, comme énoncé d'idées, thèses ou conclusions, comme signification manifeste ou prosaïque, et le roman comme opération d'un style, signification oblique ou latente sont dans un simple rapport d'homonymie. C'est ce que Marx avait bien compris quand il adopta Balzac. Il ne s'agissait pas là, on peut le croire, de quelque retour de libéralisme. Marx voulait dire qu'une certaine manière de *faire voir* le monde de l'argent et les conflits de la société moderne importait plus que les thèses, même politiques, de Balzac, et que cette vision, une fois acquise, amènerait ses conséquences, avec ou sans l'assentiment de Balzac.

On a bien raison de condamner le formalisme, mais on oublie d'habitude que son tort n'est pas d'estimer trop la forme, mais de l'estimer si peu qu'il la détache du sens. En quoi il n'est pas différent d'une littérature du « sujet », qui, elle aussi, sépare le sens de l'œuvre de sa configuration. Le vrai contraire du formalisme est une bonne théorie du style, ou de la parole, qui les mette au-dessus de la « technique » ou de l' « instrument ». La parole n'est pas un moyen au service d'une fin extérieure, elle a en elle-même sa règle d'emploi, sa morale, sa vue du monde, comme un geste quelquefois porte toute la vérité d'un homme. Cet usage vivant du langage, ignoré du formalisme aussi bien que de la littérature à « sujets », est la littérature

même comme recherche et acquisition. Un langage, en effet, qui ne chercherait qu'à reproduire les choses mêmes, si importantes soient-elles, épuiserait son pouvoir d'enseignement dans des énoncés de fait. Un langage au contraire qui donne nos perspectives sur les choses et ménage en elles un relief inaugure une discussion qui ne finit pas avec lui, suscite lui-même la recherche. Ce qui n'est pas remplaçable dans l'œuvre d'art, ce qui fait d'elle beaucoup plus qu'un moyen de plaisir : un organe de l'esprit, dont l'analogue se retrouve en toute pensée philosophique ou politique si elle est productive, c'est qu'elle contient, mieux que des idées, des *matrices d'idées*, qu'elle nous fournit d'emblèmes dont nous n'avons jamais fini de développer le sens, que, justement parce qu'elle s'installe et nous installe dans un monde dont nous n'avons pas la clef, elle nous apprend à voir et finalement nous donne à penser comme aucun ouvrage analytique ne peut le faire, parce que l'analyse ne trouve dans l'objet que ce que nous y avons mis. Ce qu'il y a de hasardeux dans la communication littéraire, et d'ambigu, d'irréductible à la thèse dans toute les grandes œuvres de l'art n'est pas une faiblesse provisoire, dont on pourrait espérer les affranchir, c'est le prix qu'il faut payer pour avoir une littérature, c'est-à-dire un langage conquérant, qui nous introduise à des perspectives étrangères, au lieu de nous confirmer dans les nôtres. Nous ne verrions rien si nous n'avions, avec nos yeux, le moyen de surprendre, d'interroger et de mettre en forme des configurations d'espace et de couleur en nombre indéfini. Nous ne ferions rien si nous n'avions avec notre corps de quoi sauter par-dessus tous les moyens nerveux et musculaires du mouvement pour nous porter au but. C'est un office du même genre que remplit le langage littéraire, c'est de la même manière impérieuse et brève que l'écrivain, sans transitions ni préparations, nous transporte du monde déjà dit à autre chose. Et comme notre corps ne nous guide parmi les choses qu'à condition que nous cessions de l'analyser pour user de lui, le langage n'est littéraire, c'est-à-dire productif, qu'à condition que nous cessions de lui demander à chaque instant des justifications pour le suivre où il va, que nous laissions les mots et tous les moyens

d'expression du livre s'envelopper de cette auréole de signification qu'ils doivent à leur arrangement singulier, et tout l'écrit virer vers une valeur seconde où il rejoint presque le rayonnement muet de la peinture. Le sens du roman n'est d'abord perceptible, lui aussi, que comme une *déformation cohérente* imposée au visible. Et il ne le sera jamais qu'ainsi. La critique pourra bien confronter le mode d'expression d'un romancier avec celui d'un autre, faire rentrer tel type de récit dans une famille d'autres possibles. Ce travail n'est légitime que s'il est précédé par une perception du roman, où les particularités de la « technique » se confondent avec celles du projet d'ensemble et du sens, et s'il est destiné seulement à nous expliquer à nous-mêmes ce que nous avons perçu. Comme le signalement d'un visage ne permet pas de l'imaginer, même s'il en précise certains caractères, le langage du critique, qui prétend posséder son objet, ne remplace pas celui du romancier qui montre ou fait transparaître le vrai et ne le touche pas. Il est essentiel au vrai de se présenter d'abord et toujours dans un mouvement qui décentre, distend, sollicite vers plus de sens notre image du monde. C'est ainsi que la ligne auxiliaire introduite dans une figure ouvre le chemin à de nouveaux rapports, c'est ainsi que l'œuvre d'art opère et opérera toujours sur nous, tant qu'il y aura des œuvres d'art.

Ces remarques, cependant, sont bien loin d'épuiser la question : restent les formes exactes du langage, reste la philosophie. On peut se demander si leur ambition d'obtenir une vraie possession de ce qui est dit, et de récupérer la prise glissante que la littérature nous donne sur notre expérience, n'exprime pas justement, beaucoup mieux qu'elle, l'essentiel du langage. Ce problème exigerait des analyses logiques qui ne peuvent trouver place ici. Sans le traiter complètement, nous pouvons du moins le situer, et montrer qu'en tout cas nul langage ne se détache tout à fait de la précarité des formes d'expression muettes, ne résorbe sa propre contingence, ne se consume pour faire paraître les choses mêmes, qu'en ce sens le privilège du langage sur la peinture ou sur l'usage de la vie reste relatif, qu'enfin l'expression n'est pas une des curiosités que l'esprit

peut se proposer d'examiner, qu'elle est son existence en acte.

Certes, l'homme qui décide d'écrire prend à l'égard du passé une attitude qui n'est qu'à lui. Toute culture continue le passé : les parents d'aujourd'hui voient leur enfance dans celle de leurs propres enfants et reprennent envers eux les conduites de leurs propres parents. Ou bien, par rancune, ils passent à l'extrême opposé; s'ils ont subi l'éducation autoritaire, ils pratiquent l'éducation libertaire, — et, par ce détour, ils rejoignent souvent la tradition, puisque le vertige de la liberté ramènera l'enfant au système de la sécurité et fera de lui, dans vingt-cinq ans, un père autoritaire. La nouveauté des arts de l'expression est qu'ils font sortir la culture tacite de son cercle mortel. L'artiste déjà ne se contente pas de continuer le passé par la vénération ou la révolte. Il recommence sa tentative de fond en comble. Si le peintre prend le pinceau, c'est qu'en un sens la peinture est encore à faire. Mais les arts du langage vont beaucoup plus loin dans la vraie création. Justement si la peinture est toujours à faire, les œuvres que le nouveau peintre va produire s'ajouteront aux œuvres déjà faites : elles ne les rendent pas inutiles, elles ne les contiennent pas expressément, elles rivalisent avec elles. La peinture présente nie trop délibérément le passé pour pouvoir se libérer vraiment de lui : elle ne peut que l'oublier tout en profitant de lui. La rançon de sa nouveauté, c'est que, faisant apparaître ce qui est venu avant elles comme une tentative manquée, elle laisse pressentir une autre peinture demain qui la fera apparaître elle-même comme une autre tentative manquée. La peinture entière se présente donc comme un effort avorté pour dire quelque chose qui reste toujours à dire. L'homme qui écrit, s'il ne se contente pas de continuer la langue, ne veut pas davantage la remplacer par un idiome qui, comme le tableau, se suffise et se ferme sur son intime signification. Il détruit, si l'on veut, la langue commune, mais en la réalisant. La langue donnée, qui le pénètre de part en part et dessine déjà une figure générale de ses pensées les plus secrètes, n'est pas devant lui comme une ennemie, elle est tout entière *prête pour* convertir en acquisition tout ce que lui, écrivain, signifie de nouveau. C'est comme si elle

avait été faite pour lui, et lui pour elle, comme si la tâche de parler à laquelle il a été voué en apprenant la langue était lui-même à plus juste titre que le battement de son cœur, comme si la langue instituée appelait à l'existence, avec lui, l'un de *ses* possibles. La peinture accomplit un vœu du passé, elle a de lui procuration, elle agit en son nom, mais elle ne le contient pas à l'état manifeste, elle est mémoire pour nous, si nous connaissons par ailleurs l'histoire de la peinture, elle n'est pas mémoire pour soi, elle ne prétend pas totaliser ce qui l'a rendue possible. La parole, non contente d'aller au delà du passé, prétend le récapituler, le récupérer, le contenir en substance, et, comme elle ne saurait, à moins de le répéter textuellement, nous le donner dans sa présence, elle lui fait subir une préparation qui est le propre du langage : elle nous en offre la *vérité*. Elle ne se contente pas de le pousser en se faisant place dans le monde. Elle veut le conserver dans son esprit ou dans son sens. Elle se noue donc sur elle-même, se reprend et se ressaisit. Il y a un usage critique, philosophique, universel du langage qui prétend récupérer les choses comme elles sont, au lieu que la peinture les transforme en peinture, — récupérer tout, et le langage lui-même, et l'usage qu'en ont fait d'autres doctrines. Du moment qu'il vise la vérité, le philosophe ne pense pas qu'elle l'ait attendu pour être vraie; il la vise donc comme vérité de tous depuis toujours. Il est essentiel à la vérité d'être intégrale, alors qu'aucune peinture ne s'est jamais prétendue intégrale. L'Esprit de la peinture n'apparaît qu'au Musée, parce qu'il est un Esprit hors de soi. La parole au contraire cherche à se posséder, à conquérir le secret de ses propres inventions, l'homme ne peint pas la peinture, mais il parle sur la parole, et l'esprit du langage voudrait ne rien tenir que de soi. Le tableau installe d'emblée son charme dans une éternité rêveuse où, bien des siècles plus tard, nous n'avons pas de peine à le rejoindre, même sans connaître l'histoire du costume, du mobilier, des ustensiles, de la civilisation dont il porte la marque. L'écrit au contraire ne nous livre son sens le plus durable qu'à travers une histoire précise dont il nous faut avoir quelque connaissance. Les *Provinciales* remettent au présent les discus-

sions théologiques du XVIIe siècle, le *Rouge et le Noir* les ténèbres de la Restauration. Mais cet accès immédiat au durable que la peinture s'octroie, elle le paie curieusement en subissant, beaucoup plus que l'écrit, le mouvement du temps. Un plaisir d'anachronisme se mêle à notre contemplation des tableaux, au lieu que Stendhal et Pascal sont tout au présent. Dans la mesure même où elle renonce à l'éternité hypocrite de l'art, où elle affronte bravement le temps, où elle le montre au lieu de l'évoquer vaguement, la littérature en surgit victorieuse et le fonde en signification. Les statues d'Olympie, qui font tant pour nous attacher à la Grèce, nourrissent cependant aussi, dans l'état où elles nous sont parvenues, — blanchies, brisées, détachées de l'œuvre entière, — un mythe frauduleux de la Grèce, elles ne savent pas résister au temps comme le fait un manuscrit, même incomplet, déchiré, presque illisible. Le texte d'Héraclite jette pour nous des éclairs comme aucune statue en morceaux ne peut le faire, parce que la signification en lui est autrement déposée, autrement concentrée qu'en elles, et que rien n'égale la ductilité de la parole. Enfin le langage dit, et les voix de la peinture sont les voix du silence.

C'est que l'énoncé prétend dévoiler la chose même, c'est qu'il se dépasse vers ce qu'il signifie. Chaque parole a beau tirer son sens de toutes les autres, comme l'explique Saussure, encore est-il qu'au moment où elle se produit, la tâche d'exprimer n'est plus différée, renvoyée à d'autres paroles, elle est accomplie et nous comprenons quelque chose. Saussure peut bien montrer que chaque acte d'expression ne devient signifiant que comme modulation d'un système général d'expression et en tant qu'il se différencie des autres gestes linguistiques, — la merveille est qu'avant lui nous n'en savions rien et que nous l'oublions encore chaque fois que nous parlons, et pour commencer quand nous parlons des idées de Saussure. Cela prouve que chaque acte partiel d'expression, comme acte commun du tout de la langue, ne se borne pas à dépenser un pouvoir expressif accumulé en elle, mais le recrée et la recrée, en nous faisant vérifier, dans l'évidence du sens donné et reçu, le pouvoir qu'ont les sujets parlants de dépasser les signes vers

le sens. Les signes n'évoquent pas seulement pour nous d'autres signes et cela sans fin, le langage n'est pas comme une prison où nous soyons enfermés, ou comme un guide qu'il faudrait suivre aveuglément, puisque, à l'intersection de tous ces gestes linguistiques apparaît enfin ce qu'ils veulent dire et à quoi ils nous ménagent un accès si complet qu'il nous semble n'avoir plus besoin d'eux pour nous y référer. Quand donc on compare le langage aux formes muettes de l'expression, — au geste, à la peinture, — il faut ajouter qu'il ne se contente pas, comme elles, de dessiner à la surface du monde des directions, des vecteurs, une « déformation cohérente », un sens tacite, — à la manière de l' « intelligence » animale, qui s'épuise à produire, comme dans un kaléidoscope, un nouveau paysage d'action : nous n'avons pas seulement ici remplacement d'un sens par un autre, mais substitution de sens équivalents, la nouvelle structure se donne comme déjà présente dans l'ancienne, celle-ci subsiste en elle, le passé maintenant est compris...

Que le langage soit la présomption d'une accumulation totale, c'est certain, et la parole présente pose au philosophe le problème de cette provisoire possession de soi, qui est provisoire, mais qui n'est pas rien. Toujours est-il que le langage ne pourrait livrer la chose même que s'il cessait d'être dans le temps et dans la situation. Hegel est le seul à penser que son système contienne la vérité de tous les autres, et celui qui ne les connaîtrait qu'à travers sa synthèse ne les connaîtrait pas du tout. Même si Hegel est vrai d'un bout à l'autre, rien ne dispense de lire les « pré-hegeliens », car il ne peut les contenir que « dans ce qu'ils affirment ». Par ce qu'ils nient, ils offrent au lecteur une autre situation de pensée qui n'est pas dans Hegel éminemment, qui n'y est pas du tout, et d'où Hegel est visible dans un jour qu'il ignore lui-même. Hegel est le seul à penser qu'il n'ait pas de Pour-autrui et soit aux yeux des autres exactement ce qu'il se sait être. Même si l'on admet qu'il y a progrès d'eux à lui, il a pu y avoir dans tel mouvement des *Méditations* de Descartes ou des dialogues de Platon, et justement à cause des « naïvetés » qui les tenaient encore à l'écart de la « vérité » hegelienne, un contact avec les choses, une étincelle de signi-

fication qu'on ne retrouvera chez Hegel qu'à condition de les avoir trouvées en eux et auxquels il faudra toujours revenir, ne serait-ce que pour comprendre Hegel. Hegel, c'est le Musée, c'est toutes les philosophies, si l'on veut, mais privées de leur finitude et de leur puissance d'impact, embaumées, transformées, croit-il, en elles-mêmes, à vrai dire transformées en lui. Il suffit de voir comment une vérité dépérit quand elle est intégrée à d'autres, — comment par exemple le Cogito, en passant de Descartes aux Cartésiens, devient presque un rituel que l'on répète distraitement, — pour convenir que la synthèse ne contient pas effectivement toutes les pensées révolues, qu'elle n'est pas tout ce qu'elles ont été, enfin qu'elle n'est jamais synthèse en et pour soi à la fois, c'est-à-dire une synthèse qui du même mouvement soit et connaisse, soit ce qu'elle connaît, connaisse ce qu'elle est, conserve et supprime, réalise et détruise. Si Hegel veut dire que le passé, à mesure qu'il s'éloigne, se change en son sens, et que nous pouvons après coup retracer une histoire intelligible de la pensée, il a raison, mais c'est à condition que dans cette synthèse chaque terme demeure le tout du monde à la date considérée, et que l'enchaînement des philosophies les maintienne toutes à leur place comme autant de significations ouvertes et laisse subsister entre elles un échange d'anticipations et de métamorphoses. Le sens de la philosophie est le sens d'une genèse, il ne saurait donc s totaliser hors du temps, et il est encore expression. A plus forte raison, hors de la philosophie, l'écrivain ne peut-il avoir le sentiment d'atteindre les choses mêmes que par l'usage du langage et non au delà du langage. Mallarmé lui-même sait bien que rien ne tomberait de sa plume s'il restait absolument fidèle à son vœu de dire tout sans reste, et qu'il n'a pu écrire de petits livres qu'en renonçant au Livre qui dispenserait de tous les autres. La signification sans aucun signe, la chose même, — ce comble de clarté serait l'évanouissement de toute clarté, et ce que nous pouvons avoir de clarté n'est pas au début du langage, comme un âge d'or, mais au bout de son effort. Le langage et le système de la vérité, s'ils déplacent le centre de gravité de notre vie en nous suggérant de recouper et de reprendre l'une par

l'autre nos opérations, de telle manière que chacune passe en toutes et qu'elles paraissent indépendantes des formulations une à une que nous en avons d'abord données, — si par là ils déclassent les autres opérations expressives comme « muettes » et subordonnées, ne sont cependant pas sans réticence, et le sens est impliqué par l'édifice des mots plutôt qu'il n'est désigné par eux.

Il nous faut donc dire du langage par rapport au sens ce que Simone de Beauvoir dit du corps par rapport à l'esprit : qu'il n'est ni premier, ni second. Personne n'a jamais fait du corps un simple instrument ou un moyen, ni soutenu par exemple que l'on pût aimer par principes. Et comme ce n'est pas davantage le corps tout seul qui aime, on peut dire qu'il fait tout et qu'il ne fait rien, qu'il est nous et qu'il n'est pas nous. Ni fin ni moyen, toujours mêlé à des affaires qui le dépassent, toujours jaloux cependant de son autonomie, il est assez puissant pour s'opposer à toute fin qui ne serait que délibérée, mais il n'en a aucune à nous proposer si enfin nous nous tournons vers lui et le consultons. Quelquefois, et c'est alors que nous avons le sentiment d'être nous-mêmes, il se laisse animer, il prend à son compte une vie qui n'est pas seulement la sienne. Il est alors heureux et spontané, et nous avec lui. Le langage, de même, n'est pas au service du sens et ne gouverne pourtant pas le sens. Il n'y a pas de subordination entre eux. Ici personne ne commande et personne n'obéit. Ce que nous *voulons dire* n'est pas devant nous, hors de toute parole, comme une pure signification. Ce n'est que l'excès de ce que nous vivons sur ce qui a été déjà dit. Nous nous installons, avec notre appareil d'expression, dans une situation à laquelle il est sensible, nous le confrontons avec elle, et nos énoncés ne sont que le bilan final de ces échanges. La pensée politique elle-même est de cet ordre : c'est toujours l'élucidation d'une perception historique où jouent toutes nos connaissances, toutes nos expériences et toutes nos valeurs à la fois, et dont nos thèses ne sont que la formulation schématique. Toute action et toute connaissance qui ne passent pas par cette élaboration, et qui voudraient poser des valeurs qui n'aient pas pris corps dans

notre histoire individuelle ou collective *ou bien*, ce qui revient au même, choisir les moyens par un calcul et par un procédé tout technique, retombent en deçà des problèmes qu'elles voulaient résoudre. La vie personnelle, l'expression, la connaissance et l'histoire avancent obliquement, et non pas droit vers des fins ou vers des concepts. Ce qu'on cherche trop délibérément, on ne l'obtient pas, et les idées, les valeurs ne manquent pas, au contraire, à celui qui a su dans sa vie méditante en délivrer la source spontanée.

Maurice Merleau-Ponty

Eric Albert.

LA VIE DANS UNE USINE

Ce reportage concerne une usine de fils et de câbles électriques de la région parisienne.

L'effectif ouvrier se compose de :

Ouvriers professionnels :

Métallurgistes	50
Divers (électriciens, maçons, mécaniciens, plombiers)	20
	70

Ouvriers non professionnels, autrement dits :

Manœuvres et ouvriers spécialisés (O.S.)	580
TOTAL	650 [1]

Les fils et les câbles sont fabriqués par les machines, que conduisent les « O.S. ». Les ingénieurs (mécaniciens, chimistes, électriciens), secondés par des dessinateurs et des agents techniques, perfectionnent continuellement ces machines, dont certaines sont construites sur place.

* * *

Salaire moyen mensuel pour 48 heures de travail hebdomadaire.

Ingénieur (chef d'atelier)	environ	80 à 100.000
Dessinateur	—	50.000
Contremaître	—	40.000

1. Je n'ai pu consulter les statistiques du personnel. Ces chiffres sont le résultat de recoupements et de renseignements que m'ont donnés quelques employés. Ils sont suffisamment exacts pour mettre en évidence l'énorme disproportion qui existe entre le nombre des manœuvres (O.S.) et celui des professionnels.

Ouvrier professionnel (métallurgiste) : taux horaire : 150 fr. (compte tenu 6 % S.S.)	30.550 + prime de 20 à 25 %
Ouvrier spécialisé (O.S.) : taux moyen : 116 fr	23.625 + prime extrêmement variable, de 9 à 30 %.

Hiérarchie ouvrière.

Les professionnels se classent en trois catégories :

— Professionnel échelle I (P. I).
— Professionnel échelle II (P. II).
— Professionnel échelle III (P. III).

Les non-professionnels s'appellent O.S. (ouvriers spécialisés) :

— Simple manœuvre (O.S.I).
— Manœuvre conduisant une machine (O.S. II).

Le 1er ouvrier, professionnel ou non, est le premier grade dans la hiérarchie des cadres. Il gagne en moyenne 10 % de plus que les simples ouvriers.

Organisation type d'un atelier.

Un chef d'atelier (ingénieur).
Un contremaître : responsabilités techniques (surveillance).
Un chef d'équipe : quelques responsabilités techniques (surveillance).
Un 1er ouvrier : pas de responsabilités techniques (surveillance).
« O.S. » Effectif variable : de 8 à 20 en moyenne.
Un ou deux professionnels : mécaniciens et électriciens (entretien).
Un ou deux comptables.

Premier contact

Quand on ne sait plus que faire pour gagner sa vie, il ne reste qu'à chercher une place d'O.S. (ouvrier spécialisé). C'est pourquoi

je m'étais trouvé un jour dans une rue, devant le portail large ouvert d'une câblerie, au milieu d'une vingtaine d'hommes. De temps à autre un monsieur venait faire son choix. Il m'a fait signe, je l'ai suivi dans son petit bureau. Dix minutes après j'étais embauché, j'étais devenu O.S. c'est-à-dire bon à tout faire : des câbles, des locomotives ou des stylos à bille. Je faisais partie d'une masse d'hommes qui, dépouillés de toutes les vertus artisanales, ont perdu le point d'appui qu'apporte le métier et vivent au jour le jour d'un travail parcellaire dont l'aboutissement leur est inconnu.

Le lendemain on m'a fait attendre dans un bureau. Je percevais de sourds halètements. J'étais inquiet, j'avais l'impression vague d'être saisi par une force invisible et enveloppante.

Mon malaise se trouva accentué par l'arrivée d'une femme qui semblait avoir tout à la fois trente ans et soixante ans. Elle avait dû vieillir d'un seul coup. Au bout de son bras gauche pas de main, un pansement en forme de boule. De son cabas elle a sorti des papiers, une employée s'est approchée. J'attends toujours. Tout à l'heure j'ai rempli un long questionnaire, le médecin m'a examiné sur toutes les coutures. Mais un homme a ouvert la porte avec violence, il m'a dit : « Venez avec moi. »

Il est parti en avant à grandes enjambées. Long, voûté, noir, vêtements de travail flottants, il marche sans se retourner, il traverse des halls démesurés, longe des murailles lépreuses, contourne des baraques, des monceaux de scories, d'ordures, de charbon, suit des ruelles bordées de poutrelles où courent des poulies, où se balancent des chaînes. Menaçante, une cheminée domine cet univers sordide où des hommes vêtus de loques, visages fermés, regard mort, vont, viennent, poussent, hissent, en traînant leurs pieds dans la boue.

La pluie a recommencé juste au moment où nous sommes arrivés. Devant moi s'est ouvert l'immense magasin encombré de caisses, d'énormes bobines, de câbles lovés comme des serpents, de paquets étranges empilés jusqu'au plafond.

Rien que le bruit des marteaux, du papier que l'on froisse. Pas un mot. Une femme immobile semble attendre on ne sait quoi. Un monsieur en blouse blanche s'est approché. Il a fait un bref signe de tête, puis :

— Saint-Jean, vous le mettrez au courant tout de suite.

Au gré des méandres et des encombrements nous avons gagné

l'extrémité du magasin. Un espace à part. C'était là. Trois hommes jeunes, placés côte à côte, dévidaient du câble noir. Ils m'ont regardé du coin de l'œil, furtivement. Accroupi, un vieux faisait des paquets. Trois femmes collaient des étiquettes. Pas un mot. Saint-Jean m'a dit : allez au vestiaire vous changer. Nous verrons après.

Une heure plus tard j'étais couvert de crasse. On me disait : Allez chercher ça! c'était dans le stock, dehors, sous la pluie, dans la boue. Je roulais les tambours [1] jusqu'à pied d'œuvre. Les autres me disaient : Mettez ça là, ou là. C'était tout. J'étais manœuvre.

De temps à autre un monsieur arrivait, s'arrêtait, jetait un coup d'œil à la ronde, repartait. Dans la cour un homme âgé, engoncé dans une canadienne, faisait les cent pas. Derrière un bureau que protégeait un panneau de planches, la contremaîtresse voyait tout par une petite ouverture grande comme la main. Les murs étaient hauts, les portes gardées, les interdictions nombreuses, le règlement minutieux. On ne parlait qu'à voix basse. Rarement.

Des jours gris, symétriques, ont passé. Les femmes collaient toujours les étiquettes. L'une d'elles m'a demandé : « Qu'est-ce que vous faisiez, avant? » Et elle? Elle s'est redressée, son pinceau un instant a hésité au-dessus du pot de colle, dans son regard une lueur vague : je suis ici depuis trente-sept ans. Trente-sept ans!

Après avoir passé un mois dans l'oppressant silence du magasin on me changea de service, je devins, je suis encore, cet indispensable complément de machine : l'O.S. II.

L'Usine.

On prétend que l'usine moderne, claire et propre, rendue accueillante par une pelouse et un massif fleuri, rend le travail plus agréable, plus humain. Les ouvriers ne sont pas de cet avis. Nous verrons pourquoi. Chez XXX coexistent deux types d'entreprises : le premier n'est que le développement monstrueux et irrationnel d'un atelier artisanal. Il est en voie de disparition au bénéfice du second, immense bâtiment tout neuf, de trois étages, d'une élégance architecturale indiscutable.

Les ateliers de l'ancienne usine sont laids et sales, certains même

1. Bobines de câble ou de fil.

sinistres. Mais ils ont l'avantage d'être « compréhensifs », si j'ose dire, de ne pas dominer l'individu et surtout de rendre la surveillance très difficile grâce à leur dissémination sur un vaste espace où ils s'appuient les uns sur les autres. On peut y planter un clou dans un mur pour pendre sa musette, tricher (de quelques minutes) avec l'horaire, passer inaperçu dans de très nombreux coins, recoins, couloirs obscurs, se « planquer ». Le bruit, supportable, ne couvre pas la voix, il permet de faire un brin de causette dès que le chef s'est éloigné. On s'y aménage un petit endroit à soi : un bout de glace, quelquefois une fleur dans un verre à moutarde, un vestiaire improvisé, une caisse transformée en « armoire » seront des manifestations personnelles. Le tout, bien sûr, plus ou moins crasseux est à l'image des murs lépreux, du sol défoncé, des portes branlantes, du matériel usé. Qu'importe, chacun tient à sa place, elle a cessé d'être étrangère. Cette sorte d'affection pour de si misérables choses s'explique peut-être par le besoin inconscient de lutter contre le milieu. On la retrouve à une autre échelle dans l'appréhension que subit l'O.S. lorsqu'on le change de service (sans jamais lui demander son avis, évidemment). Il doit alors rompre les liens de camaraderie qui l'unissent à ceux de son atelier, ces liens qui créaient un climat humain. Le voilà brusquement seul face à des visages, des machines, des chefs nouveaux; il lui faudra s'acclimater à une ambiance étrangère, essayer de s'installer un coin à lui.

Cette appréhension est décuplée quand il s'agit de quitter la vieille usine pour la nouvelle. Là-bas, dans ce lieu géométrique par excellence, il sent instinctivement qu'il ne sera plus rien, que la dernière possibilité de réagir contre le milieu lui est enlevée. Bien qu'ils ne puissent expliquer clairement pourquoi, tous les ouvriers, tous sans exception, regrettent la vieille usine.

Ici s'organise la lutte implacable contre les dernières survivances de l'initiative individuelle, de l'empirisme : tout, jusques et y compris les O.S., doit être réductible à une équation. Pas de ruelles, pas de coins, pas d'espace inutilisés, plus de « planque », plus de causette, plus d'outils usés permettant le dérivatif du bricolage : un écrou à resserrer, un bout de fil de fer par ici, une courroie à tendre, etc... Personne n'échappe à la surveillance dans le hall immense (150 m. sur 50 environ). Où que l'on soit on est vu. Lumière à flot, le soir éclairage cru au néon. De son bureau en verre

parfois surélevé à la façon d'un mirador, le chef d'un seul coup d'œil embrasse l'ensemble.

Les machines mobilisent tout le milieu, de chaque côté circulent les tracteurs à fourche [1]; le bruit est inimaginable pour celui qui n'a jamais pénétré dans ces lieux. Souvent la puanteur des mélanges chimiques ajoute encore à la sensation d'écrasement physique et d'oppression morale. De l'enchevêtrement des tuyaux, des roues à dents, des bâtis, des superstructures, on voit apparaître ici et là un bras, une tête, un dos, ailleurs une silhouette immobile.

Rien n'a été prévu pour l'homme, hormis le vestiaire indispensable et obligatoire. Les douches, cinq à six cabines, sont réservées aux ouvriers des mélanges chimiques. Personne d'autre n'y a droit [2]. L'inexistence d'une organisation sociale, d'une bibliothèque d'orientation professionnelle [3] et d'un personnel chargé de documenter les ouvriers sur les mille et un aspects de la vie quotidienne, sur les possibilités de développement intellectuel, technique ou purement culturel : littérature, spectacles, musique, etc..., témoigne de l'indifférence totale qu'inspirent ceux qui pourtant fabriquent des fils électriques et surtout des dividendes.

Dans l'usine moderne les hommes sont prisonniers non seulement des contraintes industrielles qui les transforment en accessoires de machines, mais encore de l'impitoyable force des sciences conjuguées, de l'organisation et de l'architecture. Les W.C. sont le seul refuge, mais pour un très court instant car celui qui abandonne sa « bécane » doit l'arrêter et celle-ci immobile attire tout de suite le regard des chefs.

Elle doit tourner sans arrêt et il ne viendrait jamais à l'idée d'un ingénieur de prendre en considération les défaillances, l'écœurement, la fatigue de ceux qui la servent. En tant qu'homme l'O.S. n'existe pas, ne peut pas exister : s'il ne « colle » pas étroitement

1. A l'avant du tracteur, une fourche à deux branches où sont chargés les fardeaux (jusqu'à 4 et 5 tonnes). Verticalement mobile grâce à une crémaillère, elle permet de passer par-dessus les encombrements éventuels.

2. Quelques jours après l'ouverture de l'usine, les installations sanitaires (très modernes) furent saccagées : chaînes, verroux, porte-savon arrachés, graffiti... même les douches ne furent pas épargnées.

3. Une bibliothèque existe. Mais elle est attenante à la vieille usine dans le même local que l'épicerie coopérative, donc appelée à disparaître. Sa pauvreté se passe de commentaires. Elle est riche surtout en romans policiers et ne compte d'ailleurs qu'une vingtaine de lecteurs plus ou moins assidus. Quant à l'orientation professionnelle, que dirige le chef chronométreur, elle n'a qu'une existence théorique.

à sa machine, on le change ainsi qu'on le ferait d'une pièce usée ou défectueuse. Tout est étroitement subordonné à la production, la pensée même ne peut survivre, seuls subsistent les réflexes.

Quelques aspects du travail.

Placer un gros tambour (6 à 7 km de fil, 4 à 500 kg) sur le bâti, tirer le fil, le placer sur un dévidoir, accrocher le bout à une petite bobine, appuyer sur un bouton. Le fil passe sur la poulie d'un compteur automatique. Lorsque le métrage indiqué est atteint le dévidoir s'arrête. Enlever la bobine, la passer au câbleur, recommencer. Si le fil présente un défaut il y a arrêt automatique. L'ouvrier répare à l'aide d'une petite presse à vulcaniser. Ce « métier » s'apprend en une journée. Il n'est pas très fatigant, mais, ainsi que tous les autres travaux, affreusement monotone. Les bobineurs ont quelques minutes d'attente entre chaque opération. Les câbleurs, ceux qui conduisent les assembleuses (faire une torsade de 2, 3 ou 4 fils), demeurent souvent plus d'une heure ou deux devant la machine qui tourne, tourne, tourne. Défense de s'asseoir.

Les longues stations debout, le bruit, la répétition hâtive des mêmes gestes, l'ennui, le terrible ennui, la sourde crainte des chefs, le sentiment très net d'être prisonnier, celui d'être solitaire forment un climat oppressant. Le chahut que l'on observe au vestiaire lorsque l'heure du départ a sonné (cris, sifflements, chants, simulacres de combat, rires, etc...) ne témoigne pas de la joie mais de l'irrésistible besoin de détente que provoque le climat.

Mais tout cela serait encore supportable si les journées étaient au maximum de huit heures au lieu de douze. Beaucoup d'O.S., les jeunes et les femmes surtout, en sont réduits à se doper avec du Maxiton, non seulement la nuit pour lutter contre le sommeil mais encore le jour. Car ici la fatigue est franchement malsaine. Elle s'attaque surtout aux centres nerveux, au moral, à l'intelligence; elle est anémiante et abrutissante.

Le travail parcellaire ne nécessite plus que des gestes de manutentionnaire, il n'accorde aucune responsabilité, aucune initiative. La création, devenue œuvre anonyme, n'apporte ni satisfaction objective (salaire) ni satisfaction subjective (la « belle ouvrage »). Les techniciens ne pensent qu'aux machines et les machines pen-

sent pour les O.S. Que vont devenir ces fils? Quelles seront les prochaines opérations? Ils n'en savent rien, ils sont tenus systématiquement dans l'ignorance de ce qui précède et de ce qui suivra, ils sont à l'entreprise ce qu'est la fourmi au pied du monument où elle se déplace. Le travail, devenu une fin en soi, a perdu toute signification. Il ne commence ni ne s'achève jamais, il ne se concrétise plus, il est abstrait, personne ne peut voir, contempler le résultat de ses efforts. Pas même le chef, dont la compétence s'exerce sur une fraction infime en regard du tout, mais considérable en regard de celle des O.S. Celui qui balaye la rue, vide les poubelles, a certainement conscience d'être utile. Après son passage régnera la propreté. Après celui du manœuvre spécialisé il n'y aura nulle trace. La matière est animée d'une vie qui ne lui doit rien. Elle passe à toute vitesse, en sifflant, c'est tout. Il n'a plus avec elle que des contacts purement physiques. Le toucher, la vue perçante, l'ouïe, l'adresse manuelle et, à plus forte raison, la mémoire et l'intelligence sont inutiles. Surtout l'intelligence, qui chez un O.S. devient un élément nuisible à la bonne marche de l'usine. L'obéissance rigoureusement passive aux chefs est exigée, car, ainsi que Roehm l'a dit : « Le soldat qui pense est l'ennemi naturel de son chef. » Le meilleur O.S. est la brute insensible qui ne songe qu'à pousser la cadence pour augmenter sa prime.

D'un bout à l'autre de l'usine on peut affecter n'importe quel O.S. à n'importe quelle machine. Une heure ou deux suffisent pour la mise au courant. Trois ou quatre exceptions ne nécessitent au maximum que dix à quinze jours d'apprentissage. Que 50, que 100 O.S. partent, 50, 100 autres seront embauchés sur-le-champ, la production n'aura pas subi le moindre dommage.

L'O.S. est un homme qui a atteint l'extrême limite de la prolétarisation; il a perdu jusqu'au droit de savoir ce qu'il fait.

Autre aspect du travail : la mise en couronnes des fils (semi-automatique); femmes debout côte à côte, qui guident ce fil afin que les spires soient bien rangées. D'autres, assises, qui emballent les couronnes (telles qu'on les trouve dans le commerce). Surveillance sévère d'une vieille contremaîtresse. Certaines font ce travail depuis quinze ou vingt ans même. D'autres dévident du fil à la main, du fil très délicat, fin comme un cheveu et dont j'ignore naturellement l'usage. Pendant des heures et des heures elles tournent

une manivelle, elles dévident des kilomètres et des kilomètres, elles gagnent 90 à 100 francs de l'heure. Les unes et les autres sont usées avant l'âge, hébétées, elles ont de pauvres, de misérables visages où toute étincelle de vie intérieure a disparu.

La Machine.

On n'apprend pas à se servir d'une machine, c'est la machine qui se sert de l'homme. Un tour non automatique est commandé par l'ouvrier professionnel. Un tour automatique commande l'O.S. Dans ce deuxième cas la création des richesses donne l'impression de se soustraire au contrôle de l'homme, il y a une sorte d'usurpation de fonction.

J'ai donné l'exemple du tour car il est caractéristique. Ici les O.S. travaillent sur des machines qui fabriquent des fils électriques et dont le fonctionnement automatique n'est connu que des professionnels : mécaniciens, électriciens.

Ces machines sont franchement laides. La proportion, la disposition harmonieuse des volumes, la noblesse des lignes, qui dans l'édifice architectural souligne le sens artistique, font ici complètement défaut. Le rapport des forces est insaisissable, elles sont disproportionnées. A une échelle monstrueuse elles exécutent tout ce que la main peut faire, et davantage, et mieux encore : tordre, tasser, pousser, tirer, plier, coller, tisser, ajuster, compter, etc... Leur cerveau est dissimulé dans une sorte d'armoire en fer d'où s'élance le système nerveux électrique. Les formes des bâtis, des superstructures, sont étranges, incompréhensibles. Elles n'évoquent rien, elles ne s'apparentent à rien, aucune analogie n'est possible. La machine est d'une laideur désespérante, elle n'a rien de commun avec une locomotive par exemple, dont les lignes, la puissance provoquent l'intérêt, l'admiration même, éveillent la nostalgie des départs, des lointains.

J'ai essayé souvent de m'intéresser à la machine. C'est impossible. Tous les O.S. sont dans mon cas. Elle est ininstructive au plus haut degré. Un outil (une truelle, un marteau, un rabot, une gouge), à force d'être manié par la même main, finit par acquérir une marque personnelle. De là l'attachement connu de l'artisan à son outillage, également celui du mécanicien à sa locomotive

qui vit, qui a ses caprices et dont il faut connaître certains « désirs » parfois.

Tout cela n'existe pas avec la machine. Elle nous dégoûte. Elle travaille sans nous. De temps à autre elle nous appelle, c'est tout. Sa tyrannie, pour ne pas être apparente, n'en est pas moins certaine. Elle ne stimule pas l'intelligence. Bien au contraire. Le danger, la cadence exigent, pour des gestes rudimentaires, une attention soutenue. Il en résulte une sorte de paralysie mentale abrutissante. Je n'ai jamais réussi à penser à autre chose qu'à des futilités. Je ne peux pas m'abstraire du milieu, même dans les conditions les plus favorables, par exemple si elle doit tourner sans intervention de ma part pendant une demi-heure ou une heure. Le bruit assommant, la crainte d'un incident toujours possible (casse du fil) et de la surveillance, ajoutée à la fatigue de rester debout à peu près immobile, s'y opposent. Il en résulte un indicible ennui, un vide intérieur douloureux. On ne peut « s'accrocher » à rien, on est définitivement seul dans un univers de bruit, de puanteur, auquel on appartient au même titre qu'un balai, une pelle ou un écrou.

Le Chronométrage.

Produire le maximum avec le minimum de main-d'œuvre est la règle d'or de l'industrie. Elle implique l'obligation de pousser les cadences afin que les ouvriers abandonnent à l'usine la plus grande partie des forces qu'ils ont le matin en arrivant. Le chronométrage est le système qui permet d'approcher ce but du plus près. Il consiste à déterminer le temps nécessaire aux opérations manuelles après chronométrage d'ouvriers (O.S.) choisis parmi les meilleurs, les bons, les médiocres. Ainsi s'établit une moyenne au-dessus de laquelle il y a prime. A égalité, rien; au-dessous, avertissement : si récidive, changement de service ou renvoi.

Dans *La condition ouvrière* (p. 230), Simone Weil écrit : « Au cours d'une enquête faite en Amérique sur le système Taylor, un ouvrier interrogé par Henri de Man lui a dit : « Les patrons ne comprennent pas que nous ne voulions pas nous laisser chronométrer; pourtant, que diraient nos patrons si nous leur demandions de nous montrer leurs livres de comptabilité et si nous leur disions : Sur tant de bénéfices que vous faites, nous jugeons que telle part doit

nous rester et telle autre nous revenir sous forme de salaires? La connaissance du temps de travail est pour nous exactement l'équivalent de ce qu'est pour eux le secret industriel et commercial ».

A cette immixtion dans le domaine du travail manuel, unique propriété et unique force de l'ouvrier, s'ajoute l'humiliation d'avoir, de temps à autre, à ses côtés, un monsieur en blouse blanche qui vous suit pas à pas, examine le moindre de vos gestes, se penche, se relève en même temps que vous à la façon d'un entomologiste étudiant un insecte. Dans sa main gauche une écritoire et un chrono, dans sa droite un crayon. Quand on remet en route, il se place à l'écart. Il ne vous a pas dit un seul mot, pas même bonjour. D'ailleurs il ne vous connaît pas, bien souvent il vous voit pour la première fois, il opère avec vous comme avec une machine. Exactement.

Malgré tout ce qu'affirment les champions de la règle à calcul et d'une soi-disant organisation du travail, un tel système est et restera toujours arbitraire. Prétendre que l'énergie humaine peut se calculer comme celle de l'électricité ou de la vapeur, est tout à la fois ridicule et odieux. L'ouvrier, en fait, se dérobe toujours. Consciemment ou non. Devant le chronométreur il ne travaille jamais de la même façon; en général, il ralentit. On ne parviendra pas à savoir avec un minimum d'exactitude ce qu'il fait, ce qu'il peut faire, ce que vaut son activité. Car, si invraisemblable que cela paraisse, cette activité est calculée. Ainsi la mienne (je l'ai appris tout à fait par hasard, ces choses étant tenues strictement secrètes) vaut 69 (?) ce qui se traduit pour moi par 15 % de prime fixe. Comme je m'occupe d'un travail particulier et qui ne peut être chronométré, je me demande par quelle mystérieuse opération on est arrivé à « mesurer » mon énergie! Pourtant il y a des centaines d'O.S. dans le même cas; de plus, dans une industrie comme celle qui nous intéresse, les incidents sont fort nombreux, souvent imprévisibles. La fabrication du fil électrique est délicate, des bobines s'emmêlent, le fil casse, la gomme révèle des impuretés, elle n'est pas cylindrique, etc... A tout cela s'ajoute un autre élément parfaitement inconnu : l'homme qui est dispos aujourd'hui sera fatigué demain, selon qu'il aura par exemple moins bien dormi.

L'appréciation mathématique du travail peut à la rigueur se concevoir quand il s'agit de la conduite d'une machine grâce à la plus ou moins grande quantité de production réalisée en un

nombre d'heures donné. Mais aucun savant n'a encore réussi la même opération vis-à-vis d'un travail purement manuel, balayer, pousser un chariot. Aucun savant, — sauf les chronométreurs, bien entendu, qui, imperturbables, allouent 9,5 % à Pierre et 10 % à Paul pour des occupations qui échappent, et pour cause, à leur contrôle pseudo-scientifique [1]. Le chronométrage étant en contradiction formelle avec le respect de la personnalité humaine, il rencontre l'opposition (morale) de tous les ouvriers, même de ceux qui en sont les « gros » bénéficiaires.

Mais l'industriel n'a pas organisé un service important dans l'unique but d'accorder, sous forme de prime au rendement, une augmentation moyenne allant de 9 à 12 %. Le chronométrage a pour tâche de procéder à la répartition de ce pourcentage de telle sorte que le véritable mobile du système soit dissimulé sous le prétexte acceptable de la récompense au plus méritant. En outre il permet d'entretenir parmi les ouvriers la division, fruit de la compétition que provoque la course aux primes.

***

La machine, une assembleuse par exemple, est forcément sujette à des arrêts plus ou moins nombreux. Plus le fil est gros moins les bobines en contiennent. Dès qu'elles sont vides il faut les remplacer par des pleines. Cette opération, le montage, varie en fréquence de quatre à l'heure à une toute les 1 h. 30 à 2 heures. Les temps passés au montage sont, par opposition aux « temps-machine », appelés « temps-ouvrier ». Onéreux pour l'entreprise il s'agit de les réduire au minimum par l'appât de la prime qui, variable ici de 20 à 30 %, n'est que de 9 à 10 % pour le manœuvre dont la journée pourtant se compose exclusivement de « temps-ouvrier ».

Le taux du salaire horaire qui varie peu de l'un à l'autre : 114, 116 à 119 francs (maximum), accuse, grâce à la prime, des écarts

1. Réserve faite du travail sur machine (et encore!) toutes les primes relèvent de la plus haute fantaisie. Pendant la période des vacances l'usine ferme mais le magasin d'expéditions reste ouvert; un magasinier, quinze jours durant, ne fait absolument rien; il doit simplement assurer une permanence : prime de rendement 12 %. La quinzaine suivante, beaucoup de travail : prime de rendement 10 %. On pourrait citer des centaines d'exemples comme celui-ci, et les ouvriers n'y font même plus attention. En réalité la prime est devenue le complément indispensable d'un salaire honteusement bas.

assez considérables. Ainsi l'O.S. sur machine (semaine de 60 heures) touchera dans le mois de 7 à 10.000 francs de plus que son camarade qui assure la manutention, l'évacuation de ce que cette machine produit. Avec un tel systéme on obtient le maximum de rendement avec le minimum de main-d'œuvre. Toute l'astuce est de payer le plus haut prix (sous forme de prime) le travail manuel qu'exigent les machines (montage) dont le rendement avoisine souvent 80 à 100 % de leur capacité théorique. Et tous les autres services : magasinage, contrôle, expédition, essais, charrois, entretiens, etc... jusqu'aux bureaux, en bref toute l'usine, est de ce fait soumise au rythme que lui imposent de simples O.S.

Nous sommes loin maintenant de tous les mensonges complaisamment colportés au sujet de ces fameuses primes au rendement dont bénéficieraient les plus méritants; le système vise uniquement à la surexploitation des ouvriers.

Dès qu'une machine exige un travail manuel continu le calcul du « temps-ouvrier » fait place à celui du rendement. Les réchauffeurs (laminoirs qui écrasent la gomme afin de l'assouplir) sont alimentés à la main. Ce travail extrêmement dur, dangereux et malsain, qui ne comporte presque aucun temps d'arrêt pour l'ouvrier, est calculé au tonnage (rendement).

Une couronneuse ultra-moderne : debout, l'ouvrière saisit le bout du fil, l'accroche, appuie sur un bouton. En neuf secondes la couronne de 100 mètres est prête. Elle l'enlève; la place sur un dispositif spécial, remet en route. Pendant qu'une couronne se prépare (neuf secondes) elle doit attacher la précédente à l'aide de quatre bouts de ruban, l'écarter du dispositif. Et ainsi de suite. Ce travail qui n'exige aucun effort musculaire est pourtant exténuant. La femme qui actuellement sert cette machine m'a dit un jour : — Le soir je suis complètement crevée. Je n'ai même plus le courage de manger — Or elle est également « au rendement », sa paye, ainsi que celle des hommes, des réchauffeurs, n'est pas supérieure à celle des ouvriers (et ouvrières) qui parfois restent des heures entières inactifs, devant leurs « bécanes » qui tournent toutes seules.

Le chronométrage n'est utilisé que dans les cas où le calcul peut dans une certaine mesure faciliter la répartition de la prime, afin que soit poussée au maximum l'exploitation de la machine (et des hommes). Mais là où il devient impossible ou inutile, seul joue un arbitraire qui permet encore à la direction, dans ces cas comme

dans tous les autres, une « marge de manœuvre » sur les salaires réels, c'est-à-dire : ceux de base (taux horaires) plus la prime. Ainsi, à l'occasion d'une augmentation de 10 % imposée par le gouvernement voici un an, une certaine prime dite « productivité » fut purement et simplement supprimée. Les ouvriers métallurgistes (fraiseurs, tourneurs etc...) qui ne sont jamais chronométrés (leur travail consiste surtout à réparer, entretenir, exécuter des pièces) touchent pourtant une prime variant de 20 à 30 % selon les quinzaines, les têtes, peut-être l'humeur du préposé à ces curieux calculs, peut-être aussi selon les directives de « ces messieurs ».

Quant aux chronométreurs, tenez-vous bien, eux aussi touchent une prime au rendement!

Les Heures.

Contrairement à ce que certains prétendent, le travail parcellaire n'a encore jamais favorisé et ne favorisera jamais une diminution du temps consacré à l'usine, aussi longtemps que les normes sociales inhérentes au capitalisme (ou à l'étatisme) subsisteront. C'est le climat social, c'est-à-dire la passivité de l'opposition de la classe ouvrière, qui détermine ce temps. On l'a bien vu en 1936.

L'état de prostration actuel des travailleurs a pour effet d'annuler pratiquement le bénéfice de la semaine de 40 heures dont il ne reste que l'avantage de la majoration de 25 % à partir de la 41e heure. Son but moral, qui fut concrétisé par le ministère des loisirs du Front Populaire, a disparu. Mieux : ne faire que les « 5 × 8 » *comme* à cette époque signifie pour beaucoup l'impossibilité de manger à sa faim. Qu'on en juge d'après le taux horaire de 116 fr.50 qui, défalcation faite de 6 % pour la Sécurité Sociale, ne me laisserait que 18.900 francs par mois. Encore s'agit-il d'un salaire moyen, celui de manœuvre proprement dit n'atteignant que 106 francs. Pour celui qui loge à l'hôtel ou qui a enfants ou ascendants à charge, faire « des heures » est donc une nécessité impérieuse.

Pour beaucoup, à la revendication essentielle qui est la diminution de la semaine de travail, s'est substituée celle d'avoir la possibilité d'accumuler le plus grand nombre possible d'heures surtout qu'à partir de la 49e il y a majoration de 50 %. C'est donc au moment où la fatigue devient extrême qu'il convient de tenir,

de serrer les dents, c'est pendant ce temps que l'on peut gagner un peu d'argent [1].

La valeur du travail est tombée à vil prix. L'ouvrier se voit contraint d'en vendre la plus grande quantité possible, d'user ses forces prématurément afin de conserver une vie qui ne lui appartient pour ainsi dire plus, puisque son seul et unique objet est devenu un travail abrutissant [2].

A cette situation s'ajoute encore certaine obligation exorbitante, celle de manger en travaillant douze heures d'affilée (une semaine de nuit, une semaine de jour) ainsi que cela se pratique dans deux des principaux ateliers : aux « tubes », immense machine de 50 mètres de long qui place les fils de cuivre sous gomme, et au « thermo plastique ». Debout, les mains noires, dans la puanteur, dans le tintamarre assourdissant on voit les ouvriers manger. Parfois ils sont forcés de courir pour fermer ou ouvrir une vanne, tirer sur un câble, grimper à une échelle tout cela en avalant leur pitance refroidie. Je leur ai dit souvent : même au bagne on s'arrête pour casser la croûte ! Il est vrai que la direction, en compensation, a tout de même eu un « geste » : au lieu de 12 heures elle leur en paye 12 1/2.

***

A l'usine l'O.S. a beaucoup plus le sentiment d'être là pour « faire » des heures que pour faire quelque chose. Son travail ne peut l'intéresser, tout se passe indépendamment de sa volonté. Les dernières bribes de responsabilité qu'on lui accorde sont tellement ténues qu'elles ne peuvent l'influencer en rien. Ce qu'il fait il l'a appris en quelques heures. Parfois en quelques minutes. Il est ici, il pourrait être là ou ailleurs. Qu'importe : le principal c'est l'heure. Qu'elle passe le plus vite possible ! Mais le temps à l'usine a un caractère particulièrement tyrannique, il ne passe plus, il semble figé. C'est long, c'est long ! Voilà ce que l'on entend mille fois surtout lorsque s'approchent les derniers moments de la

1. La femme à laquelle nous avons fait allusion dans le premier chapitre a eu la main coupée à 5 heures du matin. Elle était au travail depuis la veille à 19 heures.

2. Pendant quatre mois environ au magasin d'expédition une équipe, composée d'une femme et de trois ouvriers, a fait 16 heures par jour, soit : de 5 h. 30 à 12 h. 30, de 13 h. à 19 heures, de 19 h. 30 à 22 h. 30.

journée (ou de la nuit), que la fatigue est devenue accablante, le sommeil torturant.

Un de mes camarades de travail, un jeune de 19 ans, un jour s'approche de moi :

— La semaine prochaine je suis encore de nuit. Vous ne pouvez pas savoir ce que ça veut dire : rester là, debout devant cette maudite bécane qui gueule et pendant 12 heures! Non je ne peux pas! Rien que d'y penser... Faut que j'aille pleurer un bon coup. Ça me fera du bien.

Un instant plus tard il revient, il a les yeux rouges.

— Au fond je suis content de souffrir. Ça prouve que je ne suis pas encore abruti.

Pendant des mois j'ai assisté à la sortie dans l'ancienne usine où les ateliers s'ouvrent sur une allée centrale. Interdiction de quitter l'atelier avant que retentisse la sonnerie. Nous nous massions devant les portes, simple ligne idéale le plus souvent. Minutes frémissantes. Des audacieux avançaient un peu, semelle dans la cour, talon à l'intérieur. Les yeux s'animaient, les respirations étaient plus rapides. Par paquets les O.S. se groupaient, 10 ici, 20 là-bas, tous silencieux. Un chef passe, les têtes se courbent. Chacun se replie sur le pauvre bonheur de pouvoir aller et venir à sa guise. Encore deux minutes. Le portier attend toujours l'extrême dernière seconde. Où qu'il se trouve on le voit. Lui aussi nous voit, il nous surveille, il a encore des droits sur nous. A regret il avance, lève son bras... Un hurlement. Fuite éperdue d'un troupeau de 500 têtes. Et puis déjà 7 heures! Et puis, tout de suite 9 heures et tout de suite l'écrasant sommeil, le réveil. Le temps se précipite, s'affole de nous voir libres. Les loisirs, à peine nés, sombrent dans les mâchoires de l'usine.

Le Prolétaire.

Il me faut donner chaque jour à l'usine 9 heures 1/2 de travail auxquelles s'ajoute le temps nécessaire pour m'y rendre, en revenir, manger, soit : 2 heures, soit 11 heures 30 en échange de quoi je touche 26.000 francs par mois. Ma vie est sacrifiée au seul bénéfice de mes besoins alimentaires. Je ne peux m'acheter ni livres, ni disques, je ne peux aller ni au théâtre, ni à une conférence même gratuite. A la sujétion économique s'ajoute celle du temps qui, affreu-

sement long pendant le travail, coule avec rapidité pendant mes courts loisirs. Dès qu'arrive 10 heures du soir le sommeil m'envahit.

Contrairement à ce que l'on croit je n'ai pas droit aux vacances et pour cause... Je resterai chez moi pendant 15 jours. C'est tout. Je suis condamné aux travaux forcés. Mais je suis libre d'accepter cette existence ou de disparaître. Vraiment c'est la seule liberté qui me reste.

L'idéal serait de ne plus avoir conscience de tout cela, de s'approcher au plus près de la vie animale. S'effacer. Ne connaître que le plaisir de manger, de boire, de dormir. Regarder sans voir. Entendre sans écouter. Exécuter sans réfléchir. Ne jamais se demander de quoi l'avenir sera fait. Ignorer même qu'il puisse exister un avenir. Être convaincu que le présent seul compte, que toute la vie est et doit être ce présent fait de gestes, de réflexes tous rigoureusement identiques et qui se répéteront fidèlement jusqu'à la mort. Et que c'est très bien ainsi.

Pour m'aider à atteindre ce but on met tout en œuvre dans l'usine. Sachant que je ne puis être tenu responsable de mon travail (auquel d'ailleurs je ne dois rien comprendre), que mon influence sur le monde extérieur est strictement nulle, que je suis par conséquent l'ennemi instinctif de ce monde qui me tient en tutelle, je ne puis être qu'un individu dont il faut se méfier. La surveillance sera sévère.

Elle s'inspire d'abord du système en vigueur dans les prisons et les casernes : pointage, immatriculation, filtrage, portes gardées, règlement, sanctions pécuniaires (mise à pied, renvoi). Elle est assurée par le surveillant en chef (ancien C.R.S.), les chefs d'équipes, les 1ers ouvriers. Et de nombreux mouchards [1].

Ensuite elle revêt un caractère technique, elle est alors du ressort des ingénieurs (chefs d'ateliers). Ceux-ci doivent nécessairement oublier que la machine est servie par un homme, ils ne connaissent que cette machine dont le rendement doit être de tant. Dès qu'ils franchissent la porte de l'usine ils abandonnent toute moralité, car leur fonction de technicien les oblige implicitement (parfois explicitement) au rôle de garde-chiourme. Ils sont les maîtres du misérable destin de l'O.S., d'un mot ils peuvent le

1. L'atelier (dans l'usine neuve) où je travaille compte 15 ouvriers, 1 chef d'atelier (ingénieur), 1 contremaître, 1 chef d'équipe, un 1er ouvrier. Soit plus de 1 surveillant pour 5 ouvriers. De plus il convient de ne pas trop se fier aux autres «Blouses blanches» qui passent et repassent.

précipiter avec sa famille dans un état voisin de la misère. Ce drame toujours possible est la menace suspendue sur la tête de chacun. Elle est parfois formulée en ces termes : Si cela ne vous plaît pas il y en a dix dans la rue pour vous remplacer. Elle entretient une angoisse permanente, une crainte sourde qui plane sur toute l'usine, elle ajoute à l'affreuse compétition organisée par le chronométrage, elle s'oppose à la solidarité entre travailleurs.

Ici, bien des lois sociales deviennent impuissantes. L'horaire officiel, déposé à l'Inspection du travail, est de 48 heures. Mais des nouveaux embauchés on exige, si besoin est, 60 heures et de manger en travaillant. Ça ou la rue. Les hypocrites qui parlent du contrat « librement consenti » feignent d'ignorer qu'il s'agit toujours d'un contrat léonin qu'impose celui qui détient les privilèges économiques à celui qui en est dépourvu. D'autre part, l'ignorance absolue de ses droits les plus élémentaires, celui de refuser les heures supplémentaires par exemple, place l'O.S. dans une situation tout à fait favorable à l'exercice d'une autorité que plus rien ne tempère. Le renvoi abusif est pratiqué (ici comme ailleurs). Tout dernièrement, quatre ouvriers électriciens, pour avoir demandé de l'augmentation non individuellement, comme il se doit, mais en groupe, et une ouvrière qui refusait de faire 12 heures, en ont été victimes. La juridiction prud'homale, l'inspection du travail sont illusoires, car les lois sociales ne deviennent efficaces que dans la mesure où les intéressés entendent les faire respecter. Or l'odieux chantage du renvoi, le chômage qui permet au patronat de manœuvrer comme bon lui semble, les misérables salaires acculant les ouvriers à une situation des plus précaires, entretiennent un climat de peur, de soumission, un climat de défaite qui ajoute aux désillusions d'un syndicalisme devenu un instrument politique surtout en ce qui concerne la C.G.T. On garde un souvenir amer des grèves « tournantes », des volte-face, des mouvements déclenchés pour des buts ridiculement médiocres, on n'a pas oublié non plus qu'un certain Ambroise Croizat s'était fait briseur de grèves...

Le patronat a maintenant beau jeu. Ici il foule aux pieds les obligations sociales gênantes, celle par exemple de faire nommer des délégués en nombre fixé par la loi. Au lieu de six il n'y en a que deux. Ceux-ci, pendant un an, ont été une fois par semaine à la disposition de leurs mandants dans un petit cagibi en verre situé, comme par hasard, juste en face des bureaux du chef du

personnel et du surveillant en chef. De ce fait personne jamais n'a osé aller les voir. Aujourd'hui on a perfectionné le système : la permanence a été supprimée. Celui qui désire rencontrer un délégué doit en demander l'autorisation au surveillant ! De plus l'affichage (journaux syndicaux, affiches) a été purement et simplement interdit.

Les ouvriers qui travaillent sur la presse à plomb (une presse énorme, la plus grande d'Europe, paraît-il), qui respirent 12 heures de suite les vapeurs délétères, ne sont pas considérés comme faisant un travail insalubre, payés et traités en conséquence (journée de 6 heures équivalant à 8).

En plus de ces faits et de bien d'autres encore qu'il serait fastidieux d'énumérer, il faut noter que les « cadres » : contremaîtres, chefs d'équipes, agents techniques soucieux avant tout de conserver leur situation, sont pour la plupart contre les ouvriers, ils sont de l'autre côté de la barricade, avec la direction.

Les ouvriers sont entourés d'ennemis, de mouchards connus ou secrets, ils n'ont plus aucun moyen de s'affirmer, de se défendre.

Tout concourt à rabaisser l'individu. Pour dominer le bruit on n'utilise pas le nom propre on crie « Hé là ! Venez ici ». Cela finit par devenir habituel. Le langage, à l'image du milieu, est rude, grossier. On est toujours sale. Les cottes bleues uniformisent. Dès que sonne l'heure de la soupe il faut courir ou risquer de faire queue à l'horloge de pointage, à la cantine, au bistrot. On est, ou seul au pied de la machine, ou en foule.

A la cantine, un plateau à la main, attente. Ensuite tablées de huit à dix. Ceux qui n'ont qu'une demi-heure avalent en vitesse (il s'agit de gagner quelques minutes pour le petit verre au café). Ceux qui ont une heure attendent que le temps passe, savourant le repos. Après un an et demi je n'ai encore pu m'accoutumer à ce sinistre réfectoire ! La vue de ces hommes crasseux, certains en loques, tous mornes, silencieux, courbés sur leur pitance, amène irrésistiblement à penser que le garde-chiourme ne doit pas être loin.

Sur 4 à 500 rationnaires, 2 sortent un journal. Mais le jeudi, jour du tirage de la loterie nationale, le kiosque fait des affaires.

Une salle voisine plus gaie, toile cirée à carreaux, bonne en tablier blanc chargée du service, est réservée aux mensuels.

Cette différence de traitement entre les employés et les ouvriers, entre ceux qui sont nécessairement propres et ceux qui sont néces-

sairement sales, l'obligation pour les uns de se mettre en rang et d'attendre, la faculté pour les autres de s'asseoir et d'appeler la bonne ne choquent personne. L'usine accoutume à tout, surtout à l'humiliation.

*
* *

L'anonymat est la règle de l'industrie. Hommes et machines sont immatriculés. Les fils (1.800 séries) en cours de fabrication portent des sigles dont la signification n'est connue que des chefs. Pour le chronométrage l'O.S. est une feuille de travail sur laquelle celui-ci inscrit tout ce qu'il fait selon une ventilation précise. Pour la cantine, une bouche. Pour l'administration, un élément de statistique. Le bon et le mauvais ouvrier n'existent pas : on ne connaît que l'O.S. Le patron a disparu. Il est devenu financier. La personne morale remplace la personne physique, les responsables sont insaisissables, l'opposition ne rencontre que le vide. Le grand maître de l'usine, l'administrateur technique, se promène fréquemment dans les ateliers. Il ne connaît personne hormis ses proches collaborateurs. Sa présence inspire la plus vive crainte aux « cadres », techniciens, ingénieurs, contremaîtres. Il ne viendrait évidemment pas à l'idée de qui que ce soit de l'approcher ou de le saluer. Il n'adresse jamais la parole à un ouvrier. Si quelque chose le choque il s'en prend au chef d'atelier. Quelquefois grossièrement.

*
* *

La fin de la journée n'apporte qu'une libération physique. La crainte latente de perdre sa place est remplacée par l'obsession du budget familial en perpétuel déséquilibre surtout pour ceux, extrêmement nombreux, qui vivent en chambres meublées; faire quelque épargne leur est devenu impossible, ils vivent au jour le jour, heure par heure presque, et j'en connais qui, certains jours, ne mangent pas à leur faim bien que travaillant 12 heures [1].

Si les prolétaires étaient conscients de l'état de sujétion où ils se

1. Un exemple. Deux enfants en bas âge; la femme ne peut pas travailler; loyer : 9.000 francs par mois pour une petite chambre et une cuisine minuscule dans une sinistre ruelle de Gennevilliers.

trouvent, s'ils ne s'étaient pas accoutumés à leur misérable condition matérielle, il y a longtemps qu'ils se seraient soulevés en masse, qu'ils auraient tout balayé. Mais n'est pas prolétaire celui qui perçoit ces choses. L'accoutumance vient assez vite, elle est favorisée par l'atavisme, par l'ignorance, par le harcèlement d'un mode d'existence qui empêche de penser. Dès lors les qualités d'intelligence : la volonté, la persévérance, l'affirmation de la personnalité, sont inutiles, encombrantes même. La lutte pour la vie, le combat de l'homme contre la nature, n'est plus qu'une hideuse caricature, il ne s'agit que d'accumuler des petites privations qui par leur nombre tissent la trame de toute l'existence, une existence réglée une fois pour toutes et entièrement vouée aux nécessités physiques. Et la soumission devient un besoin, l'abdication morale une nécessité qui se manifeste jusque dans l'habillement. Le prolétaire est né. Il portera une casquette, un vieux veston, un foulard noué à la diable, une musette d'où apparaît le goulot d'une bouteille. Il marche courbé à pas lourds, il semble traîner un poids. Pour lui la vie n'est qu'une succession de journées toutes semblables, jusqu'à la mort il devra quémander humblement le droit de vivre. Il est reconnaissable entre mille. Tout en lui est caractéristique, le langage, la démarche, les gestes, la silhouette effacée, la façon de manger, de boire, de se divertir, d'aimer, de haïr.

Il ne quitte pas son quartier. Pendant ses rares loisirs il reste assis sur le pas de sa porte ou au bistrot, ou encore déambule dans la rue au milieu de ses pareils vêtus comme lui, vivant comme lui. Aucun relief. Aucun point de repère. Jamais rien de nouveau, toujours le même gazomètre, le même coup de sifflet du train qui pour toujours passera à la même heure.

Personne jamais ne s'est soucié de le prendre par la main, de lui faciliter l'ouverture d'une fenêtre sur le monde extérieur. Les seuls magazines qui rentrent chez lui c'est sa femme qui les rapporte. *Nous deux*, *Intimité*... Les seuls films qui passent dans son quartier sont toujours les plus stupides, les seules conférences qu'on y tient sont celles des partis politiques. Le Trocadéro, le Louvre sont tellement loin... Il ne sait d'aillleurs même pas ce qu'est un musée, une pièce de théâtre, un concert. Et puis il en coûterait quelque trois à quatre cents francs rien que pour l'autobus. Alors on boit un coup, on joue à la belote.

C'est l'état de servitude, j'allais dire de servage qui fait du prolétaire ce qu'il est. En lui se trouvent autant de virtualités que

chez n'importe quel autre homme. Dans l'atelier où je suis, un jour une panne de courant immobilise les machines .

Exquise sensation de silence. Séance tenante nous abandonnons les machines, nous nous groupons. Près de moi, une femme, jambes bourrelées de varices, corps déformé, usée avant l'âge, langage ordurier. Mais dans son regard quelque chose d'extraordinairement frais et sain, quelque chose d'étonné. Je dis un poème de Baudelaire :

Un jour l'âme du vin chantait dans les bouteilles...

Tous écoutent, surtout l'ouvrière, elle se rapproche pour mieux entendre, je la sens subjuguée. A la fin, après un silence : Vous en savez des choses jolies! Autre constatation : Malgré mon insistance je ne parviens pas à me faire tutoyer. Pourtant une franche cordialité m'unit à mes camarades. Pour eux, je suis une sorte de pôle d'attraction, de plus un phénomène qui ose répondre aux chefs, qui ne craint pas d'aller les trouver pour leur dire que ceci ou cela ne va pas, qui refuse de faire douze heures. Ce petit fait suffit à illustrer la rigoureuse homogénéité du prolétariat; un « prolo » ne connaît jamais que d'autres « prolos ». Tout contact avec des hommes de formation supérieure lui est impossible sinon difficile. Ceux avec qui je travaille ont senti que je sais une foule de choses dont ils n'ont jamais entendu parler. Je passe pour un savant! Beaucoup ignorent l'existence des pyramides, des chutes du Niagara, ne savent pas que la terre a 40.000 km de circonférence, que d'autres civilisations ont précédé la nôtre, etc... Leur vocabulaire est restreint au parler usuel, la signification de nombreux termes leur est inconnue.

Croire qu'une large amélioration matérielle puisse à elle seule transformer le prolétaire est une lourde erreur. Aussi longtemps qu'il sera tenu dans l'irresponsabilité il restera ce qu'il est. Car là se découvre l'origine profonde de sa déchéance. Il n'est même plus responsable de sa propre situation (le chômage ou la place bien ou mal payée étant fonction de circonstances économiques), encore moins des lois sociales (avantageuses ou non) de la direction du syndicat, il fait partie d'une classe à laquelle il « colle » étroitement et obéit aux mouvements qui la soulèvent de temps à autre comme la goutte d'eau obéit à ceux de l'Océan.

Nul ne saurait échapper à la diminution physique et morale que provoque la vie prolétarienne. Surtout que le vide créé par

la disparition du métier est resté béant. Que tous mes camarades ne trouvent rien que de très normal à leur condition, qu'ils ne se rendent pas du tout compte de la sujétion qu'ils subissent, témoigne tragiquement de l'extinction de tout feu intérieur. Et d'un complexe d'infériorité qui se traduit par ces mots que j'entends si souvent : On nous laisse tomber... Nous on peut crever... On n'est pas défendus... Quand il faut gagner sa vie, faut obéir... Est-ce qu'on va être augmentés...? Combien de fois ne m'a-t-on pas dit : Hitler... oui bien sûr... mais il avait fait quelque chose pour les ouvriers. Une vieille femme qui depuis trente ans surveille la même machine dans un atelier particulièrement sinistre de l'ancienne usine : Tout de même avec Staline on serait quand même mieux qu'avec de Gaulle... Un homme de trente ans : Qu'est-ce qu'on demande? Gagner assez en 40 heures. Le dimanche la pêche. Et une retraite. Le reste, on s'en fout.

Quelle régression depuis 1936! A l'évocation de cette date les anciens hochent la tête et soupirent. « Oui, c'était le bon temps », puis s'en vont un peu plus courbés. Les jeunes n'ont que vaguement entendu parler de ce mouvement. La plupart considèrent que la journée du 1er Mai chômée et payée est une victoire et qu'il a fallu hélas que ce soit Pétain qui « nous l'obtienne ». Trois ouvriers (dont un chef d'équipe communiste) discutaient de ce fait. A l'écart un vieux (76 ans) et qui est forcé... « de travailler ou de mourir ». Il s'approche. « De mon temps, à l'époque de Louise Michel, on fêtait le 1er Mai avec des manches de pioches. On défilait pas comme des moutons derrière les drapeaux tricolores et les pancartes. A Clichy, en guise de marchands de muguet, on avait les cuirassiers ».

Cette phrase, textuelle, illustre parfaitement l'état de prostration où se trouve la classe ouvrière : Des manches de pioches aux défilés moutonniers... L'instinct révolutionnaire semble s'effacer de plus en plus au bénéfice d'un néo-conservatisme assez inattendu. Il est fréquent d'entendre les ouvriers dire : Les commerçants, qu'est-ce qu'ils payent comme impôts! Par contre ils trouvent normal de payer les leurs, ils sont devenus de bons citoyens. Ils respectent l'ordre établi, les traditions. Pas un qui n'enverrait ses enfants au catéchisme, la plupart se marient à l'église et meurent « chrétiennement ».

Sur le plan politique leur complexe d'infériorité se traduit par un sentiment qui rappelle la mystique. Bien qu'ignorant à peu

près tout des événements nationaux et internationaux, leurs votes iront de préférence au P.C.F. dont les 5 millions de voix ne représentent plus du tout une force révolutionnaire, mais une masse qui attend un « sauveur », qui veut encore croire au « Pays du Socialisme », malgré tout ce que l'on sait aujourd'hui à ce sujet. Simplement, à la prodigieuse espérance qui illumina leur cœur en 1917, s'est substituée la morne attente d'un chef « ... qui s'occupe de nous... »

Sauf dans les moments de « transe sociale », comme en 1936, où la joie d'avoir imposé ses volontés par-dessus la tête du gouvernement et en certain cas, des chefs syndicalistes, fut plus profonde que celle apportée par les améliorations matérielles, il ne lui viendrait pas à l'esprit d'être le maître de son destin en exigeant sa part de responsabilité. Lorsque je leur dis ces choses, lorsque je leur dis qu'un jour il faudra bien qu'ils partent à la conquête de leur vie, c'est-à-dire à la conquête de l'usine, seul moyen de s'affirmer majeur, de retrouver la dignité et la liberté, je lis sur leur visage l'étonnement. Ils reculent, ils ne se sentent pas à la hauteur de cet effort prodigieux. Ils sont beaucoup plus à leur aise lorsque l'on parle d'un bon patron, d'une usine où l'on gagne davantage. Un jour une ouvrière racontait que dans une « boîte », à l'occasion du jour de l'an, en plus de la prime tout le monde avait touché un panier de victuailles. Personne ne sentit ce que ce cadeau organisé à la chaîne avait de dégradant. On trouve très bien, très gentil les arbres de Noël pour les gosses, le tablier offert aux femmes le jour de la fête des mères etc... Et quand je dis que ces faits témoignent de la condition servile, personne ne comprend.

Du prolétariat on peut tout espérer, on peut aussi tout craindre. Il a fourni des troupes à Hitler, il en fournit à Staline, ailleurs il suit Péron. Mais il peut également, en certaines circonstances, comme pendant la guerre d'Espagne, retrouver les chemins de la révolte et de la liberté.

Les Jeunes.

Fils de prolétaires, prolétaires eux-mêmes, les jeunes sont livrés à l'usine dès l'âge de seize ans. Ils sont tristes. Leur existence impitoyable oppose une infranchissable barrière à cette espérance

étincelante qui caractérise l'adolescence. Quand je leur demande : Après le régiment qu'est-ce que tu comptes faire? ils ne savent que répondre, ou bien : Je reviendrai ici. C'est tout. Certains ont quand même conscience du misérable destin qui les attend. Ils voudraient fuir. Témoin cette évasion telle que me l'a racontée son héros, un gamin chétif, yeux bleus, expression résignée :

— Ici on n'apprend rien. C'est un boulot dégueulasse. Avec un copain on avait décidé de foutre le camp un jour de paye. Alors on a pris le train.

— Où vouliez-vous aller?

— Je sais pas. Fallait partir. On a été loin, jusqu'à Aurillac. Mais on n'avait plus de sous, alors les cognes nous ont ramenés.

Puis avec un soupir :

— Moi j'ai jamais été heureux!

A seize ans! Une autre fois :

— Quand j'étais jeune (*sic*) je voulais être flic. On a de ces idées! Parce que les flics sont bien sapés. Moi l'hiver j'ai toujours froid.

Un autre, jeune paysan qui arrive en droite ligne de Bretagne, où, valet de ferme, il gagnait 4 à 5.000 francs par mois [1] :

— Alors quoi, toute sa vie faire ça?

Ainsi, de temps à autre, se manifeste le désespoir. Dans leur famille les jeunes, bien souvent, ne trouvent pas d'affection véritable. Plus précisément les parents, jugeant leur existence normale, l'imposent à leurs enfants qui le plus tôt possible doivent gagner leur vie et alimenter la caisse familiale. Lorsque, à la suite de ralentissements, la semaine, dans l'atelier où ils travaillent, tombe à 48 heures, certains « font » encore des heures dans d'autres services, ils sont non seulement exploités par l'entreprise mais encore par leurs pères et mères.

L'exode rural apporte sans arrêt du sang nouveau au prolétariat. Dans l'atelier où je suis, sur 15 ouvriers se trouvent 6 jeunes gens de 18 à 22 ans, dont 4 sont bretons, 2 auvergnats. Cet afflux de nouveaux venus (tous incultes, presque illettrés même [2]) attirés par l'espoir d'un salaire acceptable, et aussi par les « lumières de

1. Il n'est question ici que des O.S., non de ceux, faible minorité, qui apprennent un métier.

2. La plupart des ruraux n'ont presque pas fréquenté l'école, leur orthographe est tout juste phonétique, leur écriture celle d'un enfant de dix ans.

la ville », dilue complètement les derniers ferments révolutionnaires et les dernières traces de la solidarité ouvrière.

Rares sont les jeunes qui font du camping, la plupart ne connaissent que les pauvres plaisirs du cinéma et de ce qu'il est convenu d'appeler le sport, les différentes organisations de jeunesse ne semblent pas les avoir touchés. Plus leur banlieue est éloignée plus leur abandon est total. Ceux qui habitent par exemple Clichy peuvent encore sortir, aller sur les Boulevards voir autre chose. Mais ceux de Saint-Denis, d'Aubervilliers restent dans leur rue, au bistro, ou errent le long des terrains vagues.

Ils sont vacants. J'ai dit un jour : « Le samedi matin, je fais ceci, cela... » L'adolescent à qui je m'adressais me répondit :

« Moi c'est pas pareil, j'ai rien à foutre. Alors je viens bosser. » Le sens des loisirs a disparu. Personne ne sait plus s'occuper intelligemment. On attend que le dimanche passe, on maudit le lundi. Quand on ne travaille pas on s'ennuie, quand on travaille on compte les minutes, quand la rue est enfin retrouvée on pense « Qu'est-ce que je vais faire ? »

Personne ne chante, ni à l'usine, ni hors de l'usine. La disparition de cette manifestation spontanée de la joie au profit des Tino Rossi et Cie témoigne éloquemment de la tragique condition prolétarienne.

Les jeunes n'ont jamais entendu parler des années 1920 et 1936 ; on les étonne beaucoup en leur disant qu'il existe toute une histoire de la classe ouvrière. Mais on les a dressés à obéir. Leur conformisme, strictement celui de leur milieu familial, est du type *Humanité* ou du type *France-Soir*. Dans les deux cas on aboutit aux mêmes interdits sociaux. L'étouffement de la personnalité est garanti par le fétichisme chez le premier, par l'abrutissement chez le second.

La jeunesse n'a encore jamais subi une telle oppression. Celle-ci pendant les années terribles 1934-1935 était uniquement matérielle, les luttes politiques (Croix de Feu, Camelots, S.F.I.O., P.C. etc...) auxquelles elle participa autorisaient l'espoir, favorisaient la révolte, créaient un climat subversif. Tout cela aujourd'hui a disparu. Seule subsiste une affreuse grisaille, et l'effarante régression qu'est la semaine de 60 heures.

La jeunesse ouvrière est dévirilisée. Elle est dans une situation d'attente. Elle souffre.

Les Anciens.

Deux types d'hommes se distinguent parmi les anciens, le véritable « prolo » dont nous avons essayé de fixer les traits et ceux qui, venus de leur terroir, ont conservé l'empreinte de leur terroir. Le plus souvent ils sont bretons. Il leur arrive de parler leur langue entre eux, histoire de s'amuser un brin, et ce rappel vivant de leurs origines éclaire leur regard. Le vieux fond paysan n'est pas encore émoussé chez ces hommes, leur grande passion est le jardin. Celui-ci se trouve quelquefois assez éloigné de leur demeure. Qu'importe. Ils ont un vieux vélo et dès que les beaux jours arrivent ils y vont chaque soir jusqu'à la nuit tombée et y restent tout le long du dimanche. Et les petits pois qui lèvent, les oignons qui « viennent bien », les haricots qui ont « réussi » sont d'interminables sujets de conversation.

Les provinciaux (hommes et femmes) se distinguent des « parisiens » non seulement par leur accent mais aussi par une attitude mentale moins résignée, plus vive, on les croirait animés par l'espoir que les attaches terriennes ne sont pas encore toutes brisées. Ils sont d'ailleurs nombreux ceux qui pendant les vacances vont « au pays » où ils logent chez des parents, des amis ou encore dans une petite maison qu'ils possèdent, dernier vestige de quelque lointain partage familial. Eux ne passeront pas leur congé dans le terrain vague d'Aubervilliers, ils reviendront riches en histoires de pêche et de récoltes.

Sur le plan politique et social rien d'essentiel ne différencie le provincial du « parisien ». Ils ont le même salaire, le même habitat, les mêmes « bleus », ils subissent les mêmes oppressions. Mais à la différence des jeunes ils se souviennent du « bon temps » de 1936 et des années suivantes, des grands moments où les patrons « ... les avaient à zéro... ». Ils se tournent volontiers sur le passé « ... faudrait que ça revienne comme avant... » Eux ont encore des souvenirs. Leurs enfants n'ont même pas cette maigre fiche de consolation. Ils n'ont connu que la guerre, derrière eux il n'y a que ruines et morts, devant, les explosions atomiques et les défilés militaires de l'Armée Rouge.

Le Technicien[1].

Les différents aspects du métier : dextérité manuelle, réflexion, vue d'ensemble ont éclaté en une infinité de parcelles dont chacune devenant une fin en soi est incompréhensible aux non-initiés. De plus en plus la machine tend à remplacer l'homme. Certaines atteignent un tel degré de perfectionnement qu'elles peuvent être servies par un illettré, voire un primitif.

La guerre de 1914-1918, la naissance de l'automobile ont amorcé et développé avec rapidité l'organisation du travail à la chaîne. (Citroën fut le premier industriel à lancer la grande série.) Avant cette époque les ouvriers professionnels étaient, dans les usines, beaucoup plus nombreux que les manœuvres, leur métier, plus facile, n'exigeait pas de savoir lire un plan, de connaître les mathématiques. Aujourd'hui l'empirisme et l'à peu-près ont fait place au rationalisme, à une précision scientifique qui diminue de plus en plus l'importance de l'adresse manuelle. Celle-ci devient, chez le conducteur de machine, parfaitement inutile.

Si l'instruction et les capacités de l'O.S. sont inversement proportionnelles au degré d'automatisme de la machine, la somme de connaissances scientifiques et professionnelles des techniciens et des ouvriers qualifiés doit s'enrichir au fur et à mesure que cet automatisme se développe.

Il résulte de cette organisation l'apparition de types d'hommes foncièrement différents : l'« O.S. », prolétaire dont nous avons essayé de fixer les traits, et le technicien. Le premier est tout à fait en bas, le second tout à fait en haut. Entre ces extrêmes, aucun dégradé, la petite minorité des hommes de métier se perd dans la masse des manœuvres.

Les temps sont révolus où un seul homme, un Descartes par exemple, pouvait dominer toutes les connaissances de son temps. De nos jours, le plus grand savant se voit contraint de limiter son activité à une seule discipline. Les hommes à des degrés divers s'orientent dans des directions définies et rigides. A la spécialité hautement intellectuelle du chercheur répond la contrainte méca-

1. Par techniciens nous entendons surtout les ingénieurs. Également les organisateurs, les agents techniques, les dessinateurs. En bref tous ceux qui sont étroitement spécialisés dans une branche scientifique de l'industrie.

nique du manœuvre, spécialisé lui aussi, et assujetti à la machine.

Mais l'obligation de soumettre toutes ses facultés à une fraction infinitésimale de la connaissance universelle restreint, chez la plupart des techniciens, les qualités humaines. A se désintéresser d'un ensemble au bénéfice d'un seul de ses éléments constitutifs, ils oublient que tous les hommes, de près et de loin, y collaborent et que, par conséquent, une étroite dépendance les unit. A cet égard leur attitude vis-à-vis de l' « O.S. » est caractéristique. Si paradoxal que cela paraisse, ce dernier n'est plus considéré comme l'indispensable complément manuel; sa présence devient presque un obstacle car ses réactions sont imprévisibles, il peut encore freiner les cadences, il est sujet à des sautes d'humeur, la production dans une certaine mesure dépend de lui. Il constitue donc un problème qui se pose à chaque instant. Le technicien recherche toujours le moyen de le soumettre davantage, de lui ôter les dernières possibilités d'influer en quoi que ce soit sur la marche de l'usine. L'idéal serait de pouvoir s'en passer. Cette tendance est celle du technicien. Combien de fois n'ai-je pas observé l'ingénieur qui s'approche d'une machine (en vue de quelque perfectionnement). Jamais il n'adresse la parole à l'O.S. (qui, humblement, se place à l'écart) pour lui demander si cette manivelle est bien ou mal placée, si une nouvelle disposition ne serait pas préférable, si la « bécane » tourne rond ne serait-ce que pour créer un « climat ». Je me suis souvent trouvé dans une telle situation, j'ai éprouvé de l'humiliation et une haine féroce contre tous ces messieurs de bonne famille qui se conduisent si grossièrement vis-à-vis de leurs semblables. Il est vrai qu'en tant qu' « O.S. » je n'existe pas. Et en tant qu'homme[1] non plus. Pour le technicien rien n'est plus étranger qu'un homme. Il n'a pas le temps de s'occuper d'autre chose. Une avalanche de publications professionnelles, les recherches qui se poursuivent aux quatre coins du monde, la nécessité de faire carrière le place dans un sillon dont les bords s'élèvent chaque jour. Il porte des œillères. La culture philosophique et littéraire ne l'atteint pas. Il est et reste « utilitaire ». Sa conception de l'univers est limitée ici à la fabrication du fil, pour beaucoup à un des aspects de cette fabrication, ailleurs celle d'une machine à coudre ou d'une voiture. Il peut avoir cependant l'impression

1. A un jeune ouvrier surmené (qui se dope au Maxiton), le médecin de l'usine ordonne..... du Maxiton.

de dominer l'usine qui à son tour domine, écrase les ouvriers. Au complexe d'infériorité de ces derniers répond son complexe de supériorité. Sans lui tout s'arrête. Jamais il ne pense que sans ses subordonnés il en irait de même, que la collaboration entre manuels et intellectuels serait fructueuse pour les uns comme pour les autres. Jamais. Il fait partie d'une classe, d'une caste serait plus juste, et évite tout contact avec les « intouchables ».

Cette séparation très nette, en catégories, d'hommes travaillant ensemble à la même œuvre, est pour beaucoup causée par le développement prodigieux du machinisme. Anciennement, l'ingénieur était plus près de l'ouvrier même non professionnel, l'obligation d'expliquer, de commenter un travail créait une atmosphère propice aux contacts humains. Souvent il usait de son influence pour que soit augmenté le salaire d'un tel. Aujourd'hui, l'organisation commerciale de l'usine a supprimé même cette dernière manifestation d'une sorte d'amitié qui l'attachait à ses ouvriers. Autonome, chaque atelier doit établir ses prix de revient, l'ingénieur placé dans la situation économique d'un patron a tout intérêt à maintenir les salaires au plus bas taux possible, à augmenter le rendement, à pousser les perfectionnements, à veiller à la stricte observance de l'horaire, à diminuer au maximum le nombre des « O.S. » Son traitement, sa prime au rendement, son avancement, sa carrière dépendant dans l'immédiat de sa plus ou moins bonne gestion. Il est devenu l'ennemi naturel des ouvriers. De plus, ses origines bourgeoises (il ne lit que le *Figaro*) ne le prédisposent pas favorablement vis-à-vis des prolétaires.

Dans l'usine l'opposition sociale prend un relief nouveau. Jamais l'ingénieur ne sera aux côtés des ouvriers pendant une grève, il se contentera d'en retirer les bénéfices dûs aux augmentations en pourcentage.

***

Le technicien en général est bourgeois jusqu'à l'os. A cause de ses origines et surtout par ignorance. En matière sociale il en est resté à 1914. Il n'a que vaguement conscience des formidables événements qui se sont produits depuis lors : la décadence accélérée du capitalisme (caractérisée par la destruction des richesses,

le chômage permanent, l'impossibilité d'exploiter les ressources nouvelles), le bolchevisme, la poussée totalitaire des années 30, la renaissance de cette poussée sous les aspects de l'étatisme, etc... Je peux me faire une idée assez précise du niveau culturel de certains. Quant aux autres, le fait que la plupart d'entre eux font du Reader's Digest leur nourriture spirituelle en dit assez long pour qu'il soit inutile d'insister.

J'ai connu un ingénieur (Centrale) d'une cinquantaine d'années, deux agents de technique (École Violet). Je m'entretiens souvent avec mon chef de service actuel, M. B., ingénieur frais émoulu de cette école. A mon sens M. B. peut être considéré comme le représentant typique de sa catégorie.

Ce que l'on pourrait appeler l'intelligence sociale lui fait complètement défaut, la connaissance de notre temps lui échappe. Il est même parfaitement incapable de percevoir les effets du machinisme sur l'homme, tout lui semble toujours normal : l'effarant anachronisme de la semaine de 60 heures, la révoltante condition des salariés pour ne citer que ces faits. Je lui ai dit un jour — Je vais vous signaler quelque chose qui va vous stupéfier : Vos ouvriers se dopent au Maxiton. — Avec un bon sourire il me répond : je le sais.

De son propre aveu il n'a rien lu. Si : « Quand les sirènes se taisent ».

En ce qui concerne les questions politiques, son ignorance est à peu près égale à celle des « O.S. » qu'il commande. Il se contente des lieux communs qui sont en honneur chez les tout petits-bourgeois : Il faut bien qu'il y ait des riches et des pauvres, il faut bien qu'il y ait des patrons, etc...

L'anticommunisme qu'il nourrit n'est pas d'origine idéologique mais s'apparente étroitement à celui du boutiquier qui craint pour son tiroir-caisse. Pour lui, d'ailleurs, stalinisme, bolchevisme, anarchisme, nihilisme, marxisme et socialisme se confondent, sont purement et simplement subversifs. Il ne s'est jamais intéressé aux rapports sociaux, ignore peut-être qu'on puisse les analyser, en tirer des conclusions. La sociologie lui est aussi fermée que le sanscrit. Inutile d'ajouter qu'il n'a jamais entendu prononcer les noms de Proudhon, de Bakounine, de Jules Vallès, Pouget; encore moins ceux de Collinet, de Friedman. « Fort en Math » M. B. n'a jamais pénétré et ne pénétrera sans doute jamais dans le domaine

de la pensée littéraire et philosophique. Je connais de simples ouvriers militants syndicalistes ou anarchistes qui, en ces matières, à côté de lui, font figure de fins lettrés.

***

Produire est la seule raison d'être du technicien, la seule signification de son existence ; son ignorance du résultat de ses efforts, l'impossibilité où il se trouve de dominer l'ensemble d'une seule branche de l'industrie, l'obligation de se cantonner dans une étroite spécialité, le placent, à une échelle plus élevée, dans la même irresponsabilité, dans la même dépendance que les « O.S. ». L'ingénieur qui dirige un atelier n'a plus que cet atelier en tête, il en arrive à oublier même l'usine, pendant ses loisirs il est mentalement mobilisé. La complexité de sa profession s'oppose à toute évasion.

Produire, avons-nous dit : Mais par n'importe quel moyen, surtout celui qui consiste à réduire une large fraction de la collectivité au niveau de l'esclave. La production devient une fin en soi. C'est au sein de l'usine que l'on s'aperçoit combien les hommes sont devenus étrangers au monde qu'ils ont créé et qu'ils ne cessent de développer. Les moyens ont dévoré le but. On dirait que le rôle de chacun n'est plus que de s'acharner à perfectionner un élément infinitésimal qui plus tard ira s'insérer dans un tout qu'aucune force humaine ne peut plus dominer.

Les techniciens qui sont la cheville ouvrière de cette création devenue presque extra-humaine n'ont pas la moindre conscience de leur rôle considérable. Dépourvus de toute perspective sociale dans l'avenir, ils continuent leur travail de taupe et minent la société à laquelle ils sont si fortement attachés. Car les oppositions morales et d'intérêt actuelles, les contradictions, l'inconscience dans laquelle nous sommes tous plus ou moins tenus ne peuvent préparer que de futures convulsions d'où naîtra sans doute une forme nouvelle et rajeunie de l'homme enfin conscient de sa force et de sa grandeur, enfin maître de son destin.

Mais pour que l'homme-robot (technicien ou « O.S. ») disparaisse, il faudra que la technique ne soit plus que l'accessoire d'une civilisation devenue capable de dominer le monde des machines, donc une civilisation essentiellement morale et philosophique.

Entre cette libération totale et l'univers de la « 25e heure » il ne semble plus, aujourd'hui, qu'un compromis soit encore possible.

Un prolo.

Je connais intimement un homme qui me paraît être l'archétype du prolétaire. Sous un nom d'emprunt je donne ici un aperçu de son existence.

Depuis vingt-cinq ans Henri Giraud habite à Saint-Ouen dans une rue étroite et sombre. Son logement se trouve au rez-de-chaussée d'une maison qui menace ruine. En face, une palissade. Derrière la palissade, des tas de charbon. Il fait 65 heures par semaine. Il travaille depuis l'âge de dix ans, il a cinquante ans. Un chariot lui a écrasé un pied, il boîte. Tous les matins à la même heure il s'en va, tous les soirs à la même heure il revient. A un clou du buffet il accroche sa musette, rejette sa casquette en arrière et pousse un soupir de soulagement. Mémé, sa femme, lui verse alors un verre de vin et retourne à ses casseroles. Tout le long du jour elle fait des ménages, et le sien en rentrant jusque tard dans la nuit. Elle a un penchant pour les choses saintes. Il lui arrive d'aller à la messe ce qui enrage son homme qui ne cesse de lui crier « ... qu'à Saint-Ouen y'a pas de bon Dieu ». Enfin les gosses arrivent. Deux garçons qui travaillent à l'usine comme le père, qui sont O.S. comme le père. Tout le monde avale la soupe, puis tout le monde bâille. Mémé pousse sa famille au lit, referme la porte et commence une lessive.

Le dimanche, pendant la belle saison, Giraud se promène dans les terrains vagues. Il aime l'herbe, il aime fouler la terre. Il rapporte toujours quelques pissenlits pour son lapin, un vieux lapin qui n'en peut plus, qui se traîne. Il n'a jamais pu s'en débarrasser, car depuis bientôt dix ans il nourrit le tenace espoir d'obtenir un jardin. Il a essayé de participer à une société de jardinage, il a été Dieu sait combien de fois à la mairie, il a produit des certificats de bonne vie et mœurs, de travail, d'autres encore. Jusqu'à présent il n'est sûr que d'une chose, celle d'avoir un dossier. Et le lapin vieillit. On en avait fait cadeau à Mémé. Un soir il le trouva dans la courette au fond d'une caisse. « Faut le garder, avait-il déclaré. D'abord c'est une femelle. Quand on aura le jardin, j'aurai des lapins ». Et il songeait : Peut-être bien une chèvre.

Ça mange peu ces bêtes-là, et ça fait du bon lait. Mais les années ont passé, le jardin n'est plus qu'un rêve et le lapin, roulé en boule, à moitié paralysé, attend la mort.

Certains soirs de paye Giraud est rentré chez lui un peu ivre. Pourtant il n'est pas ivrogne, de beaucoup s'en faut. Un jour, en veine de confidences, il m'a dit :

— Toute la quinzaine faut compter les sous. Y'a toujours un trou à boucher, toujours besoin de quelque chose, ça vous tombe de dessus et on est raide. Alors des fois quand on a sa paye on boit un coup. On croit qu'on est riche. On discute le coup, on remet ça, ça fait passer le temps, quoi. On sait bien que la bonne femme attend, qu'elle va gueuler, qu'y a encore des emmerdements avec les mômes ou autre chose. Alors on remet ça et on rentre plein comme une bourrique. Quand ça m'arrive, moi, le matin j'ai envie de dégueuler. Pas à cause du pinard, à cause de tout...

Un jour, alors que je rentrais chez moi, je l'ai trouvé devant ma porte. De loin je ne l'avais pas reconnu. Il était endimanché, costume noir, casquette gris-perle, foulard rouge. Il sentait la naphtaline et le mégot éteint. Il a refusé le fauteuil, s'est contenté d'une chaise. Il était intimidé, gauche, roulait sa casquette entre ses mains usées, ne quittait pas ma bibliothèque des yeux.

— T'as lu tout ça?

— Oui et bien d'autres encore. Mais qu'est-ce qu'il t'arrive? Tu n'as pas travaillé aujourd'hui?

— Il m'arrive un malheur qui devait bien arriver un jour. Mon vieux est mort.

Nous sommes restés un moment silencieux. Enfin il a vidé son verre, essuyé ses moustaches du revers de sa main.

— C'est du chouette, ça! Oui, mort. Comme ça d'un coup. Tu sais pas où? Dans le métro. Paraît que c'est le cœur. Je reviens de la morgue, je l'ai embrassé, je suis resté devant lui, j'aurais voulu lui dire des choses... enfin tu comprends, nous on a toujours des choses à dire, mais on n'a jamais le temps. Avec mon vieux on se voyait par-ci par-là, on allait boire un coup et voilà... Maintenant c'est fini. On l'aimait bien, même la Mémé. Il buvait un peu, surtout depuis que la mère est morte ça fait dix ou douze ans. Piqueuse qu'elle était. Un soir elle a dit : j'ai pas faim. Faut manger, faut pas te coucher comme ça qu'a dit le vieux. Non, non, ça va pas, il y a quelque chose qui se décroche. Nous, on n'a jamais compris ce qu'elle a voulu dire. Et puis deux jours après ça y était. Oui

mon vieux. Les frères, les sœurs, toute la nichée on s'est trouvé encore une fois pour l'enterrement. Le père, tiens, je le vois encore avec sa casquette qui lui pendait au bout du bras; il disait rien. Nous non plus. On était autour de lui un peu bêtes, on le regardait, puis on est parti chacun de son côté. Le père il est resté tout seul avec la tombe. Jusqu'au soir paraît. Il l'aimait beaucoup la mère. Nous aussi. Mais tu sais ce que c'est, on n'a pas le temps de s'arrêter longtemps à ces choses, faut courir, marner, jusqu'au jour où la soupe a mauvais goût. Comme la vie, alors on crève.

Je n'ai rien trouvé à lui dire. Il ne me venait que des pensées insignifiantes à l'esprit, j'étais embarrassé à mon tour. Mais existait-il encore des paroles d'espoir pour cet homme écrasé par quarante ans de travail au fond d'une usine? Pourtant j'ai voulu savoir pourquoi, dans ce triste moment, il avait voulu me voir. Il a hoché la tête. Pr..., les coudes appuyés sur les cuisses, il s'est mis en devoir de rouler une cigarette. Je voyais son crâne, un crâne curieusement bosselé avec de chaque côté une touffe de cheveux frisés et grisonnants. Enfin il s'est redressé et j'ai lu dans ses petits yeux bleus une sorte d'appel muet, la plainte peut-être de tout ce qui est resté au fond de son être à l'état de virtualités.

— Toi, tu sais beaucoup plus de mots que moi, t'as de l'instruction. Je voulais que tu me dises ce que tu penses de tout ça? Chez nous on sait rien, le malheur arrive comme la pluie et le beau temps, on dit : c'est comme ça.

Que lui répondre? Il m'aurait fallu soulever mille et un problèmes, surtout démontrer que lui, Henri Giraud, prolétaire né, était fonction d'un ensemble qui le dépassait, ainsi que moi-même, infiniment, lui redonner confiance en un avenir plus obscur que jamais, agiter les grands mots de lutte sociale, d'émancipation, de liberté... Stupidement j'ai dit :

— C'est la vie.

Alors il s'est énervé, son visage s'est coloré.

— Que tu dis! C'est la vie à nous, c'est pas la vie. Nous on rigole toujours avec la gueule, jamais avec le cœur. Y a toujours une tuile. Ma bonne femme a des varices, ça a éclaté, un môme se fait foutre dehors. Et puis le père maintenant. Et une journée de perdue, et faut trouver les sous pour l'enterrement, tout ça pour crever un jour à l'Hospice ou dans le métro! Tu te rends compte? Et c'est tout le temps comme ça. Moi et puis mon vieux et même mon grand-père, paraît qu'il est mort écrasé par une benne, on

n'a jamais été tranquilles. Le bon temps c'est pas pour nous. Pourtant, hein, on demande pas grand-chose. Mais on nous laisse toujours tomber, on dirait qu'on n'en a rien à foutre de nous. Tu parles! On est juste bon à se farcir le boulot et à être emmerdés. Moi, tu le sais, je fais pas de politique. Ça sert à rien. Mais y a une chose que je voudrais me payer avant de crever : casser la gueule à mon patron. Parce que c'est eux qui font notre malheur, c'est la vérité.

Il a parlé ainsi. Il a soulagé son cœur. Il m'a dit tous les petits soucis de sa pitoyable existence. Et j'ai pensé qu'il n'est peut-être pas aussi diminué qu'il y paraît, il a encore conscience de l'abominable injustice qui le contraint à être ce qu'il est.

Une dernière fois nous avons trinqué, je l'ai raccompagné jusque dans la rue. J'ai compris alors qu'il avait encore quelque chose à me dire, il ne me tendait pas la main, il hésitait, ne sachant, apparemment, par quel bout commencer. Brusquement :

— Et puis y a pas que ça. Écoute, toi tu comprendras, tu ne me prendras pas pour un con : mon lapin, tu sais, il est mort. Ça m'a foutu un coup. J'ai pas pu le jeter dans la poubelle. J'ai pas pu. J'ai fait un trou dans la terre, je l'ai enterré. Après tout, hein, les bêtes ça vaut bien les hommes.

Il est parti en rasant les murs. Devant le bistrot du coin il a ralenti, s'est arrêté une seconde. Puis il a passé son chemin et sa faible silhouette a disparu.

Eric Albert.

Maurice Nadeau.

MORT ET TRANSFIGURATION D'HENRY MILLER

Le scandale qu'ont suscité les premiers ouvrages d'Henry Miller, les poursuites qu'ils ont values à leur auteur, l'interdiction de *Sexus*, le concert de calomnies dont a été gratifié un homme d'autre part réduit au silence dans son propre pays, délimitent le terrain où doit jouer l'appréciation d'une œuvre qui déborde d'emblée la littérature. Ce n'est pas au nom de la littérature bafouée que sont intervenus les censeurs, mais au nom des convenances et des bonnes mœurs, de la moralité publique. Il paraît insupportable aux sociétés libérales de ce côté et de l'autre de l'Atlantique de laisser délibérément enfreindre par un écrivain l'un de leurs tabous les plus jalousement gardés : le tabou du sexe. Il y a, bien entendu, là-dessous quelque mystère.

On ne voit pas en effet que le corps social s'émeuve beaucoup aux attaques dirigées contre Dieu, la patrie, l'humanité, la vertu, la morale, les pouvoirs de tous ordres, qu'il frissonne d'horreur à l'exaltation du mal sous toutes ses formes, y compris le crime. Mais que Sade, Flaubert, Baudelaire, D.H. Lawrence ou Joyce parlent du sexe autrement que par allusion, suggestion ou symbole, les voici placés au ban de la société, dépouillés de toute dignité artistique, passibles des lois. Le bizarre est qu'ils sont en même temps secrètement lus, absous, et souvent même admirés par tout un chacun. Sade est devenu le « divin » marquis, les autres deviennent aisément héros, saints et martyrs. Pour avoir à son tour porté la main sur le tabou, Henry Miller participe de la grâce conférée aux hors-la-loi et aux intouchables.

C'est que, plus que la part en nous de l'animal dont on voudrait le faire relever pour notre « honte », le sexe est en chacun de nous et en autrui la part d'inconnu qui échappe à toutes les prises et

toutes les mesures. La raison et le sentiment achoppent devant cette force mystérieuse dont l'amour est la sublimation malaisée, le mariage la voie de garage et la prostitution la soupape de sûreté. Elle promet les félicités les plus vives, mais suscite l'appréhension et la terreur. Elle appartient au domaine du sacré. Tout individu qui cherche à explorer le saint des saints semble par suite se livrer à la suprême audace dont l'ordinaire des hommes à la fois tremble et se réjouit, faire œuvre de sacrilège et de profanateur. En le frappant, les sociétés chrétiennes laïcisées qui ont pris sur ce plan la suite des religions, l'enferment à son tour dans le domaine interdit. Il est obligé de forcer la voix, de se faire parfois visionnaire et prophète. Henry Miller confirme la règle. Il vient apporter aux hommes la bonne nouvelle.

La seule bonne nouvelle serait en l'occurrence celle qui proclamerait la fin du mystère, la résolution de l'énigme, la remise à l'humanité d'un pouvoir qui lui échappe. Est-ce celle qu'apporte Miller? Sans doute, mais au terme d'un infini détour dont son œuvre marque les étapes et qui, loin de désacraliser le sexe, le tourne en arme meurtrière privilégiée contre la civilisation qui l'a érigé en tabou, vise ensuite à en faire l'instrument d'une possible régénération de l'homme, du monde, de la vie. Il faut, pour lui, que ce monde meure et renaisse, que chaque vivant y aide en suivant pour lui-même le commandement faustien du « meurs et deviens », afin que sur une terre neuve tombent devant l'homme nouveau les défenses de la citadelle. Alors, mais alors seulement, « la grande bête mythologique » sera vaincue et maîtrisée. Sans perdre aucun de ses pouvoirs elle permettra à chacun l'existence libre et naturelle, enfin humaine, à laquelle il aspire. Comme tous les esprits religieux, Miller fait de cette métamorphose l'effet d'une révolution intime, et, comme tous les vaticinateurs, il annonce la venue de l'âge d'or.

S'il prêche plus souvent qu'à son tour, il prêche cependant d'exemple, gageant sa parole furieuse ou inspirée sur le récit d'une existence qui a elle-même parcouru les stades de l'esclavage, de la mort et de la rédemption. Nous sommes invités à voir l'homme Henry Miller qui a appris « d'expérience amère » que « ce qui tient ensemble le monde, ce sont les rapports sexuels », qui s'est par suite appliqué à « déchiffrer l'énigme de la chose qu'aujourd'hui l'on nomme *le trou* ou *la fente* », et qui, remontant aux sources organiques de la vie, s'enfonçant dans « le ventre matriciel de la

Baleine », meurt au monde avant de renaître « purifié du passé, couvert du sang de la naissance tel un soleil éblouissant ».

Cet itinéraire ressemble assez à la passion du Christ. A son terme va-t-on trouver un Dieu? Oui et non. « Je pense à moi-même, debout sur une haute colline, resplendissant de blancheur », écrit Miller qui réside pour le moment à Montmartre. « Nul cœur sacré ne m'inspire et ce n'est pas au Christ que je pense. C'est à quelque chose de mieux qu'un Christ, quelque chose de plus gros qu'un cœur, quelque chose au delà de Dieu tout-puissant que je pense : c'est à Moi. *Je suis un homme.* Cela me paraît suffisant. » Sans doute, mais un homme qui baptise « sainte trinité » son pénis et ses testicules : « à droite, Dieu le Père; à gauche et un peu au-dessous, Dieu le fils; au milieu et au-dessus le Saint-Esprit », qui a « la sensation d'être seul et unique de son espèce », qui se « fout complètement que le monde aille à sa ruine ou non, qu'il ait raison ou tort, qu'il soit bon ou mauvais » et qui n'est séparé de la splendide indifférence divine que par l'évidence de la mort : « Il faut agir comme si le prochain pas était le dernier : ce qu'il est. Chaque pas en avant est le dernier, avec lui un monde meurt, y compris soi-même ».

L'œuvre d'Henry Miller, si elle est le compte rendu fidèle de cet itinéraire, n'en suit pas l'ordre chronologique. Le premier de ses ouvrages publiés : *Tropique du Cancer* (en anglais, à Paris, en 1934) a été écrit sous le coup de la révélation qu'il manifeste. Il vient au terme d'un long processus qu'ont accéléré la rencontre de Paris et du Vieux Monde, l'influence d'un autre écrivain américain, émigré lui aussi à Montparnasse : Michael Fraenkel [1]. On se souvient de la phrase qui l'ouvre : « J'habite villa Borghèse. Il n'y a pas une miette de saleté nulle part, ni une chaise déplacée. Nous y sommes tout seuls, et nous sommes morts », et de celle qui le ferme alors que l'auteur regarde couler la Seine : « Le soleil se couche. Je sens ce fleuve couler à travers moi, avec son passé, son

1. Dans *Défense du Tropique du Cancer* (Variété, Paris, 1947), Michael Fraenkel raconte comment sa conception d'un « univers de la mort » (« le monde, à l'intérieur et à l'extérieur de nous s'est éteint et se dresse entre nous et la vie. Pour atteindre la vie ou l'esprit, il vous faut rayer ce monde, être mort pour lui, c'est-à-dire mourir encore et toujours ») a été pour Miller le choc déterminant qui l'a poussé à écrire *Tropique du Cancer*. Bien que les deux écrivains aient ensuite rédigé par lettres un *Hamlet* l'influence de Fraenkel n'a sans doute pas eu la portée que celui-ci lui donne. Les ouvrages suivants de Miller portent à croire qu'il s'agit plutôt d'une rencontre.

sol ancien, le climat changeant. Les collines l'encerclent doucement, son cours est immuable... » Entre ces deux moments : l'inexistence de l'individu anonyme perdu dans la grande cité et son réveil dans l'identification à la création, ont précisément eu lieu l'explosion du « grandiose écroulement du monde », la plongée nocturne dans le ventre maternel par l'orifice « toujours ouvert, suppurant et obscène » de la femme, la difficile gestation, puis l'arrachement sanglant dans la sanie et les cris. L'homme ancien, révolté, anarchiste et bohème qui a voulu précipiter l'agonie du monde en lui plaçant « une bombe au trou du cul afin de le faire sauter en l'air », renaît, transformé, sur une terre devenue une « grande femelle aux membres étendus avec un torse de velours qui s'enfle et se soulève avec les vagues de l'océan » et qui, « nue et forte de son sexe, roule parmi les nuages dans la lumière violette des astres... » A l'instar de Rimbaud en qui il se voit « comme en un miroir » [1], Miller a vécu sa *Saison en Enfer* et ses *Illuminations*, mais il les a fondues en un livre unique qui possède à la fois le caractère impatient et rageur d'un adieu au monde, d'un refus iconoclaste de l'art et de la littérature, et le lyrisme foudroyant de l'entrée « aux splendides villes ».

Si *Printemps noir*, qui suit le *Cancer* deux ans plus tard, fait encore entendre l'écho des déflagrations passées, s'y recomposent davantage dans un ordre neuf la vie, le monde, l'humanité. La révolte a fait place à l'acceptation, l'individualisme forcené à une fraternité qui rejoint les astres dans la même immuabilité hors du temps, tandis que la vie se consume, sans remords ni regrets, dans l'éternel instant. « A partir de maintenant, tout sera merveilleux et beau, merveilleusement beau, merveilleusement miraculeux. Dorénavant, plus de séchoir à linge, plus de suspensoirs, plus de gilets de flanelle. Toujours l'été, et du vrai de vrai. Si c'est un cheval, cheval ça sera jusqu'au bout. Si c'est l'apoplexie, va pour l'apoplexie, et non la danse de Saint-Guy... Ou bien vous connaissez le truc, ou bien vous avez la poisse. Ou bien vous partez sur une mélodie pure, ou bien dans de l'eau de vaisselle. Mais pas de Purgatoire — et pas d'élixir... » Autrement dit, ou l'enfer pour les aveugles ou le paradis pour les élus. Pour Miller qui « connaît le truc » et qui est né coiffé, c'est désormais le paradis.

Il faut croire, toutefois, que l'enfer ne se laisse pas si facilement

1. Henry Miller : *Rimbaud*, traduction de Roger-Cornaz (Mermod).

oublier, puisque, refusant d'explorer plus longtemps la Terre promise, Miller abandonne l'inventaire des richesses entrevues pour retracer le cours de ses vies antérieures. Tous les ouvrages qu'il va maintenant donner et qui forment en fait un seul grand ouvrage « à suivre » : *Tropique du Capricorne* en 1939, *Max et les Phagocytes*, en 1949 *Sexus* et aujourd'hui *Plexus*[1] marquent autant de moments de ce qu'il appelle sa « crucifixion en rose ». Revoyant chaque fois d'un seul coup sa « passion », en mêlant les épisodes au gré du souvenir, il relate les années de soumission à l'esclavage du sexe, de la vie à gagner, de la faim et de la misère sous toutes leurs formes. Années d'humiliations, d'impuissance et d'abrutissement au sein du « cauchemar climatisé » qui fabrique orgueilleusement et par fournées quotidiennes des millions de morts-vivants. Il est l'un d'entre eux, mais parce qu'il a assumé d'un coup cette mort qui s'attachait à lui comme une moisissure et une lèpre et qu'il en a passé le seuil, il peut donner à sa voix la lucidité, la force, le cynisme, la cruauté, la tendresse, l'audace et l'humour convenables. En outre, s'il prêche, dénonce, se révolte, s'enthousiasme, raconte, se confesse et rêve, c'est en converti qui veut nous tirer du pandemonium et nous emmener à sa suite.

Ce qui complique l'affaire, c'est qu'il est un écrivain, que depuis son enfance il a voulu le devenir et que sa lutte pour la conquête de l'expression vient se mêler à sa lutte pour l'accession à une vie nouvelle. Au vrai elles se confondent sans qu'on puisse distinguer laquelle prend le pas sur l'autre, laquelle est le moteur et laquelle est la roue.

Enfant, il partage son temps entre la boutique de tailleur de son père, les rues de Brooklyn et l'univers des livres. Il lit et relit *Faust* jusqu'à le savoir par cœur. Il tient en haleine ses camarades par des lectures à haute voix ou des récits de son cru. Il possède le don de la parole qui séduit, entraîne et subjugue. Quand il se laisse aller à ce qu'il a nommé plus tard ses « euphories », par sa bouche s'écoule un flot incontrôlé de mots qu'il n'a même pas le temps de reconnaître au passage. En grandissant il conserve ce don qui fait l'étonnement de son entourage, et aujourd'hui encore il ne l'a pas perdu. Quand, à quarante ans, il rencontre Fraenkel, celui-ci parle des « euphories » de Miller comme de « quelque chose d'extraordinaire, d'étonnant, d'incroyable, qui vous boule-

1. Traduit par Elisabeth Guertik (Corrêa).

verse complètement et d'emblée ». « Il venait de s'éveiller, écrit-il, et avant même de vous regarder en face, avant que vous puissiez placer un mot, un flux de paroles impétueuses commençait à couler, un parler sauvage, fou, fantastique, qui augmentait, enflait, s'intensifiait, — un fleuve, un torrent, un déluge...L'homme devenait la proie d'une force qui ne déclenchait pas seulement sa langue mais son corps, son esprit; tout son organisme était mû par cette force. C'était un phénomène purement physiologique. » Le discours jaillit sans dessein ni limites, cependant, ajoute le témoin, « dans le langage le plus soutenu que j'aie jamais entendu ». L'évocation qui lui vient naturellement à l'esprit est celle de personnages littéraires possesseurs du même don pythique ou atteints de la même maladie : le prince Muichkine, Stavroguine.

Le bizarre, en apparence, est que ce don ne serve de rien à Miller écrivain. D'après ce qu'il dit de ses premiers ouvrages on se doute qu'ils furent écrits avec logique et application. S'il s'avise de capter la parole, la plume fait barrage, le mot se refuse. Alors commence un combat tragique avec l'expression, dont le *Capricorne*, *Sexus* et *Plexus* forment le récit. On y voit un homme écartelé entre la tyrannie d'un besoin qui se soumet toute sa vie et, de ce besoin, l'impossible satisfaction. Muré dans son silence, se promenant dans la vie en somnambule halluciné, la tête bouillonnante de mots comme une chaudière près d'éclater, il se livre à une furieuse orgie sexuelle, le sexe, comme il l'écrira plus tard, étant également « un moyen d'expression ».

Le salut lui vient avec la découverte de Dostoïevski, « l'un des moments capitaux » de sa vie, qui l'oblige à reprendre la question par un tout autre bout. Il décrit ainsi la révélation : « Après avoir avalé d'un trait, profondément, ma première goulée, je ne sais si réellement la pendule s'arrêta... Mais que le monde se soit arrêté net un instant, de cela je suis sûr ». La face de ce monde est « changée » : « Le monde courant, le monde de la conscience éveillée et du jour le jour, cessa d'exister pour moi... La souffrance humaine courante, l'ordinaire jalousie, l'ordinaire ambition — tout cela devint autant de merde pour moi... » Conséquence curieuse : « Toute ambition, tout désir que j'avais eu d'écrire périt du même coup — pour longtemps. » En fait, c'est tout ce qu'il avait eu envie d'écrire jusqu'à ce moment qui périt sans retour. Au moment où, au lieu de s'acharner à écrire, il décide de se taire il devient un écrivain.

Qu'a-t-il donc trouvé en Dostoïevski? Sa première perception des « profondeurs de l'âme humaine ». « Mieux encore et plus simplement, ajoute-t-il : Dostoïevski fut le premier homme qui me révéla son âme. » C'est-à-dire qu'il comprend soudain qu'au lieu de décrire le monde comme un ensemble objectif d'événements et de faits, il doit se placer lui-même au centre de sa création et faire de lui-même, de l'homme qu'il est (en rapportant le monde à cet homme) le sujet de son discours. Cette nécessité se matérialise dans une hallucination : un soir qu'il pénètre dans la salle obscure d'un music-hall il voit se lever le rideau « en l'Homme », puis en lui-même.

Il comprend aussi que le dessein de toute sa vie « n'était pas de vivre — si l'on peut appeler vivre ce que font les gens — mais de m'exprimer ». Cette sensation de vie qu'éveille aujourd'hui la moindre phrase de Miller, cette plongée que chaque fois elle suppose dans le grand réservoir des mots pour y saisir aux cheveux l'expression susceptible d'évoquer tout ce qui vibre, respire et palpite, et jusqu'à cette exaltation métaphysique de l'organique en voie de fonctionnement, de croissance ou de putréfaction, qui, du *Cancer* à *Plexus*, anime les plus belles pages de ce qu'on peut considérer comme un hymne à la vie, tout cela, reconnaît Miller, est le fruit d'une activité parallèle à l'existence, la sienne, celle des autres, lesquelles n'ont jamais éveillé en lui « le moindre intérêt ». Si Rimbaud, déclare-t-il encore, « avait abandonné la littérature pour la vie, je fis le contraire. »

Il n'y a là nul paradoxe. La vie qui lui a été accordée, qui a été accordée à tous les hommes d'aujourd'hui, n'est, comme il n'a de cesse de le montrer, qu'une apparence cadavérique de « la vraie vie ». A celle-ci l'art peut atteindre à condition qu'il soit pratiqué dans le désir de faire descendre « Noël sur la terre » et dans un sentiment d'amour mystique pour la création tout entière : de ses abîmes organiques à ses cimes spirituelles. « L'art, écrit-il à propos de Balzac, n'est que le tremplin pour atteindre une autre sorte de vie, sur un plan plus vaste » et faire voir un nouveau « type humain dans sa plénitude et sa splendeur ».

Les époques de sa vie décrites dans le *Capricorne*, *Sexus* et *Plexus* montrent l'élaboration progressive de son dessein tel qu'il vient d'être formulé, la délimitation de plus en plus précise de son sujet (lui-même saisi au cœur du sentiment de sa propre existence), la conquête des moyens pour parvenir à la réalisation : l'audace, une

patience de galérien, un entêtement fanatique, qui le réduisent en tant qu'individu à la bohème misérable et à la faim, au « tapage » éhonté des amis et connaissances, à l'exploitation cynique des charmes de sa maîtresse. Il sacrifie vraiment tout à la nécessité qui l'aiguillonne, et, pourtant, il échoue. Jusqu'à *Tropique du Cancer* qu'il écrit et publie à quarante-trois ans, il n'est qu'un écrivain pour la galerie; les milliers de lignes qu'il a tracées au prix d'efforts surhumains ne sont qu'une traduction pâle et bégayante de ce vers quoi il s'efforce.

Peu à peu il comprend que ce « moi essentiel » qu'il s'est donné pour tâche d'exprimer et qu'il traque en une épuisante chasse de tous les instants, il craint, au fond, de l'atteindre. Le chaos, la contradiction, la vie sur deux plans et, en lui, une sorte de blessure béante qu'il assimile à l'organe féminin et qu'il cherche à combler par une abrutissante activité sexuelle l'en empêchent, mais plus encore une censure intime qui lui souffle : « Révèle ton vrai moi, et ils te mutileront ». *Ils*, écrit-il dans *Plexus*, « ne visait pas seulement mes amis, mais le monde ». Il craint le sort des génies qu'il admire : Whitman, Nietzsche, Dostoïevski, Van Gogh, Balzac, « crucifiés » par la société, qui s'est vengée sur leur personne du dérangement qu'ils lui causaient. S'il veut pourtant devenir un artiste comme il l'entend, il faut « d'abord qu'on soit écrabouillé un bon coup, que soient annihilés les éléments de contradiction que l'on porte en soi, que l'on soit entièrement balayé en tant qu'être humain pour renaître en tant qu'individu ». Il répugne à ce sacrifice suprême qui, pour être bénéfique, doit être opéré par l'artiste lui-même, et s'il s'y résout en fin de compte, c'est d'une manière originale : en entraînant le monde entier dans son « écrabouillement » personnel. Liant son sort à celui d'une société qui porte en son sein les mêmes germes de décomposition et de mort, les mêmes contradictions, la même impuissance et la même « blessure béante », il en fait un énorme vagin qui contient « un élément secret infiniment plus dangereux que la nitro-glycérine » et dont l'explosion le fera lui-même éclater en morceaux. Il ne s'agit, bien entendu, que d'une mort mythique puisque pour la susciter l'écrivain n'a à sa disposition que des mots (les mots furieux, destructeurs, scandaleux de *Tropique du Cancer*) et, pour lui-même, il ne s'agit que d'une « crucifixion en rose ».

Cependant, les effets de cette mort, s'ils sont imperceptibles pour le monde, qui continue son train, deviennent immédiate-

ment visibles pour le « crucifié ». Il continue lui aussi de vivre, mais après être mort et avoir ressuscité. La « vie surnormale » qu'il mène désormais, Miller la décrit ainsi : « On est gai hors de nature, et sain de même, et indifférent. On a perdu le sens de la tragédie : on continue à vivre comme une fleur, un rocher, un arbre, ne faisant qu'un avec la nature, en même temps que dressé contre elle... La solitude est abolie parce que toutes les valeurs, les vôtres comprises, sont anéanties... Tout vous devient si égal que vous pouvez vous payer le luxe de vous sacrifier pour n'importe qui ou quoi. En même temps l'intérêt, la curiosité que vous portez aux choses, se développent à une vitesse outrageante... Tout n'est que flux périssable. La surface de l'être s'émiette continuellement et pourtant l'intérieur est plus dur que le diamant.... Vous appartenez à la terre, et tout ce qui appartient à la terre devient votre propriété inaliénable. Vous devenez une anomalie de la nature, un être qui a perdu son ombre; vous ne connaissez pas de seconde mort; vous ne ferez que passer, comme les phénomènes qui vous entourent... » Henry Miller a écrit tous les ouvrages qui font suite au *Cancer* dans cet état de vie surnormale. Leur lecture suffit à prouver que sur la réalité du phénomène, il ne nous trompe pas.

Délaissant l'artiste et sa création, on peut toutefois se demander si le climat de liberté qu'on trouve en effet dans ses ouvrages, cette égalité d'âme qui, chez le héros-narrateur, confine à l'irresponsabilité pure et simple, à l'immoralité la plus candide, ce désintérêt proclamé pour toutes les valeurs de civilisation et cette participation à une vie cosmique enracinée dans l'organique et fleurissant dans les sphères de la mystique, ne relèvent pas en définitive du monde de l'enfance, patiemment reconquis par l'adulte. Un précieux aveu éclate à la page 209 de *Tropique du Capricorne* (à notre connaissance, il est le seul) : « Ce que je veux, c'est élargir en moi l'enfant, dépasser l'enfance dans le sens opposé. Je veux que mon développement se poursuive dans le sens contraire à la normale; je veux m'enfoncer dans le royaume hyper-infantile de l'être, aussi loufoque et chaotique que le monde qui m'entoure, mais d'une autre façon », et il dénonce plus loin « cette fatuité ordonnée qu'est la vie responsable et adulte ». A la lumière de cet aveu s'expliquent la perpétuelle irruption dans ses récits du jeune Miller en culottes courtes, vagabondant dans les rues de Brooklyn, l'existence de ce long romancero nostalgique de l'enfance envolée. Les êtres qu'on y voyait circuler, les camarades du même âge qui

eussent pu devenir des héros, des artistes ou des saints, ont été broyés par la mécanique sociale, transformés, métamorphosés en un métal insensible et froid, sans vie et sans âme, peu à peu rongé par la rouille. Le monde est devenu une usine, une jungle, un abattoir, l'adulte une victime imbécile qui chante les louanges de son bourreau et qu'une seule idée guide : « gagner sa vie ». De tous les esclavages auxquels il est soumis, celui du travail est le plus pernicieux, le plus hypocrite, le plus narcotique, le plus créateur de mort. Miller le dénonce cent fois pour une et toujours dans les termes les plus furieux : « mieux vaut crever vraiment de faim ». Les êtres qui l'attirent sont ceux qui s'y sont soustraits : vagabonds, paresseux, irréguliers, « simples », illuminés, fous de génie, ratés de tout genre et toute espèce, l'artiste lui-même n'étant à ses yeux qu'un raté supérieur. Dans la vaste entreprise funéraire ils sont les seuls qui vivent, jouent, créent de la joie. Non pas des révoltés, mais des êtres en marge, qui ne croient à rien d'autre qu'à leur vie qui s'écoule, mais au moins, y croient fermement.

S'il ne se voit pas lui-même comme un enfant, son attitude devant la vie, le ressort de ses comportements et parfois ces comportements eux-mêmes sont typiquement infantiles. Il cherche une femme qui serait pour lui une mère et, parce que celle qu'il a épousée refuse vraisemblablement d'exercer ce rôle, il la quitte (il n'a pour elle d'attirance sexuelle qu'après, quand il la voit comme la mère de sa fille). Dès la lune de miel d'ailleurs, sa belle-mère l'attirait plus que sa femme. Il a médité de coucher avec elle et longtemps rusé pour y parvenir; il décrit les délices que lui procure cet amour interdit [1]. Toutes les femmes qui ne sont pas des « mères » sont plus ou moins pour lui des putains, de la « viandasse » et, grues authentiques, des oiseaux de proie, des « rapaces ». Avec elles le coït est une agression qui laisse la femme défaite, ce qu'elle manifeste par ses gémissements et ses cris. Il la couche sur la table de zinc du vestiaire de la « Compagnie cosmodémonique », la prend dans des couloirs d'immeubles, des portes cochères, des terrains vagues ou même en pleine rue, bref dans les situations qui peuvent le plus humilier l'adversaire. Il est par contre plein de respect pour Marjorie qui, dans *Plexus*, excède de beaucoup le rôle d'une directrice de pension, et pour la mère du Suédois Karen dont il dit : « Majestueuse créature en la personne de qui se combi-

1. *Le Monde du Sexe* (Corrêa).

naient les diverses qualités d'une matrone, d'une hétaïre et d'une déesse. Quoi qu'elle fît, elle irradiait la chaleur; son rire clair dissolvait tous les problèmes, vous assurait de sa confiance, de sa bienveillance... Par moments, elle me faisait penser à ces femmes polynésiennes de lignée royale qui préservaient loin dans le Pacifique les derniers vestiges d'un Paradis terrestre. C'était là la mère que j'aimerais avoir choisie pour entrer dans sa matrice. C'était là la mère qui personnifiait les éléments primordiaux de notre être, en qui s'harmonisaient la terre, la mer et le ciel... etc ».

Au centre de son œuvre, ouvertement dans *Sexus* et *Plexus*, partout ailleurs en filigrane, se tient la femme-mère, Mona, la seule qu'il aime d'amour. Malgré le métier qu'elle exerce (entraîneuse, qui ne peut pas ne pas se laisser entraîner elle-même à coucher) il se cache avec puérilité la nature de ce métier, ne montre aucune jalousie envers les amants de rencontre qu'ils appellent tous deux par euphémisme ses « amis ». Elle est la maîtresse sans doute, mais plus encore la mère, qui protège, pourvoit, nourrit, se sacrifie, étant au demeurant la seule à croire au génie de son enfant. Quand, pour des raisons économiques, ils se quittent, Miller retourne près de sa mère selon le sang qui, celle-là, ne l'a jamais suffisamment aimé pour prendre au sérieux son activité d'écrivain. Auprès d'elle il se sent en faute et, s'il écrit, dès qu'entrent des visiteurs il se réfugie dans un placard pour dérober aux yeux son activité délictueuse. Il joue le rôle de fils indigne. Avec Mona seule il peut rêver, jouer, dilapider l'argent qu'elle gagne, créer, la création artistique n'ayant « d'autre but qu'elle-même », étant par définition un « jeu » qui s'oppose à la servilité du travail humain.

Si maintenant nous pénétrons dans cette création, il devient clair que le grand mythe de la mort et renaissance qu'elle illustre, l'un des plus antiques et les plus chargés de pouvoirs, est pris par Miller au pied de la lettre, dans son aspect sexuel et organique. Il nous faut, par le sexe, retourner *volontairement* au ventre de la mère, subir une seconde naissance qui, parce qu'elle aura été voulue, fera de nous des hommes nouveaux, des hommes qui *acceptent* la vie. Parlant de Rimbaud, de qui toutes les « rebellions n'étaient que de la poudre aux yeux, un effort frénétique pour cacher cette servitude » (à la mère), il poursuit : « Les hommes de cette espèce sont toujours hostiles à leur pays natal... L'esclavage est toujours leur grand épouvantail, que ce soit celui de la patrie,

de l'église, de la société. Leur vie se passe à briser des liens mais la servitude secrète les ronge aux entrailles, et ne leur laisse aucun repos. Il faut qu'ils fassent leur paix avec la mère avant de pouvoir se débarrasser de l'obsession des chaînes ». Il est un homme « de cette espèce » mais qui, à la différence de Rimbaud, « a fait la paix avec sa mère », a vécu dans « la chaleur et la sécurité de sa matrice », connu « cette ombre et ce bien-être qui sont l'équivalent d'une illumination pour le non encore né et une acceptation pour qui est né spirituellement ».

L'expérience à laquelle se livre l'écrivain est tout idéale et ne s'opère jamais que par le langage. Aux autres il enseigne un art de vivre qu'il serait lui-même souvent bien empêché de suivre. C'est là le fruit de ses dons particuliers, de ses connaissances, de son expérience de la vie, de ses rêves et de ses imaginations. Il ne voit que sa création et il la voit comme un monde. Tout, pour lui, finit par aboutir à la littérature. Voilà du moins l'image qu'on se fait de lui. Henry Miller nous invite à redresser cette image. L'expérience, il la croit de nul profit, et il nie la réalité de la vie au sens banal du mot. Si la création est « jeu », donc activité gratuite, elle est davantage une nécessité qui apporte la délivrance. Par l'écriture, Miller cherche à libérer un poison qu'il a dans les veines, ou, comme il dit dans son langage imagé, la merde qu'il porte dans ses tripes, et qui viennent de « l'erreur foncière que l'homme commet en sa manière de vivre » : « je ne pense pas, déclare-t-il, qu'il se trouverait un homme au monde pour noircir une feuille de papier si nous avions le courage de vivre ce en quoi nous avons foi ». Son corps à corps de vingt années avec l'expression n'a été si long et si dramatique que parce qu'à la question : comment faut-il écrire? il avait substitué cette autre : comment faut-il vivre? et qu'il ne séparait pas la possibilité de la victoire sur un plan de la victoire sur l'autre. Ce n'était affaire ni de technique, ni d'originalité, ni de travail, mais de « développement spirituel ». Quand à quarante-trois ans il lâche, dans une sorte d'état second où la volonté n'a plus de part, *Tropique du Cancer*, il est mûr pour une nouvelle existence, celle qu'il mène présentement dans sa retraite de Big Sur, accordé aux hommes, accordé à la vie, qu'il a paradoxalement retrouvés par delà la littérature et grâce à elle.

Son œuvre qui présente, confondus, un homme, un langage, un monde dans ses aspects transitoires et éternels, peut être tenue

successivement pour une confession, une entreprise verbale, une dénonciation et un prêche mystique qui, ainsi séparés, susciteraient sans doute des critiques de tout ordre. On ne juge pas cependant un édifice sur ses briques, et la valeur d'une œuvre n'est autre, en définitive, que sa valeur pour nous : elle nous indigne ou nous enflamme, nous déplaît ou nous intéresse, nous enfonce dans la contemplation ou nous pousse à l'action, bref nous tranforme sans que nous en ayons même conscience. Celle-ci, qui a fait se mouvoir censures, polices et ligues de moralité, ne paraît pas laisser indifférent le monde où elle tombe. A son pouvoir de « dérangement » s'évalue sa première vertu.

Maurice NADEAU.

E.-N. Dzelepy.

LE GRAND TOURNANT ?

I

La note soviétique du 10 mars sur le traité de paix avec l'Allemagne n'a pas seulement surpris tout le monde, elle a aussi jeté le trouble dans les chancelleries occidentales. La première réaction des États-Unis était certes de manifester la plus nette indifférence à son égard et de la considérer comme un geste de propagande. Mais les Américains n'ont pas été suivis par les autres puissances atlantiques, ni par le gouvernement de Bonn. « Nous n'avons pas le droit de négliger les propositions russes », déclarait le chancelier Adenauer, tout en les qualifiant de « progrès certain ». A Londres, le sentiment général traduit par le *Times* était qu'on se trouvait en présence d'une « réelle offre de paix » que les gouvernements occidentaux ne pourraient pas se permettre de repousser. Et M. Eden affirmait devant les Communes que le gouvernement britannique examinait très attentivement la note soviétique. Enfin tel était également, à quelques nuances près, la position prise par le gouvernement français.

Ce fut finalement ce point de vue qui prévalut chez les alliés, les États-Unis ayant donné leur approbation au texte de la réponse des « Trois » établi à Paris, entre MM. Schuman et Eden, avec la participation de l'ambassadeur des États-Unis et du chancelier Adenauer. Et il était assez piquant d'entendre M. Acheson dire à ce propos, au cours de sa conférence de presse du 26 mars : « L'un des principaux buts de cette réponse est d'obtenir des éclaircissements sur les intentions soviétiques en ce qui concerne les mesures et les conditions devant permettre d'organiser, sous contrôle international, des élections dans toute l'Allemagne et l'établissement d'une Allemagne libre et démocratique. » Ce qui voulait dire que les « Trois » avaient retenu en fait les propositions de Moscou.

Tout cela est parfaitement compréhensible. Il serait peut-être exagéré de dire que la note soviétique a renversé la situation. Il n'en est pas moins vrai qu'elle y a introduit un élément nouveau qui semble avoir, quand même, troublé toutes les perspectives.

***

Cependant, il va sans dire, ce sont les réactions allemandes aux propositions russes qui comptent avant tout. Sept ans seulement après la « capitulation sans conditions » de l'Allemagne — on en est si loin — la paix avec elle ne sera pas une paix de vainqueurs, un *Diktat*, mais une paix négociée.

La note soviétique — c'est un fait — a fait réfléchir les Allemands. Pour la première fois, depuis qu'elle a « choisi l'Occident », l'Allemagne fédérale s'est arrêtée à une initiative de Moscou pour s'interroger sur l'attitude à prendre. Et ce fait est d'autant plus extraordinaire que la note soviétique était catégorique sur la question qui domine toute la politique de Bonn à l'égard de Moscou : la question des frontières orientales de l'Allemagne. « Le territoire de l'Allemagne — y lit-on — est délimité par les frontières qui ont été fixées par les décisions de la conférence des grandes puissances à Potsdam. »

Les puissances atlantiques, à vrai dire, dans leur réponse à la note soviétique, parlaient également au nom du gouvernement de Bonn, puisque le chancelier Adenauer avait participé aux consultations des « Trois » à Paris pour l'élaboration de ce document. Il s'est même félicité, à son retour dans la capitale fédérale, d'avoir contribué lui-même à renforcer les réserves occidentales à l'égard des propositions de Moscou. Mais le chancelier n'était pas suivi par tout le monde à Bonn. Et ce qu'on lui reprochait justement, c'était son attitude « négative » aux consultations de Paris. Ce point a été fortement contesté par les commissions parlementaires des Affaires étrangères et de l'Unification. On considérait notamment que tout n'avait pas été fait à Paris pour saisir les chances d'une négociation avec Moscou qu'offraient les propositions soviétiques, et d'où pourrait sortir l'unification de l'Allemagne — et peut-être d'autres choses encore.

La réponse des « Trois » à la note soviétique avait en effet produit un vif mécontentement à Bonn, mécontentement qui s'était manifesté au sein du groupe parlementaire chrétien-démo-

crate, dont plusieurs députés avaient exprimé leur opposition à l'égard de la politique du chancelier — leur chef — lorsque celui-ci, à son retour de Paris, leur exposa le texte de la réponse des « Trois » à la note soviétique.

Le chancelier était en outre critiqué dans les mêmes milieux pour avoir souscrit à la conception des alliés concernant la politique du futur gouvernement allemand; à savoir que l'Allemagne — unifiée — fera de toute façon partie de la communauté occidentale.

Ce point est particulièrement important; il montre que les divergences de vues à Bonn portent sur le fond du problème allemand. Car, en dernière analyse, il s'agit de savoir si l'Allemagne se penchera définitivement vers l'Est ou vers l'Ouest, ou si elle restera « indépendante » — sinon « neutre » — entre les deux blocs adverses.

Les Allemands, c'est-à-dire ceux qui ne partagent pas les vues du chancelier Adenauer et de son entourage, ont été vexés de voir les puissances occidentales s'arroger, dans leur réponse à la note soviétique, le droit de parler au nom du futur gouvernement de l'Allemagne unifiée, et d'avoir voulu fermer les portes à une négociation avec Moscou en faisant dépendre l'unification de l'Allemagne de son « intégration » à la communauté atlantique. Ce faisant, estimait-on, les puissances occidentales ne prétendaient pas seulement imposer d'avance sa politique étrangère au gouvernement de l'Allemagne unifiée, dont on ne peut pas encore prévoir ni la composition ni les tendances politiques, mais aussi de compromettre toutes les chances que pourraient offrir à l'Allemagne, pour son unification, les propositions soviétiques. Et cet argument n'était pas seulement soutenu par les socialistes. C'est un organe catholique, le *General Anzeiger*, qui écrivait à ce sujet :

« Un Allemand ne peut s'empêcher d'être angoissé en lisant le texte de la réponse des puissances occidentales réclamant l'incorporation de l'ensemble de l'Allemagne au système occidental; ce qui réduit à presque rien la marge laissée aux négociations avec la Russie. »

*
* *

Les Allemands semblent spéculer sur un règlement radical de leurs rapports avec Moscou, règlement dont la Russie pourrait faire les frais pour détacher l'Allemagne de l'Occident, allant

peut-être jusqu'à sacrifier les communistes allemands, voire la Pologne. La note soviétique, il est vrai, avait de quoi exciter leur imagination. Moscou n'abandonnait pas seulement le concept d'une Allemagne neutre et totalement désarmée qui était jusqu'à présent à la base de sa politique occidentale; elle allait jusqu'à proclamer : « Tous les anciens membres de l'armée allemande y compris les officiers et les généraux, tous les anciens nazis, à l'exception de ceux qui purgent des peines infligées par les tribunaux pour des crimes précis, auront des droits politiques et civiques égaux à ceux des autres citoyens allemands pour pouvoir participer à la création d'une Allemagne démocratique et pacifique. »

Rien de plus naturel, donc, que la perplexité règne à Bonn depuis la publication de ce document. L'Allemagne est au carrefour. Si jusqu'à présent elle avait fait son choix en s'engageant sur la voie de l' « intégration » à la communauté occidentale, elle pouvait dire que c'était parce qu'elle ne voyait pas d'autre moyen pour atteindre ses buts nationaux à l'Est. Maintenant que les propositions soviétiques lui ouvrent des perspectives nouvelles, la « communauté européenne » pourrait perdre, pour elle, son attrait.

A cet égard, il est assez curieux de constater l'apathie avec laquelle on a accueilli à Bonn — et plus encore à Berlin-Ouest — la prise de position des alliés, dans leur réponse à la note soviétique, concernant les frontières orientales de l'Allemagne. On dirait que les Allemands considéraient tout à coup que cette question ne regarde pas les alliés, qu'elle est plutôt du domaine des rapports germano-soviétiques...

En bref, les raisonnements qui étaient à la base de l'euphorie créée en Allemagne occidentale par la note soviétique du 10 mars, pourraient se résumer ainsi : étant donné que les propositions de Moscou marquent un changement de la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne, ce changement implique une révision de la politique allemande aussi bien à l'égard des puissances occidentales qu'à l'égard de la Russie. Une telle révision ne serait pas seulement tentante pour les Allemands qui raisonnent ainsi, vu les promesses contenues dans la note soviétique; elle s'imposerait aussi pour des raisons négatives mais singulièrement graves. La note soviétique apparaît aux yeux de ces Allemands comme la dernière chance pour l'unification de leur pays, comme une occasion unique pour parvenir à une solution pacifique des problèmes nationaux allemands qui se posent à l'Est. On redoute notamment

que si cette occasion était perdue, si les puissances occidentales — et le gouvernement de Bonn —, par leur attitude négative, rendaient impossible le dialogue entre l'Est et l'Ouest sur l'avenir de l'Allemagne, les Russes pourraient en prendre leur parti pour incorporer définitivement l'Allemagne orientale à leur système politique et stratégique. Et dans ce cas, il ne resterait plus à l'Allemagne, pour retrouver son unité et donner une solution à ses problèmes à l'Est, que la voie de la violence.

***

C'est pour toutes ces raisons que les adversaires du chancelier Adenauer, en premier lieu les socialistes, soutenaient, lors du débat devant le Bundestag, la thèse que le gouvernement allemand ne devait pas précipiter l' « intégration » de l'Allemagne dans le système occidental, un « fait accompli » à l'Ouest pouvant fermer les portes à une négociation avec Moscou. En revanche, le chancelier Adenauer soutenait que les propositions soviétiques ne devaient entraîner aucun ralentissement dans les négociations avec les puissances occidentales.

C'est autour de ces thèses opposées que se déroula le débat sur la note soviétique. Il s'agissait en somme de savoir si, après la démarche de Moscou, le gouvernement fédéral serait autorisé par le Parlement à poursuivre — comme si de rien n'était — sa politique occidentale pour aboutir à la conclusion des accords contractuels : la « paix séparée » avec les alliés. Autant dire si l'unité européenne aurait le pas sur l'unité allemande, ainsi que le prétendaient les alliés dans leur réponse à la note soviétique. Et le Dr Adenauer a remporté une victoire incontestable, le Bundestag ayant ratifié une fois de plus sa politique.

A première vue cette victoire était aussi une victoire des puissances occidentales, puisqu'elle semblait avoir fait échec à l' « offensive diplomatique » de Moscou visant à paralyser les négociations pour l' « intégration » allemande. Cependant on aurait tort de se fier aux apparences.

L'attitude du chancelier Adenauer à l'égard des propositions soviétiques pose tout le « problème allemand ». Il saute aux yeux que cette attitude cache un jeu. Ce « grand Européen » a aussi — comme tous les Allemands — les yeux tournés vers l'Est. Il reconnaît aussi que l'avenir de l'Allemagne est à l'Est, en ce sens

que c 'st la Russie et ses « satellites » qui occupent la moitié du pays. « Par suite de notre situation géographique et de la division de l'Allemagne — disait-il le 25 mars dernier devant l'association de la presse étangère à Bonn — nous sommes plus que tout autre pays intéressés à une véritable entente avec l'Est. »

Comment expliquer donc son attitude négative et hostile à l'égard de l'U.R.S.S.? C'est ici que commence le « mystère » — qui explique peut-être tout.

***

En mettant les choses au mieux, l' « intégration » de l'Allemagne dans la communauté européenne à laquelle le Dr Adenauer semble tenir avant tout, n'est pas une fin en soi mais un *moyen*. Le but, c'est la réunification de l'Allemagne et la « libération » de ses provinces orientales. Sur ce point capital le chancelier a été aussi précis que possible au cours du débat sur la note soviétique du 10 mars. Il s'est en effet déclaré d'accord avec ses critiques, les socialistes, que le but suprême du gouvernement allemand vers lequel doivent tendre tous ses efforts, est l'unification de l'Allemagne.

Si donc le Dr Adenauer a l'air de parler le même langage que les gouvernements alliés en proclamant avec eux la primauté de l' « intégration » de l'Allemagne dans la communauté occidentale, il pense en réalité à tout autre chose : à l'unité allemande que ceux-ci sont prêts à sacrifier à l'unité européenne. Son « occidentalisme » et son attachement à la politique d' « intégration » tiennent plutôt de la tactique sinon du chantage.

S'il veut hâter la conclusion des accords contractuels avec les alliés, c'est parce qu'il spécule sur l'empressement de ceux-ci d'arriver à un résultat afin de prendre à court les Russes. Le moment est en effet le plus favorable pour obtenir d'eux toutes les concessions. Mais en même temps il pense se servir aussi des alliés contre les Russes.

Cela aussi résulte de ses déclarations au cours du débat sur la note soviétique. S'il ne suit pas les socialistes dans leur empressement à « causer » avec Moscou, c'est parce qu'il ne partage pas leur optimisme et leur confiance en la parole russe. Il considère que Moscou n'est pas encore « mûre » pour négocier, que sa « volte-face » n'est que l'effet du succès de la politique d' « intégration ».

Aussi voudrait-il, avant de « causer » avec les Russes, renforcer le plus possible la position de l'Allemagne par son « intégration » dans la communauté occidentale. Ce n'est qu'alors seulement, pense-t-il, que l'Allemagne pourrait obtenir de Moscou des concessions substantielles. « Des négociations avec le Kremlin sur la réunification allemande — disait-il parlant le 30 mars devant des adhérents des syndicats catholiques à Becklinghausen — ne pourront aboutir que lorsque l'Occident sera aussi fort, sinon plus, que les Soviets. »

Le fait même de la poursuite des négociations avec les alliés pour la conclusion des accords contractuels ne signifie donc absolument rien. Ces accords une fois conclus pourraient très bien être le prélude à la vraie négociation avec Moscou. Et l'on verrait peut-être alors ouvrir les portes à ce dialogue entre l'Est et l'Ouest après les avoir crues bien fermées et verrouillées par la signature de ceux-ci. Car c'est alors seulement que le gouvernement de Bonn jugerait le moment venu pour prendre place à la table ronde, en face des Russes, — seul l' « atout » de l'intégration de l'Allemagne étant, à ses yeux, de taille à les contraindre d'abattre l'un après l'autre leurs propres « atouts », jusqu'à leur carte maîtresse : la révision des frontières orientales de l'Allemagne.

***

Mais ce n'est pas tout. Nous avons dit : en mettant les choses au mieux. En effet cette perspective, aussi décevante qu'elle puisse être pour les puissances occidentales, serait encore la meilleure. Car les choses peuvent aussi suivre une autre voie. Et rien ne dit que ce ne soit pas ainsi.

Si vraiment le chancelier Adenauer était sincère, s'il ne pensait qu'à voir l'Allemagne fédérale faire partie de la communauté occidentale sans se soucier des conséquences que cette politique pourrait avoir sur les rapports germano-soviétiques et le règlement pacifique des différends entre les deux pays, alors il faudrait admettre qu'il a en vue *d'autres moyens* pour atteindre l'unification de l'Allemagne, étant donné qu'il s'agit là du but suprême de la politique du gouvernement fédéral. Quels sont ces moyens?

Tout semble indiquer que le chancelier Adenauer et ses conseillers politiques et militaires considèrent d'ores et déjà que la question

de la réunification de l'Allemagne par la voie diplomatique est *dépassée* dans la conjoncture internationale actuelle, marquée par la tension russo-américaine et la politique atlantique des États-Unis.

Si, comme disait M. Adenauer dans une de ses déclarations, la note soviétique du 10 mars présentait un grand attrait pour le peuple allemand — en ce sens qu'elle ouvrait des perspectives à un règlement pacifique des différends germano-russes —, la politique atlantique des États-Unis a surchauffé l'imagination des épigones du pangermanisme qui dominent actuellement la scène politique à Bonn. Ces revenants ont gardé pieusement le rêve éternel de l'impérialisme allemand : le *Drang nach Osten*, et ils doivent penser sans doute que le moment est revenu pour reprendre la « mission » allemande à l'Est.

Dès la publication de la note soviétique, le professeur Hallstein, ministre des Affaires étrangères de Bonn, qui se trouvait alors aux États-Unis, affirmait sans attendre la réponse des « Trois » que les propositions de Moscou étaient « déclinées »[1]. Et le 13 mars il déclarait, au cours d'une conférence de presse à l'université de Georgetown, que le but de l'intégration européenne était la création d'une Europe libre et unie « *jusqu'à l'Oural* ». Or cette déclaration était, plus qu'une « indiscrétion », la révélation de tout un programme politique bien arrêté. La création de l' « Europe libre et unie » comporterait, plus que l'Allemagne réunifiée et « libérée », l'Allemagne de *Mein Kampf* que Hitler avait aussi rêvé de réaliser en se mettant à la tête d'une croisade antisoviétique.

L'Allemagne de Bonn voit déjà grand. Pourquoi s'intéresserait-elle donc aux propositions soviétiques qui, portées au maximum, n'iraient de toute façon pas plus loin que le rétablissement du *statu quo* territorial de 1939? Même la scission définitive ne l'effraye guère. Elle retrouvera automatiquement l'unité allemande — et plus encore — le jour où serait réalisée l'unification de l'Europe « jusqu'à l'Oural ».

1. Il importe d'ajouter que le ministère des Affaires étrangères de Bonn, infesté de nazis, anciens collaborateurs de Ribbentrop (85 %, d'après la radio de Munich; 65 % « seulement », selon le professeur Hallstein), a fait montre d'une célérité analogue. Alors que le chancelier Adenauer discutait encore à Paris avec les « Trois » la réponse à la note soviétique, un porte-parole de ce ministère déclarait que « cette note ne pouvait servir de base de départ à des négociations ».



Vue sous cet angle, la politique d' « intégration » allemande, telle qu'on l'entend à Bonn, apparaît sous son vrai jour. Et l'on comprend l'indifférence et le calme avec lesquels l'Allemagne s'installe dans le climat de tension avec Moscou, lorsque le chancelier Adenauer s'élève, dans ses déclarations du 16 mars devant le congrès des chrétiens-démocrates protestants à Siegen, contre un rapprochement avec l'Est, alors qu'il reconnaît que « l'Allemagne, plus que tout autre pays, est intéressée à une véritable entente avec l'Est ».

Pour les hommes de Bonn — c'est bien clair — ce qu'ils appellent l' « intégration » allemande à la communauté occidentale, n'est en réalité que *l' « intégration » des buts nationaux allemands à la politique atlantique* des puissances occidentales. Autrement dit, il s'agit, pour eux, de faire des revendications allemandes une « affaire européenne » à régler dans l'intérêt de l' « unité de l'Europe ». Et le secret de l'« européanisme » du chancelier Adenauer, est sa conviction que l'Allemagne « intégrée » à la communauté occidentale — qu'elle dominera assurément — serait à même, le moment venu, d'entraîner les puissances atlantiques dans la « guerre libératrice » à l'Est.

S'il se dresse contre la neutralisation de l'Allemagne, c'est parce que celle-ci fermerait la porte à la réalisation des buts nationaux allemands. Et lorsqu'il affirme que seule l' « intégration » de l'Allemagne à l'Europe occidentale permettra sa réunification, et que l'Allemagne fédérale ne saurait se rapprocher que de l'Ouest, c'est à se demander s'il ne pense pas à la future croisade antisoviétique. De même lorsqu'il proclame — dans ses déclarations du 16 mars déjà citées — que le « but essentiel » de sa politique est la sauvegarde de la paix en Europe et dans le monde, l'on ne doit pas perdre de vue qu'il s'agit d'une *paix véritable et durable* — dont parlait déjà Hitler. C'est d'ailleurs le chancelier lui-même qui a souligné le sens de ses paroles en parlant aussi, par la même occasion, de *l'instauration d'un nouvel ordre en Europe orientale*. On ne saurait être plus précis.

Cette franchise, de la part d'un homme qui passera dans l'histoire allemande comme le « Stresemann n° 2 », n'a rien d'étonnant. Le chancelier Adenauer estime sans doute qu'il n'y a plus lieu de

« finasser ». Le seul reproche qu'on ne saurait en tout cas lui faire, c'est d'avoir dissimulé son jeu. C'est lui qui a le mieux défini le sens de sa politique d' « intégration », dans un discours prononcé le 10 juillet 1950 à Essen. *La création d'une Europe politiquement et économiquement forte* — disait-il — *est la seule voie menant au rattachement à l'Allemagne des territoires de l'Est*, qui reste l'un des buts essentiels de nos actions.

Et c'est le service de son propre parti, l'Union chrétienne démocrate, qui a mis en évidence toute la portée du mot d'ordre lancé par le professeur Hallstein aux États-Unis, dans un article intitulé *Jusqu'à l'Oural*, et dans lequel on pouvait lire ceci :

« *C'est un projet dont l'étendue ne laisse plus rien à désirer.* Les *étapes* sur la route qui conduit à ce but sont tout naturellement *l'intégration de l'Europe occidentale*, le rétablissement de l'unité allemande dans la liberté, le regroupement de l'Europe libre et finalement sa fusion avec l'*Europe de l'Est libérée de la tyrannie bolchevique.* »

Naturellement « cette idée ne saurait être réalisée que par des mesures exclusivement (*sic*) pacifiques ». Il n'en reste pas moins que, pour les hommes de Bonn, même l'unité allemande — tout comme l' « intégration » allemande — n'est pas une fin en soi mais une « étape » qui conduit à la « libération » de l'Europe « jusqu'à l'Oural ». Ce qui revient à dire que ce qui, pour les Allemands raisonnables, serait un vrai désastre : la scission définitive de l'Allemagne, pour le chancelier Adenauer et ceux qui le suivent — ou le mènent — n'est que le point de départ de la « grande politique » allemande de l'avenir [1].

II

Dans cet ordre d'idées Moscou, pourrait-on dire, par sa note du 10 mars, aurait rendu un grand service aux alliés atlantiques,

1. Le 18 avril dernier, l'ancien général Remer, qui étouffa dans le sang le complot antihitlérien de juillet 1944, devenu chef du Parti socialiste du Reich (néo-nazi), défendait au cours d'une conférence la politique des chefs de la nation allemande à travers les siècles, jusqu'à Hitler : l'expansion de l'Allemagne vers l'Est.

Le parti du général Remer, on le sait, est interdit par le gouvernement de Bonn. Mais cela n'empêche que son programme politique se rapproche de celui des milieux dirigeants de l'Allemagne fédérale.

en leur permettant de réaliser ce qu'il y a d'absurde et de périlleux — et de vain aussi — dans leur politique misant sur le redressement et la collaboration d'une Allemagne remilitarisée. L'aboutissement « fatal » de cette politique ne pourrait être que la réapparition du « danger allemand » sous l'aspect du pangermanisme le plus outrancier, ou le rapprochement germano-soviétique.

La note soviétique est, à cet égard, un avertissement. Elle est en effet dans la ligne du pacte germano-soviétique d'août 1939 et constitue la première manifestation de la politique exprimée par ce document. Elle montre que le jour où le bloc occidental deviendrait vraiment dangereux pour l'U.R.S.S., Moscou serait prête à le briser — comme en 1939. Et elle aurait certainement les moyens d'attirer l'Allemagne de son côté. Comme en 1939. En dépit de la signature des accords contractuels, cette question reste ouverte.

On n'a pas assez remarqué, pour ce qui est des dispositions des Russes, les déclarations que M. Malik a faites le 19 mars devant la Commission du désarmement de l'O.N.U. En 1939, a dit le délégué soviétique, le gouvernement des Soviets avait signé un pacte de non-agression avec Hitler « dans l'intérêt de la paix ». Et de souligner que l'U.R.S.S. est prête actuellement à conclure un pacte analogue avec « les Hitler d'aujourd'hui ». Ces déclarations de M. Malik donnent, pour ainsi dire, la clé de la note soviétique du 10 mars. Elles révèlent le sens profond de ce document : comme l'amorce d'une négociation avec l'Allemagne occidentale dans l'esprit de celle qui conduisit au pacte de 1939.

On s'est félicité dans certains milieux occidentaux de considérer la démarche de Moscou comme l'effet de la crainte inspirée au Kremlin par le progrès du réarmement occidental, marqué surtout par le succès de la conférence de Lisbonne qui, selon le président Truman, « a été la plus réussie de toutes celles tenues jusqu'ici par les Alliés occidentaux », ceux-ci ayant réalisé en quelques jours les choses auxquelles ils n'avaient cessé de travailler pendant les trois ou quatre dernières années. C'est bien possible; mais ce serait justement là le plus grave pour les alliés. Car le nouveau rapprochement germano-soviétique apparaîtrait ainsi comme la suite logique du succès de la politique atlantique.

On ne doit pas oublier que le pacte germano-soviétique de 1939 avait pris naissance dans le succès de la conférence de Munich, qui semblait aussi avoir « intégré » l'Allemagne hitlérienne dans

la « communauté occidentale » de cette époque organisée par les Anglais. A Munich aussi les puissances occidentales, en premier lieu l'Angleterre, avaient cru avoir atteint ce double objectif : assurer la collaboration de l'Allemagne et fixer définitivement son orientation antisoviétique. Mais ce fut un jeu d'enfant pour Staline de démolir, pour cette raison, l'œuvre de Chamberlain et de tourner Hitler contre ses « alliés » occidentaux.

L'avertissement soviétique serait donc d'une portée considérable, précisément pour ce qu'il y a d'étonnant et de « choquant » dans la note du 10 mars. Ce document montre qu'en dépit de l'« intégration » allemande, la politique du pacte germano-soviétique demeurerait toujours d'actualité. Car même en admettant que le gouvernement fédéral soit sincère dans son orientation « atlantique », et qu'il aille jusqu'au bout de cette politique, les Russes auraient toujours la possibilité d'attirer l'Allemagne de leur côté, le jour où ils se décideraient d'y mettre le prix.

Une politique de surenchère n'y changerait rien. Dans les circonstances actuelles, une course aux concessions serait perdue d'avance pour les Occidentaux. Ils ne pourraient jamais offrir aux Allemands ce que ceux-ci pouraient obtenir des Russes sans coup férir — sauf si les Occidentaux se déclaraient prêts à suivre l'Allemagne « jusqu'à l'Oural ».

Une politique de surenchère ferait seulement le jeu des Allemands. Sans aucun espoir d'atteindre un résultat quelconque, elle forcerait les Russes à payer le gros prix pour gagner le cœur des Allemands. C'est parce qu'on leur a trop donné depuis la fin de la guerre, qu'on assiste à présent aux premières offres russes et le début du marchandage pour le futur rapprochement germano-soviétique. Ce qui revient à dire qu'une politique de surenchère ne serait pas dans l'intérêt des Occidentaux, ni dans l'intérêt de la paix. Une Allemagne qui ne serait pas trop convoitée par les alliés — c'est l'évidence même — profiterait moins des propositions soviétiques; et les risques que celles-ci comportent seraient amoindris si elles n'étaient pas réalisées dans leur plénitude. La politique de chantage du chancelier Adenauer aurait moins de chances de réussir.



Rien que ces faits suffiraient à amener les « Atlantiques » à « repenser » sinon à reviser leur politique allemande et, partant, européenne. Mais il y en a d'autres encore. A s'en tenir aux polémiques suscitées par la note de Moscou, les propositions soviétiques auraient marqué un « changement » radical de l'attitude de l'U.R.S.S. à l'égard de l'Allemagne occidentale, notamment en ce qui concerne la question capitale du réarmement de celle-ci. Or, le propre de la politique soviétique est qu'elle garde son unité rigide et reste fidèle à la « ligne générale » à travers des soubresauts et des « changements » aussi spectaculaires que déroutants pour l'observateur non prévenu. La note du 10 mars n'est pas une exception à la règle. Si on la regarde de près, on s'aperçoit qu'en dépit des apparences elle ne s'écarte guère de la politique suivie jusqu'à présent par Moscou à l'égard de l'Allemagne occidentale.

Quel était l'objectif de cette politique? Empêcher l'Allemagne de redevenir dangereuse. Cet objectif demeure le même; seuls les moyens et la tactique envisagés pour l'atteindre ont changé, car les circonstances ne sont plus les mêmes. Il résulte en effet de la lecture de la note soviétique que les Russes s'intéressent avant tout:

à la liquidation de « toutes les bases militaires étrangères créées sur le territoire allemand »;

à ce que l'Allemagne n'entre « dans aucune coalition » et qu'elle ne conclue « aucune alliance militaire dirigée d'une façon quelconque contre une des puissances dont les armées ont participé à la guerre contre l'Allemagne ».

Ceci étant posé, le réarmement de l'Allemagne que Moscou préconise en même temps apparaît sous un aspect bien différent. Les Russes considèrent sans doute que, dans le rapport des forces actuel entre les deux grands blocs adverses, le « danger allemand » n'existe qu'en fonction de la participation de l'Allemagne à une coalition occidentale, dont elle constituerait la force de choc. Tandis qu'une Allemagne « indépendante », c'est-à-dire isolée, même puissamment armée, ne représenterait pas la même menace.

Il est évident que lorsque les Russes semblent mettre leur confiance en une « Allemagne nouvelle » et parlent, dans leur note

du 10 mars, d'une Allemagne « démocratique » et « pacifique », ou de la participation des anciens nazis à la création de cette Allemagne, ils sont les derniers à y croire. Mais une Allemagne remilitarisée, armée jusqu'aux dents, voire « réhitlerisée », ne les effraye guère, du moment qu'elle est « indépendante », c'est-à-dire isolée. L'expérience a montré qu'on peut traiter avec cette Allemagne — et la battre s'il le faut.

D'ailleurs, comme les Russes ne se payent pas de mots, pour eux, les forces allemandes « intégrées » dans l'armée européenne ou une armée nationale, ce serait toujours la Wehrmacht. Or une armée nationale d'une Allemagne « indépendante » serait beaucoup moins dangereuse, car elle serait surveillée du côté soviétique aussi bien que du côté occidental; tandis qu'une armée allemande « intégrée » dans l'armée européenne n'aurait, pratiquement, pas de limites à son développement, puisqu'elle serait censée être au service de « l'Europe ».

* * *

Ce n'est donc point un paradoxe de constater que la « nouvelle politique » de Moscou à l'égard de l'Allemagne répond aussi aux intérêts des voisins occidentaux de celle-ci, qui sont également hantés par le renouveau du « danger allemand ». Il serait certes préférable si les Russes n'étaient pas allés si loin. Mais l'on ne doit pas oublier qu'ils ont d'abord essayé d'atteindre le même but : la neutralisation du « danger allemand » par la neutralisation de l'Allemagne, en offrant aux puissances occidentales l'unité allemande contre le réarmement allemand et l' « intégration » de la République de Bonn à la communauté atlantique. C'étaient les fameuses propositions Grotewohl que les alliés se mirent d'accord avec le gouvernement fédéral pour repousser. Ce n'est qu'à la suite de ce refus, accompagné d'un dédoublement de l'effort pour l' « intégration » allemande, que Moscou se vit forcée de faire encore un pas en avant.

On aurait cependant tort de croire que les Russes s'engagent légèrement dans leur « nouvelle politique » de « concessions », prêts à tout lâcher pour faire sauter le bloc occidental. En fait, tout en ayant l'air de tourner le dos aux accords de Potsdam, sur lesquels était fondée jusqu'à présent leur politique à l'égard de

l'Allemagne, ils y reviennent en réalité en reprenant la formule du « quadripartisme » qui est à la base de ces documents. C'est le sens même de leur proposition de confier le contrôle des élections allemandes à une commission quadripartite et de rappeler à la vie la conférence des « Quatre ». La *Pravda* l'a souligné en remarquant que « les Quatre puissances n'ont pas le droit de renoncer à leurs fonctions en Allemagne ».

C'est ce même principe que les Russes entendent revaloriser en envisageant la création d'une armée allemande nationale. Faute d'un contrôle des « Quatre » du *désarmement* allemand, dans le cadre des accords de Potsdam, les Russes s'accommodent d'un contrôle des « Quatre » du *réarmement* allemand.

Le parallélisme entre la politique russe du pacte germano-soviétique de 1939 et celle dessinée par la note du 10 mars, apparaît de plus en plus évident. Contrairement à tout ce qu'on a dit et écrit à ce sujet, lorsque Staline tendit la main à Hitler, ce ne fut point pour lui permettre de réaliser son programme de *Mein Kampf*, mais pour l'isoler afin de mieux l'abattre, n'ayant pas réussi, à cause de l'Angleterre, à le rendre inoffensif par la politique de sécurité collective. Le pacte germano-soviétique devait conduire à l'alliance *forcée* — sur les champs de bataille — entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales, cette alliance que les Russes ont toujours voulue et que les Anglais ont toujours refusée et finalement sabotée à la conférence de Moscou de l'été 1939. A ce moment les Russes n'avaient le choix qu'entre la « guerre impérialiste » menée par la coalition germano-occidentale, et la guerre que l'Allemagne mènerait seule contre une coalition russo-occidentale.

De même aujourd'hui, rien n'est plus loin de la pensée des Russes que de favoriser les projets du néo-pangermanisme de Bonn, en préconisant la création d'une armée nationale allemande et le rétablissement d'une Allemagne unifiée qui — Moscou ne l'ignore guère — échapperait à tout contrôle et à toute influence soviétiques. Mais, en mettant les choses au pire, plus l'Allemagne redeviendrait puissante et dangereuse, plus serait fort le sentiment de la communauté d'intérêts et de solidarité entre ses voisins occidentaux et l'U.R.S.S., du moment que ceux-ci ne vivraient pas dans l'illusion d'une Allemagne « intégrée » à la communauté européenne pour la défense de la paix. Car c'est vers l'Union Soviétique que se sentiraient alors *forcées* de tourner les yeux les

anciennes victimes de l'Allemagne, sachant qu'elle est la seule puissance qui ne permettrait pas aux « Hitler d'aujourd'hui » de recommencer le jeu sanglant de 1914 et 1939.

***

Tout se ramène par conséquent à savoir si la nouvelle tactique employée par Moscou pour atteindre le but commun de tous les voisins de l'Allemagne : la neutralisation du « danger allemand », n'est pas plus « réaliste » que la politique des puissances occidentales. Dans leur réponse à la note soviétique du 10 mars, les « Trois » — sous l'instigation, paraît-il, de la France — ont pris position contre la création d'une armée nationale allemande, parce que cela entraînerait « un retour en arrière » et risquerait d'empêcher « l'avènement en Europe d'une ère nouvelle dans laquelle les relations internationales seraient fondées sur la coopération et non sur les rivalités ou la méfiance ».

Les « Trois » se référaient notamment aux plans français « conçus pour assurer la participation de l'Allemagne à une communauté européenne de caractère purement défensif, destinée à sauvegarder la liberté, à empêcher toute agression et à prévenir la renaissance du militarisme ». Et de reprocher aux propositions soviétiques concernant l'armée allemande d'être « incompatibles avec la réalisation de ces desseins ».

Or tout porte plutôt à penser que ce sont les plans français qui se trouvent dépassés par les événements — surtout après les résultats de la conférence de Lisbonne. Les alliés, tout d'abord, ne semblent guère rassurés quant aux développements et aux conséquences éventuelles de leur politique d' « intégration ». Ce qui caractérise les relations entre ceux-ci et l'Allemagne « intégrée », c'est précisément la méfiance. Elle est à la base même des plans français. Comme s'ils devinaient les arrière-pensées des hommes de Bonn, les alliés essayent — vainement d'ailleurs — d'entourer leurs accords avec l'Allemagne fédérale de toutes les garanties possibles et imaginables.

En vérité, si les plans français n'avancent pas aussi rapidement qu'on l'aurait voulu, c'est parce que, du côté français, on ne se sent pas assez « couvert » contre leur réalisation... Avant de s'engager à fond dans l'armée européenne, et malgré toutes les précautions prises par les auteurs du plan Pleven, la France vou-

drait avoir des « garanties » sérieuses des États-Unis et de l'Angleterre contre une défection éventuelle de l'Allemagne, le jour où celle-ci aurait suffisamment de forces dans l'armée européenne pour en faire une nouvelle Wehrmacht.

Ce drame se reflète dans la réponse des « Trois » à la note soviétique du 10 mars, où ils avouent que la participation de l'Allemagne à la communauté européenne est, entre autres, « destinée à prévenir la renaissance du militarisme » — bien entendu du militarisme allemand, quoique le texte soit d'une étrange discrétion sur ce point...

De même, alors que les « Trois », dans leur réponse à la note soviétique du 10 mars, prétendent que les plans français sont « conçus pour assurer la participation de l'Allemagne à une communauté européenne de caractère purement défensif destinée (...) à empêcher toute agression », tout dans leurs actes prouve qu'ils sont les premiers à craindre les effets de cette politique, — comme s'ils reconnaissaient que la participation de l'Allemagne à leur communauté risque de les entraîner dans une voie aventureuse, étant donnés les vrais mobiles de la politique d' « intégration » allemande telle qu'on l'entend à Bonn et qu'ils n'ignorent guère.

Il est un fait que si les voisins occidentaux de l'Allemagne, en particulier la France, s'opposent avec tant de fermeté à l'entrée de celle-ci au N.A.T.O., c'est parce qu'ils craignent de voir l'Allemagne se servir de l'organisme atlantique pour atteindre ses buts nationaux à l'Est, c'est-à-dire pour entraîner les puissances occidentales dans sa politique revendicative à l'égard de l'U.R.S.S., politique au bout de laquelle il ne peut y avoir que la guerre. C'est ce que veulent dire les alliés lorsqu'ils reconnaissent que le caractère défensif du N.A.T.O. s'en trouverait automatiquement transformé en offensif par la participation allemande, l'objectif final de la politique de Bonn étant la « libération » des provinces de l'Est.

Sur ce point donc — encore un paradoxe — les alliés rejoignent les Russes, puisqu'ils semblent reconnaître comme ceux-ci que l'Allemagne commence à devenir vraiment dangereuse pour la paix à partir de son « intégration » à la communauté européenne...

Si, néanmoins, les alliés considèrent que l' « intégration » allemande ouvre une « ère nouvelle », c'est parce qu'ils estiment — autre paradoxe — que l'exclusion de l'Allemagne du N.A.T.O. constitue un antidote efficace contre les dangers de la politique d' « intégration ». Or cet optimisme n'est plus de mise depuis la

conférence de Lisbonne. L'Allemagne participe d'ores et déjà *de facto* au N.A.T.O.

Dans le discours que M. Acheson a prononcé le 7 mars à la radio, à son retour de Lisbonne, il soulignait ainsi le sens de la conférence du pacte de l'Atlantique : « La décision de Lisbonne a été l'approbation de la création d'une communauté européenne de défense, qui sera étroitement liée avec le N.A.T.O. » Et d'expliquer que c'est par cette liaison que « l'Allemagne occidentale sera associée de près avec la totalité du système de défense de l'Europe occidentale ». D'autre part le chancelier Adenauer parlant le 3 février dernier au Parlement de Bonn, au cours d'un débat sur la remilitarisation de l'Allemagne, affirmait : « *En aucun cas nous ne soumettrons de jeunes Allemands à l'autorité d'une institution sur laquelle nous n'aurions aucune influence.* »

Ainsi l' « intégration » de l'Allemagne au système atlantique, loin de servir la cause de la paix — ce qui serait le but que se proposent les alliés —, ne servirait en réalité que l'Allemagne. Celle-ci ne serait plus seule dans sa lutte pour la « libération » de ses provinces perdues, voire pour son expansion à l'Est; elle disposerait des alliés. Et ceux-ci, en dépit de leurs bonnes intentions, risqueraient de se trouver pris dans l'engrenage de sa querelle avec la Russie; par exemple, par le biais de la sécurité allemande qui les engagerait à intervenir en force. Car la sécurité allemande pourrait facilement se trouver aussi « en danger » à la suite d'une provocation allemande.

***

Est-il nécessaire, pour conclure, de pousser plus loin l'analyse des faits, tels qu'ils apparaissent à la lumière des propositions soviétiques? Si vraiment les puissances occidentales voulaient les examiner, ainsi qu'il est dit dans leur réponse à la note de Moscou du 10 mars, « avec le plus grand soin », l'on devrait assister aujourd'hui aux premiers mouvements d'un grand tournant de la politique européenne.

Les propositions soviétiques posent en effet, pour les puissances occidentales, la question de savoir s'il n'est pas possible d'envisager une solution du problème allemand qui ne soit pas celle qui, jusqu'à présent, fait l'objet principal de la politique atlantique. La remarque est du *Times* de Londres.

Les propositions soviétiques ont renversé les données mêmes de cette politique. Comme l'a fait justement remarquer Claude Bourdet dans *l'Observateur*, si on voulait réarmer l'Allemagne, c'était pour empêcher la création d'un « vide » au cœur de l'Europe. Ce « vide », estimait-on, serait une tentation pour Moscou; et le fait que les Russes étaient contre le réarmement allemand semblait trahir leurs intentions « agressives » et justifier la politique alliée d' « intégration » de l'Allemagne.

Que reste-t-il de tout cela après les propositions soviétiques? Celles-ci montrent que les Russes tiennent si peu au « vide » allemand, qu'ils acceptent volontiers le réarmement de l'Allemagne — à condition qu'elle ne fasse pas partie d'une coalition occidentale. Et ce qu'on reproche maintenant à Moscou, c'est de vouloir faire une Allemagne trop puissante.

Les Américains — qui veulent bloquer toute négociation avec Moscou et incorporer à tout prix l'Allemagne réarmée dans leur système antisoviétique — prétendent voir clair dans le jeu du Kremlin qui consisterait, selon eux, à ouvrir le débat sur l'Allemagne pour justifier les mesures qu'il se propose de prendre afin d'incorporer définitivement l'Allemagne orientale dans le système politique et stratégique soviétique. C'est pourquoi Washington serait bien décidée à ne pas suivre les Russes et à pousser, au contraire, à la signature rapide des accords contractuels avec Bonn. D'autant plus qu'une autre thèse officielle, qui prévaut aux États-Unis, est que les propositions soviétiques sont la meilleure preuve de l'efficacité de la politique atlantique et de l'organisation militaire de l'Europe occidentale.

La contradiction entre ces deux thèses est flagrante, à tel point qu'elle trahit de la part des Américains une ferme volonté de refus absolu. Si les Russes cherchaient un prétexte pour incorporer définitivement l'Allemagne orientale dans leur système, alors ils devraient rester insensibles aux « réalisations » de l'organisation atlantique. Et s'ils prenaient réellement au sérieux ces « succès », alors il faudrait admettre la sincérité de leurs propositions, quoiqu'inspirées par la crainte de l'Occident.

Dans les deux cas, le refus pur et simple de l'offre de Moscou mettrait les « Atlantiques » dans une situation désavantageuse, puisqu'ils porteraient toute la responsabilité de la scission définitive de l'Allemagne et feraient le jeu de Moscou. Sous ce rapport, la seconde note soviétique, celle du 9 avril, a la portée d'un nouvel

avertissement à l'adresse des puissances occidentales : qu'au bout de leur politique d' « intégration » il pourrait y avoir la scission définitive de l'Allemagne. Ce document se termine ainsi : « *C'est précisément à ce moment que se décide la question de savoir si l'Allemagne sera rétablie en tant qu'État uni*, indépendant et pacifique entrant dans la famille des peuples pacifiques de l'Europe, *ou si la division de l'Allemagne et la menace de guerre en Europe qui en découle continueront à subsister.* »

Mais les puissances occidentales porteraient une responsabilité plus lourde encore si elles laissaient échapper une occasion — peut-être unique — d'essayer de résoudre pacifiquement le problème allemand [1]. Car, comme l'a dit encore le *Times*, les propositions soviétiques pourraient bien être la « dernière chance » à saisir avant la division de l'Allemagne et tout ce qu'implique cette division.

Au point où en sont les choses aujourd'hui, sans une révision de la politique allemande des puissances occidentales, celles-ci n'auraient le choix qu'entre de nouvelles déceptions et de nouvelles catastrophes : être les dupes des hommes de Bonn, comme elles furent les dupes de Hitler en 1939, ou devenir l'instrument et les auxiliaires de l'Allemagne du chancelier Adenauer pour la « libération » des provinces de l'Est et pour la réalisation des rêves les plus insensés du néo-pangermanisme.

E.-N. DZELEPY.

1. D'après les frères Alsop *(New York Herald Tribune)*, certains dirigeants politiques américains — une minorité, mais qui comprend plusieurs des personnalités les plus judicieuses du gouvernement — estiment que si les puissances occidentales repoussaient la réunion de la conférence des « Quatre » proposée par la note soviétique du 10 mars, elles se trouveraient placées dans la position d'adversaires de la paix, avec de terribles conséquences sur l'opinion publique mondiale.

LE RAPPORT FECHTELER N'A RIEN « RÉVÉLÉ »...

« Tout cela n'est pas une nouveauté. »
La dernière heure (Bruxelles).

« ... il est incontestable que l'information publiée par *Le Monde* correspond tellement à la réalité et à la véritable situation en Méditerranée et en Europe... »
Arriba (Madrid).

I

POLITIQUE OFFENSIVE

L'Amérique ne croit qu'a la force...

« Les États-Unis placent maintenant leur confiance en la force plutôt qu'en la diplomatie dans les affaires concernant la Russie... »

Le président Truman. (Déclaration à la presse, 20-9-1951.)

Les buts et les méthodes

« Aucune personne, ni aucune nation ne doit se méprendre sur nos buts ou nos méthodes. Notre but est la paix dans la liberté et la justice. Notre méthode est de créer les *situations de force* qui sont essentielles pour atteindre notre but. »

Dean Acheson. (Déclaration à la presse, 26-9-1951.)

La force, pour « frapper » l'U.R.S.S.

« La stratégie des U.S.A. doit consister à frapper l'U.R.S.S. en ses points faibles : ses longues lignes de communications et ses installations de production. »

Louis Johnson. (A l'époque secrétaire à la Défense, le 5 novembre 1949, à Indianapolis.)

Du « containment » au « roll back »

« La politique du gouvernement des États-Unis n'est pas seulement de contenir les Russes où ils sont, mais de *les ramener d'où ils viennent...* »

James Reston. (*New York Times*, 9-12-1951.)

Pour une « épreuve de force »

« On chuchote, et même on dit à haute voix (en Amérique), qu'il faut en venir à une épreuve de force et lancer un ultimatum à ceux qui fomentent des guerres locales et qui s'opposent à nos efforts sincères pour des négociations pacifiques... »

Le général Omar Bradley. (Au cours de sa déposition devant la commission sénatoriale d'enquête sur l'« affaire Mac Arthur », 16-4-1951.)

Un programme dangereux

Bridges (*sénateur*). — Notre programme actuel pour l'Europe ne menace-t-il pas dix fois plus de déclencher une guerre mondiale que ne le ferait, par exemple, le bombardement des bases en Chine?

Marshall (*a l'époque secrétaire à la Défense*). — Je suis d'accord avec vous sur les risques que nous avons acceptés en Europe occidentale.

(Extrait des comptes rendus de la séance du 8 mai 1951 de la commission sénatoriale d'enquête sur l' « affaire Mac Arthur ».)

La guerre « inévitable »...

« Il y a très peu d'espoir d'éviter une guerre entre les États-Unis et la Russie. »

Le représentant George Mac Mahon, président de la commission des crédits militaires, à la Chambre des représentants, 9-8-1951.

* * *

« La guerre entre les États-Unis et la Russie est imminente... »

Le général Grow, ancien attaché militaire américain à Moscou. (D'après son journal.)

... ET LA VICTOIRE CERTAINE

« Je suis convaincu que les États-Unis sont dès à présent capables de battre l'Union Soviétique. »

Louis Johnson. (Au cours de sa déposition devant la commission sénatoriale d'enquête sur l' « affaire Mac Arthur », 15-6-1951.)

L'U.R.S.S. N'EST PAS PRÊTE...

« La Russie n'est pas prête à jouer le tout pour le tout; et Staline ne déclenchera pas une guerre avant de jouir d'une supériorité suffisante pour faire de l'issue une certitude. »

Dean Acheson (parlant le 17 mars 1951 devant les nouveaux membres de la Chambre des représentants).

*
* *

« L'économie soviétique n'est pas actuellement capable de soutenir une guerre ouverte avec les États-Unis. »

Howard Gray, conseiller économique du président Truman. (Dans un rapport publié par l'Association de politique étrangère des États-Unis.)

LA « POSSIBILITÉ » ...FATALE

« Les trois principaux sujets de crainte sont à l'heure actuelle : l'expansionnisme de la Russie soviétique, le réarmement de l'Allemagne et *la possibilité que les Etats-Unis deviennent une puissance agressive au fur et à mesure qu'ils deviennent plus forts.* »

Arthur Sulzberger, directeur du *New York Times.* (Parlant le 13 décembre 1951 devant l'Association américaine des sociétés d'assurance-vie.)

LE MOT JUSTE

« *Je ne dirais pas que ce sera une guerre défensive.* »

L'amiral Fechteler. (*United States News and World Report*, 5-10-1951.)

II

LA DÉFENSE IMPOSSIBLE

« Qui trop embrasse... »

Wiley (*sénateur*). — Les États-Unis n'ont-ils pas tort de donner à leurs alliés l'impression qu'ils sont capables de défendre plus de territoires qu'ils ne sont réellement en état de le faire?

Le Général Bradley. — Il est peut-être vrai qu'en ce moment nous avons plus d'engagements diplomatiques que nous ne pouvons en exécuter militairement.

(Extrait des comptes rendus de la séance du 24 mai 1951 de la commission sénatoriale d'enquête sur l' «affaire Mac Arthur ».)

Qui défendra l'Europe?

« Les nations de l'alliance atlantique ne sont pas actuellement en mesure de stopper une agression de la Russie soviétique. »

Le général Bradley. (Devant la commission sénatoriale d'enquête sur l' « affaire Mac Arthur », 24-5-1951.)

* * *

Lodge (*sénateur*). — Pensez-vous que nous soyons en mesure de donner à nos alliés l'assurance qu'ils n'auront pas à souffrir de l'occupation et à subir des destructions?

Acheson. — Pas avec les forces dont nous disposons aujourd'hui.

(Extrait des comptes rendus de la séance du 7 juin 1951 de la commission sénatoriale d'enquête sur l' « affaire Mac Arthur ».)

* * *

« Les nations de l'Europe occidentale n'ont pas actuellement les forces nécessaires pour repousser une attaque soviétique résolue. »

Le général Gruenther. (Dans une déclaration à l'Associated Press, 21 avril 1952.)

Les « armées de parade »...

« Ce serait un désastre si les perspectives optimistes mises en umière par ce rapport apaisaient les inquiétudes ou créaient une

fausse impression de sécurité. Il n'y a pas encore de réelle sécurité en Europe; elle n'en est encore qu'à ses débuts. Cependant, dans tous les domaines, notre sécurité va croissant. Mais les *armées de parade* ne peuvent suffire à faire face à l'immense danger qui nous menace. (...) Actuellement, nos troupes ne sont pas à même d'offrir une résistance prolongée à l'Est de la barrière du Rhin... »

Rapport du général Eisenhower au groupe permanent de l'O.T.A.N., le 2 avril 1952.

III

STRATÉGIE « PÉRIPHÉRIQUE »

Dès janvier 1948...

« Les forces aériennes des U.S.A. doivent maintenant suivre leurs forces navales dans l'importante région méditerranéenne. Il faut que là-bas, l'aviation donne son aide aux navires et aux troupes des U.S.A. Une nouvelle base aérienne nous est assurée en Libye, et il y en aura d'autres sans doute. En partant de ces bases, les bombardiers pourront attaquer les villes et les centres industriels russes. »

United States News and World Report, 30-1-1948.

Le « réduit breton »

« Si nous n'avons que peu de troupes (en Europe), je ne cesserai de trembler pour leur sécurité, au cas où la situation se gâterait. Mais si vous envoyez une armée, d'une douzaine de divisions par exemple, alors, à moins qu'il ne se produise quelque chose d'extraordinaire que je ne puisse prévoir, il n'y a pas d'armée soviétique au monde qui pourrait anéantir nos troupes avant que nous ayons le temps de faire quelque chose pour les défendre, *soit les évacuer, soit les transporter dans un endroit où elles seront en sécurité. Par exemple nous pourrions très bien faire replier nos troupes jusque dans la presqu'île de Bretagne*, où nos soldats seraient protégés par nos forces navales et aériennes, et où les Russes ne pourraient les atteindre. »

Le général Eisenhower. (Au cours de sa déposition faite à la fin du mois de février 1951 devant les commissions des affaires étrangères et des forces armées du sénat américain.)

LE CENTRE, EXCENTRIQUE, DE LA COMMUNAUTÉ ATLANTIQUE

« ... Le seul moyen pratique et sage d'accroître la puissance militaire de la communauté atlantique serait de la développer en partant de son centre puissant et sûr — qui se trouve en Afrique du Nord — pour l'étendre ensuite aux points périphériques, plus faibles et plus exposés, des frontières de l'orbite soviétique. »

Walter Lippmann. (*Le Figaro*, 21-12-1951.)

CONCLUSION : LIBÉRATION APRÈS DÉVASTATION...

« Il y a plutôt lieu de craindre que l'édification de la première ligne (de défense) ne commence par delà la Manche et la Méditerranée (...) Mais il semble paradoxal que l'on débute par l'établissement d'une chaîne de bases aériennes extra-européennes (...) Faudrait-il donc penser que l'on organise le combat en retraite et le départ de l'offensive de libération avant de préparer les positions défensives continentales? »

Le Monde, du 14 mars 1951. (Dépêche de son correspondant à Washington, Maurice Ferro, à propos des déclarations d'Eisenhower sur le « réduit breton ».)

***

« Si un conflit devait éclater, le sort immédiat de la France et de l'Europe occidentale se jouerait au cours d'une série d'actions violentes, rapides, dont la durée n'excéderait peut-être pas quelques jours. Ce serait aux forces françaises et aux quelques forces alliées stationnées en ce moment en Allemagne occidentale que reviendrait le redoutable honneur de recevoir le premier choc... Si en quelques jours ces forces se trouvaient disloquées et détruites... la libération viendrait bien plus tard, mais quel genre de libération, pour quelle sorte de libérés et sur quels décombres? »

Le général Kœnig. (A l'Assemblée Nationale, 19-6-52.)

E.-N. D.

Antonina Vallentin.

NOTES SUR LES EXPOSITIONS

Les expositions — historiques surtout — ont parfois quelque chose d'un herbier, si elles ne restent pas des inventaires passionnants pour des spécialistes. Mais il y a aussi — rarement — des expositions qui sont des révélations de la vie, — la vie la plus intime —, de l'histoire; révélations des rapports étranges, des filiations imprévues, d'un devenir mystérieux.

L'Exposition des Trésors de l'Art du moyen âge en Italie est peut-être — on a envie de dire sûrement — la plus importante qu'il nous ait été donné de voir à Paris. Évidemment, les trésors exposés sont connus des spécialistes, les voyageurs — consciencieux — les ont vus, en partie au moins, dans les églises et les musées italiens. Mais beaucoup parmi ces trésors sont relégués dans l'ombre, — celle, à la lettre, des autels, des voûtes ou des sacristies, et celle que jette sur eux l'éclat de l'art qui leur succède, la lumière crue de la Renaissance qui inonde l'Italie. Au Petit Palais ils sont isolés, décortiqués, sonores pour ainsi dire de toutes les résonances qui sont autour d'eux, révélateurs des racines qui plongent dans un passé incertain, des prolongements qui les relient. Certains chefs-d'œuvre prennent toute la valeur de leur vie propre, d'autres sont comme des empreintes profondes dans la terre meuble, faites par le passage du temps, sont maillons d'une chaîne.

Nous surprenons — le mot est exact — l'art italien à ses débuts, au moment où la chétienté asservit à ses fins la sculpture antique, déjà croulant dans la déchéance; où elle essaye de subtiliser aux dieux mythologiques, expression des forces de la nature, les saints nouveaux, symboles, difficiles à incarner, du spirituel. Nous surprenons cet art dans son compromis initial où n'arrivant pas, de par cette difficulté même, à créer un type nouveau de l'humain glorifié, il se contente de raconter ce qui est arrivé et qui vit encore inédulcoré dans l'imagination populaire, où il substitue le relief à la sculpture. La transition est visible dans ces sarcophages

romains dont le plus ancien, du Bon Pasteur, date du IIIe siècle. Mais l'emprise antique persiste jusqu'au Ve siècle et au delà. Elle est là, au Petit Palais, avec ce relief d'Hercule et le cerf, s'attachant probablement à une œuvre grecque beaucoup plus ancienne, avec son extraordinaire ordonnance de l'espace et des plans, un langage clair qui réduit les premières manifestations de l'art paléochrétien à des balbutiements. Elle est là aussi dans cette mosaïque romaine du IVe siècle avec la gigantesque tête d'athlète, l'athlète de tous les temps, le cou informe, le front bas, l'homme force brute.

La bifurcation de l'art, cette bifurcation qui a lieu au Ve siècle, devient visible, tangible, quand l'art débouche d'un côté dans le calme hiératique byzantin et s'égare de l'autre dans l'art barbare, nourri des influences et des traditions qui traînaient dans l'air ou surgissaient du sol.

De cet art byzantin et de ces débuts du VIe siècle, on trouve le buste qu'on se plaît à appeler : « Buste de l'impératrice Théodora », des sarcophages, quelques magnifiques échantillons des mosaïques de Ravenne, dont on voit tellement mieux que dans les reproductions couchées sur le ciment la finesse technique et la richesse ornementale. Un hasard, de réparation semble-t-il, nous a permis de voir des fragments de très près, comme on ne peut pas les voir sur place, et de s'émerveiller, par exemple, de certains tons étincelants, un jaune dont un jour héritera la féerie de Venise. Byzantin aussi cet extraordinaire morceau de décor ajouré, chef-d'œuvre d'ornementation savante, où un paon remplit tout entier le triangle allongé, les arabesques orchestrées jusqu'au moindre détail, comme l'aigrette avec laquelle elles semblent se confondre. Dans cette science ornementale, dans le traitement des chapiteaux avec leurs motifs empruntés au monde végétal ou animal, survit la maîtrise arabe, qui se perfectionnait dans son cercle de vision réduit, en s'interdisant la reproduction de l'humain.

D'un beau travail artisanal, héritage de Byzance, sont les grandes portes en bronze, œuvre de Oderisio da Benavente qui nous viennent de Troja. Dans le sud de l'Italie, ce sont souvent les maîtres byzantins de la fonte du bronze qui ont initié eux-mêmes leurs confrères italiens à leur art. Mais dans le sillon de Frédéric II les courants stylistiques tourbillonnent avec plus de force, l'orient fusionne avec l'occident, un retour aux modèles antiques se mêle aux aspirations d'un gothique naissant pour aboutir, par exemple, au XIIIe siècle, aux sculptures du dôme de Ravello, à l'étrange portrait présumé de Sigulgaita de Rufolo, œuvre de Nicolo di Bartolommeo da Foggia.

Le carrefour d'influences qu'était l'Italie est visible au Petit

Palais comme si on y avait installé une rose des vents. En suivant la bifurcation vers l'art barbare, on trouve un fantastique saint Georges, au masque grimaçant, qu'on pourrait prendre pour un masque japonais.

Avec le triomphe de l'architecture romane au XIIe siècle, avec un nouveau sens de l'espace et une nouvelle optique de l'homme, renaît le relief en pleine bosse, suivi de très près par la sculpture en pierre qui reprend de plus en plus son autonomie. De Modène viennent plusieurs échantillons : les plus anciens de la sculpture romane qui prend ses impulsions dans le nord plus évolué, — école du sculpteur de la façade de Modène, de la cathédrale de Ferrare et de San Zeno de Verone, qu'on nomme tour à tour, selon l'origine qu'on lui attribue, Wiligelmos ou Guilelmus. De Modène encore, les trois métopes, énigmes par leur technique évoluée si supérieure au niveau général, énigmes aussi quant à leur sujet. Quel est le sens de cette grande main brandissant un rouleau, qui se dresse, main seule, derrière la femme nue accroupie? Que signifient ces deux femmes ramassées comme pour un bond, et dont une est représentée la tête en bas? Est-ce une de ces intrusions du réel dont l'art roman était coutumier, un exercice de saltimbanques, une parabole ou un symbole difficile à déchiffrer?

Au fur et à mesure que la sculpture romane évolue, elle sort aussi de l'anonymat. Nos maîtres maçons qui l'influencent, comme c'est le cas pour le dôme de Parme, restent souvent encore inconnus, mais on suit déjà la ligne qui s'inscrit dans l'œuvre de Benedetto Antelami jusqu'aux statues des saisons, avec son émouvant Printemps.

On a coutume de reporter à plus tard, de mettre ailleurs le grand accent de la rupture avec Byzance dont, avec l'œuvre de Giotto, s'enorgueillit l'Italie. L'exposition du Petit Palais confirme certaines révisions récemment ébauchées. La rupture, qui n'en est peut-être pas une mais plutôt un retour vers la source d'inspiration commune, un apparentement à l'art antique anticipant sur la résurrection à venir, se dessine dans des œuvres antérieures à Giotto, comme l'imposante architrave qui nous vient de Lucques, l'Entrée du Christ à Jérusalem, de Biduino, sculpture du portail des églises San Salvadore et San Giovanni.

A côté des indications, des confirmations essentielles, et parfois des surprises, l'exposition du Petit Palais, avec son voisinage resserré, apporte certaines lumières vagabondes. Si un style local, l'interpénétration de deux styles, par exemple du toscan et du lombard, aboutit, entre autres, à ces deux colonnes, l'une à spirales et l'autre à décor végétal et animal, qui viennent aussi de

Lucques et donnent l'idée de ce qui a été au XIIIe siècle la richesse polychrome d'une église.

La persistance d'une typologie locale s'affirme à titre de curiosité, on dirait qu'il y a une filiation directe du maître de Ferrare, qui sculptait au XIIIe siècle les statues des mois, au réalisme d'un Francesco Cossa quand, environ deux siècles plus tard, il peint le même sujet.

On a souvent appelé l'œuvre de Niccolo Pisano une Renaissance avant la lettre, très vite engloutie parce qu'elle a été prématurée. Si son père vint vraiment des Pouilles à Pise, c'est lui qui aurait apporté cette ambiance du retour à l'antiquité dont Frédéric II s'était fait le promoteur. Dans son célèbre baptistère de Pise, Niccolo, avec cette désinvolture d'un temps qui prenait son bien où il le trouvait, a pillé, pour ainsi dire, les sarcophages romains, les vases grecs, les urnes étrusques, transformé Phèdre avec sa nourrice en Vierge et Sainte Anne. Mais les emprunts ne sont pour lui que matériaux d'une création nouvelle. Sa conception n'a rien de commun avec l'esprit de la Renaissance, on dirait même que plus les emprunts classiques sont formels, plus il s'en éloigne. Son buste de Moïse, qui est un des pivots de l'exposition, révèle la puissance de cet initiateur d'une grande école. L'énorme tête s'incline comme accablée par des responsabilités trop grandes, les paupières retombent comme sur des yeux fatigués, la bouche se tord en un rictus douloureux. Une comparaison avec le Moïse de Michel-Ange révèle tout ce qu'il y a, dans l'art de Pisano, d'expression de l'humain à la place de sa glorification. S'il y a de la renaissance dans ce prophète douloureux, c'est une renaissance vaincue, telle qu'elle l'a été par le géant même qui l'a portée sur ses épaules, et si son Moïse est loin de celui de Michel Ange, il est peut-être très près de sa Pieta Rondanini où tout un siècle se meurt.

De l'école de Pisano l'exposition fait le tour. Probablement l'œuvre de son disciple Lapo, ce plus bizarre des anges qui porte de grandes ailes, à la tête de prélat bien nourri et vêtu de vêtements sacerdotaux. D'un autre de ses disciples Arnolfo di Cambio, ces figures étendues, venant du Musée de Pérouse, au grand rythme épuré, et qui sont, non pas formellement, mais dans leur équilibre foncier, véritables héritières de l'art classique. D'Arnolfo di Cambio, également, ces fragments de fontaine avec la vieille femme assoiffée, où le volume se développe dans le recul, avec un sens de l'espace si proche du nôtre, qu'il donne à la sculpture une étrange note moderne.

Si ce qu'on appelle la renaissance de Niccolo Pisano a été si vite vaincue, elle l'a été par son propre fils dont l'œuvre est l'antithèse de celle de son père, le tout resserré dans l'espace de quelques

dizaines d'années. Ce drame créateur au sein d'une famille, qui a quelque chose d'un corps à corps entre ce qui est encore l'art roman et le gothique naissant, n'a d'analogie historique que dans le heurt entre la renaissance et le baroque. En fait, le gothique de Giovanni Pisano est plus près du baroque que du style dont il a été le promoteur et le représentant principal en Italie. S'il désavoue la forme interprétée, s'il se veut reflet de la nature, ce n'est pas une irruption du réel qui a lieu, avec tout ce que comporte le hasard du vu ou du quotidien, la réalité est chez lui tourmente et laideur, elle est passion exaspérée comme dans ce Christ polychrome qui, en un sursaut de révolte, semble se détacher de la croix, une croix qui est encore arbre. De Giovanni Pisano également, la sculpture mutilée de Pise, qui provient du dôme, et cette étrange danseuse en pierre attaquée par la maladie qui lui donne son air spectral. Parmi ses élèves, figure Tino de Camaino, avec ses figures mutilées des conseillers du monument de Henri VII, prognathes comme des rois d'Espagne, et l'étrange Charité qui annonce la future sculpture toscane.

La peinture pâtit de la comparaison avec les œuvres sculpturales de l'exposition, les bas-reliefs, les paliottos d'argent, comme cette étrange pièce venant des Abruzzes avec les scènes de la vie du Christ où, par exemple, le Malin tentateur sur la montagne prend l'allure d'un Méphisto d'opéra.

Probablement les tableaux pâtiront-ils encore plus quand l'exposition sera achevée. Je la vois encore à l'état de chantier, mais déjà architraves et colonnes sont érigées, les lourds reliefs encastrés dans les murs, avec cet art consommé de l'ordonnance que possède André Chamson et qu'on appellerait volontiers un exceptionnel don de mise en scène. Mais il manque encore les ivoires, les manuscrits précieux, les tissus, les verres peints, l'orfèvrerie, trésors dans le sens étroit du mot, et il serait peut-être opportun d'y revenir quand l'exposition sera ouverte au public.

L'éclipse de la peinture est due surtout à l'absence des grandes œuvres du temps, bien que l'unique Giotto qui vient d'Italie soit complété par deux autres provenant de Chaalis. Elle est due aussi au choix fait en Italie, comme par exemple de la prédelle de Simone Martini où le fond d'or masque ce qu'il y a dans la facture de ferme et d'évolué. Elle est due enfin, en partie, à l'inaccoutumance du spectateur à des couleurs claires, souvent comme passées, propres aux fresques du temps et auxquelles se conforment les tableaux d'autels. Il y a cependant plusieurs œuvres des frères Lorenzetti, dont, de Pietro, la Vierge du dôme de Cortone et la célèbre Madone sur le trône de Sienne. D'Ambrogio, les Offices ont envoyé deux des œuvres de sa meilleure époque tardive, les épisodes de la vie

de saint Nicolas de Bari. Il y a aussi les prédelles, ces œuvres mineures où l'art italien, même celui de la Renaissance, se rattrape des exigences d'une présentation solennelle, d'une composition imposée, de l'iconographie rituelle, les prédelles où l'indépendance d'un peintre s'affirme à son aise, où sa fantaisie se donne libre cours, et qui sont les œuvres les plus révélatrices de lui-même, un peu comme des annotations personnelles en marge d'une œuvre littéraire. Dans les deux délicieuses prédelles d'Ambrogio Lorenzetti, s'égrène le rêve d'une ville au bord de la mer, de la Jérusalem céleste, d'un château au bord d'un lac ; il s'égrène avec sa pâle transparence de vitrail, — derrière, le jour commence à peine à se lever.



Une autre exposition importante s'est ouverte au Musée d'Art Moderne, comme « Œuvre du XXe siècle ». Elle est loin d'être cela. Son importance réside dans le fait qu'elle montre des œuvres, pour la plupart françaises, qu'on n'a peut-être pas vues, qu'on ne voit plus, car elles proviennent de collections privées, principalement américaines, ou des musées des États-Unis. Plusieurs de nos peintres sont particulièrement bien représentés : huit tableaux de Picasso qui s'échelonnent depuis sa période bleue (l'extraordinaire « repasseuse » avec son ordonnance précise, ce rectangle des épaules qui présage ses futurs tableaux construits, et les cavernes d'ombre à la place des yeux d'où tout le bleu semble couler sur le corps), à travers le monumental personnage debout et le portrait de Wilhelm Uhde, où tout ce qu'il y a comme angles de cubes entrechoqués se noie dans les tons tendres et nacrés, jusqu'à la femme pleurant de 1937.

Bon choix de Braque aussi, avec le *Dessus de cheminée*, qui vient d'une collection privée de Chicago; des œuvres très représentatives de Léger, dont *les Fumeurs*, du Musée Guggenheim d'art abstrait de New-York.

On peut faire le tour des contes de fée du douanier Rousseau avec plusieurs grands tableaux venant de Suisse et d'Amérique, dont *Le Rêve* de New-York. Un excellent choix de Juan Gris, dont l'admirable *Nature morte* avec ses teintes d'émail, malheureusement écrasée par le voisinage des masses puissantes de Léger. De leur voisinage pâtissent aussi un Dufy et un Soutine, aux teintes fauves, très proches et pourtant pas identiques, qui se suppriment réciproquement.

Des œuvres des autres écoles, quelques rares exemples seulement : un merveilleux paysage, *Courmayeur* de Kokoschka, avec

son sens de la construction recouvert, semble-t-il, par la finesse de coloris. Quelques Paul Klee dont certains paraissent presque timides comparés à tout ce qui vient après eux. Un grand Max Beckmann du Musée de Modern Art de New-York, si dur dans ses teintes bleues que la violence du dessin s'en trouve démentie, qu'elle paraît arbitraire. Une déception aussi : deux tableaux de Georges Gresz, avec leurs couleurs hurlantes qui s'apparentent à celles des étoffes bon marché, et qui prouvent que sa force réside uniquement dans le dessin.

L'importance des grandes manifestations artistiques dont ce mois de mai est si fécond ne permet que quelques indications sommaires sur les autres expositions. Au Palais de Chaillot a lieu celle de l'art folklorique yougoslave, véritable science de l'ornementation populaire dans les travaux de bois et surtout d'argent ciselé, tels ces hauts de costumes populaires du Montenegro, une sorte de demi-cuirasse dont les motifs se réclament de Byzance.

A la galerie Bignon une exposition d'aquarelles et de dessins d'Adolphe Milich, dont on connaît surtout l'œuvre peinte. Dans leur absence, on est tenté de trouver dans les aquarelles le meilleur de lui-même : une maîtrise technique rarement égalée, un sens de l'essentiel qui s'affirme aussi bien dans les paysages suisses que dans les récentes vues d'Israël. Mais il y a surtout cette magie de lumière, une lumière comme lavée ne faisant plus qu'un avec la technique employée cependant avec une économie qui pourrait sembler calculée sans sa grande sensibilité, qui fait d'une vue, comme par exemple celle du lac de Lugano, un coin de rêve.

Antonina VALLENTIN.

Livres

LA VIE DE GEORGE SAND

Quelques admirateurs fidèles mis à part, George Sand était plutôt malmenée par l'histoire littéraire. Sa jeunesse prêtait à sourire, à moins qu'elle ne révoltât. On passait de la brune amante qui, au chevet de Musset délirant, étreignait Pagello, à la goule qui devait, un peu plus tard, aspirer les dernières forces de Chopin. Toutefois la bonne dame de Nohant désarmait les malveillances : elle avait racheté George Sand. Comment ce gros papillon était-il un beau jour éclos de la petite chenille dévergondée, nul ne songeait à se le demander, tant il est vrai que le succès et la bonne humeur dans la vieillesse font tout pardonner, même aux femmes.

Et voici que soudain l'histoire de George Sand enchante le public. L'étude de Jeanne Galzy, parue en 1950, qui s'appuyait surtout sur les œuvres de George Sand [1], donnait très bien cette impression de la continuité, voire de la quotidienneté d'une vie à travers le discontinu, l'étrangeté des événements et des passions, qui est ce que nous attendons, d'ordinaire, du roman. Le livre d'André Maurois [2], qui cite abondamment d'importants inédits de la collection Spoelberch de Lovenjoul et de diverses collections privées, restitue avec éclat le romantisme à la fois intérieur et pittoresque de cette existence. A. Maurois a en outre le mérite de soulever la question de la nature amoureuse de George Sand. Cette question, George Sand la pose elle-même dans une page de *Lélia* (citée par Maurois), remarquable analyse de l'insatisfaction d'une femme, ardente pourtant. Mais quand *Lélia* parut, son auteur n'avait pas 29 ans; elle allait rencontrer Musset, on peut dire que sa vie amoureuse avait à peine commencé. Pourquoi A. Maurois estime-t-il que le seul Michel de Bourges lui donnerait plus tard le plaisir qu'elle cherchait désespérément et très consciemment à l'époque de *Lélia?* Le texte fameux du journal intime (que cite également Maurois) écrit pendant la longue période de rupture avec Musset semble bien indiquer que Michel de Bourges n'avait désormais rien d'essentiel à lui révéler :

« Mon petit corps souple et chaud, vous ne vous étendrez plus sur moi comme Élisée sur l'enfant mort pour le ranimer!... J'embrasserai maintenant, dans mes nuits ardentes, le tronc des sapins et les rochers dans les

1. J. Galzy : *George Sand* (Julliard éd.).
2. A. Maurois : *Lélia ou la vie de George Sand* (Hachette éd.).

forêts, en criant votre nom, et, quand j'aurai rêvé le plaisir, je tomberai évanouie sur la terre humide. »

Le probable est que George Sand connut assez tard la plénitude du plaisir physique et ne dut jamais y atteindre très aisément. L'intensité de sa vie imaginative, la lutte qu'elle eut à soutenir contre la plupart de ses amants, entretenaient en elle une séparation entre la vie affective et la vie sensuelle; séparation qu'elle n'aurait pu surmonter que par un effort très grand de lucidité et par un certain détachement dont elle semble bien avoir été incapable. Ce qui lui manque le plus c'est cette ironie romantique que Musset a parfois entrevue et qui sauve le romantisme allemand. Elle demeure empêtrée dans une conception de la nature et du rôle de la femme incompatible avec la vie qu'elle mène et qu'elle eut, par ailleurs, le courage de mener et de vouloir envers et contre tout. Tout en elle repousse l'autorité, pourtant elle cherche un maître, elle s'imagine qu'il lui en faut un. Elle rêve d'un homme qui serait le dépositaire de sa vie et, naturellement, se cabre devant la réalité; elle est donc nécessairement divisée dans l'étreinte :

« Si j'avais pu me soumettre à un homme, je serais sauvée, car la liberté me ronge et me tue [1]. » Elle ne croit pas qu'il est dans la destinée d'un être qui vit puissamment d'être précisément « rongé » par la liberté (tuée, elle ne le fut pas).

Et c'est la liberté même qui donne à sa vie le romanesque qui lui est propre. Liberté rarement atteinte : auprès d'elle, tous les autres romantiques apparaissent très vite engagés sur une voie unique de bonheur ou de malheur. Elle, à travers les obligations sociales et les soucis matériels, toujours talonnée par la sujétion de l'argent, ne cesse de faire ce qui lui passe par la tête. Elle se débarrasse d'un mari, garde ses enfants, gagne sa vie et la leur, entretient des précepteurs, vient en aide aux autres, sans jamais renoncer à l'attrait d'un beau voyage passionné, à l'installation d'un nouveau domicile ou à la réception d'hôtes nouveaux, plus tard aux représentations de son théâtre de marionnettes. Parmi ces jeux, ces tribulations, ces orages, les séjours à Nohant, les retours dans la vieille maison assurent la conservation du passé, entretiennent une permanence poétique et une nostalgie de toutes les époques révolues, que J. Galzy et A. Maurois ont bien marquée.

Pourquoi, dans ces conditions, A. Maurois reprend-il à son compte à propos de George Sand les mots dont elle usait pour Marie Dorval : « Une vie pleine de misères et d'égarements »? Rien ne convient moins à un être qui sut toujours rebondir hors de la douleur et toujours se retrouver. Recherches, erreurs, souffrances, échecs inhérents à toute vie qui risque gros à chaque nouvelle épreuve, sans doute, mais « misères et égarements » ressortent d'un tout autre registre.

On regrette, à cet égard, que, prenant l'apaisement du corps pour une sagesse supérieure, et, pliant peut-être sous le poids redoutable de la considération dont fut entourée sa vieillesse, celle qui s'écriait :

« J'ai l'orgueil de me trouver humiliée quand on mesure ma destinée

1. Cité par Maurois p. 176.

à la même aune que leurs femmes honnêtes. Qu'ils me connaissent peu! Ils veulent absolument que j'aie une réputation [1] »

en vienne plus tard à déclarer :

« Après les deux premiers choix, je n'avais plus le droit d'imposer l'amitié. Il faut de l'autorité morale pour cela... Pour une femme c'est une infériorité de se déféminiser. Si j'avais à recommencer ma vie, je serais chaste [2]. » Mais même alors ce sont des erreurs qu'elle pense dénombrer ainsi, plutôt que des égarements, erreurs qui la laissent d'ailleurs dubitative :

« La vieille femme, eh bien, oui, c'est une autre femme, un autre *moi* qui commence et dont je n'ai pas encore à me plaindre. Cette femme-là est ignorante de mes erreurs passées. Elle les ignore parce qu'elle ne saurait plus les comprendre [3]. »

Qu'il s'agisse du livre de J. Galzy ou de celui de Maurois, la présentation biographique donne aux textes cités un relief et un accent saisissants. Ainsi amalgamées, l'œuvre et la vie forment un tout romanesque. Certes, il reste beaucoup de déchet dans la plupart des œuvres romantiques, mais nulle part autant que dans celle de George Sand. L'abondance naturelle, une incroyable absence de sévérité d'artiste sont la tare de cette œuvre. Quand on lit ces extraits de lettres ou de romans, d'un mouvement si emporté, si juste aussi, pris dans le tissu d'une existence, on ne peut s'empêcher de déplorer que George Sand n'ait pas procédé elle-même au minimum de dépouillement qui s'imposait et qui ne devait pas être très difficile.

Colette AUDRY.

Ces notes sur deux biographies seraient incomplètes si nous ne citions le livre qu'Édouard Dolléans vient de faire paraître aux *Éditions ouvrières*, collection *Masses et militants*, sous le titre : *Féminisme et mouvement ouvrier. George Sand.* La vie politique de George Sand y est replacée à la fois dans le mouvement de revendications féminines de la première moitié du XIXe siècle et dans le milieu artisanal encore à demi paysan de l'époque. Fraternités de compagnons, traditions du tour de France, œuvres de poètes ouvriers, cette figure, ces espoirs d'un humanisme travailleur dureront jusqu'à la première guerre mondiale.

On y voit que George Sand ne fut jamais une tête politique (mais Lamartine ? mais Victor Hugo?). On y voit aussi que seule de tous les écrivains romantiques elle fut en contact direct, personnel et durable avec la classe laborieuse.

1. *Lettre à Emile Regnault*, cité par Maurois.
2. Juliette Adam : *Mes sentiments et mes Idées avant* 1870, cité par Maurois.
3. *Isidora*, cité par Maurois.



Esprit du syndicalisme, par *Michel Collinet* (Les Éditions Ouvrières).

« Si la poussière de syndicats complique matériellement l'effort de reconstruction, elle n'est rien à côté de la poussière intellectuelle qui recouvre les cerveaux » (p. 17). Faut-il avouer que cette déclaration faite, au début du livre, pour inspirer confiance ne manque pas à la fin d'alarmer. Quels que soient le mérite de l'entreprise, l'intérêt de la documentation présentée, la poussière n'est que remuée. Michel Collinet décrit justement la bureaucratisation historique du syndicalisme et, comme s'il n'avait rien dit là-dessus, conclut avec l'appel de Pelloutier au syndicat libre. Il accable les communistes de ses sarcasmes et leur impute la responsabilité de l'échec du mouvement syndical français, mais reconnaît que cet échec s'est partout produit où il n'y avait pas de parti communiste (pp. 207, 216). Il présente l'ouvrier moderne type, l'O.S., comme dépourvu de conscience de classe mais signale partout sa sensibilité à la politique et sa combativité révolutionnaire. L'essentiel est qu'il ne croit pas en la capacité du prolétariat de s'affranchir de l'exploitation ni à la valeur de sa lutte politique : le révolutionnaire est *messianique*, l'entreprise communiste, stalinienne ou non, *dictatoriale*. Le lecteur devra reconnaître que ce point de vue n'engendre guère la clarté.

Le syndicalisme a changé d'esprit en changeant de forme. Libéral au début du siècle, il est devenu dirigiste après la première guerre; minoritaire, il a pris un caractère de masse à partir de 1936 (p. 14). L'auteur décrit soigneusement la transformation du syndicat de métier en syndicat d'industrie, la fonctionnarisation de l'appareil, les conflits des professionnels riches d'une longue tradition de lutte et des manœuvres nouveaux venus plus facilement soumis aux nouvelles formes d'exploitation, l'avènement de l'organisation massive, étroitement subordonnée au pouvoir d'État, que nous avons connue en 1936 et en 1945. Cette évolution répond à celle des formes de la lutte patronale et plus profondément au bouleversement de la structure économique et sociale. Toutefois celui-ci est insuffisamment indiqué : Collinet note brièvement que le syndicalisme libéral correspond à la phase du capitalisme concurrentiel, le dirigiste à la phase monopoliste (p. 142), mais l'essentiel, selon lui, consiste dans l'extension des tâches de l'État que la guerre a provoquée. Il eût été plus intéressant d'insister sur le phénomène fondamental de la concentration du capital, dont la guerre ne marque qu'un épisode, et de révéler ainsi le caractère inéluctable de l'évolution syndicaliste. Il serait alors apparu qu'à l'échelle de la production les syndicats sont contraints, quelles que soient leurs tendances idéologiques, s'ils veulent subsister comme *organisation permanente* du prolétariat, de se conduire comme gérants de la force de travail exploitée. Trotski écrivait en ce sens en 1940 dans un important article : « Il y a un aspect commun dans le développement ou plutôt dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier :

c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'État. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'État n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine mais résulte des *conditions sociales communes à tous les syndicats.* »(Nous soulignons.) Cette estimation n'empêche pas d'étudier concrètement le processus de bureaucratisation, de décrire la mentalité du fonctionnaire ouvrier qui découvre au sein même de la classe une évasion hors d'elle, comme le fait Collinet, mais elle ruine toute tentative de restauration du syndicalisme et remet à sa vraie place la condamnation des communistes qui n'ont pas joué un rôle très différent, en fait, de celui des socio-démocrates anglais ou des bureaucrates américains.

Le refus de mettre en évidence cette tendance inhérente à la société impérialiste, de fusion des syndicats et du pouvoir d'État, est lié chez l'auteur à une nostalgie à peine dissimulée de l'époque du métier. L'ouvrier moderne est *l'homme outil*, le robot, l'élément anonyme de la masse qui suscite la propagande des dictatures. On admet qu'une certaine « dévalorisation du travail humain » se soit produite avec l'extension du machinisme et la rationalisation extrême de l'exploitation. Mais comment ne pas discuter (au moins) des autres aspects possibles de ces phénomènes? La mécanisation, par la solidarité absolue des éléments de la production qu'elle instaurait, par l'interchangeabilité des tâches qu'elle permettait, a unifié la condition ouvrière et a fourni au prolétariat une perception totale du processus de production encore jamais atteinte. A la dévalorisation du travail correspond celle de l'exploitation. Si la rationalisation dépouille l'ouvrier de son talent elle lui offre la possibilité d'une reconstruction totalement planifiée de l'économie, affranchie de la limitation imposée au capitalisme par ses objectifs d'exploitation. A cet égard la critique que fait Collinet de la résolution de l'Internationale syndicale rouge de 1926 est superficielle et nous jugeons profonde au contraire l'analyse que contient ce passage cité par lui (pp. 58-59) : « En ce qui concerne la masse, la grande majorité de la classe ouvrière est certainement poussée par la rationalisation vers un nivellement, un rapprochement, une composition plus homogène... Ce phénomène a pour résultat une fluctuation des travailleurs se faisant avec une rapidité jadis inconnue, ainsi que la suppression des frontières interprofessionnelles d'autrefois... L'ouvrier que la rationalisation transforme en un rouage du complexe mécanisme de production sent bien plus sa dépendance vis-à-vis de la collectivité, sa liaison avec elle, qu'il ne les sentait autrefois. » Collinet ridiculise cette déclaration comme il ridiculise celles de Lénine en les réduisant à de grossières mystifications couvrant la volonté de dominer une masse malléable, docile à la politique communiste. Son raisonnement est faible : parce qu'il juge utopique l'abolition de l'exploitation, il qualifie de mystificatrice toute lutte qui se la donne pour fin. Dans cette perspective il s'épargne la peine, par exemple, de réfuter les thèses de Lénine sur l'aristocratie ouvrière et sa tendance réformiste; il rejette les termes marxistes du débat. On peut le faire, mais il faudrait alors montrer que le prolétariat n'est pas révolutionnaire et que le souci politique lui est étranger. Or le livre de Collinet nous prouve précisément le contraire. *L'ouvrier outil* apparaît comme

l'auteur des grandes grèves de 1920, l'ennemi combatif du fascisme en 1934, l'artisan des occupations d'usines en juin 1936, celui enfin qui en 1945 s'est efforcé à plusieurs reprises d'imposer sa gestion dans l'entreprise. Il est la proie du communisme, dit-on; mais, outre que l'objection est creuse si l'on n'explique pas par ailleurs pourquoi le communisme a dans les masses une telle résonance, elle est démentie par les faits. « Tout cela s'est fait sans plan d'action concerté », lisons-nous (p. 74) à propos des événements de 1936, et partiellement contre la volonté du P.C. engagé dans sa politique de collaboration avec les classes moyennes. De même la direction communiste désavoue les tentatives de gestion en 1945 (p. 136). Les nouveaux venus du prolétariat dépourvus de personnalité, c'est l'auteur qui nous les présente comme des grévistes intransigeants; rebelles à l'organisation syndicale ils s'improvisent pourtant des dirigeants expérimentés dans la grève (on n'insistera jamais assez sur ce phénomène éminemment caractéristique de l'histoire ouvrière). Collinet ajoute, il est vrai, que les « capacités explosives » de la classe n'ont pas de lendemain. Aurait-il raison qu'il devrait au moins reconnaître la *tendance* révolutionnaire du prolétariat, la conscience sociale qu'elle manifeste, et en rendre compte. A l'en croire la politique est une *passion* du prolétariat, l'organisation syndicale son action vraie. Mais une passion si tenace, qui ne se consume pas dans la violence pure, dans la lutte aveugle contre l'adversaire, qui suppose une discipline (l'organisation d'une grève), une connaissance de la production (la gestion), une expérience dans le temps (un progrès dans les formes de lutte révolutionnaire), ne peut être négligée pour cette seule raison qu'elle demeure sans succès. Parce qu'elle vise un objectif essentiel — l'abolition de l'exploitation — la lutte politique des ouvriers ne peut qu'échouer absolument si elle ne réussit pas. On ne peut, sans mauvaise foi, en tirer la conclusion qu'elle est illusoire. N'est-ce pas enfin un des caractères les plus curieux de ce livre si *anti-politique* de montrer et de souligner la dépendance du progrès syndical à l'égard de la lutte révolutionnaire ? « Il est clair qu'en France le syndicalisme de masse ne se cosntruit pas comme en Allemagne ou en Angleterre par une extension continue de l'influence syndicale mais par des explosions brusques qui puisent leur énergie dans une situation économique et politique exceptionnelle » (p. 136). Pour l'auteur il s'agit sans doute d'un trait négatif du mouvement ouvrier français; nous y découvrons plutôt le signe de son tempérament révolutionnaire. Au lieu de s'installer avec le syndicalisme dans la perspective de l'exploitation, il ne le rejoint qu'en prenant conscience de sa lutte contre le Pouvoir.

Claude Lefort.

Spectacles

DIALOGUE SUR « NUCLÉA »

Bernard DORT. — Ce qui m'inquiète, dans *Nucléa*, c'est moins ses qualités proprement littéraires ou théâtrales ou leur défaut que son rapport au public. Rapport qui m'apparaît comme nul. *Nucléa* est une pièce sans public. Littéralement, elle ne s'adresse à personne — ni au public des manifestations d'avant-garde, ni au public populaire.

Roger STÉPHANE. — Vous faites, je crois, une erreur matérielle. Les gens qui n'aiment pas *Nucléa*, ce sont les gens que nous connaissons : ceux des premières et des générales. Le public spécifique du T.N.P., lui, y applaudit. A preuve, le soir de la générale, l'enthousiasme manifesté par les invités ouvriers et, depuis, l'augmentation constante des recettes.

B.D. — Mettez plutôt ceci sur le compte de l'étonnement.

R.S. — Sans doute, mais cet étonnement est déjà quelque chose de positif.

B.D. — Pour un temps seulement... Il a tôt fait de se changer en irritation.

R.S. — Ou en émotion, selon le spectateur.

B.D. — Mais quelle émotion? Comment se sentir concerné, touché par *Nucléa?*

R.S. — Vous parlez comme Thierry Maulnier. Moi, la guerre et l'amour me semblent des sujets importants et qui me touchent.

B.D. — En tant que sujets, certes — mais nous parlons de *Nucléa* et là nous les voyons du dehors. Nous ne pouvons y participer. La première partie, celle de la guerre, requiert sans doute notre adhésion — mais c'est par le moyen d'artifices de mise en scène. Nous ne nous assimilons pas à un seul moment à Tellur — par raccrocs, seulement, notre émotivité est mise en branle : comment résister aux hurlements des sirènes... Dans la seconde partie, notre éloignement par rapport à la scène s'aggrave. Les alexandrins nous opposent une paroi de verre dépoli. D'où cette impression, à la fin, que les héros parlent pour rien. Pour qu'un tel spectacle, fondé sur des thèmes aussi simples et sur une aussi totale absence d'action, nous captive, c'est la forme de l'oratorio que Pichette et M. Jarre auraient dû adopter. Et la mise en scène de Gérard Philipe aurait pu, alors, ne reculer devant aucun effet. Je songe, par exemple, aux oratorios de Claudel et d'Honegger ou Milhaud.

R.S. — Avouez cependant que la 1re partie témoigne d'une ahurissante ingéniosité, d'une extrême richesse de mise en scène. Le texte s'en trouve gonflé et agissant à l'extrême. Le spectateur est *saisi* par les artifices. De la seconde partie, en alexandrins, pour vous faire plaisir, je veux bien que le texte perde à la représentation — mais, et je m'excuse de cette compa-

raison qui n'en est pas une, Racine aussi perd à la représentation. Je ne crois pas que Philipe aurait pu la rendre plus spectaculaire.

B.S. — Laissons Racine de côté si vous le voulez bien. Parlons plutôt de Corneille qui hante si visiblement Pichette. L'ennui, c'est que Pichette en oublie tout ce qui fait ses tragédies — s'en tenant aux moments d'extase et de pure tautologie verbale où elles culminent. Pichette réduit Corneille aux stances.

R.D. — Je vois en Pichette une double volonté de dépouillement et de violence. Certes, la représentation d'une passion ne se limite pas à la représentation au paroxysme de cette passion. Du moins Pichette ne nous livre-t-il de ses personnages que l'essentiel.

B.D. — Qu'entendez-vous par là?

R.S. — Un monsieur qui est amoureux a aussi envie de s'acheter des cigarettes. Cela, le théâtre français nous le montre toujours. D'où les temps morts des pièces classiques. Pour Pichette, un monsieur est amoureux, rien qu'amoureux. Il refuse de lui laisser acheter des cigarettes.

B.D. — Refuser ces « temps morts », n'est-ce pas du même coup refuser le théâtre? Et ne nous proposer que des personnages figés dans leur passion — substituer à une pièce une série d'images d'Epinal?

R.S. — Pichette ne nomme pas *Nucléa* une pièce. Il s'agit plutôt d'un poème dramatique. Et je ne suis pas mécontent d'y découvrir un drame d'amour sans couchage, une évocation de la guerre sans discussion idéologique.

B.D. — En nommant *Nucléa* un poème dramatique, vous posez la question de sa qualité verbale. Un poème dramatique, d'ailleurs, n'exclut pas une action dramatique — qui, elle, est absente de *Nucléa*. Qu'il s'agisse de qualité verbale ou d'action je trouve *Les épiphanies* infiniment supérieures à *Nucléa*. Ici, l'invention verbale, par instants étourdissante, des *Epiphanies* s'est stabilisée; le drame d'individuel s'est voulu collectif, mais Pichette n'a su passer d'un plan à l'autre.

R.S. — Je n'ai pas vu *Les épiphanies*. Parlons donc un peu de la qualité de langage de *Nucléa*. Je sais que vous avez aimé le poème qui clôt l'interlude.

B.D. — Il n'était pas en alexandrins, remarquez — et je l'ai aimé comme j'aime certains poèmes des pièces de Lorca.

R.S. — Et alors? Et ces vers de Tellur à Yllen :

le silence entre nous est un long entretien
Yllen, l'amour est grave, et je suis ton ami.

celui-ci encore, de l'aveugle :

Je suis morte aux objets que la clarté vous montre.

B.D. — Oui, mais ne les trouvez-vous pas beaux? Tout ceci ne vous rappelle-t-il pas étrangement la littérature préclassique précieuse?

R.S. — Pichette vous le dirait lui-même :

Jamais le même amour, toujours les mots semblables.

B.D. — Le spectateur (ou le lecteur) est devant *Nucléa* comme devant un pastiche — pastiche de Racan, de Rotrou et de Valéry à la fois.

R.S. — Il ne s'agit là que d'une forme visible de notre héritage intel-

lectuel. Pichette revendique le XVIIe — mais cela est chez lui beaucoup moins gênant que chez certains autres, Francis Jammes par exemple.

B.D. — Pichette en est-il aussi conscient que vous le dites? Son pastiche reste confus — et en quelque sorte uniforme. Un poème dramatique doit être à plusieurs voix. Je distingue mal divers tons ici. Les personnages parlent tous la même langue ampoulée.

R.S. — Et que faites-vous de Gladior?

B.D. — Soit pour ses tirades de la première partie. Au reste, l'éblouissante interprétation de Vilar n'y est pas pour rien, qui fait saillir son personnage de l'uniformité, du ronronnement des autres.

R.S. — Vous ne confondrez tout de même pas ceci — de Tellur :

Ma pensée a ton corps et le jour ton regard

avec ceci, de passionné

Epouvantristement, elle pompait mon cœur...

ou

Ses yeux luminosaient ainsi que des vampires.

B.D. — L'ironie est lourde; et d'ailleurs, je ne vois pas ici de différence aussi sensible que vous le prétendez. Le pastiche n'en est jamais absent — une fois, Pichette cherche à le déguiser, une autre fois, il l'avoue très haut, trop haut. A qui attribuez-vous ce vers.

Et vous, Euros, Auster, Bora, Fohn et Zéphir,
Ventez...,
démodé déjà chez Ronsard, et celui-ci
L'amour que j'aime aimer aimera que j'adore.

Tellur est-il seulement amoureux — ou, aussi, gorgé de (mauvais) manuels de littérature?

R.S. — Si je défends Pichette, je ne défends pas chacun de ses vers — ni chacune de ses intentions — c'est sa tentative que je défends : son importance, et les dons qu'il a mis au service de cette tentative.

B.D. — Je déplore justement que ces dons, évidents, il les ait hasardés si mal. Et que cette tentative loin de rapprocher la scène et le public les éloigne, dresse entre eux l'écran de quatre siècles de littérature.

R.S. — Tenons-nous en aux résultats matériels. Les deux spectacles du T.N.P. qui ont le moins bien « marché » sont *L'avare* et *Mère Courage* (cela ne prouve d'ailleurs rien ni contre *L'avare*, ni contre *Mère Courage*). *Nucléa*, au contraire, tient le coup — et ce n'est que le Tout-Paris qui s'est ingénié à faire des mots dessus.

B.D. — Peut-être a-t-elle ainsi bénéficié d'une publicité négative. La critique, écrite ou parlée, vous le savez, joue dans les deux sens. Et quatre représentations en un mois, ce n'est pas une preuve.

R.S. — Vous nous rejetez dos à dos. Si *Nucléa* avait été un four, vous en auriez conclu à une rupture entre Pichette et le public — ce n'en est pas un, peu importe, vous en tirez la même conclusion. Mettons tout au plus qu'elle déconcerte un public *systématiquement* habitué aux pièces de Jean de Letraz ou de Roger-Ferdinand. Pour la première fois, Pichette fait entendre à la scène le ton neuf de la jeune poésie. L'essentiel est là.

B.D. — Ce ton, dans le *Monsieur Bob'le* de Schéhadé, me semblait

infiniment plus convaincant. Passant des *Epiphanies* à *Nucléa*, Pichette illustre plutôt les contradictions du poète moderne, maudit par vocation et s'épuisant assez vainement à se faire entendre. Le pastiche, alors, ne saurait être une solution. Poète ou dramaturge : le dilemme reste posé.

R.S. — Le dévoiler n'est pas le moindre mérite de *Nucléa*.



Les Chaises, pièce d'*E. Ionesco*, au théâtre du Nouveau Lancry.

Un très vieux couple rêve la vie qu'il aurait pu avoir ou plutôt rêve ce qui en serait le signe et le couronnement : la reconnaissance par les autres. De cette reconnaissance, il se donne le spectacle dérisoire en imaginant recevoir — mais seules les chaises sont là — les nombreux invités venus écouter le message à l'élaboration duquel le mari s'efforce de croire qu'il aurait pu consacrer son existence. Seulement on ne s'illusionne pas si facilement. Il faut beaucoup d'énergie pour aller jusqu'au bout d'un rêve éveillé, pour soutenir, d'une frénésie trop douloureuse pour rester inconsciente, la farce qu'on se joue à soi-même. Il n'est pas si aisé d'avoir des hallucinations, de croire à ce qu'on dit, bref : d'être fou. Le repos de la mort est plus accessible que l'abri de la folie. C'est pourquoi les deux vieux, parvenus au point où la mauvaise foi devient insoutenable tout en restant indispensable si l'on ne veut pas que tout s'effondre, n'ont d'autre issue que le suicide. On peut en effet rêver qu'on a un message à formuler, on ne peut rêver qu'on le formule effectivement : on peut rêver la possession d'une pensée, on ne rêve pas une pensée, ou bien la pensée n'est qu'un rêve, c'est-à-dire rien. Aussi, quand l' « orateur » à gages vient enfin lire le fameux message, n'entendons-nous que des aboiements. Le vieux n'avait rien à dire.

Ce pourrait être simplement une pièce comique et triste : on rirait de cette volonté absurde de compenser une vie si terne que son contraire ne peut être que rêvé sous sa forme la plus pauvre, et en même temps on comprendrait la fréquente vérité de cette attitude. Mais, sarcastique ou inquiet, le spectateur, qui verrait dans *Les Chaises* uniquement un sujet de théâtre et y chercherait une observation réaliste du vide de certaines existences, serait par là même assuré de la plénitude des autres vies qui n'auraient pas besoin d'aussi dérisoires compensations. D'ailleurs la pièce devrait lui paraître ratée, trop décousue, invraisemblable et elle l'est en effet de ce point de vue. Mais cette critique ne peut atteindre Ionesco, car son propos est moins complaisant. C'est justement cette assurance qui lui paraît douteuse et que sa pièce met en question. Il ne cherche pas à intéresser le spectateur à une action dramatique, il ne lui raconte rien. Le seul progrès dramatique que comporte *Les Chaises* réside dans la tension croissante, l'effort obstiné des deux vieux pour réaliser leur hallucination et peu importe alors les répétitions et l'incohérence des moyens qu'ils mettent en œuvre. D'autre part, Ionesco ne s'adresse pas aux spectateurs

comme à de purs témoins innocents, il veut les mettre en cause — hic et nunc, dans cette salle, ce soir, — les forcer à ne pas s'oublier. Il ne leur demande donc pas de s'identifier à des personnages définis, de vivre un drame représenté, identification et participation qui ne sont possibles que par l'oubli de soi. Ils doivent au contraire sentir qu'en réalité ils jouent en eux-mêmes tous les jours la pièce à laquelle ils assistent, qu'ils font pour ainsi dire partie de la distribution. Les chaises sont vides sur la scène : simple apparence. Nous y sommes assis, parfaitement muets et stupides comme nous le sommes effectivement dans la salle. C'est à nous que s'adressaient les deux vieux — ils symbolisent autrui avec sa soif de reconnaissance gratuite —, mais c'est après leur disparition que la pièce se noue et se dénoue en un instant. Leurs invocations à « Madame », au « Colonel », à « l'Empereur », qui sont si visiblement aux fauteuils d'orchestre, ne servent qu'à préparer la scène finale : un auteur, n'importe quel auteur, vient aboyer on ne sait quoi à la face des spectateurs, de n'importe quel spectateur. On comprend alors pourquoi Ionesco n'a pas cherché à favoriser l'illusion théâtrale [1] : comme échoue l'illusion des deux vieux, doit échouer aussi la représentation afin de nous renvoyer finalement à la réalité, c'est-à-dire pour Ionesco aux rapports négatifs entre les êtres. Nous ne nous comprenons pas en fait, nous ne nous comprendrons donc pas au théâtre. Mais comme le théâtre est le lieu privilégié de l'illusion, — les spectateurs s'identifient aux personnages et croient trouver leur vérité sur la scène, — il faut faire servir le théâtre à sa propre destruction : vider la scène des marionnettes qui s'y agitent et faire de la rampe, du rideau qui se baisse sur la dénonciation de l'illusion, le symbole de la barrière infranchissable qui nous sépare les uns des autres.

La sincérité de l'auteur est certaine et c'est elle qui donne son prix à sa tentative paradoxale, qui n'est pas sans rapports avec celle de Samuel Beckett en littérature. Si elle inquiète ou irrite les critiques, c'est que Ionesco ne s'est pas réservé, et ne leur a donc pas indiqué, une porte de sortie. Il a voulu se faire sauter avec sa pièce. Évidemment, les gens bien assis sur leurs chaises prétendront qu'il ne s'agissait que d'un pétard.

Jean Pouillon.



Casque d'or, film de *Jacques Becker.*

Il ne manque à ce film, pour être excellent, qu'un peu de subtilité, mais ce n'est pas si peu, car introduire la subtilité dans le mélodrame, c'est toute la question. Dans *le Gouffre aux Chimères* par exemple, l'angoisse et l'horreur de soi, et le pressentiment de la catastrophe accompagnent en

1. Le metteur en scène a commis un contresens gênant. Il a cru qu'il s'agissait de raconter une histoire particulière, d'illustrer un cas de folie à deux et de nous y faire croire. Il a donc présenté la pièce comme si elle ne nous concernait pas directement, ce qui est trahir l'intention de l'auteur.

sourdine, chez le journaliste, le cynisme des actes et des paroles. On aimerait ainsi que, dans *Casque d'Or*, les méchants ne soient pas seulement odieux. Mais l'histoire est racontée avec franchise, ce Paris d'époque n'est pas celui des journaux de modes, c'est encore celui de Victor Hugo et de Maupassant et c'est le Faubourg Antoine. Le dialogue a été courageusement réduit au minimum, et si, en voulant éviter les « mots », on n'a pas toujours évité la platitude, du moins cet effacement de la parole concourt-il à la probité de l'ensemble.

Le meilleur moment du film est celui où une tournée de fêtards viennent, au sortir du théâtre, « s'encanailler » dans un café de la Bastille. Jacques Becker excelle à peindre l'insipidité pétillante des gens du monde. La scène de la raspa était aussi la meilleure d'*Édouard et Caroline.* Ce metteur en scène possède un don satirique qu'il devrait exploiter.

C. A.



Jeux interdits, film de *René Clément.*

Ce film ne ressemble à aucun autre.

Il se signale par une absence de convention quasi introuvable dans le cinéma français de ces dernières années, et qui semblait plutôt jusqu'ici l'apanage de quelques films anglais.

Cette originalité tient au scénario lui-même, mais aussi à la manière dont l'histoire est racontée par le metteur en scène, plus qu'à la technique de l'image. René Clément se révèle ainsi un très grand metteur en scène classique, si l'on prend le terme dans ses acceptions les plus valables qui sont :

1° De porter en pleine lumière le mystérieux.

2° De laisser toujours l'expression en deçà de l'émotion pour comprimer au maximum la charge d'émotion.

3° De lier si bien entre elles les diverses parties de l'histoire que l'œuvre contient implicitement tous les éléments de sa propre explication.

Ces jeux interdits, ces jeux de croix enfantins, ces constructions de cimetières ne sont rien autre que l'effort, énigmatique en apparence mais d'une évidence parfaite, bouleversant mais sans drame, accompli par deux enfants pour que l'un d'eux — une petite fille de cinq ans — parvienne à assimiler l'expérience de la mort de ses parents mitraillés pendant l'exode. Aidée par l'amour du petit garçon de la ferme où elle est recueillie, elle se console de la perte de son chien (mitraillé lui aussi) en lui donnant une sépulture et des compagnons (souris, insectes, poussins morts). Ce creusement de tombes évoque en sourdine l'enracinement progressif de l'enfant dans sa nouvelle famille et son nouveau pays.

L'incompréhension des adultes rend vain l'effort. La petite fille sera déracinée; les dernières images du film nous montrent une enfant *perdue.* En face de cette vie profonde et grave des enfants, celle des adultes (paysans, prêtre, religieuse), tous gens de bonne volonté, apparaît élémen-

taire, mécanique, souvent cocasse. Impuissants devant leurs propres drames, ignorants, séparés de leur propre vérité par des rites extérieurs et le souci de l'ordre, ils dévastent sans penser à mal la vie des enfants. Pitoyables interdicteurs : on ne peut en vouloir énormément à aucun des personnages, mais rien n'est respecté, depuis l'humanité en exode du début jusqu'au centre d'accueil étouffant de la fin.

Il faut louer René Clément de n'avoir pas commis une seule erreur de ton dans une histoire délicate menée par ailleurs si franchement, et d'avoir constamment atteint la poésie sans jamais s'abandonner à aucune complaisance envers l'image. Le dialogue participe de la même justesse, et la musique, sur de vieux thèmes folkloriques, est, dans son genre, une réussite analogue à celle du *Troisième Homme.* Les deux enfants ne peuvent être meilleurs.

C. A.



Nous sommes tous des assassins, film de *Charles Spaak* et *André Cayatte.*

Jean CAU :

Je ne serais pas loin de penser que M. André Cayatte est un monsieur fort intelligent qui réalise, en toute conscience, des films un peu simples. Pourquoi? Parce qu'il pense qu'une grande et généreuse idée si elle est présentée, au cinéma, à travers mille subtilités, nuances et finasseries — pas forcément géniales d'ailleurs — risque de perdre en puissance ce qu'elle gagne, peut-être, en beauté de ciné-club. Parce qu'il (Cayatte), avec cette obstination émouvante des gens qui ont envie de crier quelque vérité qui les étrangle, a décidé, un film après l'autre, de montrer à des millions de Français à bonne conscience, que *leur* justice n'est pas juste. *Nous sommes tous des assassins* est un film d'honnêteté et de courage. Ah! me dira-t-on, c'est un invraisemblable mélo. A preuve, la zone en carton pâte, la mère alcoolique, le fils hérédo, la sœur prostituée, le Corse vengeur et le Corse vengeur du vengeur, le condamné innocent, le procureur méchant, l'avocaillon très idiot, le petit frère martyr, etc...

Oui, c'est un mélo. Mais Victor Hugo et Michelet, entre autres, m'ont dit qu'ils trouvaient ce film très bon; m'ont expliqué que la foule, énorme animal, réagissait mieux sous des coups d'aiguillon simples et francs que sous d'intelligentes caresses; que la vérité, parfois, pouvait être illustrée à l'aide de belles images d'Épinal un peu fanées.

Ah! me dira-t-on encore, et s'il l'obtient, Cayatte, sa suppression de la peine de mort? Aura-t-il résolu, pour ça, le problème de la criminalité? Le mal n'est pas dans la peine de mort, il est au cœur d'une société qui fabrique les criminels. Oui encore. Mais, primo, Cayatte a commencé par s'occuper du « plus gros » (de la peine de mort); secundo, soyons justes, il n'envoie pas dire à la société, au passage, qu'elle est responsable des crimes pour lesquels elle supprime sans élégance *ses* criminels.

Et s'il n'y avait pas de zone et de taudis, il y aurait moins de petits voyous, graine de tueurs.

Et si une famille n'était pas obligée de vivre dans une seule pièce, le père fatigué et excédé n'assommerait pas son bébé qui braille la nuit.

Et si l'Assistance publique n'était pas un bagne d'enfants, les enfants ne seraient pas, plus tard, des adultes bagnards.

Etc...

Il dit tout cela, Cayatte. Son film n'est pas seulement une bonne action. Il nous accuse d'être tous des assassins. Il a raison.

J. C.

Bernard DORT :

Sans doute l'importance de ce film n'est-elle pas niable et l'on ne peut que savoir gré à Charles Spaak et André Cayatte de poursuivre méthodiquement leur mise en question des principaux rouages de l'appareil judiciaire français. Jean Cau parle de l'efficacité d'un tel film — qui est certaine : les réactions des spectateurs des salles parisiennes suffiraient à la prouver. Seulement est-ce qu'un film se justifie seulement par son efficacité — doit-il s'y tenir et, pour ainsi dire, s'y dissoudre; dans quelle mesure cette efficacité immédiate va-t-elle à l'encontre du but même poursuivi par ses auteurs?

Dans *Justice est faite*, s'en prenant à l'institution du jury, Charles Spaak et André Cayatte parvenaient à soulever le problème même de toute justice — à dénoncer le scandale qui consiste, pour certains hommes, à s'ériger en juges; bref à suggérer l'ambiguïté de la notion de justice. En ce sens, quoique moins efficace (l'œuvre demeurait ouverte et susceptible de justifier maintes interprétations), *Justice est faite* me paraît plus riche que *Nous sommes tous des assassins*. Ici, se bornant à l'examen et à la dénonciation de la peine de mort, Charles Spaak et André Cayatte, s'ils sont assurés d'emporter plus facilement notre adhésion, risquent de voir cette adhésion se retourner à la fin contre eux. Que la suppression de la peine de mort soit souhaitable, rien de plus certain — mais qu'adviendra-t-il quand cette peine sera supprimée? Nos auteurs ont beau jeu de nous démontrer le scandale de la peine de mort — et ceci, sur plusieurs plans : scandale que rien, aucun argument social, ne justifie, scandale de fait aussi, avec l'horrible mise en scène qui l'entoure (et sans doute est-ce là la partie la plus convaincante du film). Il n'en reste pas moins que leur film ne saurait aller plus loin, demeurant ainsi en retrait sur *Justice est faite*. La peine de mort supprimée, une fois le système judiciaire français ayant à ce prix recouvré sa bonne conscience, devrait-on se tenir pour satisfait de voir les condamnés en prison ou aux travaux forcés à perpétuité? A l'extrême, l'on peut même dire que *Nous sommes tous des assassins* ne s'adresse qu'au Président de la République : il ne pose de problème qu'à lui, au détenteur du droit de grâce. A isoler ainsi l'exercice du droit de vie et de mort, de celui, plus général, de la justice (et un film, bien qu'il fasse partie d'un ensemble, demeure toujours unique et destiné à exercer une action par son seul contenu — à l'inverse des livres dont on conçoit mieux qu'ils parviennent à constituer une « suite »), ne va-t-on pas jusqu'à s'exposer

à justifier le reste, c'est-à-dire cette justice à laquelle avaient dessein de s'en prendre Charles Spaak et André Cayatte?

Je retrouve cet amenuisement de la signification et ce goût de la démonstration rigoureuse et un peu étroite de nos auteurs dans la façon même dont *Nous sommes tous des assassins* est réalisé. Voici, en effet, un film à sensation — destiné à faire sensation sur ses spectateurs afin d'emporter leur adhésion. La thèse leur est imposée, assenée à grands coups de scènes violentes et de simplifications arbitraires. Agencement simpliste de l'intrigue, choix de quelques exemples-types, recherche de l'effet cinématographique (chaque scène aboutissant à, et presque se résumant dans, un gros plan) : toute l'œuvre a pour but la démonstration. Mais, et ceci est un processus courant, justement parce que cette démonstration nous apparaît comme trop évidente, nous commençons à nous en méfier, à y flairer l'artifice. Un documentaire ou un film réalisé à la façon de certaines œuvres de l'école documentariste anglaise eût mieux fait l'affaire. Ici, nous décelons vite le truc, les ficelles. Il nous gêne, par exemple, de voir « jouer » les principaux personnages, voire leurs comparses, par des acteurs que nous connaissions déjà : ces acteurs sont bons, sans doute, mais nous n'y croyons pas et ce n'est pas le docteur que nous voyons conduire à l'échafaud, mais bien l'excellent Balpétré... Forcé, de par la volonté des auteurs, à conclure dans leur sens, le spectateur échappe à cette tyrannie en découvrant au sein de leur film des failles, des inconséquences. Mieux eût valu, pour eux, s'en tenir au documentaire ou, délibérément, opter pour l'artifice et substituer à leur démonstration un film qui eût été pourvu de l'épaisseur, de la complexité d'un roman véritable. Leur thèse y aurait perdu en efficacité immédiate, peut-être — mais elle y aurait gagné une signification plus large puisque, cette fois, elle aurait requis la liberté du spectateur, alors qu'ici elle est tout au plus susceptible d'emporter sa conviction.

B. D.



PRIX DE LA PERLE (ET DU COURAGE)

Attribué ce mois-ci à M. Thierry Maulnier, qui, pour parler en termes de sports, s'est irrésistiblement détaché du peloton des candidats.

Vingt-cinq critiques dramatiques — *dont M. Thierry Maulnier* — à la suite de l'interdiction faite par la préfecture de police au Théâtre de l'Ambigu de représenter la pièce de Roger Vailland, *Le colonel Foster plaidera coupable*, avaient signé la protestation suivante :

« Les critiques dramatiques soussignés protestent contre l'interdiction de la pièce de Roger Vailland *Le colonel Foster plaidera coupable.* Qu'ils aient vu ou non cette pièce, quelle que soit leur opinion sur son contenu ou sa forme, ils ne peuvent approuver une mesure qui atteint la liberté d'expression et annonce le rétablissement de la censure au théâtre. »

(*Le Monde*, 1-2 juin 1952.)

Effrayé sans doute de son courage, et se demandant si son acte n'était pas le premier symptôme grave d'une honnête maladie qui allait le ronger tout entier, M. Thierry Maulnier, le lendemain, se purgeait de la façon suivante dans *Le Figaro* :

« *Si je crois qu'il était inutile et maladroit d'interdire la pièce de Roger Vailland, c'est que cette pièce était un exemple, un terrible exemple. L'exemple de ce qu'une doctrine qui exige... une soumission sans réserve aux mots d'ordre, peut faire d'un écrivain de talent.*

» *D'une façon plus générale, ne serait-il pas dommage qu'une « censure » quelconque nous eût privés, ces dernières semaines, du spectacle de M. Aragon, célébrant les pires produits du style « calendrier des Postes », qu'on nomme réalisme socialiste? ou du spectacle de M. Joliot-Curie, hier encore savant respecté, épousant sans examen, à plus de* 10.000 *kilomètres de distance, les affirmations quant à la guerre bactériologique de cette même propagande chinoise qui accuse aussi les religieuses catholiques de massacrer les petits enfants?*

» Voilà où ils sont descendus, *et il faut que cela se sache.* »

Tout s'éclaire donc : M. Thierry Maulnier n'a pas défendu la liberté d'expression et ne s'est pas élevé contre le rétablissement de la censure au théâtre. Il a simplement regretté que la pièce de Roger Vailland ne puisse exercer ses vertus thérapeutiques sur le public du *Figaro*. Dommage, s'écrie M. Maulnier, cette pièce était « un exemple, un terrible exemple ». Comme si le public du *Figaro* avait besoin d'exemples, de terribles exemples, comme si les articles de M. Thierry Maulnier ne lui avaient pas encore appris à *bien penser.*

Le Gérant : Francis Jeanson.

Imprimerie Chantenay, Paris-6e — Juillet 1952
Dépôt légal : 3e trim. 1952